

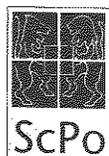
Cargor
457187

76800

Vestigios

LE FIL ROUGE

Sociologie
de la mémoire communiste



Également aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques :

Bertrand Badie, *Stratégie de la grève. Pour une approche fonctionnaliste du Parti communiste français*, 1976

Dominique Labbé, *Le discours communiste*, 1977

Danielle Tartakowsky, *Les premiers communistes français. Formation des cadres et bolchevisation*, 1980

Nicole Racine, Louis Bodin, *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*, 2^e édition, 1982

Jean-Pierre Rioux, Antoine Prost, Jean-Pierre Azéma (dir.), *Les communistes français, de Munich à Châteaubriant (1938-1941)*, 1987

Jacques Girault, Benoît Frachon, *communiste et syndicaliste*, 1989

Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, 1989

Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la libération*, 1993

LE FIL ROUGE

Sociologie
de la mémoire communiste

"Vestigios D/030675/10
Financiado por la AECID"

Marie-Claire
LAVABRE

Biblioteca Daniel Cosío Villegas
EL COLEGIO DE MEXICO, A. C.

Le catalogue général sera envoyé sur simple demande adressée aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 44, rue du Four, 75006 Paris.

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

335.430944

L392f

es.2

EL COLEGIO DE MÉXICO Biblioteca Daniel Cosío Villegas Coordinación de Servicios	
Fecha	Firma de salida
15 JUL 2015	
	

Pour Alice

Couverture : Emmanuel Le Ngoc
Photo de couverture : Guy Michelat

© 1994, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
ISBN 2-7246-0660-4

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement
ou partiellement le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français
d'exploitation du droit de copie (CFC), 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris.

REMERCIEMENTS

Les militants communistes qui se sont prêtés à cette enquête ont droit à toute ma reconnaissance. Si je ne souhaitais pas être avec eux une militante de la mémoire, je me suis efforcée de ne trahir ni la confiance qu'ils m'ont témoignée ni le respect que j'ai de leurs convictions et de leurs engagements.

Dominique Memmi, Patrick Michel, Henri Rey et Henry Rousso ont discuté avec moi de ce livre. Ils en ont commenté le propos général ou le détail. Leur soutien autant que leurs conseils amicaux et suggestions m'ont été précieux. Je tiens à manifester ma très vive gratitude à François Platone pour sa lecture minutieuse du manuscrit.

Je remercie également les membres du jury de soutenance de la thèse dont ce livre est issu, Philippe Braud, Annie Kriegel, Jacques Lagroye, Pascal Perrineau, Marc Sadoun et Michel Verret : leurs critiques et leurs remarques m'ont été très utiles. Georges Lavau avait dirigé ce travail. Ce livre lui doit beaucoup.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

MÉMOIRE ET POLITIQUE LE CAS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Histoire, mémoire et usages politiques du passé.....	15
Le fil rouge	20
La question de la spécificité de la mémoire communiste	22
La mémoire communiste comme rencontre des usages politiques du passé et du souvenir.....	24
La mémoire historique du Parti communiste français ...	25
Sociologie de la mémoire communiste : hypothèses.....	29
L'actualité d'une réflexion sur la mémoire communiste	33
La sélectivité de la mémoire.....	35

Chapitre 1

PREMIÈRE FIGURE DE LA MÉMOIRE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Histoire, mémoire historique et mémoire collective.....	37
La mémoire historique de la Révolution française	44

La Révolution française dans les autobiographies communistes.....	64
Les militants communistes et leur Révolution.....	68
Les raisons de la mémoire collective.....	87
Contrepoint : la mémoire communiste de la Commune.....	88

Chapitre 2

DEUXIÈME FIGURE DE LA MÉMOIRE
1956 ET LE CHOC DE LA DÉSTALINISATION

Mémoire, événement et sens.....	97
Brève histoire de la mémoire historique de l'année 1956.....	101
Les souvenirs autorisés de l'année 1956.....	119
La mémoire vive des militants communistes.....	126
Génération et mémoire.....	156
Contrepoint : tradition et mythe soviétique.....	160

Chapitre 3

TROISIÈME FIGURE DE LA MÉMOIRE
LES COMMUNISTES ET DE GAULLE

Conflits de mémoire et mémoire polémique.....	165
L'histoire officielle ou les avatars de la mémoire historique.....	169
Mémoire vive et mémoire collective du général de Gaulle.....	190
Mémoire officielle et mémoire vive.....	205
Contrepoint : la mémoire communiste de la Résistance.....	206

Chapitre 4

LES CADRES DE LA MÉMOIRE COMMUNISTE

Les cadres de l'intelligibilité : le sens de l'histoire.....	223
Les cadres de l'organisation : secret, hiérarchie et renouvellement des militants.....	241
Les cadres de la socialisation : l'adhésion.....	263

Conclusion

LA MÉMOIRE COMMUNISTE

La mémoire d'un parti politique.....	280
D'une définition de la mémoire collective à l'étude des sources écrites et orales de la mémoire communiste.....	281
Un noyau de vérité?.....	283
<i>Sources et méthodes</i>	291
<i>Liste des enquêtés</i>	299
<i>Liste des photographies utilisées dans l'enquête</i>	302
<i>Bibliographie</i>	303
<i>Index des noms de personnes</i>	315

Introduction

MÉMOIRE ET POLITIQUE
LE CAS DU PARTI
COMMUNISTE FRANÇAIS *

« Gottwald était flanqué de ses camarades, et à côté de lui, tout près, se tenait Clementis. Il neigeait, il faisait froid et Gottwald était nu-tête. Clementis, plein de sollicitude, a enlevé sa toque de fourrure et l'a posée sur la tête de Gottwald.

La section de propagande a reproduit à des centaines de milliers d'exemplaires la photographie du balcon d'où Gottwald, coiffé d'une toque de fourrure et entouré de ses camarades, parle au peuple. (...)

Quatre ans plus tard, Clementis fut accusé de trahison et pendu. La section de propagande le fit immédiatement disparaître de l'histoire et, bien entendu, de toutes les photographies.

Depuis, Gottwald est seul sur le balcon. Là où il y avait Clementis, il n'y a plus que le mur vide du palais. De Clementis, il n'est resté que la toque de fourrure sur la tête de Gottwald. »

Milan Kundera, *Le livre du rire et de l'oubli*¹.

Le livre du rire et de l'oubli a été publié en France en 1978. Un succès de librairie s'ouvre avec une réflexion sur le pouvoir,

* Ce livre est une version remaniée d'une étude de la mémoire communiste réalisée dans le cadre d'une thèse pour le doctorat d'État de science politique : *Histoire, mémoire et politique : le cas du Parti communiste français*, sous la direction de Georges Lavau et Pascal Perrineau, Paris, Institut d'études politiques, 1992, 2 vol., 583 p.

1. Milan Kundera, *Le livre du rire et de l'oubli*, Gallimard, 1978, p. 9-10.

l'histoire, le souvenir et l'oubli. Du côté de l'histoire politique, celle qui advient, c'est l'échec de l'Union de la gauche aux élections législatives et, bientôt, la rupture entre les partenaires du Programme commun. Du côté de l'histoire savante, celle qui s'efforce de rendre le passé intelligible, Pierre Nora publie une première définition de la notion de mémoire collective¹, et, bientôt, un article qui, constatant la fin d'un monde marqué par la double hégémonie des mémoires communiste et gaulliste, s'intitule significativement « Quatre coins de la mémoire² ». La citation de Milan Kundera qui ouvre ce propos est donc contemporaine des signes qui annonçaient la crise du communisme français mais aussi de l'émergence de la mémoire et de l'oubli dans les préoccupations communes et le vocabulaire légitime des sciences sociales. Elle est à l'origine, lointaine, de ce livre et introduit à la représentation la mieux partagée de la mémoire communiste.

Sélective, oublieuse parce que fondée sur la falsification du passé, sur l'occultation des événements et des figures qui contreviennent aux impératifs politiques du moment et, conjointement, sur l'exaltation sans nuance des sources réelles ou fictives de l'identité communiste, la mémoire communiste ne serait rien d'autre qu'une forme d'histoire officielle partagée, par conviction ou par défaut. Que le Parti communiste français existe dans un contexte où l'histoire qu'il élabore et commémore vaut d'abord pour ses adhérents, responsables complices ou militants naïfs au jugement obscurci par la foi, importe peu. Chacun reconnaît en effet que le Parti communiste français fournit maints exemples de même nature, à commencer par les modifications de l'iconographie qui affectent les éditions successives du livre de Maurice Thorez, *Fils du peuple*³. Mémoire

1. Pierre Nora, « Mémoire collective », in *La nouvelle histoire*, Jacques Le Goff (dir.), Retz, 1978, p. 398-401.

2. Pierre Nora, « Quatre coins de la mémoire », *H-Histoire*, 2, p. 9-31.

3. Paul Thorez, dans l'ouvrage autobiographique qu'il consacre à son enfance, établit le parallèle entre les habitudes soviétiques en matière de trucage photographique et la censure qui, de l'édition de 1937 de *Fils du Peuple* à celle de 1949, fait disparaître Gitton d'une photographie où il apparaissait aux côtés de Jacques Duclos et de Maurice Thorez.

Cf. Paul Thorez, *Les enfants modèles*, Lieu Commun, 1982, p. 105.

L'ouvrage d'Alain Jaubert, consacré aux « photos qui falsifient l'histoire », donne maints exemples de ces exercices que les régimes totalitaires affectent,

sélective, mémoire autoritaire mais aussi mémoire nationale et combattante, mémoire ouvrière et militante, la mémoire communiste est réputée assurer l'identité et la cohésion présentes du parti au prix de réarrangements constants de l'histoire. En dépit du déclin et de la perte de visibilité de ce parti, aujourd'hui que se sont ouvertes à Moscou les archives du mouvement communiste international¹, certains ne manquent pas d'opposer la réalité du passé à la légende, la vérité du document aux mensonges de la commémoration, en un mot l'histoire à la mémoire communiste. Est-ce là affaire d'histoire ? Parfois.

HISTOIRE, MÉMOIRE ET USAGES POLITIQUES DU PASSÉ

Est-ce là affaire de mémoire ? En un certain sens, communément admis aujourd'hui quand on parle de mémoire politique ou de mémoire nationale, certainement. Mais chacun sait également que les falsifications les plus grossières, si elles ne sont pas sans conséquence en ce qu'elles amputent ce qui peut être transmis, n'ont cependant pas le pouvoir immédiat d'affecter les souvenirs du passé vécu. Mémoire et souvenir : deux termes que tout rapproche dans le vocabulaire commun où la mémoire n'est autre que « la faculté de conserver et de rappeler des états de conscience passés », de « garder le souvenir² », que tout distingue depuis que la mémoire, devenue objet d'histoire, se confond pour partie avec les instrumentalisation politiques du passé appréciées à l'aune de l'histoire « proprement advenue³ ». Il ne s'agit pas ici d'engager une querelle de vocabulaire

tionnent, mais que la presse française, notamment communiste, ne dédaigne pas. À propos de *Fils du peuple* : cf. Alain Jaubert, *Le commissariat aux Archives*, Barrault, 1986, p. 178-180.

1. Il s'agit des archives du Komintern déposées au Centre russe d'études et de conservation des documents d'histoire contemporaine (ex Institut marxiste-léniniste).

2. Définition du sens courant, *Dictionnaire*, Le Robert, 1981.

3. Selon l'expression de L. von Ranke, cité par Jean Laplanche, « L'interprétation entre déterminisme et herméneutique, une nouvelle position de la question », in *La révolution copernicienne inachevée*, Aubier, 1994, p. 389.

mais de souligner la difficulté qu'engendre un usage trop fluide de la notion de mémoire qui récuse et suggère tout à la fois le souvenir. L'opposition de l'histoire et de la mémoire en tant que l'une est opération qui s'efforce d'établir le passé et de le rendre intelligible et l'autre un rapport au passé porté par des intérêts qui ne sont pas ceux de la connaissance mais de l'exemple ou de l'identité¹ — Paul Ricœur dirait encore de l'« identité narrative² » — reste essentielle à la définition de la mémoire. Mais cette distinction, qui renvoie encore à celle de l'histoire « critique » et de l'histoire « totémique » selon Pierre Nora³, n'épuise pas les usages communs ou savants qui sont faits aujourd'hui de cette notion.

De là, l'extrême polysémie du terme de mémoire en sciences sociales. Née d'une réflexion épistémologique sur la nature du travail de l'historien et sur la relativité de la connaissance en histoire⁴, bientôt nourrie des travaux de Paul Ricœur qui mettent l'accent sur l'interprétation et la reconstruction du passé⁵, l'histoire de la mémoire, moins soucieuse de la réalité du passé que de la vérité du présent, s'impose comme une forme d'histoire « au second degré⁶ » et revendique son appartenance aux sciences sociales : elle est, à proprement parler, histoire des usages politiques du passé⁷. Mais, dans cette même perspective, la mémoire, parce qu'elle est toujours liée au sensible et au vécu, peut tout aussi bien renvoyer à ce mouvement de rétrospection par lequel, dit-on, une communauté

1. À propos des formes d'intérêt qui commandent le rappel du passé, voir Moses Finley, *Mythe, mémoire, histoire*, Flammarion, 1981, p. 26.

2. Paul Ricœur, *Temps et récit*, tome III, *Le temps raconté*, Seuil, 1985, p. 355.

3. Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, tome I, *La République*, Gallimard, 1984, p. xxv.

4. Voir notamment Lucette Valensi, *Les fables de la mémoire. La glorieuse bataille des trois rois*, Seuil, 1992, p. 277-278.

5. Paul Ricœur, « Événement et sens », in *L'espace et le temps*, Actes du XXII^e colloque de l'Association des sociétés de philosophie de langue française, Vrin, 1990, p. 9-20.

6. Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, tome III, *Les France*, vol. 3, Gallimard, 1992, p. 25.

7. Pour un développement sur ce point, voir : Marie-Claire Lavabre, « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, 3, 1994.

vivante se réapproprie son passé¹, voire aux souvenirs du passé que conservent les individus là où les pouvoirs politiques malmènent l'histoire et manipulent le passé². Au mieux donc, l'usage de la notion de mémoire valorise, sur le mode de la nostalgie, une manière d'histoire pré-scientifique définie par les contraintes de la narration, plus proche de la « belle histoire » que de la connaissance du passé, ou, sur le mode du « devoir de mémoire », l'ensemble des souvenirs, trace inaltérable du vécu, que conserve une communauté. Au pis, il stigmatise, au nom du droit à la mémoire, la falsification du passé, ou, au nom de la science, un rapport affectif au passé qu'expriment les légendes et les mythes partagés ou supposés tels.

Ce livre, à la croisée de deux formes de curiosité, l'une pour le Parti communiste français et particulièrement pour les militants de ce parti, l'autre pour la théorie de la mémoire collective telle que Maurice Halbwachs l'a élaborée, est aussi recherche d'une tierce voie, entre souvenir et mémoire, entre évocations individuelles du passé et instrumentalisation collectives de l'histoire. Alors que Maurice Halbwachs s'efforçait de convaincre de la pertinence de son approche en soulignant combien ses contemporains n'étaient pas encore habitués à parler de la mémoire d'un groupe, « même par métaphore », le succès contemporain de la formule aboutit paradoxalement à ce que, trop accoutumés à considérer les usages politiques du passé comme mémoire, nous négligeons de nous interroger sur l'efficacité sociale des instrumentalisation du passé. À se limiter à l'observation des discours et des pratiques politiques, on se borne en effet au constat que l'histoire est mise au service du passé, qu'elle n'est que l'instrument des préoccupations du moment. À l'inverse, l'addition de souvenirs individuels, seraient-ils mémoire commune, c'est-à-dire souvenirs d'un passé vécu en commun, ne constitue pas nécessairement une mémoire collective. C'est bien l'interpénétration du collectif et de l'individuel qui autorise l'hypothèse d'une mémoire collective, au

1. Pascal Ory, *Une nation pour mémoire, 1889, 1939, 1989, Trois jubilés révolutionnaires*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992, p. 9.

2. Voir les articles croisés de Youri Afanassiev et Pierre Nora, « Mémoire-Histoire » in *50 idées qui ébranlèrent le monde*, *Dictionnaire de la Glasnost*, Youri Afanassiev et Marc Ferro (dir.), Payot/Progress, 1989, p. 411-418.

sens fort, c'est-à-dire non métaphorique du terme. Ainsi, il ne s'agira pas ici d'une étude de la mémoire communiste entendue comme économie particulière à ce parti du passé dans le présent ni même d'une restitution de ce dont se souviennent les militants communistes mais d'une approche des effets de l'appartenance à un collectif sur les souvenirs que conservent les individus. En d'autres termes, on tentera d'apprécier l'influence de l'élaboration d'une historiographie partisane — qu'on appellera encore « mémoire historique » — sur les souvenirs et les représentations du passé que restituent les militants. Le terme de « souvenirs », que l'on préfère ici à celui de « mémoire », est donc choisi à dessein : il renvoie à « la mémoire vive », par opposition à la « mémoire historique » qui est élaboration finalisée de l'histoire, prescription d'un devoir de mémoire, lequel rencontre ou non les attentes et les espérances, la conscience et l'imaginaire collectifs. En effet, si en parlant de la mémoire d'une organisation et singulièrement du Parti communiste français, on signifie, le plus souvent, qu'il y a usages politiques du passé, ce point de vue, pour être le plus évident, n'en évite pas moins la question des représentations partagées, essentielle à toute approche de l'adhésion politique et de la socialisation partisane. On comprendra mieux encore en s'intéressant à ce qu'on appelle l'absence de mémoire du Parti communiste français. Dire qu'il y a occultation du passé, c'est dire aussi qu'il y a absence de transmission et que les générations d'adhérents les plus récentes n'ont pas les moyens, en tout cas au sein de l'organisation, d'entendre le récit « vrai » du passé. Or cette dimension des modalités collectives de l'oubli, entendu ici comme déperdition de souvenirs, ne relève que d'un phénomène mécanique, lié à la structure de l'organisation, et, de ce fait, ne rend compte que très partiellement des raisons de la sélectivité de la mémoire.

Cette recherche se propose donc d'articuler l'histoire collective et les itinéraires individuels, l'historiographie partisane et les souvenirs évoqués par les militants. À ce projet correspond la notion de « mémoire collective », empruntée à Maurice Halbwachs¹ et développée par Roger Bastide dans son étude sur *Les religions africaines au Brésil*². Une question, absente quand

1. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, PUF, 1968.

2. Roger Bastide, *Les religions africaines au Brésil*, PUF, 1960.

mémoire et usages politiques du passé se trouvent confondus, préside ainsi à l'ensemble de ce propos : comment la mémoire d'un groupe, entendue comme instrumentalisation de l'histoire propre à ce groupe, s'impose-t-elle aux individus, ou comment, à l'inverse, passe-t-on de la multiplicité des souvenirs individuels à l'unicité d'une « mémoire collective¹ » ? La question, ainsi formulée, invite à dire avec Maurice Halbwachs « que l'individu se souvient en se plaçant du point de vue du groupe et que la mémoire du groupe se réalise et se manifeste dans les mémoires individuelles² » et à préciser, avec Roger Bastide, que les mémoires individuelles ne sont pas le simple reflet d'une mémoire collective transcendante, extérieure et supérieure aux individus³. Il convient alors de mettre l'accent sur les canaux sensibles de la transmission, sur les relations et, ainsi que le suggérait encore Marc Bloch, sur les « faits de communication⁴ » entre individus au sein du groupe.

À cet égard, le 1984 d'Orwell, trop abondamment sollicité lorsque réalité et fiction ont semblé se rejoindre, a souvent suggéré un modèle totalitaire de la mémoire communiste comme soumission des consciences individuelles à l'histoire officielle. Il a interdit quelques-unes des questions que pose l'étude de la mémoire communiste quand on considère qu'elle est également définie par les souvenirs dont les individus sont porteurs. Celle de l'irréductible, que symbolise ici la toque de fourrure de Clementis ? Pas seulement. Sans doute, l'idée selon laquelle « le contrôle du passé dépend surtout de la discipline de la mémoire⁵ » a-t-elle valeur d'intuition. Mais la force de conviction de la fiction fait qu'on tend à conclure à la discipline de la mémoire quand on ne fait qu'observer des tentatives de contrôle du passé. Parce que la mémoire collective n'est pas mémoire du corps social envisagé, par facilité et anthropo-

1. Cette question est également formulée par Gérard Noiriel in « Pour une approche subjectiviste du social », *Annales ESC*, 6, 1989.

2. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, PUF, 1952, p. VIII.

3. Roger Bastide, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, PUF, 1970, p. 82.

4. Marc Bloch, « Mémoire collective, tradition et coutume. À propos d'un livre récent », *Revue de synthèse historique*, 118-120, 1925.

5. Georges Orwell, 1984, cité par Georges Lavau, *À quoi sert le PCF ?*, Fayard, 1981, p. 240.

morphisme¹, comme un tout, l'existence d'une mémoire historique et d'un devoir de mémoire ne permet pas de présumer que les mémoires individuelles seront conformes à la norme explicitée par le groupe.

Faut-il alors inverser le propos, s'indigner et opposer le souvenir, comme trace conservée, aux manipulations dont l'histoire est l'objet, dire qu'une « mémoire indestructible » peut résister à une « pratique aussi puérile² » ? Non plus. Car considérer avec Halbwachs l'hypothèse selon laquelle « l'individu évoque ses souvenirs en s'aidant des cadres de la mémoire sociale³ », c'est admettre que les souvenirs ne sont pas conservés mais reconstruits, remaniés en fonction des conditions présentes. Par ailleurs, cette réticence de bon sens — ou de sens commun — à confondre souvenirs et mémoire historique ne doit pas interdire de s'interroger sur le pourquoi ou le comment de ces tentatives de falsification du passé et sur leurs effets. À cet égard, il convient plutôt de saisir la nature et les raisons de la résistance au contrôle, à l'occultation ou à la falsification du passé.

Dès lors, il s'agira moins, on le devine, d'examiner la relation de la mémoire et de l'histoire que de porter attention à la sociologie de la mémoire.

LE FIL ROUGE

Ainsi, le fil rouge qui identifie et commande ce propos a-t-il de multiples raisons. Il renvoie en premier lieu à la métaphore du fil d'Ariane. Il est alors « fil », au double sens du fil de l'histoire advenue et du fil de l'histoire racontée, « rouge » parce que communiste, dans la préface du *Manuel d'histoire du Parti communiste français*, histoire officielle publiée en 1964⁴. Il est encore fil de la mémoire individuelle selon

1. Voir Marc Bloch, art. cité.

2. Jeannine Verdès-Leroux, « La mémoire indestructible », *Le Genre humain*, 8, hiver 1984, p. 147-161.

3. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, op. cit., p. 289.

4. Voir : *Histoire du Parti communiste français*, *Manuel*, Éditions sociales, 1964, p. 10.

Bergson quand celui-ci considère que la conscience fait émerger le souvenir, utile au présent, à l'avenir, en un mot à l'action, en « tirant à elle le fil qu'elle tient¹ ». Il est présent, enfin, dans l'analyse des règles de la narration que propose Paul Ricœur quand il met l'accent sur le caractère finalisé de tout récit².

Il évoque en second lieu le fil rouge des cordages blancs de la marine anglaise qui permet d'identifier les vaisseaux naufragés, métaphore du principe d'identité, toujours présent même quand il n'est pas immédiatement visible³, et ici, représentation possible de la mémoire collective, rencontre de la mémoire historique et de la mémoire individuelle. Le fil rouge figure alors la mémoire historique, c'est-à-dire la manière dont on écrit ou commémore l'histoire collective, dont on prescrit l'interprétation du passé et explicite la norme du groupe, tandis que les fils blancs qui constituent la masse du cordage, images des mémoires individuelles qui participent à la mémoire collective, indiquent opportunément les diverses distances des individus à la norme, toujours présente même quand elle reste implicite.

Mémoire, narration, évocation du passé : la métaphore du fil et de la corde est largement partagée, sans doute parce que, comme le note Mircea Eliade, « ces images correspondent à des expériences extrêmement profondes et qu'en fin de compte elles révèlent une situation humaine qui semble intraduisible par d'autres symboles ou concepts⁴ ». Ce qui vaut peut-être à cette approche de la mémoire communiste l'esquisse d'une dimension supplémentaire, celle de « la corde de l'espérance » qui permet, selon Henri Desroche, la conjugaison de l'avenir et du passé, du messianisme et de la mémoire⁵.

1. Henri Bergson, *L'énergie spirituelle*, PUF, 1976, p. 129.

2. Paul Ricœur, « Suivre une histoire », *Temps et récit*, tome I, Seuil, 1983, p. 211-219.

3. Cette métaphore est utilisée par Johan Wolfgang von Goethe, *Les affinités électives*, II, Gallimard, 1980, p. 181. Voir également le commentaire qu'en fait Sigmund Freud, *Le mot d'esprit et sa relation à l'inconscient*, Gallimard, 1988, p. 67-70 et 199-200.

4. Mircea Eliade, cité par Henri Desroche, *Sociologie de l'espérance*, Calmann-Lévy, 1973, p. 8.

5. Henri Desroche, op. cit., p. 46.

LA QUESTION DE LA SPÉCIFICITÉ DE LA MÉMOIRE COMMUNISTE

Il faut dire aussi, dès maintenant, l'ambiguïté de ce propos. Si cette étude traite de la mémoire communiste et de ses mécanismes propres, son ambition est d'éprouver dans ce cas particulier un modèle de la mémoire collective — telle que tous les partis, familles ou groupements politiques sont susceptibles de la produire. En ce sens, cette étude du Parti communiste français est une étude de cas. Parce que ce parti manifeste un goût éclatant pour l'histoire, pour son histoire qu'il écrit, enseigne et commémore, parce que ses militants consentent — ou consentaient — souvent un effort de formation important, parce que l'organisation même du parti, dans les cellules, les sections, les quartiers et les municipalités repose sur des réseaux de sociabilité, des « communautés affectives ¹ » qui autorisent, selon Halbwachs, l'hypothèse même d'une mémoire collective comme mémoire partagée, ce cas est exemplaire. De surcroît, cette étude de la mémoire communiste, si elle se donne pour objet de montrer que les usages politiques du passé ne rencontrent pas nécessairement la mémoire vive, suggérera ce que sont les raisons de la mémoire. En tant qu'elle n'est pas, en droit sinon en fait, connaissance de l'histoire réellement advenue, en tant qu'elle résiste à la réalité du passé pour nourrir la vérité du présent, elle alimente la conviction politique — d'aucuns diraient le « croire » politique, c'est-à-dire non seulement les croyances mais « l'ensemble des pratiques, comportements et institutions dans lesquels ces croyances prennent corps ² » — qui en retour contraint ses contenus. À cet égard, éclairer les ressorts de la mémoire communiste, c'est envisager, fût-ce de manière hypothétique, une interprétation plus générale du besoin de mémoire qui saisit aujourd'hui une société pétrie d'histoire mais privée de souvenirs, c'est-à-dire de transmission.

Le défaut de comparaison avec d'autres mémoires partisans interdit en lui-même qu'on présuppose la spécificité du PCF en la matière. Mais, au-delà de la prudence dans la méthode et dans les énoncés, le refus d'un cadre d'analyse qui postulerait

la singularité du PCF et, partant, de la mémoire communiste répond à d'autres raisons. S'agissant de la mémoire et de ses mécanismes, présupposer la spécificité du Parti communiste français reviendrait à considérer que le 1984 d'Orwell constitue un paradigme valide pour apprécier le traitement de l'histoire et du passé au Parti communiste français ou que les manières de celui-ci en la matière peuvent être purement et simplement assimilées aux pratiques historiques qui prévalaient dans les pays du « socialisme réel ». Outre que cette représentation de la mémoire communiste aboutit à ce qu'on se soucie peu des conditions concrètes dans lesquelles le Parti communiste français, en situation de concurrence, élabore une historiographie, elle repose sur l'idée implicite que les usages politiques du passé répondraient chez d'autres à des nécessités et à des règles différentes, voire échapperaient à l'instrumentalisation pure et simple du passé. Les conditions d'existence des diverses mémoires partisans qui s'affrontent aujourd'hui encore dans le cadre français sont sans doute suffisamment différentes pour qu'on ne puisse pas les présumer analogues : cela ne signifie pas pour autant qu'il y a une différence de nature entre elles, en tout cas pour la part qui relève dans toute mémoire politique du jeu des ombres et des lumières portées sur le passé. Ainsi, m'appliquant dans cette recherche à l'étude d'un cas, je réserverai totalement la question de la comparaison, tout en faisant l'hypothèse que la mémoire communiste, telle que je tenterai de la découvrir, n'est particulière que dans ses contenus tandis que ses mécanismes éclairent le fonctionnement de toute mémoire politique.

Quant au Parti communiste français, la question de sa spécificité et partant de celle des outils d'analyse qu'on lui applique a déjà été largement débattue ¹. S'affirmant « parti de type nouveau », le Parti communiste français justifie dans le même mouvement le recours à des méthodes, à des problématiques *ad hoc*, à des savoirs différents, fondés sur le marxisme ou énoncés du point de vue de la classe ouvrière, et appelés en retour à souligner la différence qu'il revendique. La mémoire, effet et facteur de l'identité, n'échapperait pas à cette contrainte. À cet égard, je tiendrai avec Georges Lavau que, sauf à adhérer

1. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 11.

2. Danièle Hervieu-Léger, *La religion pour mémoire*, Cerf, 1993, p. 9.

1. Cf. « Étudier le PCF », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 29-30, 1979, p. 12-170.

à l'image que les communistes ont d'eux-mêmes quand ils affirment que leur parti n'est pas comme les autres, « il n'est pas possible de s'engager dans une entreprise de connaissance du PCF en posant au principe de cette analyse que le PCF est spécifique, que le lien entre son activité théorique et le reste de sa pratique lui est spécifique, que l'articulation de son discours à l'ensemble de sa pratique caractérise la spécificité de son fonctionnement ¹ ».

On considérera ainsi, d'une part, que la mémoire communiste peut être étudiée avec les mêmes outils conceptuels que toute autre mémoire politique, et, d'autre part, que la spécificité communiste en la matière tient peut-être à la capacité qu'a ce parti d'être, plus que tout autre, un groupe d'appartenance et de référence privilégié pour ses militants. Du point de vue de la méthode, c'est dire que le PCF est un parti comme les autres en même temps qu'un groupe d'appartenance parmi d'autres. En revanche, le « parti-société » qu'il constitue, selon Annie Kriegel ², autorise l'hypothèse d'une organisation relativement plus efficace de la mémoire collective et de l'oubli.

Il s'agira donc de résister à la représentation commune de la mémoire communiste comme pure falsification du passé, à l'image de l'écriture stalinienne de l'histoire, mais aussi de refuser la sacralisation d'une mémoire autre, porteuse des souvenirs distinctifs de la classe ouvrière, telle que le PCF la revendique.

LA MÉMOIRE COMMUNISTE COMME RENCONTRE DES USAGES POLITIQUES DU PASSÉ ET DU SOUVENIR

Il demeure, on l'aura compris, que la question qui préside à ce livre est une question générale : peut-on, autrement que sous la forme d'une métaphore, et bien que celle-ci soit aujourd'hui

1. Georges Lavau, « Contribution au débat sur l'étude du PCF », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 32-33, 1979, p. 269-270.

2. Cf. Annie Kriegel, *Les communistes français, 1920-1970*, Seuil, 1985, p. 143 et suiv.

d'hui largement partagée, parler de la mémoire d'un parti politique ? Dès lors, en effet, qu'on ne se préoccupe pas des souvenirs dont les individus sont porteurs, n'y a-t-il pas abus de langage, voire illusion, à considérer que la réalité de la mémoire communiste se confond avec l'histoire officielle et les tentatives de contrôle du passé que révèle l'analyse de l'historiographie communiste ? Cette question renvoie à une interrogation formulée en de tout autres termes par Georges Lavau. S'il est vrai, en effet, que ce parti élabore et réélabore depuis longtemps une grille de lecture du passé, de l'histoire comme politique au passé, l'efficacité pratique et sociale de cette grille pose problème, aujourd'hui plus encore qu'autrefois ¹. Car, quand on peut supposer que les plus anciens ne se contentent pas de se taire, et ce d'autant moins que le « devoir de mémoire » suscite la réactivation du passé par ceux qui l'ont vécu (sur le modèle même du « témoignage » ou du service rendu à l'histoire que proposent la presse et les autobiographies publiées par les éditions du parti), on doit aussi s'interroger sur les réaménagements qu'opèrent — ou non — les différentes générations dont l'action, les convictions et les engagements militants se trouvent occultés ou rétrospectivement réévalués. D'où la nécessité d'une double investigation, l'une fondée sur les pratiques officielles et les sources écrites de la mémoire (la mémoire historique), l'autre fondée sur les évocations du passé et les sources orales de la mémoire (la mémoire vive).

LA MÉMOIRE HISTORIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

D'emblée, un premier ensemble de données s'impose à l'observateur. On peut constater l'intérêt que le PCF porte à l'histoire, à son histoire, et le rôle fort important que tiennent les références au passé dans ses interventions politiques. À cet égard, ce n'est pas le fait mais plutôt la quantité des références dans les interventions des dirigeants communistes, éventuellement l'intensité de la connivence qui autorise, par exemple,

1. Georges Lavau, *À quoi sert le PCF ?*, *op. cit.*, p. 249.

sans grand risque d'être incompris, de qualifier l'adversaire de « versaillais » ou de « coblençard », qui fait la spécificité du PCF¹.

Mais, nombre d'auteurs l'ont déjà souligné, ce souci du passé et particulièrement de la mise en scène de l'acteur « Parti communiste » va de pair avec des déformations et des occultations, repérables tant au niveau de l'historiographie proprement dite que du discours politique. Les historiens communistes eux-mêmes, attentifs dès la fin des années soixante-dix aux avancées de la recherche universitaire à laquelle ils contribuent parfois et aux « besoins nouveaux » du PCF en matière d'histoire, ne se sont pas privés de dénoncer l'histoire officielle, de *Fils du peuple* au *Manuel* de 1964² en passant par les interventions des dirigeants communistes français ou du mouvement communiste international en matière d'histoire³. Jean Burles, s'interrogeant en 1979 sur « histoire et politique dans le PCF », montre ainsi combien l'histoire « était, au sens étroit, un "élément" dans la politique du PCF », lequel, « sujet » d'une « histoire illustrative de sa politique » et « explicative de son présent », ne pouvait être pour lui-même « objet d'histoire⁴ ».

Les avancées des historiens communistes, qu'on ne saurait réduire à un simple changement de style, sont alors évidentes : *Les Cahiers de l'Institut Maurice Thorez* — aujourd'hui *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*⁵, en témoignent. Le Comité central d'Argenteuil (1966), référence de la liberté

1. À ce propos, voir « Certaines idées de la France », *Les dossiers de Sèvres*, 3, 1980.

2. Cf. notamment Jean Burles, « Histoire et politique dans le PCF », in « Étudier le PCF », *op. cit.*, p. 15-16. Voir également la réponse de René Gallissot, in « Peut-on écrire l'histoire du PCF ? », *Politique aujourd'hui*, mai-juin 1976, p. 121.

3. Sur les décisions politiques qui à diverses reprises — et notamment en 1939 et 1956-1957 — fixent les objectifs et le cadre politique dans lequel s'inscrit l'écriture de l'histoire, cf. Jean Burles, art. cité, p. 15. Voir également : Stéphane Courtois, « Lutttes politiques et élaboration d'une histoire : le PCF historien du PCF dans la seconde guerre mondiale », *Communisme*, 4, 1983, p. 5-6. Marie-Claire Lavabre et Denis Peschanski, « L'histoire pour boussole ? Note sur l'historiographie communiste, 1977-1981 », *Communisme*, 4, 1983, p. 109-110.

4. Jean Burles, art. cité, p. 14-15.

5. L'Institut de recherches marxistes est né en 1979 de la fusion de l'Institut Maurice Thorez et du Centre d'études et de recherches marxistes.

retrouvée des intellectuels communistes, interdit désormais toute vérité officielle qui soit en contradiction avec « l'histoire réelle¹ ». Le temps semble révolu où des décisions politiques fixaient les objectifs assignés à l'histoire, ses contenus autorisés, et les règles de son élaboration, soumise au « principe léniniste de l'esprit de parti dans la science historique² ». Il ne s'agit pas pour autant de sous-estimer les enjeux politiques de la connaissance en histoire. Ainsi que le note encore Jean Burles : « Le refus — même sincère — d'une histoire essentiellement justificatrice, non scientifique, ne peut conduire à une position simplement inversée qui verrait le PCF quitter un terrain d'activité important pour lui-même et pour la bataille idéologique³. »

Au-delà de l'affirmation de ce principe qui a le mérite de l'évidence, on peut se demander dans quelle mesure ces travaux, qui oscillent souvent entre établir et rétablir sinon les faits du moins les interprétations, ont tous cessé de n'être que des illustrations des enjeux politiques immédiats. Quoi qu'il en soit de cette évolution et de ces recherches, désormais déterminées par ce qu'on pourrait appeler des stratégies politico-scientifiques plutôt qu'étroitement soumises à l'esprit de parti, il reste que l'histoire continue de garder une place de choix dans l'argumentation proprement politique et que les références au passé émaillent le discours politique des communistes, toujours appelées dans ce contexte à justifier le présent ou à affirmer l'identité communiste, dans la permanence comme dans la différence.

Si cette seule interrogation ne risquait de nous laisser à la surface des choses, on pourrait se borner à rechercher le pourquoi et le comment de l'instrumentalisation du passé, à éclairer la fonction générale de cette référence permanente à l'histoire, et, question subsidiaire, à se demander, cas par cas, quelle est celle de ces déformations et occultations que la recherche historique élaborée hors de la sphère d'influence du PCF permet d'identifier. Georges Lavau, en analysant le *Manuel* d'histoire du PCF de 1964⁴ a d'ailleurs dit l'essentiel à ce propos et montré très

1. Serge Wolikow, « Sur l'activité de recherche de l'historien communiste », in « Étudier le PCF », *op. cit.*, p. 35.

2. Cité par Jean Burles, art. cité, p. 15-16.

3. *Ibid.*, p. 21.

4. Georges Lavau, « L'historiographie communiste, une pratique poli-

clairement comment les références historiques choisies justifiaient une ligne politique contemporaine de la production du livre d'histoire lui-même. Plus encore, l'examen auquel il soumet *L'Histoire du réformisme* (publiée en 1976) suggère que l'évolution des critères formels d'écriture ne va pas nécessairement de pair avec un renouvellement des points de vue et des interprétations : notes abondantes, appareil critique, cautions universitaires et abandon des formulations étroitement didactiques accompagnent « une grammaire politique » semblable à de nombreux égards à celle du *Manuel*¹.

Mais l'analyse de l'histoire et de la mémoire officielles du PCF, outre qu'elle nécessite qu'on distingue les divers registres où celles-ci s'expriment, culturel et politique, resterait insuffisante « tant il est vrai que les cadres collectifs de la mémoire ne se ramènent pas à des dates, à des noms et à des formules, qu'ils représentent des courants de pensée et d'expérience où nous ne retrouvons notre passé que parce qu'il en a été traversé² ». On peut bien sûr considérer que l'historiographie, et plus encore les références autorisées qui accompagnent le discours politique, produisent des stéréotypes qui alimentent la rhétorique partisane. Ces stéréotypes, évocations utiles ou interprétations imposées du passé, répétitives dans la forme comme dans les contenus, sont un élément important de la formation et de l'information du militant. Ils contribuent également à nourrir la polémique qui est le lot quotidien du militant, soucieux de démasquer l'adversaire politique par des références historiques bien choisies. Enfin, ils assurent l'identité visible du groupe.

tique », in Pierre Bimbaum et Jean-Marie Vincent (dir.), *Critique des pratiques politiques*, Galilée, 1978.

1. *Ibid.*

2. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 52.

SOCIOLOGIE DE LA MÉMOIRE COMMUNISTE HYPOTHÈSES

Mais le modèle qu'on retiendrait ainsi aboutirait à ne percevoir le PCF que comme force politique intervenant dans la société sous la forme de son appareil centralisé, relayé par les militants. Les références de ceux-ci, tant à l'histoire apprise qu'à l'histoire vécue, ne feraient que multiplier à l'identique l'histoire officielle. Or ce modèle, déjà discutable quand il s'agit de penser la mise en œuvre de la stratégie politique, ne saurait être satisfaisant pour rendre compte des questions propres au fonctionnement de la mémoire partisane. La mémoire collective, en effet, est bien mémoire d'un groupe à condition de passer de « la transcendance à l'immanence » et de considérer les individus qui composent le groupe, lesquels, comme le souligne encore Roger Bastide, ont des rôles et des places différentes dans le groupe : elle est « la mémoire d'une organisation, d'une articulation, d'un système de rapports entre individus », elle n'est pas conscience collective du groupe en tant que groupe mais « système d'interrelations de mémoires individuelles¹ ». Il faut donc porter attention à ce qu'on a coutume d'appeler le peuple communiste, que sa diversité suggère de considérer comme partiellement autonome, aux militants, à leurs itinéraires et leurs pratiques : scolarisation partisane, lecture de la presse, transmission orale peut-être, mais aussi réseaux de sociabilité, appartenances sociales et professionnelles, continuités familiales ou ruptures dans l'appartenance ou l'identification partisane.

Ne pas se limiter à l'exégèse des textes et des sources écrites de la mémoire, c'est donc affirmer un point de vue sociologique et explorer des hypothèses que, seul, il permet de poser. En premier lieu, les pratiques militantes constitueraient, sinon la plus importante, du moins une des conditions de l'existence d'une mémoire collective, voire de l'élaboration de la mémoire historique, qu'on appellera encore histoire officielle pour souligner son caractère étroitement contrôlé et prescriptif. En second lieu, la mémoire partisane, au carrefour de diverses mémoires, nationale, locale, professionnelle ou de classe, interférerait comme

1. Roger Bastide, art. cité, p. 92-95.

unité des mémoires individuelles avec les autres mémoires sociales ou collectives dont les individus sont porteurs.

Autrement dit, s'il convient bien de mettre en évidence les canaux par lesquels s'élaborent et se diffusent l'histoire officielle et le « devoir de mémoire » prescrit aux militants, s'il faut montrer comment sont proposées à ces derniers des références et des interprétations historiques, il faut également se donner les moyens de décider s'il y a, ou non, adéquation entre ces images-là du passé et celles que se forgent et que véhiculent les individus.

On s'arrêtera donc sur les usages politiques du passé tels que le Parti communiste français les élabore et les met en œuvre dans le discours politique mais on tentera aussi d'apercevoir ce qui, dans le tissu des pratiques partisans, rend possible le fonctionnement de l'organisation, et notamment celui d'une mémoire d'organisation. En d'autres termes, il conviendra de repérer ce qui, dans ces pratiques profuses et multiformes, opère déjà, et éventuellement avant toute injonction de l'organisation, des déformations du passé : en bref, d'éclairer, autant qu'il est possible, les paramètres qui autorisent ou interdisent une proximité plus ou moins grande entre les discours individuels – soumis au fonctionnement, pour une large part inconscient, de la mémoire – et le discours volontaire, consciemment sélectif, de l'organisation.

Ces deux axes sont essentiels et leur étude conjointe est une condition nécessaire pour espérer répondre à la première question qui se pose, dès lors qu'on s'efforce d'éviter une définition réductrice ou métaphorique de la mémoire : existe-t-il une mémoire collective communiste ? Et si nous pouvons conclure, parce que nous l'aurons rencontrée, que la mémoire collective de ce parti est une réalité, alors nous devons aussi suggérer comment, au-delà des images et des stéréotypes historiques que proposent l'organisation ou ses représentants autorisés, chaque militant contribue spécifiquement à la mémoire collective, selon des modalités particulières d'adhésion, d'apprentissage et d'appropriation de l'histoire nationale et partisane.

Par ailleurs, on fera l'hypothèse que la mémoire collective est stratifiée¹, et que coexistent, au sein du Parti communiste

1. Cf. « La conscience stratifiée des générations » selon Karl Mannheim. Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Nathan, 1990.

français, sinon des visions partiellement hétérogènes des mêmes événements, du moins des références à des événements différents, propres à chaque génération, définie par la date d'adhésion plutôt que par l'âge des militants concernés¹. On pourra alors se demander si ces clivages, nés de socialisations politiques différentes, induisent des appréciations contrastées des événements passés, ou si, au contraire, la mémoire historique – qui tend à réduire la diversité des références au passé – parvient à gommer ces lignes de fracture au sein de l'organisation. La mémoire collective, selon des modalités qu'il conviendra de préciser, rassemblerait alors des générations aux passés, aux vécus, aux motivations différentes.

Saint Augustin définit la mémoire comme « présent du passé² » et l'oppose « à ces choses qui ont passé ». Il n'est plus guère besoin de revenir maintenant sur la distinction de l'histoire et de la mémoire que souligne cette formule limpide. Tandis que l'histoire, fût-elle relativiste et consciente des interprétations qu'elle produit, est approche du passé réellement advenu, la mémoire se déploie au présent, et n'est que présence, toujours incertaine, du passé. Une difficulté demeure cependant : le « présent du passé » est trace autant qu'évocation du passé. Outre que la trace du passé peut être silence, symptôme et refoulement, absence de souvenir, la sociologie de la mémoire – qui souligne la relation et la communication entre les individus qui composent le groupe – se satisfait d'une définition de la mémoire, *stricto sensu*, comme évocation du passé : « Les hommes vivant en société – écrit encore Maurice Halbwachs – usent de mots dont ils comprennent le sens : c'est la condition de la pensée collective. Or chaque mot (compris) s'accompagne de souvenirs et il n'y a pas de souvenirs auxquels nous ne puissions faire correspondre des mots. Nous parlons nos souvenirs avant de les évoquer³. » Souvenir, évocation, reconstruction, narration : la mémoire est aussi, telle que l'a analysée Freud, « traduction » du passé⁴. C'est dire encore que c'est à partir du présent que le passé prend visage. Pour la mémoire

1. Cf. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 112-139.

2. Cité par Paul Ricœur, *Temps et récit*, tome I, *op. cit.*, p. 37.

3. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *op. cit.*, p. 279.

4. Sigmund Freud, « Lettre à Fliess du 16 décembre 1896 », in *Naissance de la psychanalyse*, PUF, 1979, p. 153-155.

communiste telle que ses contours la dessinent ici, cela est vrai trois fois :

— Dans la perspective ouverte par les analyses de Georges Lavau, on verra que la référence au passé est fonction des impératifs présents, dans l'historiographie, dans la rhétorique politique et militante aussi bien que dans la mémoire vive.

— Raconter sa vie, tenter d'explicitier un itinéraire ou des choix professionnels, religieux ou politiques, c'est aussi faire la découverte d'une cohérence restée implicite. Les praticiens de l'histoire de vie, comme les sociologues objectivistes, soulignent ensemble que ces récits peuvent être lus comme des tentatives — individuelles encore que marquées par des modèles narratifs partagés — de justification des pratiques présentes. Là encore, les réflexions de Paul Ricoeur sur les règles du récit et le caractère nécessairement interprétatif de toute narration inspireront l'analyse de la mémoire communiste.

— Enfin, on peut faire l'hypothèse que certains moments — éventuellement celui de l'adhésion ou des premières années de militantisme, tel temps fort de l'activité militante, tel point culminant de la lutte ou de la défaite — seront privilégiés dans l'histoire individuelle du militant comme dans sa mémoire propre. On peut alors supposer que l'appropriation de l'histoire, de la mémoire constituée et de la stratégie du parti, telle qu'elle a pu se faire dans ces moments privilégiés, laissera une trace particulière.

Ainsi, si, du seul fait de la coexistence de différentes générations, la mémoire collective est, d'une manière ou d'une autre, stratifiée, les mémoires individuelles qui réalisent la mémoire collective le seraient également, marquées par les divers « présents » de l'individu, soit celui de la socialisation originelle (transmission familiale et apprentissages scolaires de l'histoire nationale), celui de la politisation, de l'adhésion ou de tel moment particulièrement intense de l'activité militante, celui enfin de l'enquête elle-même et du discours sur l'histoire — collective et individuelle — que j'aurai suscité. Il convient cependant de préciser que ces « présents », ces trois moments, désignent en fait des groupes d'appartenance — famille, classe d'âge, génération politique, configurations particulières du parti — dont les références sont susceptibles de se cumuler ou de s'opposer. Ainsi que le note encore Maurice Halbwachs : « À mesure que l'enfant grandit, et surtout quand il devient adulte,

il participe de façon plus distincte et plus réfléchie à la vie et à la pensée de ces groupes dont il faisait partie, d'abord, sans bien s'en rendre compte. Comment l'idée qu'il se fait de son passé n'en serait-elle pas modifiée ? (...) Nous l'avons souvent répété : le souvenir est dans une très large mesure une reconstruction du passé à l'aide de données empruntées au présent, et préparée d'ailleurs par d'autres constructions faites à des époques antérieures et d'où l'image d'autrefois est sortie déjà bien altérée¹. »

L'ACTUALITÉ D'UNE RÉFLEXION SUR LA MÉMOIRE COMMUNISTE

Par un curieux retournement, l'effondrement du « socialisme réel » et l'affaiblissement du Parti communiste français se conjuguent avec la « passion du passé² » pour que l'évocation même de la mémoire communiste suscite la forme de nostalgie qui affecte le regard qu'on porte aujourd'hui sur les objets et les mondes perdus ou en voie de dilution. Tel n'est pas le propos de ce livre, qui, on l'a déjà noté, se veut étude d'un cas de mémoire collective. On m'objectera alors que le déclin électoral de ce parti, la rétraction de son actif militant, ses crises internes et les bouleversements liés à l'effondrement des pays socialistes ne sont certainement pas sans effet sur les formes et les contenus de la mémoire. Sauf à considérer que cette actualité hypothèque la pertinence même de toute étude du communisme français passé et présent, je vois mal cependant qu'on puisse prétendre travailler sur la mémoire politique et envisager de comprendre ses mécanismes sans s'intéresser au Parti communiste français. En outre, les données empiriques qui nourrissent cette recherche ont été recueillies au milieu des années quatre-vingt et donnent une photographie de ce qu'était la mémoire communiste avant que n'intervienne la dislocation de l'URSS, ce qui, pour l'essentiel, préserve la cohérence de la période envisagée et de la définition historique de ce parti.

1. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, op. cit., p. 57.

2. Titre donné à un numéro de la revue *Autrement*, 88, mars 1987.

Le moment même de cette étude, marqué par une succession de crises au sein du PCF, se révèle cependant d'un intérêt particulier : ces crises, qui, au-delà de leurs aspects conjoncturels, ont souvent été qualifiées de crises d'identité par les observateurs, se nourrissent également de conflits de mémoire au sein de l'organisation. Conflits sur la signification des événements les plus récents : on pensera ici plus particulièrement aux divergences d'interprétation de la rupture de l'Union de la gauche de 1977, de l'échec électoral de 1978, de l'accord gouvernemental de 1981, mais également à la question controversée de la mutation stratégique du PCF et de ses conséquences internes (la définition des alliances) ou externes (l'appréciation portée sur l'URSS et les pays socialistes), datées pour les uns du 22^e congrès du PCF (1976), pour les autres du 23^e (1979). Mais aussi, et surtout, conflits sur la signification d'un passé plus lointain : on pensera là aux réminiscences des formes d'union et de désunion avec les socialistes, ou plus tardivement, à la réévaluation de l'année 1956. Dans cette même période, enfin, l'actualité journalistique ou scientifique provoque, sous la pression d'historiens extérieurs au PCF, l'exhumation en forme de réplique ou d'adaptation de la période 1939-1941, essentielle en ce qu'elle touche avec la Résistance à l'un des axes majeurs de la mémoire et de l'identité revendiquée par les communistes. Mais si la mémoire est bien « présent du passé », elle est surtout effet du présent. Diverses figures de la mémoire seront examinées : la première interrogera l'idée même de la mémoire d'un événement suffisamment lointain, non vécu par définition; la deuxième s'intéressera à un événement proche, supposé traumatique, et posera la question de ce qu'est un événement du point de vue de la mémoire et non de l'histoire; la dernière, enfin, portera attention aux conflits de mémoire et à leurs effets. C'est encore l'actualité qui a fourni à cette recherche les thèmes qu'elle a privilégiés et qui a tracé les chemins qui tentent d'éclairer ces figures : la Révolution française, commémorée avec l'ampleur que l'on sait en 1989; l'année 1956 et la révélation des crimes de Staline, instrumentalisés dans le discours politique du PCF avec la thèse du « retard pris en 1956 »; de Gaulle commémoré en 1990. Trois contrepoints à ces thèmes, respectivement la Commune, l'image de l'Union soviétique et la Résistance, achèveront la description de ces figures de la mémoire.

LA SÉLECTIVITÉ DE LA MÉMOIRE

Pour terminer la présentation des prémisses de ce livre, j'expliciterai un présupposé resté jusqu'ici implicite, encore que suggéré. En dépit de la condamnation vertueuse des manipulations dont l'histoire est l'objet, la sélectivité de la mémoire n'est pas un attribut négatif. Les mémoires, officielles, collectives ou individuelles, ne visent pas la connaissance du passé, la compréhension du présent ou la maîtrise du devenir, mais justifient les pratiques et les représentations, les espoirs du présent. La mémoire s'apparente au mythe, et le thème de la stratification de la mémoire, comme l'attention accordée avec Roger Bastide aux relations interindividuelles qui organisent le groupe, renvoient également à ce que Lévi-Strauss appelle la structure feuilletée du mythe¹. Vraies ou non, les versions successives de sa propre histoire que le parti propose à ses adhérents sont autant de versions d'un même mythe. Mais la mémoire collective n'aura de réalité que pour autant que les individus seront en état d'y participer en fournissant, eux aussi, des versions ou des fragments de ce mythe. Ce que Jean Pouillon appelle encore « la remémoration générative² », que permettent les ressemblances, les contiguïtés, les associations d'idées. Ces récits, singuliers – selon l'âge, l'ancienneté, le vécu et l'itinéraire individuel – s'inscrivent dans une matrice commune parce que tous constituent une tentative de reconstruction rationnelle du passé qui justifie l'engagement présent et partagé. D'une conception de la mémoire collective comme fusion des mémoires individuelles, on passe ainsi à une représentation qui met l'accent sur « le bricolage³ », c'est-à-dire sur les mécanismes qui permettent aux individus de s'accommoder de la sélectivité de la mémoire officielle, de renouer le fil de leurs souvenirs, de chercher dans le passé les matériaux propres à conforter l'identité individuelle et collective. L'absence de sélectivité – hypothèse d'école – ou avec plus de vraisemblance, une sélectivité soumise à une autre logique que celle du groupe considéré signifierait alors rupture ou chaos.

1. Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Plon, 1958, p. 236-237.

2. Voir Jean Pouillon, « Plus c'est la même chose, plus ça change », in « Mémoires », *Nouvelle revue de psychanalyse*, 15, 1977, p. 203-220.

3. Roger Bastide, art. cité.

Plus encore, la sélectivité de la mémoire – officielle, collective ou individuelle – est fonctionnelle : c'est tout simplement la capacité à avoir une vision du monde, à inscrire le présent dans une durée qui ait un sens, entre passé reconstruit et avenir imaginé. C'est ce que signifie Borges quand il juge Funes, qui n'oubliait rien, dont la mémoire était « comme un tas d'ordures » et la conscience encombrée de souvenirs sans relief : « Je soupçonne cependant qu'il n'était pas très capable de penser. Penser, c'est oublier des différences, c'est généraliser, abstraire. Dans le monde surchargé de Funes il n'y avait que des détails presque immédiats ¹. »

1. Jorge Luis Borges, « Funes ou la mémoire », in *Fictions*, Gallimard, 1951, p. 151.

CHAPITRE 1

PREMIÈRE FIGURE DE LA MÉMOIRE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

« Quand la mémoire d'une suite d'événements n'a plus pour support un groupe, celui-là même qui y fut mêlé ou qui en subit les conséquences, qui y assista ou en reçut un récit vivant des premiers acteurs ou spectateurs, quand elle se disperse dans quelques esprits individuels, perdus dans des sociétés nouvelles que ces faits n'intéressent plus parce qu'ils leur sont décidément extérieurs, alors le seul moyen de sauver de tels souvenirs, c'est de les fixer par écrit en une narration suivie puisque, tandis que les paroles et les pensées meurent, les écrits restent. »

Maurice Halbwachs, *La mémoire collective* ¹.

HISTOIRE, MÉMOIRE HISTORIQUE ET MÉMOIRE COLLECTIVE

L'année 1989 a été, au Parti communiste français comme ailleurs, au Parti communiste français plus qu'ailleurs, marquée par la commémoration du bicentenaire de la Révolution française. L'ampleur de la commémoration dans la presse et dans les municipalités communistes d'une part, la présence d'historiens communistes de renom dans les initiatives universitaires de célébration de la Révolution d'autre part, ont accrédité l'idée qu'existe une « mémoire » communiste de la Révolution. Toutes les manifestations commémoratives de l'année 1989 ont donné

1. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, PUF, 1968, p. 69.

lieu à une inflation de discours sur la mémoire, tantôt assimilée à l'histoire et à l'intérêt, renouvelé par le bicentenaire, pour l'histoire de la Révolution française, tantôt assimilée au mythe ou à l'image d'Épinal tels que la République, une ou multiple, y trouve ses origines.

Encore convient-il, on s'en doute, de s'entendre sur ce qu'est la mémoire, particulièrement quand il s'agit de penser le présent d'un passé déjà lointain, non vécu, magnifié de surcroît, érigé en événement fondateur de l'identité nationale¹.

Le premier volume de la grande œuvre publiée sous la direction de Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, consacré à *La République*², est habité tout entier par la présence de la grande Révolution fondatrice. Le calendrier républicain, *La Marseillaise*, le Panthéon, les centenaires de Rousseau et de Voltaire, le 14 Juillet, le centenaire de la Révolution française d'une part, la Vendée, « contre-mémoire », d'autre part : symboles, monuments et commémorations sont autant de « lieux de mémoire » qui dessinent les contours d'un devoir de mémoire tel que la République, dans « l'invention de la tradition³ », l'a constitué, autoritaire, unitaire, exclusiviste, universaliste et passéiste⁴, légitimant le présent par le rappel des combats et des vertus passés. Républicaine et nationale, « cette mémoire de base et de référence », construite par l'État républicain, transmise par l'école républicaine, est devenue objet d'histoire, aujourd'hui que se sont affaiblies les références intégratrices de la République. Car c'est bien l'histoire contemporaine devenue critique

1. La Révolution française est couramment donnée pour origine de « l'exception française », génie particulier ou esprit du peuple français.

Voir notamment : François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, *La République du centre*, Calmann-Lévy, 1988. *L'héritage de la Révolution française*, sous la direction de François Furet, Hachette, 1988. Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française 1830-1981*, préface de François Furet, Hachette, 1987. Cf. en particulier la préface de François Furet (p. XVII) et le chapitre 1, « La gauche en France » (p. 18). Voir également : Pascal Ory, *Une nation pour mémoire, 1889, 1939, 1989, Trois jubilé révolutionnaires*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

2. Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, I, *La République*, Gallimard, 1984.

3. Eric Hobsbawm et Terence Ranger (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press, 1983. Cité par Pierre Nora, *op. cit.*, p. 651.

4. Cf. Pierre Nora, « De la République à la nation », in *Les lieux de mémoire*, I, *op. cit.*, p. 652 et 653.

qui identifie comme mémoire ce qui fut d'abord histoire et enseignement de l'histoire, inculcation d'un rapport affectif au passé¹. Cette histoire-là ou cette mémoire-là, n'est — toujours selon Pierre Nora — déjà plus la nôtre, bousculée dès le milieu du siècle par les mémoires nationaliste et révolutionnaire, gaulliste et communiste, emportée enfin par l'affaiblissement conjoint au milieu des années soixante-dix de ces instrumentalisation du passé concurrentes, complémentaires et hégémoniques. Dans cette perspective, on le voit, toute étude de la mémoire relèverait aujourd'hui du besoin de mémoire et tout besoin de mémoire est, comme le souligne en toute cohérence Pierre Nora, « besoin d'histoire² ».

S'intéresser à la mémoire de la Révolution française, ce serait alors chercher la trace de cette histoire édulcorée, magnifiée ou mythifiée, de cette mémoire constituée, traquer ses manifestations, analyser les lieux qui la révèlent, égale et identique à elle-même, républicaine et nationale, ou en rupture, décalée, dévoyée, définitivement coupée de sa source vive, mémoire morte parce que désertée par l'esprit de la République. S'intéresser à la mémoire communiste de la Révolution française, ce serait de la même manière analyser commémorations et manifestations visibles de l'instrumentalisation communiste de la Révolution française et supputer les enjeux nationaux propres à cette bataille-là « pour la mémoire³ » — appropriation du patrimoine républicain, disqualification de l'adversaire politique au nom d'une légitimité révolutionnaire, républicaine et nationale fondée par la revendication de l'héritage, déni de l'exclusion passée et affirmation d'appartenance à la nation.

Cette conception de la mémoire, définie comme histoire « totémique » dans une opposition simple à l'histoire « critique⁴ », n'est pas celle, on le sait déjà, qui préside à cette recherche particulière qui s'est donné pour objet de restituer la

1. Cf. Pierre Ansart, « Manuels d'histoire et inculcation du rapport affectif au passé », « Manuels d'histoire et mémoire collective », colloque des 23-24-25 avril 1981, Didactique des disciplines, Université Paris VII, 24 p.

2. Cf. Pierre Nora, « Entre mémoire et histoire », in *Les lieux de mémoire*, I, *op. cit.*, p. xxv.

3. Voir Gérard Namer, *Batailles pour la mémoire. La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Papyrus, 1983.

4. Selon l'expression de Pierre Nora déjà citée. Voir l'introduction.

« mémoire collective », à l'intersection d'une mémoire historique d'organisation et de la mémoire vive des militants. Maurice Halbwachs, dans son effort de définition de la mémoire collective comme réalité sociale, avait clairement énoncé — à propos des *Mémoires* de Saint-Simon — comment se distinguent histoire et mémoire et pourquoi l'histoire des historiens, en tant que telle, n'est pas mémoire :

« Les historiens, par un travail minutieux, peuvent retrouver et mettre au jour une quantité de faits, grands et petits qu'on croyait définitivement perdus, surtout quand ils ont la chance de découvrir des mémoires inédits. Pourtant, lorsque, par exemple, les *Mémoires* de Saint-Simon furent publiés au XIX^e siècle, peut-on dire que la société française de 1830 reprit réellement contact, un contact vivant et direct, avec la fin du XVII^e siècle et le temps de la Régence ? (...). L'histoire qui veut serrer de près le détail des faits devient érudite et l'érudition n'est le fait que d'une toute petite minorité. Si elle s'en tient, au contraire, à conserver l'image du passé, qui peut encore avoir sa place dans la mémoire collective d'aujourd'hui, elle n'en retient que ce qui intéresse nos sociétés, c'est-à-dire en somme peu de choses ¹. »

À suivre la réflexion de Maurice Halbwachs, la question qui se pose, non à l'historien ou à l'épistémologue mais au sociologue de la mémoire, est donc bien de faire la part de ce qui de l'histoire « critique » ou savante devient ou non « totémique », nourrit les éventuelles commémorations, les manuels d'histoire et autres phénomènes culturels producteurs d'analogies historiques, et pénètre peut-être la mémoire collective. Pour autant et s'agissant de la Révolution française, événement non vécu d'une part, au cœur d'autre part du dispositif républicain des lieux de mémoire, les questions posées à partir de la problématique adoptée par Pierre Nora indiquent une dimension qu'on ne saurait sans dommage occulter et soulignent qu'existe dans la mémoire proprement communiste une part qui relève sinon de la mémoire, en tout cas de l'identité nationale telle que l'enseignement de l'histoire la constitue.

Le cas de la Révolution française qui inaugure ce parcours des diverses figures de la mémoire communiste est à cet égard exemplaire. Tandis qu'il nous ramène à Maurice Halbwachs et

1. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, op. cit., p. 69-70.

à cette conception de la mémoire comme mémoire vive, ancrée dans une communauté vivante, dans un groupe dont la durée excède certainement le temps dévolu aux individus mais ne saurait cependant traverser les siècles, il est également l'occasion de préciser ce point aveugle de la théorie de Maurice Halbwachs qui invite à réhabiliter la notion paradoxale de « mémoire historique », laquelle trouve sans doute son expression la plus claire dans les commémorations de cet événement. Histoire et mémoire ou histoire critique et histoire totémique, histoire et mémoire historique : ces distinctions se superposent et signifient dans tous les cas qu'une certaine forme d'histoire est volonté politique d'organiser la mémoire. Tandis qu'on oppose ainsi deux manières de faire ou d'écrire l'histoire, Halbwachs, attentif à une autre distinction, celle de l'écrit et de l'oral, de l'histoire que « fixe une narration suivie » et du souvenir partagé, récuse la notion même de mémoire historique. En effet, à l'exception de son livre *Topographie légendaire des Évangiles en terre sainte* ¹, Maurice Halbwachs a souvent négligé, dans sa conception de la mémoire, le travail de formation d'une mémoire par les commémorations et autres monuments pour souligner comment une communauté affective se représente son propre passé et fournit ainsi à ses membres un modèle normatif de remémoration. À l'inverse, nombre de ceux qui aujourd'hui, historiens de formation, se donnent pour objet la mémoire, s'arrêtent aux objectivations culturelles de la mémoire et étendent alors la notion de mémoire collective, entendue comme mémoire du groupe en tant que groupe, à l'infini dans le temps comme dans l'espace ². La notion de mémoire historique, qui ne désigne ni l'histoire des historiens, ni la mémoire collective entendue cette fois comme mémoire réalisée par les individus qui composent le groupe, réconcilie ces deux approches. À la distinction de l'histoire et de la mémoire, laquelle, on le voit,

1. Maurice Halbwachs, *La topographie légendaire des Évangiles. Étude de mémoire collective*, PUF, 1971. La première édition date de 1941.

2. Cette question de la définition, extensive ou non, de la notion de mémoire collective, est très précisément posée par Jan Assman, in « Égypte ancienne, la mémoire monumentale », contribution dédiée à la mémoire de Maurice Halbwachs, in *La commémoration*, sous la direction de Philippe Signoux, Bibliothèque de l'EHESS, vol. XCI, Peeters, 1988, p. 47-57.

peut renvoyer à des contenus différents selon qu'elle souligne une préoccupation qui relève de l'épistémologie de l'histoire ou qu'elle porte intérêt aux représentations du passé partagées dans une société, on substitue ici une triade : l'histoire comme récit « vrai » ou critique du passé, la mémoire historique comme récit finalisé du passé et instrumentalisation politique, la mémoire collective dont on considère qu'elle est, au moins pour partie, définie par le souvenir.

À propos de cet événement qu'est la Révolution française, la question — qu'on retrouvera d'ailleurs sous d'autres formes au long de cette recherche — est au fond de savoir s'il existe ou non une « mémoire collective » des communistes, là où se rencontrent le groupe et les individus, l'écrit et l'oral, la mémoire potentiellement morte du papier et du monument et la mémoire vive, là où la commémoration, dans ses multiples manifestations, indique que se mêlent peut-être une volonté politique et une sensibilité collective.

Les travaux des historiens communistes sur la Révolution française sont connus et plus encore les polémiques que leurs interprétations ont suscitées¹. Des études, peu nombreuses s'attachent à préciser les utilisations proprement politiques et circonstanciées de la référence à la Révolution française dans le discours communiste². Mais à l'exception du récent essai de Gérard Belloin qui analyse les analogies spontanées entre la Révolution française et la révolution soviétique développées par les orateurs du congrès de Tours³, et de l'attention particulière que portent les historiens à la commémoration du 150^e anniversaire de la Révolution⁴, nous ne connaissons qua-

1. Voir notamment François Furet, *Penser la Révolution française*, op. cit.

2. Cf. François Hincker, « La lecture communiste de la Révolution française par le Parti communiste français », *Communisme*, 20-21, 1988-1989, p. 101-110. Voir également Roger Martelli, « Héritiers de la Révolution française », in Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux (dir.), *Le PCF des années sombres 1938-1941*, Seuil, 1986, p. 198-203.

3. Gérard Belloin, *Entendez-vous dans nos mémoires... les Français et leur Révolution*, La Découverte, 1988.

4. Pascal Ory, « La commémoration révolutionnaire en 1939 », in *La France et les Français 1938-1939*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978, p. 115-135. Roger Martelli, « Héritiers de la Révolution française », op. cit.

siment rien, hors de ces écrits qui fixent et codifient le souvenir collectif, ni des pratiques qui, au sein des groupes étroits que sont les cellules, les sections ou les municipalités, entretiennent la référence à la Révolution française — bien plus efficacement sans doute que ne le font les livres et articles historiques de la presse communiste —, ni des représentations des adhérents et militants communistes. Or, sauf à réduire la notion de mémoire à celle d'interprétation ou à en donner une définition restrictive, voire là encore métaphorique, comme lecture finalisée et instrumentalisée du passé, on ne peut parler de la mémoire communiste de la Révolution française qu'en tentant de saisir « ce courant de pensée continu, d'une continuité qui n'a rien d'artificiel, puisqu'elle ne retient du passé que ce qui est encore vivant ou capable de vivre dans la conscience du groupe qui l'entretient¹ ». C'est dire que, de ce point de vue, une étude de la mémoire communiste de la Révolution française doit se donner pour ambition de restituer un tableau non de connaissances, de dates et de noms mais de ressemblances entre le passé et le présent, d'analogies entre ce qui a été vécu et ce qui a été appris, d'associations entre un personnage ou un fait historique et, comme le dit encore Maurice Halbwachs, un enseignement, un sens constitutif du système de représentations et d'idées des sujets. Faut-il en conclure que la mémoire historique du Parti communiste — travaux d'universitaires communistes ou ouvrages de vulgarisation plus directement soumis à l'esprit de parti², interprétations et références politiques — n'est que lettre morte ? Non, bien sûr. Mais, s'il est vrai que la Révolution française est une des références à l'histoire nationale privilégiées par le Parti communiste, rien ne permet *a priori* d'affirmer que cette volonté de mémoire est suivie d'effets : objet majeur d'une école d'historiens communistes, thème important de l'activité culturelle des communistes et dans certaines conjonctures symbole obligé de l'identité nationale et révolutionnaire revendiquée par le parti, la Révolution française semble partout présente mais elle est inégalement présente, diverse dans ses contenus. Ne faut-il pas alors se demander en quelle mesure les militants communistes partagent

1. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, op. cit., p. 70.

2. Voir, par exemple, Jean Bruhat, *Histoire du mouvement ouvrier français*, tome I, *Des origines à la révolte des Canuts*, Éditions sociales, 1952.

cette référence et, si tel est le cas, de quelle Révolution française ils sont porteurs ?

LA MÉMOIRE HISTORIQUE
DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

*Le Bicentenaire : la lecture communiste
comme héritière de la tradition républicaine*

Le bicentenaire a redonné vie et actualité aux débats historiographiques sur le sens et les contenus de la Révolution française. Le succès aveuglant des travaux de François Furet et de son école, que l'année 1989 a propulsés sur la scène médiatique¹, va de pair avec le discrédit jeté sur l'historiographie progressiste dite « jacobine ». Celle-ci reste pourtant présente dans l'université française et s'inscrit dans une tradition qui d'Albert Mathiez à Michel Vovelle en passant par Albert Soboul — tous trois liés à des degrés, à des époques et pour des temps divers au Parti communiste — a longtemps été dominante. Il suffit de rappeler à cet égard que le livre fondateur de l'historiographie aujourd'hui triomphante, *Penser la Révolution française*², de François Furet, a été publié en 1978. Le Bicentenaire témoigne de l'ampleur du renversement qui s'est opéré alors, quand les études révolutionnaires ont mis l'accent sur le phénomène politique constitué par la Révolution française, au détriment de l'analyse économique et sociale qui se trouvait au cœur des travaux antérieurs³. Ces débats, bien que relativement circonscrits à la communauté des historiens de la Révolution française d'une part, aux intellectuels communistes ou liés à la sphère de la pensée marxiste d'autre part, objectivent

1. « François Furet, 61 ans, le roi de la Révolution », *Le Nouvel Observateur*, 3-9 novembre 1988. « Les jacobins à la lanterne. Furet, roi de la Révolution », *Libération*, 20 octobre 1988. Cités par Olivier Bétourné et Aglaïa I. Hartig, *Penser l'histoire de la Révolution française, Deux siècles de passion française*, La Découverte, 1989, p. 7.

2. François Furet, *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978.

3. Voir à ce propos le numéro que la revue *Raison présente* a consacré à la Révolution française en juillet 1989.

en 1989 l'idée qu'existe une vision proprement communiste de la Révolution française, nourrie de la tradition des études révolutionnaires de la Sorbonne et portée, élaborée par des historiens communistes. À quoi s'ajoute la vigueur avec laquelle la presse communiste revendique la science des historiens du parti et dénonce, tout au long de l'année 1989, le dévoiement de la Révolution française par François Furet, accusé de travestir la vérité historique et de dénigrer les héros révolutionnaires. Outre un numéro spécial des *Cahiers du communisme*¹ dans lequel historiens communistes et responsables politiques mêlent leurs voix pour défendre l'héritage de la Révolution française, annoncer « une nouvelle Révolution française » et célébrer tout particulièrement Gracchus Babeuf, témoin de l'origine française de l'idéal communiste², *l'Humanité* accorde une large place tout au long de l'année, et tous les jours jusqu'à la mi-juillet, à la commémoration. S'il s'agit d'abord, au nom de la vérité historique, d'assurer la défense des figures les plus radicales de la Révolution et de réaffirmer la nécessité historique de la Révolution et de son déroulement³, le journal communiste critique inlassablement la commémoration officielle de la Révolution, stigmatisée comme « fête du consensus⁴ ». On souligne

1. « Bicentenaire : le Parti communiste français et la Révolution », *Cahiers du communisme*, juillet-août 1989. Outre ce numéro spécial des *Cahiers du communisme*, le Parti communiste français édite un certain nombre d'ouvrages et de publications « exotériques » pour le bicentenaire. Voir notamment : « La Révolution française, modèle ou voie spécifique », colloque de l'IRM (1987), *Cahiers d'histoire de l'IRM*, 32, 1988. Michel Vovelle, *La mentalité révolutionnaire*, Messidor, 1989 (2^e édition). Antoine Casanova et Claude Mazauric, *Vive la Révolution !*, Messidor, 1989. Claude Mazauric, *Babeuf, écrits*, Messidor Éditions sociales, 1989.

2. Georges Marchais, « Le Parti communiste et la Révolution française », *Cahiers du communisme*, op. cit., p. 9-11.

3. Voir à titre d'exemple les articles suivants : « Le Furet des médias », *l'Humanité* du 28.10.88. « Rien à jeter, des historiens réduisent la Révolution à leurs objectifs politiques : appauvrissant », *l'Humanité* du 1.12.88. « Contre l'esprit de révision », *l'Humanité* du 5.1.89. « Robespierre au Panthéon », *l'Humanité* du 1.4.89. « Robespierre, une passion », *l'Humanité* du 3.4.89.

4. Voir à titre d'exemple les articles suivants : « Pas de vent dans les branches » (« le consensus morne dans lequel on enferme la célébration du bicentenaire explique le succès mitigé de l'initiative des autorités publiques »), *l'Humanité* du 22.3.89. Un appel du Bureau politique : « 21 avril : célébrer avec éclat la Révolution française », *l'Humanité* du 13.4.89. « La droite et

également que la bourgeoisie ne peut que renier ses origines révolutionnaires et qu'en conséquence les communistes sont aujourd'hui les seuls héritiers légitimes de ce passé-là¹. Les analogies abondent ainsi que les citations des révolutionnaires de 1789 appliquées à la situation contemporaine² : on célèbre ainsi les précurseurs du communisme et particulièrement Babeuf³. Enfin, *l'Humanité* se livre à l'inventaire des « Bastilles qui restent à prendre » dans la France d'aujourd'hui⁴. Si ce dernier thème est un hommage — ainsi que nous le verrons encore — au caractère universel de la prise de la Bastille, premier pas sur le chemin du progrès de l'humanité et symbole de l'intervention des masses populaires dans l'histoire, il est également l'occasion de réaffirmer le caractère révolutionnaire du projet communiste⁵.

En 1989, la célébration communiste met ainsi résolument

la célébration du bicentenaire : une vieille chanson », *l'Humanité* du 13.7.89.

La préparation de la fête du 14 juillet est particulièrement boudée — sous le prétexte que le « peuple » en serait exclu et sa signification du même coup détournée — jusqu'au moment où *l'Humanité* contrainte et forcée reconnaît que « le peuple a aimé » et retournant l'argumentation antérieure, se réjouit de cette réappropriation. Voir à titre d'exemple les articles suivants : « Pour qui, le 14 Juillet ? » *l'Humanité* du 1.7.89. « 89 » donné « en spectacle », *l'Humanité* du 14.7.89. « L'album de Babel », *l'Humanité* du 17.7.89.

1. Voir à titre d'exemple les articles suivants : « Révolution, les communistes te saluent », *l'Humanité* du 10.4.89. « Vive la Révolution », *l'Humanité* du 18.4.89. « L'histoire de l'Avenir », *l'Humanité* du 17.4.89. « À Vincennes citoyens ! », *l'Humanité* du 21.4.89.

2. Voir à titre d'exemple les articles suivants : « Et aujourd'hui », in « Le cri de 89 », numéro spécial de *l'Humanité* du 5.4.89. « Que dirait Robespierre ? », *l'Humanité* du 27.7.89.

3. Voir, à titre d'exemple, l'article suivant : « Le premier homme politique communiste français », *l'Humanité* du 2.5.89.

4. Le 14 juillet 1989, *l'Humanité* consacre un numéro spécial, avec drapeau tricolore en couverture, à la commémoration, fêtant ainsi « l'irruption du peuple » dans la Révolution (p. 2). Dans un article intitulé « Leurs Bastilles », cinq personnalités sont invitées à parler de la signification contemporaine de la prise de la Bastille (p. 8). Ailleurs, les « maîtres du monde » sont accusés d'embastiller les peuples dans le sous-développement et l'austérité (p. 2). « Les dix de Billancourt » (syndicalistes CGT de Renault licenciés) sont particulièrement à l'honneur, symbolisant les Bastilles d'aujourd'hui, l'arbitraire patronal et l'injustice sociale.

5. Voir à titre d'exemple les articles suivants : « L'offense », *l'Humanité* du 8.7.89. « La dette à la guillotine », *l'Humanité* du 10.7.89. « À quand le prochain 4 Août ? », *l'Humanité* du 4.8.89.

l'accent sur la tradition révolutionnaire française — eu égard sans doute au contexte international, à la crise que connaît l'URSS et au discrédit relatif qui frappe en retour la révolution de 1917. Elle confirme la thèse originale et radicale soutenue par François Hincker dans le bref article qu'il publie en 1989 dans la revue *Communisme*¹. Parti du constat que le « thème de l'impérialisme du PCF dans la formation et l'entretien de l'image de la Révolution française au sein de l'opinion de gauche est un lieu commun », celui-ci conclut après examen que la vision communiste française n'innove en rien par rapport à la tradition de l'extrême gauche du XIX^e siècle. Le Parti communiste français, en valorisant dans la Révolution française l'union de tous, du peuple, contre une poignée de privilégiés réduits à la trahison et au complot, ne ferait que reproduire l'historiographie républicaine la plus radicale². La Révolution française, populaire, nationale, est un « bloc », selon l'expression maintes fois citée de Clemenceau³, et le mouvement révolutionnaire, de 1789 au communisme, une ligne continue. La démonstration de François Hincker relativise ainsi le rôle et l'importance des analyses propres aux historiens communistes — marxistes — dans l'élaboration de la mémoire communiste de la Révolution. Balayant la longue période, de 1920 aux années soixante-dix, il montre que contrairement à une idée reçue, les médias « ésotériques » du PCF — entendons les publications militantes et les textes proprement politiques — accordent relativement peu de place à la Révolution française, à l'exception de la période qui va de 1936 à août 1939. En revanche, celle-ci reste un thème privilégié de l'activité « exotérique », c'est-à-dire culturelle, du PCF. Les écoles du parti — témoignent-ils notamment⁴ — n'accordent et n'ont jamais accordé aucune place à la Révolution française. En fin de compte, la référence à la Révolution française serait privilégiée dans les périodes

1. François Hincker, art. cité.

2. Cf. Alice Gérard, *La révolution française, mythes et interprétations 1789-1970*, Flammarion, 1970.

3. Voir *l'Humanité* du 30.3.89, « La Révolution est un bloc ». L'auteur, rappelant la biographie « équivoque » de Clemenceau, souligne néanmoins l'importance de la défense de la Révolution française qu'il prononça devant la Chambre des députés en 1891.

4. François Hincker a commencé à faire des cours d'histoire à l'École centrale à partir de la fin des années soixante, art. cité, p. 103-104.

d'union nationale — le Front populaire, la Résistance et la Libération — où elle indiquerait opportunément la place que les communistes revendiquent dans la nation. En revanche, elle n'est que peu présente hors de ces périodes, sinon dans l'activité périphérique, culturelle, du parti et dans celle des historiens communistes. Dans la synchronie, cette analyse distingue opportunément les divers niveaux où s'élabore la mémoire historique. Elle engage, de ce fait, la critique des fausses évidences que fonde la confusion entre l'instrumentalisation politique de la Révolution française et l'interprétation des historiens communistes — dont l'objet n'est pas tant d'assurer la place du Parti communiste français dans la nation ou de revendiquer l'exclusivité de l'héritage révolutionnaire que de s'interroger, en intellectuels marxistes, sur les conditions objectives de la Révolution française et le modèle qu'elle constitue éventuellement, sur la nécessité du processus révolutionnaire dans le passage d'un mode de production à un autre, sur la nature de classe de la Révolution et particulièrement du jacobinisme¹. Dans la diachronie, cette histoire de la lecture communiste de la Révolution française réévalue le fameux tournant de 1934-1935 auquel on superpose trop souvent la réhabilitation politique de la Révolution française, confondant quantité et qualité², et montre qu'il n'y a pas rupture dans l'interprétation mais au contraire continuité de 1920 à aujourd'hui en passant par 1939 et la commémoration de Valmy en 1942. La lecture communiste de la Révolution française, héritière de la tradition républicaine, apparaît ainsi relativement homogène dans l'espace propre des références politiques et globalement cohérente dans la durée : nationale et populaire, la Grande Révolution est l'origine de toute révolution à venir et figure le premier pas accompli par les révolutionnaires sur le chemin du progrès politique et social.

Ce double regard, synchronique et diachronique, a donc

1. Certains numéros de *La Nouvelle critique* ou de *La Pensée* sont à cet égard exemplaires. « Médias exotériques », ces revues se situent sur le terrain de la réflexion historique.

2. Pour une étude quantitative du vocabulaire et des occurrences thématiques dans le discours communiste entre 1934 et 1936, voir Denis Peschanski, *Et pourtant ils tournent. Vocabulaire et stratégie du PCF (1934-1936)*, Publications de l'INALF, collection « Saint-Cloud », Klincksieck, 1988. Pour François Hincker, « C'est la surabondance et non le contenu qui fait la différence », art. cité, p. 105.

incontestablement une vertu critique et heuristique. En effet, les controverses historiographiques sur l'interprétation de la Révolution française — ou plus généralement les travaux qui privilégient l'histoire des intellectuels communistes — mettent naturellement l'accent sur le rôle que jouent les historiens communistes dans la définition d'une mémoire communiste de la Révolution française. Il est clair que la perspective se trouve sensiblement déplacée dès lors qu'on se donne pour objet l'instrumentalisation politique de la Révolution française.

1789-1917. Variations d'une origine à l'autre

À cet égard cependant, et à y regarder de plus près, la lecture communiste de la Révolution française apparaît moins cohérente. La signature du programme commun de gouvernement en 1972 puis l'abandon de la dictature du prolétariat en 1976 avaient déjà suscité de nombreux débats politico-historiques sur la nécessité de la violence révolutionnaire¹ et vidé pour partie de sa substance la référence à la révolution de 1917. Après les turbulences de la rupture de l'Union de la gauche et des années quatre-vingt, la célébration de 1989 arrive à point nommé pour souligner l'identité et la spécificité révolutionnaire du Parti communiste dans un contexte où, de surcroît, le modèle soviétique se trouve discrédité. La difficulté de penser la relation entre les deux révolutions, qui entravait une représentation claire et univoque de la Révolution française, se trouve ainsi levée. Mais, à dire les choses plus précisément, il semble que deux lectures de la Révolution française ont longtemps coexisté. L'une peut être accentuée au détriment de l'autre — dans tel ou tel média ou pour un moment : l'autre ne disparaît pas pour autant.

La Révolution française peut en effet être lue comme le

1. Voir Régine Robin, Antoine Casanova, Claude Mazauric, « La Révolution française a-t-elle eu lieu ? », *La Nouvelle critique*, 52 (233) nouvelle série, avril 1972, p. 22-37. Antoine Casanova, « Y a-t-il eu des modèles de voie de passage d'un type de société à un autre », *La Pensée*, 196, novembre-décembre 1977, p. 3-9. Albert Soboul, « Du féodalisme au capitalisme. La Révolution française et la problématique des voies de passage », *La Pensée*, *op. cit.*, p. 61-78.

premier événement d'une chaîne ininterrompue de révolutions. La révolution soviétique s'insère alors dans cette succession mais l'origine du mouvement révolutionnaire est située dans la grande Révolution. Dans cette perspective, on met l'accent sur le rôle des masses populaires dans les journées révolutionnaires et sur l'unité du peuple combattant. C'est cette lecture que restitue François Hincker. Mais la Révolution française peut également être interprétée comme révolution bourgeoise. En tant que telle, elle est effective, achevée. La révolution soviétique, socialiste et prolétarienne, est d'une autre nature : elle marque une rupture ; elle est l'origine de la tradition revendiquée par les révolutionnaires ouvriers. Dans cette perspective, la Révolution française est un modèle historique. Parce qu'elle est bourgeoise dans ses fins comme dans ses moyens, il ne revient pas aux communistes de la continuer ou de l'achever : il leur faut faire une autre révolution, en s'inspirant du modèle historique qu'elle constitue. C'est cette seconde lecture qu'on attribue communément aux historiens communistes.

Il convient maintenant de revenir à la chronologie et d'examiner quelques moments symptomatiques qui révèlent cette double lecture.

1920-1935

La Révolution française nourrit d'emblée les débats des socialistes français sur la toute jeune révolution soviétique¹. La Révolution française est un acte fondateur, un modèle, ou une œuvre à parfaire. Et Marcel Cachin d'explicitier à Moscou, en juin 1920, les leçons de la Révolution française : « Nous n'avons qu'à nous remémorer notre passé national pour trouver toutes les justifications des procédés de violence et de terreur qui s'imposent à toute classe qui veut prendre le pouvoir, s'y maintenir, asseoir définitivement le régime social de l'avenir². »

Les socialistes français vont d'ailleurs d'autant plus facilement se reconnaître dans la révolution russe que celle-ci se présente comme l'héritière de la Révolution française : « Les bolcheviks sont les jacobins de la révolution prolétarienne³. » À Tours, en

1. Gérard Belloin, *op. cit.*, p. 185 et suiv.

2. Cité par Gérard Belloin, *op. cit.*, p. 181.

3. Cité par Gérard Belloin, *op. cit.*, p. 182. Voir également : Tamara

décembre 1920, les références à la Révolution française seront nombreuses chez les partisans de l'adhésion à la Troisième Internationale et « l'instinct paysan » appelé à justifier la révolution bolchevique¹. Pour autant et dès ce moment, la filiation revendiquée entre Révolution française et révolution russe n'est pas exempte d'ambiguïtés. 1793 et la Terreur, au cœur des « leçons de notre passé national », suscitent diverses interprétations : la classe ouvrière doit-elle imiter la bourgeoisie qui a montré comment faire une révolution et notamment révélé la nécessité historique de la Terreur — c'est la thèse que partage Cachin avec Lénine —, ou celle-ci a-t-elle au contraire marqué l'entrée en scène des masses populaires faisant pression pour faire valoir leurs aspirations propres ? Tels sont les termes du débat que restitue Gérard Belloin, et les divers miroirs, également révolutionnaires voire marxistes², où la Révolution française se trouve instrumentalisée.

Si la filiation est indubitable pour tous et la référence certaine, les interprétations sont donc diverses. Elles le resteront dans les premières années de l'existence du PCF où nombre d'historiens de la Révolution française — dont Mathiez —, nourris de l'œuvre de Jaurès, devenus communistes par admiration pour la révolution russe dans laquelle ils voient effectivement une résurgence de l'esprit révolutionnaire de 1793, publient abondamment dans *l'Humanité*³. Mathiez communiste n'est pas pour autant marxiste⁴ : le peuple, ses conditions de vie et ses actes sont au fondement de ses intérêts, non pas le modèle historique de la révolution bourgeoise. Méric, Dommanget, Ker, Labrousse, dans le sillage de Mathiez, distinguent diverses périodes dans

Kondratieva, « Les bolchevik-jacobins : révélation d'une analogie », *Communisme*, art. cité, p. 71-87.

1. Gérard Belloin, *op. cit.*, p. 186-187.

2. François Furet identifie chez Marx lui-même des interprétations contradictoires de la Révolution française et particulièrement de la dictature jacobine. Cf. François Furet, « Marx », in *Dictionnaire critique de la Révolution française*, 1988, p. 1021-1029.

3. Cf. Jérôme Bureau, *Le PC et la Révolution française : 1920-1940*, *op. cit.*, p. 35-42.

4. Dans un article publié en 1917 et intitulé « Socialisme français et socialisme prussien », Mathiez condamne « les livres abstrus du Prussien Karl Marx » auquel il reproche d'avoir considéré la Révolution française « comme une petite chose bourgeoise ». Jérôme Bureau, *op. cit.*, p. 36.

la Révolution française et revendiquent l'héritage de 93¹. Dès 1923, tous auront été exclus ou auront abandonné le PCF. Dommanget, qui, pour sa part, sera exclu en 1929 — pour cause de trotskysme — cesse également d'écrire dans *l'Humanité*².

À partir de 1923, passé cette période où la Révolution française est très présente dans la presse d'un parti encore hétérogène et qui pour ainsi dire n'a encore de communiste que le nom³, les analyses ou débats théoriques sur la Révolution française disparaissent quasiment de la presse communiste. Entre 1923 et 1934, une interprétation dominante s'exprime cependant çà et là dans les allusions souvent acerbes aux célébrations du 14 Juillet : elle se rapproche sensiblement de la vulgate marxiste et d'une représentation univoque de la Révolution comme révolution bourgeoise. Elle n'est pas pour autant exclusive et on hésite manifestement tout au long de cette période entre la critique des célébrations bourgeoises, la contre-manifestation, la tentative de détournement du 14 Juillet sur des thèmes propres à l'action militante du moment et la tentative de commémorations séparées. De la dénonciation des mascarades alcoolisées organisées par la bourgeoisie (1926, 1927 et 1928) au rappel que les fêtes authentiquement communistes sont les commémorations de la Commune et de la révolution d'Octobre (1933) en passant par la contre-manifestation de protestation contre la guerre du Rif (1925) et les célébrations autochtones de cette journée populaire qu'organisent les municipalités communistes à partir du début des années trente⁴, cet embarras révèle bien une contradiction : entre la thèse selon laquelle la Révolution est, de manière univoque, bourgeoise, et la conviction sans doute partagée par nombre de militants communistes que les journées révolutionnaires étaient le fait du peuple et inauguraient la chaîne des révolutions à venir. La formule des « Bastilles qui restent à prendre »

1. Jérôme Bureau, *op. cit.*, p. 40. Voir également François Furet, « Histoire universitaire de la Révolution », in *Dictionnaire critique de la Révolution française*, *op. cit.*, p. 979-997.

2. Jérôme Bureau, *op. cit.*, p. 42.

3. Ainsi que le note François Hincker, art. cité, p. 102.

4. Le relevé des articles et mentions de *l'Humanité* à l'occasion du 14 juillet, de 1920 à 1939, tel qu'il apparaît ici, est tiré de Jérôme Bureau, « La petite histoire du 14 juillet », *op. cit.*, p. 130-149.

apparaît, quel que soit le contexte où elle est utilisée, comme le noyau dur de cette seconde représentation. Si des « Bastilles restent à prendre », c'est que la prise de la Bastille a valeur universelle, excède le cadre étroit de la Révolution bourgeoise.

1936-1939

Loin d'exprimer une interprétation univoque, l'année 1939 constitue le point d'orgue où se fixent, se cristallisent visiblement les divers attributs de la lecture communiste de la Révolution française. Roger Martelli — dans sa contribution à l'ouvrage collectif sur *Le Parti communiste des années sombres*¹ — fondant son analyse sur le rassemblement du stade Buffalo, le 25 juin, d'une part, et sur la manifestation du 14 Juillet, d'autre part, affirme d'emblée que l'un explicite la dimension spécifiquement communiste de la commémoration, tandis que l'autre, placée sous le signe du présent immédiat, célèbre le Front populaire². Si « politique et histoire se marient volontiers », affirme-t-il, soulignant, contrairement à François Hincker, le mélange des genres et des compétences, l'union du passé et du présent se déploie sur un double registre : elle valorise l'héritage revendiqué par les communistes ou amalgame anti-féodalisme et antifascisme, annulant alors toute distance entre le passé et le présent. Dans les deux cas, la figure du jacobin domine. Elle est double elle aussi : l'accent peut être mis sur le jacobin comme « précurseur du communisme (*via* le bolchevique) » ou sur « le jacobin comme patriote et rassembleur³ ».

Les discours de Maurice Thorez entre 1936 et 1939 manifestent clairement le caractère ambivalent de la lecture communiste de la Révolution française.

Ainsi par exemple, en 1936, devant le congrès de Villeurbanne, Maurice Thorez, exalte « la grandeur passée de notre pays » et célèbre « nos grands ancêtres de 1793 » au même titre que les « combattants de février et de juin 1848 » et les « héros

1. Roger Martelli, « Héritiers de la Révolution française », in *Le Parti communiste français des années sombres*, *op. cit.*, p. 198-204.

2. Roger Martelli, *op. cit.*, p. 198.

3. *Ibid.*, p. 200.

de la Commune¹ ». Soulignant que le parti « a su s'inspirer de la grande expérience du bolchevisme tout en faisant revivre les meilleures traditions de notre peuple », il rappelle que les communistes ont fait leurs « *La Marseillaise* » et le drapeau tricolore de nos aïeux, les soldats de l'an II² ».

Le centenaire de la mort de Rouget de Lisle est également l'occasion d'une vaste commémoration dans *l'Humanité* et d'un discours de Maurice Thorez, le 27 juin 1936³. « Expression ardente et passionnée de la volonté révolutionnaire du peuple », *La Marseillaise* est le symbole durable et universel de la Révolution, de « la lutte du peuple contre ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur ». Et Maurice Thorez de déployer une analogie entre le Front populaire et 1792, « la levée du peuple de France pour le pain, la liberté et la paix », entre les féodaux d'hier et les privilégiés capitalistes d'aujourd'hui, pour conclure : « C'est que nous sommes, nous communistes de France, les héritiers authentiques des jacobins de 1792⁴. »

Si quelques nuances peuvent être relevées déjà entre ces textes datés de 1936, l'un exaltant 1793, 1848 et la Commune pour marier tradition française et inspiration bolchevique, l'autre valorisant l'union du peuple en 1792 comme en 1936, le discours de Buffalo en 1939 affirme incontestablement une revendication plus critique de l'héritage et un jugement « en communistes » des choses et des hommes du passé. Robespierre et les jacobins, dont les hommes de la bourgeoisie dénigrent « les excès », sont crédités d'avoir été « les révolutionnaires bourgeois les plus conséquents ». Les « rares bourgeois avancés » qui peuvent aujourd'hui reconnaître quelques mérites à Robespierre – acceptant encore « la Révolution en bloc » – condamnent cependant Hébert et Marat, et plus encore Babeuf, qui ont exprimé les intérêts de la fraction la plus révolutionnaire et la plus déshéritée des masses populaires. Parce que la Révolution française est terminée, dépassée, parce que les révolutionnaires d'alors ont montré comment une société en remplace une autre,

1. Maurice Thorez, « L'Union de la nation française », rapport présenté au 8^e congrès du Parti communiste français tenu à Villeurbanne du 22 au 25 janvier 1936, *Œuvres choisies*, tome I (1924-1937), p. 257.

2. *Ibid.*, p. 278-280.

3. Maurice Thorez, « La Marseillaise », *op. cit.*, p. 348-353.

4. *Ibid.*, p. 352.

les communistes n'ont pas à choisir entre tel ou tel d'entre eux, mais, au contraire, « à rendre justice à l'œuvre de tous », « à honorer le souvenir de chacun des bons artisans de la Révolution, pour la part qui lui revient¹ ». L'analogie se nuance : les communistes ne sont pas ici les jacobins d'aujourd'hui, ils sont comme les révolutionnaires d'hier, déterminés à faire *leur* révolution : « La classe ouvrière de France n'a pas à achever 1789, elle a à accomplir un 1939, un 1940, un 1945 ou 1946, qui soit le 1917 du peuple de France, la prise du pouvoir, l'instauration de la dictature du prolétariat afin d'entreprendre la construction du socialisme, afin de marcher nous aussi dans la voie du communisme, certain et inévitable². »

Apparaît ainsi une lecture communiste de la Révolution française non pas incohérente mais double, relativement complexe, exprimant une tension entre deux conceptions : l'une met l'accent sur l'anticipation sociale et politique, l'autre sur le modèle historique ; l'une souligne la continuité – des révolutionnaires les plus avancés de la Révolution française aux communistes d'aujourd'hui en passant par les bolcheviques –, l'autre, la rupture qu'introduit en 1917 la révolution prolétarienne ; l'une valorise enfin le caractère national et populaire de la grande Révolution, l'autre insiste sur sa finalité résolument bourgeoise. La question centrale, à laquelle visiblement les communistes, politiques et historiens confondus, ne répondent à aucun moment – ou ne tentent pas de répondre – est celle de la nature de la relation entre les deux révolutions, entre démocratie et dictature du prolétariat.

1947-1952

Ces cinq années ne sont marquées par aucune commémoration, ni aucun événement tel que la référence à la Révolution française puisse y être utilement instrumentalisée. Cette séquence est cependant particulièrement éclairante pour ce propos. Dans ce contexte dominé par la théorie des deux sciences³, politiques

1. Maurice Thorez, « Le 150^e anniversaire de la Révolution de 1789 », discours prononcé à Buffalo, le 25 juin 1939, *Œuvres*, Livre 4, tome 18, p. 42-47.

2. *Ibid.*, p. 46.

3. La thèse des deux sciences est une des retombées du rapport présenté

et historiens interviennent indifféremment pour expliciter l'une ou l'autre des interprétations de la Révolution française que nous avons évoquées. Les enjeux propres à chacune sont de ce fait particulièrement visibles. Cinq articles retiennent l'attention.

Le premier est un article de Jean Cassagnes sur « Le 14 juillet 1789 », publié dans les *Cahiers du communisme* de juillet 1947¹. Rappelant la haine des nazis et des historiens de Vichy pour la Révolution française et ses héros, notamment Marat et Robespierre, l'auteur l'explique par ce fait d'évidence que « 1789 constitue, dans des conditions historiques déterminées, un pas en avant de l'humanité sur la route du progrès² ». La Révolution, note-il encore, ne fut pas « l'œuvre de la seule bourgeoisie ascendante » et elle réalisa l'intérêt immédiat des masses populaires, à savoir la destruction du régime féodal. Il souligne ainsi l'intervention du peuple « qui a accéléré la marche de l'histoire » et l'union des patriotes³ pour conclure par les leçons de l'histoire. L'une est universelle : « Donc, pas de progrès, pas d'unification nationale sans l'aide du peuple⁴. » L'autre est particulière et se formule avec Jaurès : « Il n'y a rien sous le soleil qui appartienne pleinement à la bourgeoisie, pas même sa Révolution⁵. »

Le second, d'Émile Bottigelli, publié en septembre 1948, est un compte rendu de la première édition du livre de Soboul, *La Révolution française*, aux Éditions sociales, qui inaugurent

par Andréï Jdanov lors de la conférence constitutive du Kominform de septembre 1947. (Voir les *Cahiers du communisme* de novembre 1947.) Analysant la situation internationale et la formation de « deux camps », Jdanov stigmatise les formes américaines de « la lutte idéologique » et définit les tâches des partis communistes. C'est Laurent Casanova qui, lors d'un meeting sur « les responsabilités des intellectuels communistes » en février 1949, formula explicitement la thèse des deux sciences, bourgeoisie et prolétarienne. Pour le détail des interventions politiques dans le domaine des sciences, des arts et des lettres pendant cette période, voir Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du Parti, les intellectuels, le parti et la culture (1944-1956)*, Fayard/Minuit, 1987, p. 217-268.

1. Jean Cassagnes, « Le 14 juillet 1789 », *Cahiers du communisme*, juillet 1947, p. 631-646.

2. Jean Cassagnes, art. cité, p. 633.

3. *Ibid.*, p. 638.

4. *Ibid.*, p. 646.

5. *Ibid.*

avec ce titre une nouvelle collection, « Esquisses d'histoire contemporaine¹ ». L'ouvrage est qualifié de « bon manuel », fruit de « recherches marxistes approfondies », à l'instar des œuvres soviétiques. Mathiez et Lefebvre sont dans le même mouvement crédités d'avoir fait progresser les recherches dans un « sens plus réaliste ». Le grand mérite de Soboul, selon Bottigelli, est d'avoir su mettre l'accent sur le rôle des masses : le 14 Juillet et le 4 Août témoignent de l'action et du rôle du peuple. Mais conclut l'auteur, « les masses étaient en avance sur leur propre condition économique et politique », et « faute d'un parti qui traduisît scientifiquement leurs revendications », à une époque où le prolétariat n'existait pas encore en tant que classe, leur action était vouée à l'échec. S'il est bien question ici de « classe bourgeoise », à aucun moment le terme de « révolution bourgeoise » n'apparaît et l'accent est, là encore, résolument mis sur l'intervention du peuple : c'est aussi que « la classe révolutionnaire (on pourrait dire la classe objectivement révolutionnaire) exprime les revendications de la majorité du peuple et exerce un rôle déterminant dans la conduite des événements² ». Cet article, favorable au travail de Soboul, s'inscrit bien dans la logique décrite par François Hincker : l'essentiel des leçons de la Révolution, c'est que l'histoire progresse « quand les masses prennent en main leurs propres destinées », hier comme aujourd'hui.

Les *Cahiers du communisme* consacrent en 1950 et 1951 deux autres publications à la Révolution française. L'une est signée de Jean Bruhat, « L'apport de Maurice Thorez à l'histoire », publiée en avril 1950 et fondée sur le commentaire des œuvres de Maurice Thorez, « historien de type nouveau », guidé par la « boussole » du marxisme-léninisme. Bruhat rappelle les principes du matérialisme historique et les vertus de la polémique en politique avant de s'attacher à trois exemples où Thorez fit œuvre d'historien. Le premier de ces exemples est la Révolution française³. Bruhat, citant un manuel scolaire « au hasard », dénonce d'abord les insuffisances de l'enseigne-

1. Émile Bottigelli, « Albert Soboul : la Révolution française 1789-1799 », *Cahiers du communisme*, septembre 1948, p. 994-997.

2. Émile Bottigelli, art. cité, p. 996.

3. Jean Bruhat, « L'apport de Maurice Thorez à l'histoire », *Cahiers du communisme*, avril 1950, p. 33-48.

ment dispensé aux enfants des écoles : le vocabulaire n'est pas scientifique, le manuel laisse entendre qu'il ne s'agissait, en 1789, que de lutter contre les privilèges et que la Révolution, réduite à un accident, n'aurait pas éclaté sans l'entêtement du roi et de son entourage¹. À « cette caricature intéressée de l'histoire », l'historien communiste oppose « l'explication scientifique que nous donne Maurice Thorez, historien et militant ». Les causes profondes de la Révolution sont rappelées, le sens de la Révolution est donné, la leçon politique est tirée : « La tâche de la classe ouvrière est de dégager la société communiste, de la faire naître des éléments qui mûrissent présentement dans la vieille société capitaliste, de même que les révolutionnaires de 1789 avaient pour mission de briser le cadre féodal. » Les énoncés, conformes à la vulgate marxiste, sont illustrés de citations de Thorez, datées de 1938 et 1939. Celles-ci sont, pour la plupart, extraites du discours de Buffalo, dont nous avons vu qu'il exprimait une lecture « en communistes » de la Révolution française. Et Bruhat de conclure sur les raisons qui donnent aux communistes le goût de l'histoire et les compétences à en tirer les « leçons » en citant *Fils du peuple* : « Ainsi, se réclamant du passé dont il a assimilé les conquêtes, le Parti communiste entraîne le pays vers des destinées plus hautes². »

Cet article de Bruhat marque une rupture. Incontestablement, il est porteur de la seconde interprétation de la Révolution française. Il se fonde naturellement sur une sélection de citations de Maurice Thorez dans lesquelles la Révolution était analysée comme révolution bourgeoise et modèle historique.

L'autre publication est de l'historien soviétique Selezniiov, publiée d'abord dans la revue soviétique *Questions d'histoire*, reprise dans les *Cahiers du communisme* de septembre 1951 : « Les problèmes de l'histoire du peuple français dans les "Cahiers du communisme" (1947-1950)³ ». Il s'agit d'abord d'un vigoureux réquisitoire contre « les falsificateurs de l'histoire » et d'un examen attentif de l'ensemble des articles consacrés à l'histoire par les *Cahiers du communisme* dans cette période.

1. Jean Bruhat, art. cité, p. 37.

2. *Ibid.*, p. 48.

3. K. Selezniiov, « Les problèmes de l'histoire du peuple français dans les *Cahiers du communisme* (1947-1950) », *Cahiers du communisme*, septembre 1951, p. 1077-1106.

Citant deux articles de Jean Bruhat — celui que nous venons d'examiner et, dans la même année, « Écrire et faire l'histoire en combattant¹ » — l'historien soviétique se déclare satisfait de l'analyse critique et autocritique du travail des historiens communistes développée par l'auteur, de l'appréciation portée sur l'œuvre historique de Maurice Thorez, des tâches militantes désormais assignées par le parti à ses historiens. Bottigelli en revanche est mis en cause. Selezniiov lui reproche un éloge sans réserves du livre de Roger Garaudy, « Les sources françaises du socialisme scientifique² », dont « le caractère erroné » « saute aux yeux³ » tandis que les rares nuances critiques qu'il apportait à son appréciation de Soboul sont soulignées⁴. Quant à Cassagnes, l'historien soviétique exprime nettement ses désaccords : Cassagnes écrit à tort « que l'esprit de 89 inspire aujourd'hui les démocrates de tous les pays⁵ ». Il est clair que la critique faite ici à Jean Cassagnes est qu'il sous-estime le caractère bourgeois de la Révolution française et, inversement, surestime les vertus de la démocratie, bourgeoise par définition et origine. Selezniiov lève d'ailleurs toute ambiguïté en citant Staline à ce propos : « Autrefois, on dansait en pensant à la Révolution française du XVIII^e siècle, on utilisait ses traditions et l'on

1. Jean Bruhat, « Écrire et faire l'histoire en combattant ("Fils du Peuple" et "La Révolte de la mer noire") », *Cahiers du communisme*, janvier 1950, p. 96-108. Plaidoyer pour une histoire du temps présent, militante et scientifique (« L'histoire militante est la seule qui soit scientifique. Elle s'écrit en combattant sur les positions de la classe ouvrière », p. 108), cet article rappelle aux historiens communistes leurs responsabilités (« Établir et dire la vérité sur notre temps » p. 108). Sont données en exemple les œuvres de Maurice Thorez et d'André Marty : le point de vue de la classe ouvrière leur permet de comprendre « le sens de l'évolution des sociétés humaines » (p. 105), de ne pas séparer « l'explication du passé de la préparation de l'avenir » (p. 104).

2. Émile Bottigelli, « Roger Garaudy : les sources françaises du socialisme scientifique », *Cahiers du communisme*, juin 1948, p. 631-637. Cet article de Bottigelli, incontestablement élogieux, souligne avec enthousiasme « l'origine française du marxisme » et le caractère révolutionnaire du « matérialisme » du Siècle des lumières. Là encore, Bottigelli, comme dans l'article qu'il consacrera à Soboul trois mois plus tard, ne néglige pas « la méthode scientifique qui assurera la victoire du prolétariat » mais il insiste sur les origines françaises de « notre tradition révolutionnaire » (p. 633).

3. K. Selezniiov, art. cité, p. 1081.

4. *Ibid.*, p. 1083.

5. *Ibid.*

implantait ses lois. Maintenant, on danse en pensant à la révolution d'Octobre. Autrefois la France, aujourd'hui l'URSS. »

Vient enfin, en 1952, un compte rendu par Jean Poperen de la seconde édition de *La Révolution française* de Soboul. Après avoir précisé que cet « ouvrage clair » s'adresse aux militants ouvriers, aux élèves des grandes classes de lycée, aux instituteurs, à tous ceux que « les silences et les déformations de l'histoire bourgeoise ont laissés insatisfaits » et souligné d'emblée que « l'attitude de la Gironde, complice de la contre-révolution par haine du peuple, éclaire le sens et les limites de la Révolution bourgeoise ¹ », Jean Poperen passe à la critique. Celle-ci se développe en quatre points.

Le premier a trait aux conditions et aux causes de la Révolution. Citant Engels, il affirme que la bourgeoisie ne s'est engagée dans la voie révolutionnaire qu'à défaut de toute autre possibilité historique, « quand elle put se croire assez forte pour n'avoir rien à redouter de ses alliés des masses populaires ² ». Soboul, selon Jean Poperen, ne marque pas assez fortement la préoccupation constante de la bourgeoisie de canaliser et de finalement briser le mouvement populaire.

Le second concerne les sans-culottes et consiste en un inventaire serré des moments, des événements qui montrent le fossé entre bourgeoisie et masses non possédantes, des figures qui incarnent la volonté bourgeoise de répression des sans-culottes : « Par suite, la duplicité girondine est trop laissée dans l'ombre. » Et d'ajouter, en citant un article récent de la *Pravda*, que si les robespierristes, « chefs véritables du peuple », furent capables de réaliser l'union du peuple pour une période donnée, la bourgeoisie dans son ensemble lutta contre celui-ci et « utilisa l'énergie révolutionnaire des masses pour ses buts propres ».

Le troisième point précise la pensée de Jean Poperen : « La thèse de Mathiez — écrit-il — qui fait de la moyenne bourgeoisie jacobine, groupée derrière Robespierre, l'élément dirigeant du mouvement révolutionnaire, n'explique pas tout encore qu'elle soit exacte. » Jean Poperen complète l'explication : la solution jacobine n'a été acceptée que comme « solution provisoire » et ce n'est que parce qu'elle assure la liaison entre les sans-culottes

1. Jean Poperen, « Albert Soboul : la Révolution française 1789-1799 », *Cahiers du communisme*, février 1952, p. 203-210.
2. *Ibid.*

et la fraction de la bourgeoisie qui veut pousser la révolution bourgeoise à son terme que la « moyenne bourgeoisie robespierriste » peut se hisser au pouvoir. De là, « la dualité inhérente à la dictature terroriste ».

Le quatrième point de la critique porte tout naturellement sur les raisons de l'échec de Robespierre et de la moyenne bourgeoisie jacobine et, partant, stigmatise l'incapacité de Soboul à en rendre compte. Jean Poperen écrit : « La nécessité de s'appuyer sur les sans-culottes devient donc pour les chefs robespierristes plus évidente. Cela n'a pas échappé à Robespierre et à Saint-Just. Mais ils n'ont consenti que des mesures de détail. Ils n'ont pu faire le saut. Ils ont cru s'en tirer en appliquant pendant quelque temps le maximum, en faisant voter les lois de ventôse, en éliminant les chefs enragés et hébertistes. Soboul ne situe pas ces derniers. "Flics" comme le veut Robespierre ou véritables chefs révolutionnaires ? La question est d'importance ¹. »

Et Jean Poperen de conclure que, si c'est bien « par référence à ce caractère populaire et national dont est marquée la révolution bourgeoise de 1789 que le Parti communiste français a mené bataille pour restituer au peuple *La Marseillaise*, le drapeau tricolore et l'exemple exaltant des grands chefs jacobins », on ne saurait pour autant perdre de vue « le fil directeur de la lutte des classes », renoncer à expliquer « l'opposition de gauche à Robespierre » et les limites de « l'expérience Robespierre ² ». Les historiens communistes se voient alors disqualifiés : pour avoir laissé « le dernier mot » à Daniel Guérin, pour être incapables de dépasser les explications produites par les historiens bourgeois les plus avancés, pour s'être satisfaits de la critique favorable de Soboul publiée par Bottigelli en 1947, et pour n'avoir réfléchi à leurs devoirs politiques qu'après l'intervention fraternelle de l'historien soviétique Selezniou.

L'attaque de Jean Poperen s'inspire directement, en dépit d'une argumentation plus élaborée, de la critique de l'historien soviétique. Elle est une forme de réponse à Émile Bottigelli et manifeste l'accord de la science historique, marxiste-léniniste, avec l'instrumentalisation politique qui domine alors.

Ce chassé-croisé de contributions de diverses natures, fondées

1. *Ibid.*, p. 208.

2. *Ibid.*, p. 210.

soit sur des arguments politiques et des analogies historiques (Cassagnes et Bruhat), soit sur des contributions qui relèvent de la critique historique (Bottigelli et Poperen), montre qu'ici encore politique et histoire se marient volontiers. Les contenus ne sont pas liés à la forme. La chronologie de cette succession d'articles fait apparaître une logique d'une autre nature. En 1947-1948 domine une lecture qui met l'accent sur l'action du peuple pendant la Révolution française et sur l'origine française de la tradition révolutionnaire. Cette lecture présidait, nous l'avons vu, à la célébration du 14 juillet 1939. En 1951 et 1952, la seconde interprétation de la Révolution française comme révolution définitivement bourgeoise s'impose à nouveau : l'horizon soviétique fonde alors le projet communiste. Le discours de Buffalo en 1939 exprimait cette même lecture. *La Révolution française* de Soboul fait les frais de cette évolution à court terme¹.

Que se passe-t-il à ce moment-là qui explique ce passage brutal d'une interprétation à l'autre ? On peut rapprocher la critique de Jean Poperen d'un article paru en février 1950 dans *La Nouvelle critique*, signé de Martin Horvath, membre du Bureau politique du Parti communiste hongrois, consacré aux insuffisances de l'autocritique de Lukács², lequel est accusé de méconnaître les attributs des « démocraties populaires » et notamment leur caractère d'« étape de la transformation socialiste » : c'est — écrit encore l'auteur — que Lukács est prisonnier d'une « idéologie littéraire » et partant d'une idéologie politique « fortement définie par les limites du monde bourgeois », fût-il progressiste, parfois même réaliste en art, à l'origine de la tradition revendiquée « des démocrates révolutionnaires³ ».

Le fond de l'attaque est le même : la révolution soviétique est rupture avec la Révolution française de la même manière que le réalisme socialiste est rupture et dépassement du réalisme bourgeois. L'ignorance du caractère propre des « démocraties

1. Pour un développement sur ce point, notamment commenté par François Hincker (art. cité), Jeanine Verdès-Leroux (*op. cit.*) et Olivier Bétourné et Aglaïa I. Hartig (*op. cit.*), qui interprètent à tort la critique faite à Soboul par Jean Poperen comme une critique de droite ; voir Marie-Claire Lavabre, *Histoire, mémoire et politique : le cas du Parti communiste français*, *op. cit.*

2. Martin Horvath, « Sur l'autocritique de Lukács », *La Nouvelle critique*, février 1950, p. 99-107.

3. *Ibid.*, p. 102 et p. 107.

populaires » est de même nature que la méconnaissance du caractère petit-bourgeois de la dictature jacobine. Démocratie/dictature du prolétariat : la tension entre ces deux pôles renvoie au caractère double, contradictoire de la lecture communiste de la Révolution française. La question des « démocraties populaires » accentue cette tension. Le passage d'une interprétation à une autre de la Révolution française se superpose ici à un changement d'appréciation de la nature des démocraties populaires.

Les interprétations de la Révolution française, on le voit, sont ainsi très strictement liées au contexte politique immédiat. À cet égard, Annie Kriegel, dans ses Mémoires, confirme qu'il y a eu un changement de ligne quand, en octobre 1950, Maurice Thorez fut frappé d'une attaque d'hémiplégie¹. Laurent Casanova marginalisé, Auguste Lecœur et François Billoux aux postes de commande, la ligne jdanoviste s'est trouvée, selon Annie Kriegel, « gauchie », au moins jusqu'au retour de Thorez au printemps 1953. François Billoux, qui avait également adressé, en février 1952, une lettre critique à Albert Soboul, sera peu après amené à revaloriser la tradition française : l'autocritique de François Billoux² — dans laquelle il est notamment question de « liquider toute tendance (...) à oublier que les problèmes qui se posent à la classe ouvrière sont des problèmes d'intérêt national » et de défendre « les traditions nationalistes, progressistes, de la science française » — clôt la période. Mais ce contexte très conjoncturel n'est explicatif du revirement qui s'opère alors d'une interprétation à une autre de la Révolution française que dans la mesure où lui préexistait déjà une double lecture de la Révolution française.

Il y a donc, sur le long terme, tension permanente entre deux interprétations, deux origines également revendiquées, entre une culture de la Révolution française forgée par la République et une culture proprement communiste, où se mêlent critique marxiste de la révolution bourgeoise et valorisation de la rupture opérée par la révolution bolchevique. La

1. Cf. Annie Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Robert Laffont, 1991, p. 581-589.

2. François Billoux, « La bataille idéologique et le travail d'éducation », *Cahiers du communisme*, mai 1954, p. 491-515.

pratique permanente de l'analogie historique, le va-et-vient et les traits tirés entre le passé et le présent, les notions mêmes de leçons de l'histoire et de sens de l'histoire semblent autoriser la coexistence de ces deux cultures. Si l'une peut être conjoncturellement accentuée au détriment de l'autre — comme nous l'avons vu dans les années 1950-1952, quand il s'agissait clairement d'affirmer la supériorité de la révolution bolchevique — la figure centrale du jacobin à laquelle s'identifient les communistes permet cependant diverses appréciations. Cependant, s'il apparaît clairement que les contenus de la mémoire historique répondent aux impératifs politiques de telle ou telle conjoncture particulière, si sa chronologie n'a guère d'autonomie au regard de l'histoire proprement politique du Parti communiste français, si elle est à l'évidence effet du présent, reste à comprendre ce que sont les raisons du présent du passé. Car, tandis que la mémoire historique est bien prescription d'un devoir de mémoire, elle exprime également les représentations de ceux qui contribuent à l'élaborer.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DANS LES AUTOBIOGRAPHIES COMMUNISTES

Si les historiens communistes participent manifestement de cette double culture — *via* la révolution bolchevique pour un Mathiez, *via* le marxisme pour un Soboul —, les responsables politiques du parti formés à l'école de la République la partagent avec eux¹. Les souvenirs de Jacques Duclos et de Georges Cogniot en témoignent particulièrement.

Ainsi, Jacques Duclos, dès le premier chapitre de ses *Mémoires*, décrivant le village peuplé de paysans de son enfance, mentionne les cahiers de doléances établis à l'époque de la Révolution française². L'allusion est directement liée au souvenir de la commémoration de 1939 et Jacques Duclos ne prétend pas

1. Voir la culture scolaire des cadres communistes telle que l'analyse Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

2. Jacques Duclos, *Mémoires*, I, 1896-1934, *Le chemin que j'ai choisi*, Fayard, 1968, p. 22 et 25.

avoir reçu, enfant, quelque récit que ce soit, transmis par la tradition orale. Il regrette au contraire le « voile d'ombre (qui) enveloppait le passé de mon village » et le fait que « son histoire n'allait pas au-delà des faits racontés par les vieux¹ ». Il s'attarde en revanche assez longuement sur la passion de la lecture qui l'animait, encouragée par l'instituteur :

« Mon vieux maître orientait mes lectures, surtout vers l'Histoire qu'il aimait et qu'il nous apprenait avec le souci de faire naître en nous un sentiment de respect et d'admiration pour la Révolution française². »

Ces lectures nourrissent les rêves héroïques de l'enfant, adepte précoce de la République : Jacques Duclos raconte notamment comment il s'identifia aux grands hommes de la Révolution, « adversaires résolus de l'ancien régime³ ». L'École de la Troisième République, la République et l'histoire de la Révolution sont données dès les premières pages de l'ouvrage pour ferments des choix futurs. Le 150^e anniversaire de la Révolution française fait l'objet d'un chapitre particulier dans le deuxième volume des *Mémoires*⁴. Jacques Duclos y rappelle l'ensemble des mesures proposées par le groupe parlementaire communiste pour « assurer dignement la commémoration de la Révolution française » dans un contexte politique dans lequel domine encore la lutte antifasciste : le commentaire de la Révolution est de ce fait l'enjeu de polémiques violentes⁵. Il revient aussi, longuement, sur la proposition qu'il fit en 1936 à la municipalité communiste de Montreuil d'honorer la Révolution française et la Commune. Affirmant clairement le choix de Robespierre, « magnifique de fermeté et de courage », contre Danton, et citant largement Albert Mathiez, il souligne combien lui semblait essentiel, d'un point de vue politique et symbolique, de donner le nom de Robespierre à une rue et à une station de métro. Suivent des considérations analogiques fondées sur « la

1. *Ibid.*, p. 27.

2. *Ibid.*, p. 30.

3. *Ibid.*

4. Jacques Duclos, *Mémoires*, II, 1935-1939, *Aux jours ensoleillés du Front populaire*, Fayard, 1969, p. 365-414.

5. *Ibid.*, p. 365.

conspiration de l'étranger contre la Révolution française¹ ». Jacques Duclos fait ainsi une description minutieuse des documents conservés au musée de l'histoire de Montreuil, inauguré en mars 1939 — et notamment de la liste des émigrés établie en 1793, dans laquelle « l'on trouvait 40 fois le nom de La Rocque qui était à l'époque chef des Croix de feu² ». Il se livre enfin à une justification rétrospective non des procès de Moscou mais de l'attitude des communistes, acculés à l'aveuglement par la violence des attaques antisoviétiques et instruits de surcroît par les leçons de la Révolution française :

« Et pourquoi aurions-nous été surpris *a priori* de voir des hommes qui avaient servi la Révolution se détourner d'elle et la trahir ? L'exemple historique de la Révolution française était là pour nous rappeler la possibilité de telles évolutions favorisées par l'intervention de l'étranger³. »

La trahison de Dumouriez et la corruption de Danton justifient la Terreur stalinienne qualifiée de « justice révolutionnaire », au nom de la conviction que la révolution socialiste se trouvait confrontée à des « difficultés semblables à celles que la Révolution bourgeoise de 1789-1793 avait connues⁴ ».

Les *Mémoires* de Jacques Duclos, on le voit, permettent d'apprécier comment coexistent deux cultures de la Révolution française. La socialisation scolaire et républicaine lui a donné une familiarité avec la grande Révolution et ses figures les plus prestigieuses. L'engagement au Parti communiste, le contexte du Front populaire ont nourri une analogie où les plus radicaux d'aujourd'hui sont identifiés à ceux d'autrefois et particulièrement à Robespierre, « grand politique » et « incorruptible », « chef véritable des forces démocratiques ». La révolution d'Octobre enfin, socialiste, est une rupture mais elle reproduit formellement les diverses phases de la « Révolution bourgeoise ». Hier comme aujourd'hui s'opposent révolutionnaires et contre-révolutionnaires, probité et détermination d'une part, trahison et corruption d'autre part. Variations d'une origine à

1. *Ibid.*, p. 371.

2. *Ibid.*, p. 393.

3. *Ibid.*, p. 411.

4. *Ibid.*, p. 414.

l'autre : le cadre de pensée est hérité de la culture républicaine de la Révolution française et s'applique à la révolution soviétique qui, en retour, entretient la référence à la grande Révolution fondatrice.

Parti pris, les mémoires de Georges Cogniot suivent une trame assez semblable¹. Dès les premières pages, la description du milieu d'origine fourmille de références à la Révolution française. Ni « livres de raison ni tradition orale » ne racontent l'histoire de ces paysans pauvres attachés à la terre comtoise. Mais les jacqueries sont là, et la Révolution dont « les Francs-comtois des classes laborieuses » sont les héritiers, et la colère contre les « propriétaires titrés », et la misère aussi, qui témoignent d'un terreau favorable à la lutte contre l'injustice sociale, d'une souche dont « sont sortis le babouviste Momoro, les Fourier et les Courbet ». Le père, fier de son fils qui était « aux écoles », avait, d'instinct, de bonnes lectures, *l'Histoire de la Révolution française* de Michelet, à l'époque du Front populaire, *Fils du peuple* ensuite². Georges Cogniot consacre lui aussi un chapitre à la commémoration de la Révolution française dans lequel il souligne la convergence de ses deux préoccupations majeures : « Assurer la célébration du grand anniversaire de la Révolution, faire avancer la réforme de l'enseignement³. » « L'unité morale de la nation supposait — écrit-il — la justice scolaire » : elle renvoie à l'exemple « des vues hardies et généreuses de la Révolution française en matière d'éducation⁴. »

Les Mémoires de Jacques Duclos et de Georges Cogniot restituent les raisons proprement biographiques et personnelles — réelles ou partiellement reconstruites, spontanées ou à vocation didactique — de l'instrumentalisation politique de la Révolution française. Le rôle de l'École républicaine est clairement souligné. Reste, comme en témoigne particulièrement Duclos, la tension entre Révolution française et révolution soviétique.

Il convient maintenant d'examiner si, au-delà de l'instrumentalisation politique de l'événement — telle que nous l'avons

1. Georges Cogniot, *Parti pris. 55 ans au service de l'humanisme réel*, tome I, *D'une guerre mondiale à l'autre*, Éditions sociales, 1976, 540 p.

2. Georges Cogniot, *op. cit.*, p. 18.

3. *Ibid.*, p. 327.

4. *Ibid.*, p. 330.

analysée, double et inégalement présente — existe une mémoire collective de la Révolution française, à la croisée de la mémoire historique et de la mémoire vive des militants.

LES MILITANTS COMMUNISTES ET LEUR RÉVOLUTION

Les militants communistes que j'ai rencontrés dans le cadre de cette étude parlent peu de la Révolution française. Plus précisément, relativement peu. Car il faut rappeler d'emblée qu'à aucun moment ils n'ont été invités à le faire : si cette restriction explique les limites des données disponibles, elle en fait également la valeur. Trois entretiens en moyenne ont été réalisés auprès d'une quarantaine de militants communistes¹. Le premier, « non directif », invitait les enquêtés à dire ce qui leur semblait avoir été important dans l'histoire du Parti communiste français et plus largement du mouvement ouvrier ; le second, en forme d'histoire de vie, visait à reconstituer l'itinéraire et les souvenirs personnels ; le troisième, enfin, a été réalisé à partir d'une vingtaine de photographies et de documents qu'il s'agissait de commenter : aucun de ces documents n'était susceptible d'évoquer immédiatement la Révolution française ; quatre d'entre eux en revanche, qui appelaient des commentaires respectivement sur la commémoration de la Commune, le 14 juillet 1936, la Résistance, Staline, pouvaient susciter des associations.

Au regard des heures d'enregistrement réalisées, les militants sont donc peu nombreux à mentionner, même brièvement, la Révolution française et en parlent peu² : on peut considérer

1. Cette enquête a été réalisée auprès de deux sections du Parti communiste français, l'une dans le Nord, couvrant une ville de forte tradition ouvrière, l'autre au contraire, dans l'Aisne, un espace rural et une localité à vocation essentiellement administrative. J'ai rencontré à diverses reprises une soixantaine de militants et contrôlé les entretiens par une approche de l'histoire locale. Quarante-deux entretiens ont été retenus pour cette étude. Voir annexe : « Sources et méthodes ».

2. Neuf d'entre eux, sur quarante-deux, parlent explicitement de la Révolution française. Il s'agit le plus souvent de mentions extrêmement brèves.

que c'est là une première information. Mais cela ne veut pas dire qu'interrogés sur la Révolution française ils n'auraient rien à en dire : certains d'entre eux, par exemple, résident dans un village dont le maire est communiste et professeur d'histoire et les rues où ils habitent s'appellent « Saint-Just » ou « Robespierre ». De plus, la logique de leur discours s'apparente parfois, sur la révolution soviétique par exemple, à celle de tel ou tel qui se réfère à la Révolution française. En toute rigueur, on ne peut donc tirer de cette première information qu'une conclusion prudente : dans le cadre particulier de ces entretiens, la pauvreté des références à la Révolution française ne frappe que rapportée à une attente, à une idée reçue. De la même manière que François Hincker montre que les médias communistes accordent relativement peu de place à la Révolution française, les militants communistes n'associent guère, en tout cas pas immédiatement, leur engagement militant, concret, ancré dans le quotidien, à la tradition révolutionnaire, pas plus qu'ils ne privilégient spontanément cette référence-là.

Reste que certains d'entre eux parlent de la Révolution française et que ce qu'ils en disent apparaît d'autant plus riche qu'ils n'ont pas été sollicités. Poser à des militants communistes une question sur la Révolution française, c'est bien sûr se donner une chance d'avoir une réponse mais c'est surtout — compte tenu de la pédagogie culturelle développée par le Parti communiste à propos de la Révolution française — s'assurer d'obtenir un jugement de valeur convenu sur la pertinence de la question et susciter un effort quasi scolaire pour fournir des éléments de connaissance et d'interprétation. Or les connaissances n'ont ici guère d'intérêt. Les associations d'idées, en revanche, indiquent dans quel système de représentations s'insère la Révolution française, à quoi et pourquoi elle sert, comment se fait, à côté de l'histoire et indépendamment de la connaissance savante, le lien entre le passé et le présent. En ce sens, les militants communistes me semblent parler beaucoup de la Révolution française, plus que d'autres sans doute dans les mêmes conditions d'entretien. Dans les limites de ce chapitre, il ne peut être question de rendre compte des logiques discursives où la Révolution française ne trouve pas sa place, soit que l'histoire n'y fasse l'objet d'aucun investissement particulier, pour des raisons culturelles ou politiques, soit que la référence bien que présente n'ait pas eu l'occasion de s'exprimer.

En revanche, il me semble qu'on peut admettre en toute rigueur que les mentions de la Révolution française, telles qu'elles apparaissent, révèlent bien plus que l'univers singulier des communistes concernés : parce que la lecture de l'ensemble des entretiens réalisés permet de considérer que les individus sont représentatifs des sous-cultures auxquelles ils appartiennent¹, elles éclairent, au moins partiellement, la culture vivante, une et plurielle, de la Révolution chez les militants communistes.

Une première constatation s'impose : ce sont les militants les plus âgés et les plus anciens, nés et scolarisés au début du siècle, adhérents du Front populaire ou de la Libération, qui parlent le plus longuement de la Révolution française. Rien d'étonnant sans doute : dans cette génération, la référence à la République, aux instituteurs laïques et à l'enseignement de l'histoire à l'école primaire est massive. Pourtant, tous n'en parlent pas de la même manière ni dans le même contexte. Deux univers se dessinent déjà, auxquels se rattachent la quasi-totalité des mentions qui ont été faites par l'ensemble des enquêtés. Le premier s'inscrit dans une logique où la Révolution française en tant que telle constitue une valeur : son souvenir, par la médiation des instituteurs républicains, est tout proche, on en révère les acquis, on stigmatise féodaux et féodalisme, et on souligne la continuité entre les révolutionnaires — toutes périodes, 1789 et 1793, confondues —, les républicains et les communistes. Le second se caractérise par le fait que la Révolution française n'est jamais citée pour elle-même mais apparaît toujours dans le cadre d'un raisonnement analogique où il s'agit de comprendre ou de justifier la révolution soviétique. L'accent est mis alors sur la Terreur. Valmy, symbole de la lutte patriotique et populaire, est ambigu, selon que la référence est appelée dans le contexte du récit de la Résistance française à l'occupant allemand ou dans celui de la guerre faite à la jeune Union soviétique. Ces deux logiques sont, selon les individus, exclusives l'une de l'autre, ou s'interpénètrent. Notons, pour achever ce rapide survol, que l'élément régional est ici discriminant : les militants d'origine rurale, qui vivent aujourd'hui encore dans une région rurale, quelle que soit leur profession,

1. Cf. Guy Michelat, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, 16 (2), avril-juin 1975, p. 229-257.

participent plutôt de la première logique¹ alors que les militants ouvriers originaires d'une région industrialisée, moins marqués par les « féodaux » réels ou fantasmés, se situent plus facilement dans le registre des « leçons de l'histoire ». Il convient enfin de faire une remarque méthodologique : parmi tous ceux qui évoquent la Révolution française, quelques-uns formulent de manière plus complexe ou plus achevée les thèmes dominants de l'ensemble du corpus étudié. J'ai choisi non seulement de privilégier les extraits tirés de ces entretiens mais également de les citer longuement, considérant que souvent la parole des enquêtés suffit et que le commentaire, nécessairement synthétique, ne ferait qu'introduire confusion ou simplification excessives.

Le lien vivant des générations ou « l'histoire, c'est hier »

Un militant, seul à cet égard, aborde la Révolution française dès les premières minutes de ma première rencontre avec lui. Cette évocation n'a cependant rien à voir avec une réponse directe à la demande qui est la mienne : si elle est ainsi mentionnée, ce n'est pas en fonction de cette interprétation attendue selon laquelle elle inaugurerait le mouvement ouvrier français mais parce qu'elle est, selon lui, à l'origine de ses intérêts intellectuels et de sa formation politique. Le discours qu'il tient est de ce point de vue assez proche de ce que les mémoires de Duclos ou de Cogniot décrivent. Il est le seul également parmi les enquêtés à exprimer l'idée selon laquelle, quand il était enfant, la Révolution était toute proche : certains

1. Cf. *Libération* du 22 juin 1991. Sous le titre « Marchais dit non au marché de Rainier », *Libération* rapporte comment, par référendum, les habitants de Marchais, dans l'Aisne, non loin du premier terrain de cette enquête, ont refusé l'échange de terres cultivables contre des bois et un étang, proposé par le prince Rainier de Monaco propriétaire d'un château dans ce village. Le journaliste souligne la guerre des « châteaux » et des « anti-châteaux » et le souci de ces derniers d'en finir avec « un régime quasi féodal ». Le jeu de mots du journaliste sur le nom du village identique à celui du secrétaire général du PCF illustre, par accident, mon propos. Les militants communistes de cette région ont souvent un discours plus anti-féodal qu'anti-bourgeois.

vieillards de son village pouvaient avoir connu, lorsque eux-mêmes étaient enfants, des révolutionnaires de 1789. Il partage avec les militants de sa génération une culture commune, celle de l'école laïque et de la valorisation de l'instituteur républicain. « L'histoire, c'est hier », à propos de la Révolution française, est la formule, tirée de cet entretien, qui résume sans doute le mieux la présence de la Révolution dans cette génération. Loin d'être abstraite, loin d'être histoire ou leçon de l'histoire, la Révolution nourrit sa vision du monde, fixe les clivages politiques d'aujourd'hui. Elle permet d'évoquer pêle-mêle le personnage familier de l'instituteur, le couple antagoniste du maire radical et du « seigneur du village », le souvenir d'un 14 Juillet « républicain » rendu à sa vocation de fête populaire, les « lectures du samedi » à l'école, les figures locales de la Révolution que la connaissance intime des lieux rend plus proches encore. Entre le passé et le présent, il n'y a pas rupture. Écoutons un extrait de l'entretien de ce militant, originaire d'une région rurale, où se trouvent rassemblés un ensemble de thèmes récurrents de son discours : racontant l'enterrement d'un instituteur de village, il enchaîne sur une évocation de la Révolution française :

« À cette occasion il est venu un tas d'instituteurs dont des gars que je connais, des vieux disons... Alors ça nous a conduits à nous rappeler des souvenirs de l'époque et à constater qu'effectivement à l'époque l'instituteur il était instituteur 24 heures par jour, c'est pas croyable de voir ça hein... puis alors ils s'occupaient beaucoup de nous, d'abord pour qu'on apprenne des ouvertures sur l'histoire, je vous ai dit l'autre jour, les lectures du samedi, nous, c'était toujours la Révolution, alors avec comme intérêt que Monsieur B. trouvait le moyen de découvrir des textes qui nous intéressaient doublement puisqu'il y avait de nos concitoyens, comme Desmoulin, comme Saint-Just, Fouquier-Tinville... enfin, là, la famille c'est devenu des milliardaires après mais ça c'est autre chose. (...). Parce que évidemment ces gens-là ils ont trafiqué sur les biens nationaux à l'époque... et je vous ai dit aussi qu'à l'endroit où il y a le pont supérieur maintenant, le grand pont là à V., j'ai connu moi les ruines, c'est les Allemands qui ont dû le brûler, du château de Fouquier d'Hérouël et Fouquier-Tinville était Fouquier-Tinville dit d'Hérouël, alors les Fouquier d'Hérouël avaient une ferme dans V., là, qui existe toujours, la ferme, c'étaient des descendants à la cinquième ou sixième génération de Fouquier-Tinville. Alors c'est moi qui ai imaginé du reste qu'ils avaient trafiqué sur les biens nationaux. Mais comme Jaurès

l'a écrit dans *l'Histoire de la Révolution française*, sans jamais avoir été démenti... et sans forcément citer Fouquier-Tinville, j'imagine qu'il en a fait autant que les autres... mais enfin il n'empêche que l'œuvre de tous ces gens-là est tout de même non négligeable et que Monsieur B., notre instituteur, quand il nous faisait les lectures du samedi sur la Révolution, en tous cas en ce qui me concerne, je suis sûr que c'est lui qui m'a déterminé à réfléchir à toutes ces choses là. » (Maurice, employé retraité, adhérent de 1934.)

Ce développement est caractéristique de la manière dont se lient les souvenirs personnels, les lieux de mémoire, réels ou fictifs, l'évocation de l'histoire, les interprétations et les clivages les plus contemporains : Jaurès « jamais démenti », selon l'expression consacrée de la langue communiste, permet par exemple d'assigner à Fouquier-Tinville lui-même et en dépit d'une « œuvre non négligeable » les limites propres à sa classe, tandis que ses descendants « milliardaires » indiquent celles de la Révolution. L'instituteur, républicain, « 24 heures par jour », n'est pas sans rappeler le communiste « 24 heures sur 24 » que Maurice a été, comme nombre de militants de sa génération. Quoi qu'il en soit, c'est bien dans la continuité que vont se situer ici les communistes.

Quand, à propos de la Commune, Maurice est amené à remarquer qu'il n'en a pratiquement pas entendu parler à l'école et à introduire du même coup l'interprétation communiste de la Révolution française, il le fait de manière mesurée, comme à regret : les instituteurs se trouvent lavés de tout soupçon de partialité par le rappel de leur attachement convaincu aux acquis de la Grande Révolution toute proche encore. Cette indulgence n'est pas toujours partagée. Nous verrons que, quand s'estompe la mémoire vive de la Révolution, la caractérisation comme révolution bourgeoise, quand elle est présente, et l'opposition avec la Commune ne s'embarrassent pas de nuances.

« Ils étaient tenus aussi de respecter le programme... alors on a beaucoup parlé de la Révolution française et évidemment dans le temps elle a duré longtemps mais enfin à mon avis ce n'est pas ce qui fait tout, hein, c'est ce qu'on en tire... la révolution de 1830... Mais alors par contre, on n'a pas, on a beaucoup moins parlé de la révolution de 48 et de la Commune qui étaient pourtant des révolutions prolétariennes... enfin, c'est vrai qu'elles n'ont pas

abouti mais c'était quand même autre chose du point de vue des masses mises en mouvement que la Révolution de 89, quoi, qui a été... la Révolution de 89 enfin, le peuple a été associé disons... pour faire le porteur d'eau, si j'ose dire... c'est quand même une révolution bourgeoise, incontestablement, ce qui ne veut pas dire pour ça que je... il ne faut pas en nier les... ce qu'elle a apporté par la suite. Mais finalement sur le coup quand on se met à la place du peuple, qui s'est retrouvé dans les bras, si j'ose dire, de Napoléon I^{er}, ça a pas été trop gai quand même hein, parce qu'en fait les résultats... ne parlons pas de..., de ce que ça a apporté aux hommes, à l'histoire par la suite mais sur le moment ça n'a pas dû être gai quand même... alors la Commune non décidément moi je n'ai pas de souvenirs... non pas qu'on en ait parlé non plus en mal, voyez-vous, je crois aussi que les enseignants formés à l'époque, parce que finalement les enseignants dont je parle avaient fréquenté l'École normale juste avant la guerre de 14, enfin un peu plus d'un siècle après la Révolution et je crois que l'enseignement était encore imprégné des conquêtes de la Révolution, parce qu'il y en a eu tout de même hein... »

L'enthousiasme pour la Révolution française est à peine tempéré par l'idée que le peuple a été le « porteur d'eau » d'une « révolution bourgeoise ». Si se dessine bien l'interprétation selon laquelle la participation populaire à la Révolution a été dominée par le caractère fondamentalement bourgeois de celle-ci, les conquêtes finales de la Révolution sont résolument positives... alors que les « révolutions prolétariennes » n'ont pas abouti. On notera que la Terreur est ici totalement absente. Dans cette logique, la Révolution française est un bloc, s'inscrit dans le sens de l'histoire : révolutionnaires de 89, républicains et communistes sont les figures successives de la marche du progrès.

On peut déjà souligner que Maurice explicite lui-même une des raisons de la sélectivité de la mémoire : la Révolution française a été un succès dont les traces sont tangibles tandis que la Commune, en dépit de son importance en tant que référence idéologique, figure un échec pratique du peuple. Outre la trace très prégnante de l'inculcation d'un rapport affectif au passé par l'École républicaine, qu'on retrouve ici comme dans les Mémoires de Duclos et de Cogniot, cet entretien manifeste encore une forme d'ambivalence pour la Révolution française : la raison politique, la socialisation communiste, les lectures peut-être la définissent comme bourgeoise, la sensibilité, l'ima-

ginaire précocement stimulé par les héros révolutionnaires, le lien, réel ou fictif, à ceux qui en reçurent « un récit vivant des premiers acteurs ou spectateurs », la réhabilitent.

« Nous sommes les continuateurs de 89 »

Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que soit évoquée à diverses reprises la commémoration du cent cinquantième anniversaire organisée par le PCF en 1939. Maurice, revenu en permission tout exprès, se souvient que l'on avait planté dans son village un arbre de la liberté « dans la tradition du souvenir de la Révolution française » et s'émeut en rappelant le succès de cette fête populaire. Plus tard, il revient sur cet événement :

« Je vous ai dit on était au moins 2 000 et puis alors, il y a eu un rassemblement sur la place, c'est pas sur la place où il y a la mairie, c'est sur une place où il y a la salle des fêtes maintenant. C'est là qu'on avait monté des stands de librairie, de buvette, y avait pas encore de merguez puisque y avait pas eu la guerre d'Algérie, on connaissait pas encore les merguez, et alors, il y a eu un meeting, l'orateur était un maire de la région parisienne, un maire communiste d'une ville importante de la région parisienne, qui a fait un discours sur... alors, si vous voulez il avait préparé un discours sur, en gros, sans que ça paraisse prétentieux... nous sommes les continuateurs de 89, voyez, il y a un thème intéressant que le type avait du reste bien traité sur la Révolution de l'époque, révolution bourgeoise... l'allusion à 48, à 71, le Front populaire qu'on venait de vivre peu de temps avant, enfin disons qu'on était dans la ligne si j'ose dire, du mouvement vers le progrès... politique, social... et puis après il y a eu la fête, la fête, c'est danser, c'est tout ça quoi... »

Que Maurice soit seul de sa génération à évoquer cette commémoration ne signifie pas là encore que les autres en aient perdu le souvenir. Deux éléments se conjuguent pour permettre cette évocation : le premier est lié au fait qu'il s'agit là d'un adhérent de 1934 dont les premières années de parti correspondent à cette période de discours maximal sur la Révolution qui culmine avec la commémoration ; le second a sans doute à voir avec la caractérisation de la Révolution. Ici, la référence, convenue ou abstraite, au caractère bourgeois de la Révolution ne perturbe en rien l'hommage et la revendication de l'héritage.

En revanche, tel autre militant que nous retrouverons plus tard et que nous appellerons Vincent, plus marginal en son genre, affirme s'être toujours refusé à fêter la « révolution bourgeoise » : adhérent de la fin des années vingt, il évoque en revanche longuement la révolution soviétique. Quelques autres, qui ne restituent pas l'événement commémoratif, s'inscrivent cependant dans la logique de la continuité, dont Maurice ne donne finalement que la représentation la plus achevée. Car c'est bien l'idée d'une continuité qui est à l'œuvre chez tous ceux qui, décrivant la genèse de leurs convictions communistes, citent tel grand-père, tel père, oncle ou voisin républicain ou radical-socialiste.

On pourrait aisément multiplier les citations qui renvoient à ce thème : il me semble que ce qu'elles expriment fondamentalement, c'est une vision binaire du monde où les communistes sont les héritiers, et les seuls, de ceux qui autrefois, « terribles », « forcenés », laïcs, rouges et patriotes incarnaient la fraction la plus radicale, la plus à gauche de leur société. Et c'est dans ce même flux ininterrompu qui, des républicains aux communistes, porte le progrès politique et social, que se trouvent alors intégrés les révolutionnaires soviétiques. On retrouve encore ce thème chez des militants plus jeunes qui partagent la caractéristique d'être « nés communistes » et d'avoir reçu de leurs propres parents militants l'évocation de cette filiation politique et familiale.

La référence à la Révolution française, discrète, indique alors une vision de l'histoire profondément intériorisée plutôt qu'un savoir politique. La tradition est alors à peine consciente d'elle-même. Telle jeune femme exprime ainsi clairement l'idée selon laquelle il y a équivalence entre la Révolution française et toutes les révolutions à venir : il n'y a qu'un seul sens à l'histoire, même si, pour des raisons qu'elle n'analyse pas, ce sens peut se trouver contrarié. À l'occasion d'un second entretien et dans un autre contexte où il est question de l'Union soviétique, elle précise :

« Moi j'y suis allée, bon, c'est sûr, il y a sûrement des côtés de la vie que j'aurais du mal à quitter, par rapport à ce qu'on a vécu en France, c'est sûr... mais l'évolution qu'on a connue, nous, si notre Révolution elle est de 89, eux ils sont de 1917, bon, l'écart est aussi là et puis eux n'œuvrent que dans un seul axe... Nous, on a eu

combien de fluctuations, tantôt aller dans le bon sens, puis tantôt à contre-courant, tantôt on repart dans le bon sens et puis tantôt on est à contre-courant. »

À considérer aujourd'hui les événements dans les pays de l'Est et particulièrement dans l'ex-Union soviétique, on peut faire l'hypothèse qu'on rencontrerait, chez nombre de militants communistes, une analyse de même veine, fondée sur le sens de l'histoire, et appliquée cette fois à la révolution de 1917. Quoi qu'il en soit, cet entretien manifeste clairement une autre représentation largement partagée : il n'y a pas de différence de nature entre la Révolution française et la révolution bolchevique ; tout au plus, les Soviétiques ont-ils su garder le cap. C'est néanmoins à l'antériorité de notre révolution nationale qu'est attribuée l'avance relative de la société française. Le thème qui affleure ici, explicite chez d'autres, c'est que la rupture fondamentale se fait avec le féodalisme de même que l'ennemi principal, c'est le « noble », le « seigneur », bien plus que le « bourgeois ».

*« Les Jacquou le croquant,
c'étaient des Ivan le croquant »*

Les allusions à la féodalité sont extrêmement nombreuses. Tel vieux militant stigmatise le discours révolutionnariste et hypocrite d'un candidat de la SFIO en lui attribuant des propos où il était question de « vider les châteaux, d'abolir ». Il explique que ses parents, de droite, se trouvaient sous l'emprise d'un comte qui distribuait « le pot-au-feu du dimanche » aux villageois. Tel autre attribue le manque de combativité des ouvriers de son entreprise, anciens ouvriers agricoles, à cet « esprit paysan », à cette mentalité de soumission au « maître » qui, selon lui, doit dater de la féodalité et du servage. Tel autre enfin pour signifier l'abîme qui sépare les communistes des socialistes s'exclame à propos de Laurent Fabius :

« C'est un bourgeois, ce gars-là ! Il descend d'une famille de nobles. Il est tombé sur Mitterrand, il est devenu socialiste, il serait tombé sur le pape, il serait devenu archevêque ! » (Paul, artisan retraité, adhérent de 1945.)

Les « petits marquis », les « de », les « maîtres », les « féodalités », en un mot méprisant « les tout ça », émaillent le discours courant des militants et constituent toujours la marque extrême de l'infamie, celle qui s'attache aux « gros » et aux puissants, d'un autre monde. Pis que le « bourgeois », il y a le « noble » : alors que rien ne permet d'identifier comme tel le dirigeant socialiste dont parle Paul, cette qualification, hautement symbolique, souligne une irréductible distance¹. De ce point de vue, la Révolution française bénéficie d'un incontestable crédit et fait si bien figure de modèle que les révolutions ultérieures se trouvent justifiées par la rupture avec la féodalité.

Ainsi Roger, lui aussi adhérent de l'immédiat après-guerre, ancien ouvrier devenu professeur dans l'enseignement technique, président de l'association locale France-URSS, se scandalise-t-il d'une émission de télévision où l'animateur lui est apparu suspect de nostalgie pour la Roumanie d'avant-guerre : « C'était la féodalité en plein ! Toute l'Europe centrale était féodale ! C'étaient des rois qui avaient tout ça ! » De la même manière, chez un tout jeune militant, la Russie pré-révolutionnaire est qualifiée de « grande monarchie » où régnait « une sorte d'esclavage ». Plus fondamentalement, c'est souvent à propos de Staline² que ce thème est développé. Ainsi par exemple :

« Alors, que vous dire de Staline ? Bon, les révolutionnaires de toutes façons, on ne dit pas grand-chose de bien, quand ils sont morts, cela arrive... Mais chez nous, moi quand je fais une comparaison entre la Révolution française et la révolution soviétique... vous savez c'était le même topo hein, les Jacquou le croquant c'étaient des Ivan le croquant et puis le reste... dernièrement je racontais que j'avais vu des soldats russes, j'avais 10 ans et demi en 1916, fin 1916. Ils étaient à D., c'étaient des prisonniers des Allemands puisque nous étions envahis nous ici... Alors j'expliquais que ces soldats russes étaient les soldats du dernier tsar, Nicolas II, qui ne valait pas grand-chose, c'était le dernier des Romanov et aussi sa femme la tsarine Alexandra et puis y avait Raspoutine avec tout ça hein dans l'équipe, alors voilà des gens qui devaient gouverner au moins cent millions

1. Selon un mécanisme similaire, Mme Bettencourt, première fortune de France et à ce titre régulièrement prise à parti par *l'Humanité* et ses lecteurs, est fréquemment appelée Mme de Bettencourt.

2. Cf. *infra*, les commentaires sur Staline dans le chapitre 2.

d'habitants en ce temps là, il y en a maintenant 275 millions et qui s'en foutaient éperdument... éperdument. Alors qu'il y ait eu la révolution comme il y a eu la révolution en France faut pas s'étonner, en France c'était 125 ans avant ». (Roger.)

Si la féodalité, honnie, justifie toutes les révolutions, c'est également, on le perçoit ici, que les « nobles » et les « monarques » de tout poil sont indignes de leurs peuples, indifférents à la misère, extérieurs en tout cas et traîtres en puissance quand nation, patrie et peuple se confondent. Ainsi, dans une autre phase de l'entretien, ce même enquêté critique la formation historique reçue à l'école où, selon lui, il n'a appris que les « victoires des rois » et, racontant l'exécution du duc d'Enghien, affirme qu'« on sait depuis longtemps que le roi, c'était pas la France ». Ce thème introduit tout naturellement une référence à la bataille de Valmy, symbole du patriotisme populaire et de la lutte contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Se développe à ce propos une polémologie spontanée où guerres, trahisures, mensonges et calomnies accompagnent nécessairement les révolutions. On pense là encore aux Mémoires de Jacques Duclos.

*« On les appelait des parisiens
comme nous on nous appelait les moscoutaires »*

« Mais un voyageur qui sort de l'Iran et qui rentre en Union soviétique, il n'est plus dans le même monde, n'est-ce pas ? (...). Alors moi, mon raisonnement est le suivant... je demandé aux gens s'ils connaissent l'histoire de France et l'histoire de la Révolution (...). Tu la connais bien ? et ses conséquences ? (...). Je dis : on a fait l'histoire de France, la Révolution française et je dis c'est toute l'Europe qui a tremblé. Il y a d'abord eu tous les privilégiés de l'intérieur, les marquis, les tout ça et puis tous les privilégiés quoi, toute la noblesse et le reste, et puis même... puis même déjà les autres, qui se sont ligués contre la jeune République... on avait pas encore la république en 89, mais qui se sont ligués contre le nouvel État. Et on a du lutter à l'intérieur très longtemps. Hein, en Vendée, Maine-et-Loire et puis en Bretagne, les Chouans, c'est pas un rêve et puis partout, à travers toute la France. Ensuite, nous avons dû lutter à nos frontières, parce que le tsar, l'empereur d'Autriche et puis le roi d'Angleterre et puis encore des autres, ils ne voulaient

pas de cet exemple-là, il fallait absolument l'écraser très vite. (...) Et il y a eu toutes les coalitions... seulement qui c'est qui se battait chez les coalisés, c'étaient des mercenaires hein, des Suisses, des Allemands. On achetait des soldats. Nous, nous avons eu l'appel pour la défense de la patrie et puis nous c'étaient des sans-culottes qui s'en allaient, qui ne regardaient pas à leur vie. Les autres se sauvaient parce qu'ils n'avaient pas envie de mourir... ils avaient surtout envie de piller. La bataille de Valmy, ça a été un changement très important. Mais à partir de là, nous avons eu batailles à l'intérieur, batailles à l'extérieur. Et tous les privilégiés d'Europe se sont ligués contre nous. (...) Donc nous avons par notre révolution gêné tous ceux qui avaient des privilèges, non seulement gêné ceux qui étaient en France mais gêné tous ceux qui étaient en Europe. Je dis en URSS c'est pareil. Et sur la Révolution, enfin, j'ai lu un tas de bouquins... mais des gens qui dans d'autres pays, faisaient montre d'idées avancées, on les appelait des Parisiens comme nous on nous appelait les moscovitaires, quoi, plus tard. Les arguments sont de tout temps les mêmes. Alors j'explique, je dis maintenant bon l'Union soviétique fait sa révolution, je dis c'est plus l'Europe qui tremble, c'est le monde, c'est le monde. Je dis alors y a eu une guerre intérieure qui a duré au moins dix ans... terrible hein ce qui s'est passé en URSS, une guerre civile intérieure. (...) Donc, ils ont eu une guerre intérieure terrible, ils ont eu une guerre extérieure... encore plus terrible... je dis, vous voyez ça se répète exactement de la même façon mais pas tout à fait à la même échelle... et donc tout ça moi la Révolution française, y a longtemps que je l'avais vue comme ça, d'ailleurs on nous l'a appris à l'école et puis j'ai lu différents bouquins sur la Révolution, alors je racontais ça aux gens quoi et je leur disais : on mentait sur la Révolution française et on ment sur la révolution soviétique » (Roger).

Ce propos explicite particulièrement la confusion entre les deux révolutions : ainsi par exemple « le nouvel État » employé ici à propos de la Révolution française est une expression qui désigne habituellement l'État soviétique. L'usage du « nous », Français et révolutionnaires de 1789 ou moscovitaires, témoigne également de l'identité des deux révolutions, *via* l'identification des communistes à l'une et à l'autre. Un thème nouveau apparaît : les sans-culottes, issus du peuple, patriotes et révolutionnaires, ont été à la France ce que les bolcheviques sont à l'Union soviétique. On notera également ce « même déjà les autres » qui s'ajoutant aux privilégiés et à la noblesse me semble référer confusément à la bourgeoisie, introduisant discrètement l'idée que le peuple révolutionnaire inaugurerait les luttes futures.

Domine cependant l'idée que, s'il y a une différence d'échelle entre les deux révolutions, la lutte de la réaction, nationale et internationale, est fondamentalement de même nature. Cette logique chez cet enquêté comme chez d'autres, amène une interprétation du stalinisme comme réponse nécessaire à une situation imposée. L'analogie se développe alors en confondant Terreur et stalinisme. Il faut souligner qu'à aucun moment l'argument ne vaut pour Lénine qui, très rarement mentionné, ne l'est jamais dans ce contexte.

*« Il y a eu Robespierre aussi en France
et sa statue elle est toujours à Arras »*

« Le stalinisme ! Les problèmes qu'on a eus avec le stalinisme à l'époque ! quand on a déstalinisé... ben oui mais... je sais bien mais... à l'époque, Staline c'était un héros... On appelait ça, comment qu'on dit ? On écrivait dans nos livres... ha ! je ne sais plus. Oui, enfin, parce qu'on disait que s'il n'y avait pas eu cette main de fer stalinienne à l'époque, y aurait plus d'Union soviétique maintenant... bon, je sais bien que y a eu... mais je dis il y a eu Robespierre aussi en France et sa statue elle est toujours à Arras..., quand vous parlez de la Révolution française, ça s'est pas passé tout simplement. Quand on regarde l'histoire telle qu'elle s'est passée, telle qu'elle s'est déroulée, que ce soit Saint-Just, Danton ou Robespierre, toute cette histoire, bon, on peut bien dire que Staline, y a peut-être eu des choses qu'il n'aurait pas dû faire mais tout le Kominform, tous les partis communistes d'Europe, du monde même allaient à des réunions centrales... et personne n'a jamais condamné l'attitude de Staline... dans toute l'histoire que nous avons apprise à l'époque. » (Pierre, ouvrier sidérurgiste, retraité, adhérent de 1930.)

Alors que la confusion des deux révolutions accompagne le plus souvent un raisonnement que sous-tend « le sens de l'histoire », la référence spécifique, explicite ou non, à la Terreur, isolée, n'apparaît que pour justifier le stalinisme. Cet enquêté, visiblement convaincu d'avoir été induit en erreur, exprime que c'est la déstalinisation bien plus que la réalité du stalinisme qui lui a posé problème : parce qu'elle a remis en question ses certitudes, parce qu'elle a nourri les arguments des adversaires politiques, parce qu'elle a jeté le doute sur l'ensemble des dirigeants communistes suspectés de s'être dédouanés à bon

compte. Robespierre intervient ici pour signifier qu'ici comme là-bas la révolution n'a pu se faire qu'au prix fort : cette nécessité donne à penser qu'il y a une forme d'injustice à charger un seul homme d'une responsabilité partagée par tous les révolutionnaires puisque inscrite dans le développement même de la révolution. C'est au fond parce que la fin justifie les moyens et que personne ne peut prétendre à la maîtrise absolue des moyens qu'il est normal d'honorer Robespierre à Arras comme il aurait été normal de continuer à honorer le souvenir de Staline. Le raisonnement est ici assez complexe : la Terreur, sous-jacente, n'est pas explicitement mentionnée. Elle ne l'est en effet, dans l'entretien de Roger par exemple, que lorsque la conviction de son absolue et entière utilité historique est présente : déterminée par les circonstances, la répression stalinienne est de même nature que la Terreur, nécessaire à l'achèvement de la Révolution française.

« J'ai lu un jour, enfin je lisais un texte de Joukov qui disait, je cite de mémoire : nous aurions pu donner la priorité aux biens de consommation sur les biens de production industriels, le peuple l'avait mérité dix fois mais sur quelle rivière, sur quelle montagne aurions-nous arrêté les fascistes ? Voilà avec quoi on pouvait arrêter les gars, c'est pas avec des costumes bien taillés ou peut-être plus de pain ou des choses comme ça. Bon, le peuple russe il a fait un choix, on l'a peut-être fait pour lui mais ce choix s'est avéré payant, sans ça, bon, c'est sûr que l'URSS aurait été vaincue, hein, en 41. Donc, il fallait faire ça. Maintenant, ce que l'on peut discuter compte tenu des informations dont on dispose, c'est pas toujours facile, c'est : est-ce que les méthodes de violence qu'on a utilisées pour faire ça étaient indispensables ? Alors, ça, moi personnellement, je ne crois pas. Je ne crois pas, parce que je pense qu'on obtient beaucoup... toujours plus par la persuasion que... par exemple la collectivisation des terres au temps des années trente, là, ça a été une erreur monumentale, d'ailleurs reconnue par le PC, avec... le PCUS mais avec disons des formes... bon alors après il y a eu la seconde guerre mondiale qui... qui n'a rien arrangé... il a fallu faire face à une guerre effroyable qui bouffait les hommes et le matériel et donc à nouveau la nécessité de tendre toutes les énergies, donc de centraliser à mort... enfin, on peut comparer avec la Révolution française de 93... la guerre de quatre vingt treize où tous les révolutionnaires étaient intimement convaincus de la nécessité de décentraliser et où ils ont été amenés au contraire à faire tout le contraire... où ils étaient contre la peine de mort et ils faisaient guillotiner les gens pour que les autres aient la trouille...

l'éternel problème des révolutionnaires » (Guy, professeur d'histoire-géographie, adhérent de 1952).

Cet extrait qui s'inscrit toujours dans la logique d'une justification du stalinisme comme de la Terreur par les circonstances extérieures révèle un point de vue politique un peu différent. À dire vrai, il s'agit moins ici de justifier que de comprendre. Pour cet enquêté, venu à la politique au début des années cinquante, la révélation des crimes de Staline a constitué un « choc » sur lequel il s'étend par ailleurs longuement¹. Plus critique que les militants de la génération précédente, Roger, Maurice ou Pierre, moins affectif en tout cas quand il évoque la personne de Staline, il analyse le stalinisme comme une des voies possibles — la pire — de la révolution et renvoie la Terreur à sa cohérence idéologique spécifique, non à la nécessité d'éradiquer des traîtres objectifs. Ce qui domine dans cet exposé de « l'éternel problème des révolutionnaires », c'est moins, me semble-t-il, une représentation de l'histoire fondée sur la confusion ou l'analogie stricte des deux révolutions qu'une attention particulière portée aux « leçons de l'histoire ». Le déplacement est tenu : Guy participe bien de la même rationalité mais ce n'est déjà plus tout à fait la même culture politique. Outre qu'il est historien de formation, il est d'une génération où le contact quasi immédiat avec le souvenir de la Grande Révolution est perdu. L'analogie fonctionne mais elle a perdu cette force qui, chez les plus anciens, donne vie aux héros et aux clivages de la Révolution. Dans les autres mentions de la Révolution, neutres, informatives, le professeur intéressé par l'histoire de sa commune prend le pas sur le militant.

« Quand on analyse la Révolution française »

De la même manière que certains militants, nous l'avons vu, se situent dans le prolongement de la Révolution française sans qu'interfère, ou si peu, l'expérience soviétique, se veulent héritiers d'une tradition nationale et en valorisent les symboles,

1. Cf. *infra*, la mémoire de l'année 1956, *ibid.*

d'autres n'associent la Révolution française ni à l'histoire soviétique, ni même plus largement à la politique. La Révolution apparaît là comme un objet privilégié de la médiation historique.

Racontant la vie de misère de ses grands-parents, domestiques d'une riche famille, Michèle, institutrice, explique son attachement au Parti communiste par la fidélité qu'elle doit à ses origines :

« Je ne peux pas m'en aller parce que j'y suis, j'y suis... enchaînée, j'y suis et quand je dis enchaînée, ça ne me déplaît pas d'être enchaînée à ça, mais de par mon passé, je ne peux pas être autre chose que communiste, même si je ne suis pas toujours d'accord, seulement, on ne peut pas ne pas faire d'erreurs... je crois le malheur c'est qu'on ne voit clairement les choses dans l'histoire que quand c'est l'histoire, quand ce sont des faits politiques, on ne peut pas les analyser bien. Quand on analyse la Révolution française on voit très bien ce qu'il aurait fallu faire ou ce qu'il n'aurait pas fallu faire. » (Michèle, institutrice, adhérente de 1953.)

Le fait que cette période de l'histoire française, plus que toute autre, émerge quand se fait sentir le besoin d'un repère historique ou d'une réflexion sur le passé, est un indice de l'intérêt pour la Révolution française. Mais cet intérêt me semble être, au moins en partie, d'une autre nature que précédemment. Les communistes croient à la valeur de la connaissance de l'histoire : la référence au marxisme comme « science de l'histoire », la conviction d'œuvrer pour l'histoire et dans le sens de l'histoire, la pédagogie du parti enfin, tout converge pour qu'ils soient plus que d'autres informés et persuadés de l'importance de cette information. Leurs bibliothèques — qui à défaut de fournir une indication certaine sur ce qu'ils lisent donnent à coup sûr une idée de leurs pratiques culturelles et de leurs valeurs — l'attestent. Parce qu'elle est une révolution et qu'ils se veulent révolutionnaires, la Révolution française bénéficie d'un investissement particulier. Mais il ne s'agit plus alors de mémoire au sens strict mais d'histoire : il y a rupture entre le passé et le présent, ici, entre l'histoire que le recul permet d'analyser et la politique que l'actualité de l'engagement obscurcit. Les analyses de la Révolution française comme révolution bourgeoise quand elles sont développées pour elles-mêmes, à propos de la Commune par exemple, participent

également de cet intérêt pour l'histoire. Il est d'ailleurs important de noter que cette manière-là d'aborder la Révolution française est souvent le fait des militants les plus jeunes, quand ils bénéficient de surcroît d'un niveau d'étude supérieur. Enfin, si ce goût de l'histoire et particulièrement de l'histoire révolutionnaire peut être motivé, entretenu par l'engagement politique, il arrive aussi que la culture historique de tel ou tel militant échappe aux interprétations et aux analogies historiques généralement partagées par les communistes, voire directement suscitées par le parti.

« Le fils de Valmy »

Edgar, autrefois instituteur, inspecteur de l'enseignement primaire retraité, a adhéré au PCF en 1939 après un voyage en URSS. Il se situe lui-même dans une tradition familiale laïque et républicaine, ancrée à gauche. Résistant, il est sous-préfet communiste à la Libération. L'expérience politique et la génération pourraient le rapprocher de ces militants que nous avons déjà longuement entendus à propos de la Révolution française. Mais les circonstances et les raisons de son adhésion diffèrent. Extérieur, sinon hostile à l'univers communiste français jusqu'en 1939, sa culture historique doit plus à la socialisation familiale et scolaire qu'à la formation proprement partisane. Au moment de l'entretien, il dit avoir cessé de militer depuis des années mais il est toujours élu communiste, adjoint au maire de son village. Il n'évoque qu'une seule fois la Révolution française. Contrairement à Maurice ou à Roger, de la même génération, ce n'est ni pour revendiquer explicitement un héritage ni pour tenter un parallèle avec la révolution soviétique.

« On avait fait un journal, il voulait que ça s'appelle *Le fils de Valmy*... (...) *Le fils de Valmy*... ça a tombé à la Libération, ça n'a pas tenu (...) *Le fils de Valmy*, oh ben c'était le journal du Front national !... oh... ça a paru deux trois fois, vous savez, c'est une

1. Le Front national est un mouvement patriotique créé à l'initiative du Parti communiste français en 1941. Il prendra de l'ampleur à partir de la fin de l'année 1943. Sur les circonstances complexes de sa création, voir

feuille, c'était une feuille plutôt forcément (...) Pourquoi ce titre ? Surtout donné par un PCF hein ! ça aurait été donné par un archi-républicain encore... ben pourquoi ? parce que... ah ! parce qu'il était entrepreneur de serrurerie... de maçonnerie, je crois, je crois me souvenir, parce que ça fait loin ça, et qu'il avait été chargé de la réfection de quelque chose qui avait été cassé, vous savez à Valmy, il y a un monument... à la gloire de Kellermann, de Dumouriez et Kellermann, vous connaissez l'histoire de Valmy, où personne n'a tiré, il n'y a pas eu de morts je crois, (...) alors naturellement, on a fait une grande victoire, on a fait un monument... c'est, c'est bien d'ailleurs parce que ça a sauvé la Révolution hein, que ce soit pour ça ou pour une bataille saignante, on s'en fout, l'essentiel, c'est que les autres se soient sauvés... alors il devait avoir eu du travail à Valmy, à la réfection du monument à la gloire de Kellermann et Dumouriez, et c'est pour ça probablement qu'il voulait appeler ça le..., vous savez, le gars, c'était une allégorie quoi, voyez, c'est un peu une allégorie à la Résistance dans le fond, ça n'est pas si sot que ça, son raisonnement... c'était tout de même déjà la Résistance à ce moment-là plutôt qu'une armée... parce que l'armée française, en 92 c'était Valmy hein ?, l'armée française, c'était plutôt des godelureaux que des vrais troufions... Enfin, c'était le journal du Front national... il a paru deux ou trois fois, pas plus... »

Curieusement, cet adhérent en général bien informé et particulièrement proluxe sur la guerre et la Libération ne mentionne pas le cent cinquantième anniversaire de la bataille de Valmy ni l'appel du Parti communiste à un « nouveau Valmy ». Plus encore, il s'étonne de ce titre, oppose les communistes aux républicains et donne une première interprétation, anecdotique, du titre de ce journal du Front national. Il est assez vraisemblable que la présence de ce camarade originaire de Valmy et le contexte de la commémoration de 1942 se sont conjugués pour que ce titre soit retenu mais il est étonnant que, quarante-cinq ans plus tard, cet homme nourri d'histoire ne mentionne pas immédiatement la signification symbolique donnée par le PCF à la bataille de Valmy. Les thèmes déjà rencontrés de l'armée populaire et de la Révolution sauvée par le peuple sont présents mais celui de la trahison n'apparaît pas. Valmy est strictement associé à la Résistance contre l'occupant étranger

Stéphane Courtois et Denis Peschanski, « La dominante de l'Internationale et les tournants du PCF », in *Le Parti communiste des années sombres*, J.-P. Azéma, A. Prost et J.-P. Rioux (dir.), Seuil, 1986, p. 266-267.

à l'issue d'un cheminement qui semble ne rien devoir à la référence communiste. Tout se passe comme si, à l'époque comme ultérieurement, Edgar n'avait jamais rencontré cette culture spécifiquement communiste de la Révolution, telle que la restituent ses contemporains. Les raisons de cette anomalie peuvent être multiples et il serait hasardeux de tirer la moindre conclusion. À l'inverse, il ne me semble pas possible d'écarter purement et simplement ce cas : il est peut-être l'indice de ce que la culture de la Révolution française a, notamment chez les militants communistes de cette génération, une autonomie, une vie propre hors du cadre de l'organisation. En tout état de cause, on peut interpréter cette référence à Valmy, telle qu'elle apparaît ici, comme un cas de « remémoration générative » dans lequel le militant réinvente la mémoire historique.

Cette dernière hypothèse invite à une interprétation nuancée. Nous étions partis de la constatation que, relativement à une attente préconçue, les militants communistes, à l'exception des plus anciens, parlaient peu de la Révolution française. C'est peut-être tout simplement que la mémoire communiste de la Révolution se nourrit pour l'essentiel du souvenir encore vif de la Révolution chez ces militants communistes plus âgés, formés à l'école de la République.

LES RAISONS DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE

On retrouve chez ces militants les plus anciens la trace de la tension observée dans la mémoire historique entre référence à la Révolution française et référence à la révolution soviétique. Les mentions explicites de la « révolution bourgeoise » sont cependant très rares. Un militant, on s'en souvient, a exprimé son refus de participer aux festivités commémorant cet événement originel de l'histoire bourgeoise. Un autre, évoquant la Commune, a admis, comme à regret, la finalité bourgeoise de 1789. Tous deux ont en commun d'être parmi les plus politiques et les plus érudits en littérature communiste des militants qui se sont prêtés à cette enquête. Globalement, deux modèles dominant : celui de la continuité de la tradition révolutionnaire, de 1789 aux communistes d'aujourd'hui ; celui

de l'identité formelle des deux révolutions fondatrices, *via* l'identification des communistes à l'une et à l'autre. Si on reconnaît dans ce second modèle l'idée que la Révolution française a valeur d'exemple historique, l'enchaînement qui le porte n'est pas un écho fidèle de la mémoire historique : cette interprétation se trouve ici comme amputée de son corollaire qui caractérisait là la Révolution française comme révolution bourgeoise. Ainsi, l'étude de la mémoire vive éclaire-t-elle le caractère contradictoire de la mémoire historique. C'est bien parce que domine encore la formation acquise à l'école de la République et que subsiste — notamment à la campagne et chez les enquêtés d'origine rurale — le « lien vivant des générations » que la vision marxiste puis soviétique de la Révolution française ne s'impose que très partiellement aux militants de cette génération. Les historiens communistes, les dirigeants et cadres communistes de la génération thorzéenne partagent cette culture, même quand les apprentissages proprement communistes et la formation politique lui en superposent une autre. À cet égard, le point de vue défini et soutenu par François Hincker s'applique à la mémoire vive plus qu'à la mémoire historique. Mais c'est sans doute parce que la mémoire vive résiste et fait pression — telle que l'expriment les enquêtés autant que Thorez, Duclos ou Cogniot — que la mémoire historique est en permanence contradictoire, bipolaire. Ainsi s'éclaire l'idée que la mémoire collective se trouve à la croisée de la mémoire historique et du souvenir. Dire que la mémoire historique, qui est prescription d'une interprétation de l'histoire et instrumentalisation commandée par le présent, doit rencontrer la mémoire vive, c'est dire aussi à l'inverse que celle-ci contribue aux contenus de celle-là.

CONTREPOINT LA MÉMOIRE COMMUNISTE DE LA COMMUNE

L'analyse de la mémoire communiste de la Commune confirme ces conclusions et les précise sur quelques points. Alors que la référence à la Révolution française est, nous l'avons vu, très inégalement présente, selon les périodes et les médias

considérés, la référence à la Commune est en revanche relativement constante¹. De surcroît, si on peut observer des variations non dans l'interprétation d'ensemble mais dans l'instrumentalisation politique qui en est faite, la lecture communiste de la Commune est également assez homogène. C'est que l'essence de l'événement n'est pas ambiguë. La Commune appartient en propre à l'histoire du mouvement ouvrier. C'est pourquoi également, par définition, elle appartient au patrimoine national comme au patrimoine international que revendiquent les communistes. La patrie réelle et la patrie élue, mythique, s'y trouvent ainsi réconciliées.

À ce titre, de la même manière que la Révolution française constituait l'objet privilégié de cette génération d'historiens républicains venus au communisme en 1920, la Commune est naturellement celui des historiens communistes de l'après-seconde guerre mondiale, et particulièrement de Jean Dautry et de Jean Bruhat², plus impliqués que d'autres — et notamment qu'Albert Soboul — dans l'élaboration de la mémoire historique du Parti communiste français.

Les responsables politiques, Marty, Cogniot, Duclos, Figuères, signent également nombre d'articles sur la Commune dans les *Cahiers du communisme*³. Jacques Duclos lui consacre même un ouvrage dont le sous-titre, repris d'une formule de Marx, *À l'assaut du ciel*, est devenu un stéréotype de l'évocation de la Commune dans la presse communiste⁴.

Chaque année enfin, le Parti communiste organise une commémoration au cimetière du Père-Lachaise, devant le mur

1. Cf. Slim Sidhoum, *L'image de la Commune de Paris dans le Parti communiste français de 1945 à 1971*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Pierre Ayçoberry, Université des sciences humaines de Strasbourg, 1989.

2. Cf. en particulier ; *La Commune de Paris*, sous la direction de Jean Bruhat, Jean Dautry et Émile Tersen, Éditions sociales, 1960.

3. Voir notamment pour les seuls *Cahiers du communisme* : André Marty, « La Commune de Paris, quelques enseignements », *Cahiers du communisme*, 4, avril 1948, p. 347-375 ; Georges Cogniot, « Le caractère national de l'œuvre de la Commune », *Cahiers du communisme*, 4, avril 1954, p. 375-396 ; Jacques Duclos, « Le 89^e anniversaire de la Commune de Paris », *Cahiers du communisme*, 4, avril 1960, p. 609-631 ; Léo Figuères, « La Commune de Paris, l'exemple d'un pouvoir populaire et national », *Cahiers du communisme*, 5, mai 1962, p. 120-134.

4. Jacques Duclos, *La Commune de Paris. À l'assaut du Ciel*, 1970, Éditions sociales.

des Fédérés¹. *L'Humanité* rend régulièrement compte, fût-ce brièvement, de cette cérémonie.

La Commune est caractérisée comme un événement national, voire patriotique, ouvrier et social — dans la forme comme dans le contenu —, international — dans son actualité comme dans son devenir. Ces divers attributs, constants dans le temps comme dans l'espace de la pédagogie communiste, permettent, par un jeu d'amalgames et d'identifications, des va-et-vient et des analogies, elles aussi constantes, entre le passé et le présent. Les communards s'opposent aux Versaillais, comme les ouvriers aux bourgeois, le patriotisme au cosmopolitisme du capital et à la trahison des classes dominantes², l'internationalisme au chauvinisme, la vertu politique et économique à la lâcheté et à la cupidité. Les communistes sont identifiés aux communards, soit directement, soit par la médiation de la classe ouvrière³. Tantôt, on revendique l'héritage de la Commune, c'est-à-dire son contenu économique, social et politique. Tantôt, on en « tire les leçons » : la Commune a fait la preuve de la capacité de la classe ouvrière à gouverner ; elle a montré, par son échec même, la nécessité d'un parti et d'une organisation politique de la classe ouvrière. En tout état de cause, elle a fait avancer l'histoire du mouvement ouvrier et la théorie de cette histoire.

Cette permanence, assez remarquable dans la mémoire historique du Parti communiste français, ne signifie pas cependant absence de variations. Nous avons déjà vu, par exemple, comment la Commune pouvait être opposée à la Révolution française à la fin des années vingt ou au début des années trente quand il s'agissait de proposer une fête authentiquement communiste pour mieux disqualifier les réjouissances commémoratives de la bourgeoisie, ou comment, au contraire, elle

1. Cf. Madeleine Reberieux, « Le mur des Fédérés, sang rouge, "sang craché" », in *Les lieux de mémoire*, I, *op. cit.*, p. 619-649.

2. La « trahison » de 1870 est notamment mise en relation avec la « trahison » de 1940, le refus de la capitulation des communards avec la Résistance. En 1944, Jacques Duclos fait ainsi un parallèle entre la Commune et la situation du moment. Cf. Jacques Duclos, « La peur du peuple et la trahison de la patrie », *France Nouvelle*, numéro spécial, juin-juillet 1944, p. 9-14.

3. Cf. Le tableau des termes valorisants et dévalorisants établi par Slim Sidhoum, *op. cit.*, p. 36. Voir également dans la même étude le chapitre 3, intitulé « La Commune et le PCF », p. 38 et suiv.

pouvait être associée à la Révolution française et infléchir alors l'interprétation de celle-ci. Au tournant des années cinquante, dans cette période dominée par la théorie des deux camps dont le caractère symptomatique a déjà été souligné à propos de la Révolution française, l'instrumentalisation politique de la Commune varie également. On passe d'un accent mis sur le caractère national et patriotique de la Commune à une valorisation de son contenu social, dont les potentialités, soulignées, ne seront réalisées qu'avec la révolution d'Octobre. De la même manière, la question de la dictature du prolétariat, centrale dans l'interprétation de l'échec de la Commune, subit des adaptations : jugée nécessaire pour combattre la contre-révolution dans les années cinquante, où on regrette le défaut de rigueur des communards, elle est ensuite définie comme le symétrique de la dictature de classe de la bourgeoisie qui s'exprime dans la démocratie formelle, ou encore comme démocratie « véritable¹ ».

Contrairement au cas de la Révolution française où la mémoire historique s'est révélée double, contradictoire, il n'y a là cependant que différences d'accentuation d'un caractère ou d'un autre et adaptation marginale de l'interprétation au contexte politique et théorique du moment.

Cette constance dans l'interprétation autant que la permanence de la référence autoriseraient l'hypothèse que les militants communistes partagent cette mémoire spécifiquement communiste, nourrie des textes fondateurs de Marx, d'Engels et de Lénine et régulièrement ravivée par les rituels commémoratifs. Il n'en est rien. Si les enquêtés ont relativement peu parlé de la Révolution française, eu égard à une attente également préconçue, la Commune est, elle, résolument absente de leur discours. Quand elle est évoquée, c'est toujours au détour d'une association avec la Révolution française à propos de laquelle sont rappelés les apprentissages scolaires, absents dans le cas de la Commune : elle est la preuve, abstraite, du caractère de classe d'un enseignement qui valorise l'histoire bourgeoise au détriment de l'histoire du mouvement ouvrier. Plus encore, lorsque j'ai présenté à ces militants une photographie de la commémoration de la Commune au mur des Fédérés, nombre

1. Cf. également Slim Sidhoum, *op. cit.*, p. 73-74 et 95-96.

d'entre eux ne l'ont pas identifiée comme telle. Les drapeaux rouges ont évoqué une délégation soviétique. Le mot « Commune », apparent sur la photographie, a suscité un commentaire sur les cérémonies commémoratives devant les monuments aux morts communaux, assorti de remarques sur le grand âge des participants. Quand le lieu a été reconnu, il a d'abord suggéré le souvenir de l'enterrement de tel ou tel dirigeant communiste. Les rares mentions relatives à l'événement lui-même ont révélé une absence non d'information mais d'intérêt et une incapacité à mettre en œuvre ces analogies entre le passé et le présent dont nous avons vu qu'elles formaient la matière de la mémoire vive de la Révolution française : confrontés avec cette photographie à un devoir de mémoire reconnu comme tel, ces militants ont souligné « le sacrifice des communards » et, là encore, regretté les carences coupables de l'enseignement. L'opposition entre Révolution française et Commune est parfois présente, tranchée, mais elle reste vide de contenus.

À cela, trois raisons. On peut faire l'hypothèse que la première est conjoncturelle. Mes enquêtés — à l'exception de deux d'entre eux qui ont vécu à Paris et qui, d'ailleurs, identifient le lieu — sont des provinciaux : leur manquent le « lien vivant des générations » qui permet de jeter un pont entre le passé et le présent, et cette « communauté affective » dont parle Halbwachs, qui, même à l'état résiduel, entretient et transmet le souvenir. Dans l'avant-propos qu'il consacre à son ouvrage sur la Commune, Jacques Duclos conforte cette hypothèse, qui mériterait cependant plus ample vérification :

« Quand, venu tout jeune de ma province natale à Paris, je participai pour la première fois en 1914 à la Manifestation du mur des Fédérés, je ne connaissais de la Commune de Paris que les quelques commentaires calomnieux appris à l'école ; c'est poussé par la curiosité et gagné ensuite par l'émotion que je vis de vieux Parisiens crier les yeux en larmes : " Vive la Commune ", au passage des survivants de 1871 avec, à leur tête, Édouard Vaillant, dont j'ai appris ce jour-là qu'il avait été le ministre de l'Enseignement de la Commune¹. »

1. Jacques Duclos, *op. cit.*, p. 2.

À cet égard, la mémoire de la Commune est, selon la formule de Maurice Halbwachs, une mémoire « empruntée ».

La deuxième me semble tenir aux mécanismes mêmes de la mémoire et à la logique qui commande l'évocation du passé. Si, en règle générale, les militants communistes parlent peu des périodes troubles de leur histoire politique, individuelle ou collective, des événements dont le souvenir jette une ombre sur la justesse de leur conviction ou des choix politiques du parti — sauf à avoir une raison présente de le faire —, ils parlent encore moins des échecs, *a fortiori* quand ces échecs sont suffisamment lointains pour n'avoir pas d'écho dans le souvenir : alors que Révolution française et révolution soviétique sont des victoires, des ruptures effectives dans le cours de l'histoire, la Commune n'a pas abouti, n'a pas laissé de traces tangibles. Quand il s'agit de tirer les leçons de l'histoire et de justifier la nécessité de la rigueur révolutionnaire, ce bel exemple qu'est la Révolution française surgit : elle « montre » d'autant mieux qu'elle a réussi. Quand il s'agit de magnifier les bénéfiques politiques, économiques, sociaux et culturels, du pouvoir ouvrier à venir, la patrie socialiste est déjà là qui prouve que la raison en histoire peut vaincre. Entre les deux, la Commune ne trouve pas sa place. Un fragment de l'entretien de Maurice, déjà cité, est caractéristique à cet égard. On se souvient en effet de la manière embarrassée dont il oppose la révolution de 1848 et la Commune « qui étaient pourtant des révolutions prolétariennes » à la révolution bourgeoise dont le peuple a été « le porteur d'eau », pour admettre tout aussitôt que celles-ci « n'ont pas abouti » tandis que les « conquêtes » de celle-là durent encore, et conclure que non, « décidément », il n'a pas de « souvenirs » de la Commune.

Ce rappel de l'entretien de Maurice introduit la troisième raison, fondamentale à mon sens. Maurice affirme n'avoir acquis aucune connaissance scolaire à propos de la Commune. D'autres enquêtés, plus virulents en la matière, mettent en cause le silence délibéré des enseignants de l'école bourgeoise. Jacques Duclos, en contradiction flagrante avec le souvenir ému de l'école laïque et républicaine qu'il évoque dans ses *Mémoires* à propos de la Révolution française, condamne ici « les quelques commentaires calomnieux appris à l'école ». Le fonds commun de l'évocation de la Commune est moins dans la valorisation de l'événement que dans la mise en

cause de l'école, partielle, soumise à l'idéologie de la classe dominante. Il y a bien là une représentation qui reconnaît le caractère incontestablement ouvrier de la Commune en même temps, semble-t-il, qu'un stéréotype partagé de la mémoire communiste de l'École républicaine. Mais l'essentiel est ailleurs. La comparaison entre, d'une part, les évocations riches et vivantes de la Révolution française que nous avons observées, très fréquemment liées au souvenir, positif, de l'école, et, d'autre part, les commentaires, relativement pauvres, abstraits, vides de sens présent, de la Commune, toujours associés aux carences de l'école, confirme que c'est bien parce qu'il y a souvenirs scolaires de la Révolution française qu'il y a mémoire collective de la Révolution française chez les communistes.

En d'autres termes, quand à propos d'un événement lointain, non vécu, la mémoire historique du Parti communiste français entre en contradiction avec la mémoire nationale, c'est-à-dire avec le fonds commun du passé transmis, commémoré, et enseigné — c'est le cas de la Commune — les militants communistes, même informés, ne partagent pas cette mémoire. Plus précisément, le « présent du passé » reste histoire, mémoire historique. Il n'y a pas alors de mémoire collective au sens où il n'y a pas appropriation de la mémoire historique par la mémoire vive. En revanche, quand la mémoire d'un tel événement préexiste à l'adhésion au parti — c'est le cas de la Révolution française — est relayée soit par « le lien vivant des générations », soit par l'histoire « totémique » que transmet l'école, alors la mémoire historique élaborée par le parti rencontre la mémoire vive et la conforte. La mémoire collective s'exprime ainsi dans ce « tableau de ressemblances entre le passé et le présent », ces analogies et ces remémorations génératives qui, partant du fonds commun, de la « mémoire de base et de référence » que décrit Pierre Nora, infléchissent éventuellement les représentations du passé, telles que nous les avons observées à propos de la Révolution française.

La présence d'une mémoire de la Révolution française antérieure ou distincte de l'adhésion au communisme explique, en effet, nous l'avons vu, le caractère contradictoire de la mémoire historique. Quand ce caractère contradictoire a également l'avantage de permettre diverses postures et diverses formes de

sélectivité, il est non seulement l'indice de la vie de la mémoire collective, mais encore de l'interaction entre mémoire vive et mémoire historique.

A cet égard, il faut rappeler encore que ce sont les militants les plus anciens, adhérents de l'entre-deux-guerres, qui évoquent le plus et le mieux la Révolution française et éventuellement la Commune. La socialisation communiste de la seconde moitié des années trente a rencontré dans leur cas l'inculcation préalable, par l'école notamment, d'un rapport affectif au passé et particulièrement aux héros de la grande Révolution. En outre, les militants qui parlent le plus longuement de la Révolution, s'ils partagent avec d'autres culture scolaire et ancienneté dans le parti, sont dans leur génération — d'âge et d'adhésion —, les plus intégrés au « parti-société » : employé, ouvrier de la sidérurgie, anciens ouvriers devenus enseignants ou artisans, ils ont en commun d'avoir été, plus que d'autres, par leurs acquis scolaires initiaux et leur itinéraire professionnel, enclins à bénéficier de la formation dispensée par le parti. Ils ont été élus municipaux, responsables politiques locaux à un moment ou à un autre de leur itinéraire militant, syndicalistes. Ils ont voyagé, à l'occasion, dans les pays de l'Est et étaient, au moment de l'enquête, adhérents de France-URSS ou de France-RDA. Ils ne sont pas retirés de la vie militante, fréquentent leurs cellules et sont aujourd'hui encore d'assidus lecteurs de *l'Humanité*. De ce point de vue, ils partagent d'autant mieux la norme collective qu'ils possèdent et connaissent les ouvrages et les brochures diffusées par le parti. Mais il y a plus essentiel. Leur itinéraire, social et politique, les rapproche de ces dirigeants — Thorez et Duclos — qui ont contribué à élaborer la mémoire historique et, pour une large part, écrit et commandé l'interprétation de la Révolution française. Pour cette génération formée à l'École de la République, la Révolution française n'est pas seulement dates, « définitions ou rappels arbitraires d'événements ¹ », elle est encore souvenir parce que, comme le note Halbwachs, « la vie de l'enfant plonge plus qu'on ne le croit dans des milieux sociaux par lesquels il entre en contact avec un passé

1. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, op. cit., p 38.

plus ou moins éloigné et qui est comme le cadre dans lequel sont pris ses souvenirs les plus personnels. C'est sur ce passé vécu, bien plus que sur le passé appris par l'histoire écrite, que pourra plus tard s'appuyer sa mémoire¹ ».

1. *Ibid.*, p. 57.

CHAPITRE 2

DEUXIÈME FIGURE DE LA MÉMOIRE 1956 ET LE CHOC DE LA DÉSTALINISATION

« Le passé leur pèse ; ils éprouvent de la répugnance pour les choses faites ou subies, et ont tendance à leur en substituer d'autres. La substitution peut commencer en pleine conscience, avec un scénario inventé, mensonger, restauré, mais moins pénible que la réalité ; en répétant cette description, à d'autres mais aussi à eux-mêmes, la distinction entre le faux et le vrai perd progressivement ses contours et l'homme finit par croire entièrement au récit qu'il a fait si souvent et qu'il continue à faire encore (...) : la mauvaise foi initiale est devenue bonne foi. Le passage silencieux du mensonge à autrui à celui qu'on se fait à soi-même est utile : qui ment de bonne foi ment mieux, joue mieux son rôle, est cru plus facilement par le juge, par l'historien, par le lecteur, par sa femme, par ses enfants. »

Primo Levi, *Les naufragés et les rescapés*¹.

MÉMOIRE, ÉVÈNEMENT ET SENS

L'année 1956 évoque immédiatement la révélation des crimes staliniens et les images de Budapest envahie par les chars russes : elle est pour le mouvement communiste celle de tous les bouleversements et de tous les désenchantements. Cette dernière affirmation, banale, se passerait de tout commentaire si notre objet n'était justement la mémoire, le regard porté

1. Primo Levi, *Les naufragés et les rescapés, quarante ans après Auschwitz*, Gallimard, 1986, p. 26-27.

après coup sur les événements de cette année-là ou la trace laissée par les drames successifs du 20^e congrès du PCUS et de la répression de la révolte hongroise. Ces événements au sens fort du terme, ce qui arrive en histoire, ce qui proprement advient, ce qui éventuellement crée la surprise dans l'instant et surtout introduit la rupture dans la durée, sont réputés avoir été autant de traumatismes pour les communistes qui, pour avoir perçu depuis la mort de Staline quelques indices des bouleversements en cours, n'avaient pas pour autant anticipé l'ampleur des remises en cause auxquelles ils allaient se trouver confrontés. Nombreux sont ceux qui, communistes dans les années cinquante et staliniens enthousiastes de l'après-Stalin-grad, en ont porté témoignage. Ainsi, Dominique Desanti fait-elle état des premiers doutes provoqués par la réconciliation de Khrouchtchev et de Tito pour préciser tout aussitôt que personne ne s'attendait pourtant « à la révélation d'une répression qui, par son ampleur et ses méthodes, ne pouvait qu'interroger le système politique lui-même ». De même, Paul Noirot oppose la « coupure dramatique » du 20^e congrès au « pressentiment que tout ne s'était pas passé comme on l'avait dit et comme moi-même j'avais été conduit à le croire et à l'écrire ». Ces anciens communistes parmi d'autres identifient ainsi l'année 1956 comme l'origine de leur rupture. Le sentiment désabusé de ceux qui ont choisi de rester, tel un Jean Bruhat, leur fait aujourd'hui écho¹. Un événement donc, au sens où certains historiens parmi les plus contemporains s'efforcent de le réhabiliter contre le mépris où le tenait l'école française de la longue durée², et un traumatisme, une rupture, une faille au cœur de la conviction communiste.

La notion même d'événement oblige ainsi à considérer la réalité du passé et, renversant la perspective maintenant familière qui met le présent au poste de commande, à penser le passé comme source du présent, la mémoire comme consé-

1. Dominique Desanti, « Notre ébranlement », *Les staliniens, une expérience politique 1944-1956*, Fayard, 1975, p. 289-290. Paul Noirot, « La faible importance des crimes », *La mémoire ouverte*, Stock, 1976, p. 162. Jean Bruhat, *Il n'est jamais trop tard*, Albin Michel, 1983, p. 183.

2. Voir notamment le numéro des *Annales ESC* daté de mars-avril 1988, « Histoire et sciences sociales, un tournant critique » ? Éditorial de la rédaction, p. 291-293.

quence de l'événement. S'agissant de mémoire communiste, l'année 1956, qui réunit tous les attributs de l'événement pour le monde communiste, s'impose dans cet examen.

Et pourtant : l'évidence de cet objet, clairement dessiné par un cadre chronologique assez étroit et massivement dominé par le 20^e congrès du PCUS, par ces acteurs aisément identifiables que sont les communistes français, par cette modalité particulière d'approche du passé qu'est la mémoire, n'est qu'apparente. Traiter de la mémoire communiste française de l'année 1956 soulève une série de difficultés.

L'analyse de la mémoire de cet événement, inscrit dans l'histoire proche du groupe sinon vécu par l'ensemble des individus qui composent aujourd'hui celui-ci, exige la plus grande attention aux divers niveaux où se fixe, s'écrit et s'énonce le « présent du passé » : d'une part la « mémoire historique » ou « officielle », telle que la constituent l'historiographie partisane et les souvenirs individuels arrêtés par les écrits autobiographiques autorisés, d'autre part, la « mémoire vive » de l'événement vécu en commun tel que les acteurs d'hier ou d'aujourd'hui le restituent, reconstruit toujours par des interprétations où se mêlent les raisons d'un itinéraire individuel et celles de l'existence présente du groupe en tant que groupe.

Pour trouver les limites de ce chapitre, il convient là encore de mettre en œuvre une définition strictement sociologique de la mémoire. La mémoire n'est pas l'histoire. Dans la perspective d'une sociologie de la mémoire, ce n'est pas la restitution du passé par ceux qui l'ont vécu — les communistes de 1956 — qui va nous retenir : outre que nombre de témoignages publiés sur les circonstances de la révélation des crimes de Staline explicitent les rythmes individuels d'un désarroi, d'un désenchantement et d'un désengagement¹, identifient un point de rupture à propos duquel la question de savoir s'il y a origine ou projection dans l'origine de ce qu'on veut légitimer aujour-

1. Pour l'information apportée par ces témoignages, cf. Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du parti, le Parti communiste, les intellectuels et la culture, 1944-1956*, Fayard/Éditions de Minuit, 1983. Sur les mécanismes de reconstruction à l'œuvre dans les autobiographies de militants ou d'anciens militants du PCF, cf. Marie-Claire Lavabre et Marc Lazar, « Se rassembler à sa ressemblance, lecture de quelques autobiographies », *Communisme*, 4, 1983, p. 114-120.

d'hui reste entière, tenter de rendre compte de la réalité de 1956 n'entre pas dans ce propos. En revanche, la présence du passé chez ceux qui sont communistes aujourd'hui, l'élaboration et l'instrumentalisation de l'histoire vécue, la logique qui intègre un événement, à bien des égards exceptionnel, dans la continuité d'un récit historique ou autobiographique, les valeurs qui lui sont attachées plutôt que la signification que peut lui donner l'analyse historique, forment notre matière.

Je fais l'hypothèse, toujours dans la perspective ouverte par Maurice Halbwachs, que l'élaboration du passé est reconstruction du passé, et que cette reconstruction obéit aux impératifs du présent en même temps qu'à des normes collectives, même quand il s'agit d'un événement qui fait objectivement rupture dans la réalité historique, telle que tentent de la saisir les historiens. Car, si l'événement est bien, comme l'écrit justement Paul Ricœur, ce « quelque chose qui arrive », ce « nouveau par rapport à l'ordre institué », il est aussi ce que souligne le récit du passé : dès lors, le sens l'emporte sur le fait. « Mais pourquoi tel récit ? Tels événements ? Sinon parce que leur narration est devenue constitutive de l'identité qu'on peut appeler narrative de ces communautés, de ces individus. C'est finalement la trilogie : événement, récit, identité. L'événement est ainsi qualifié rétrospectivement, ou mieux rétroactivement, comme fondateur¹. »

Ainsi, si le souvenir n'est sans doute pas le meilleur moyen d'apprécier la réalité passée — les historiens, justement, le savent bien pour qui le témoignage ne peut jamais constituer qu'un pis-aller² — la vérité de la mémoire réside ici dans la place que les communistes français font, aujourd'hui, à l'année 1956 : elle est dans le choix plutôt que dans le poids du passé. Elle est soumise aux raisons de l'appartenance présente au Parti communiste français, non à celles d'autrefois.

De ce point de vue, on confrontera là encore la mémoire historique telle qu'elle est élaborée, et par là même proposée aux militants par le Parti communiste français, ses dirigeants et éventuellement ses historiens, et la mémoire des militants,

1. Cf. Paul Ricœur, « Événement et sens », in *L'espace et le temps*, Actes du 22^e congrès de l'Association des sociétés de philosophie de langue française, Vrin, 1990, p. 11 et 19.

2. Cf. « Questions à l'histoire orale », *Les Cahiers de l'IHTP*, 4, juin 1987.

sélectionnés, je le rappelle, non pour la richesse supposée de leurs souvenirs particuliers, mais en fonction de critères socio-démographiques tels que l'âge, le sexe, la date d'adhésion et la profession. Enfin, et conformément à la logique d'une sociologie de la mémoire, telle que je l'ai déjà exposée à propos de l'exemple de la Révolution française, les enquêtés n'ont pas été sollicités sur tel ou sur tel événement particulier, comme le 20^e congrès ou les événements de Hongrie, mais ont été invités à réagir à une consigne générale selon laquelle il leur était demandé de raconter ce qui, pour eux personnellement, avait compté ou leur semblait avoir eu de l'importance dans l'histoire du Parti communiste français¹.

Souligner à nouveau le caractère très peu directif des entretiens recueillis, c'est dire aussi le refus de présupposer l'existence au sein du Parti communiste français des années quatre-vingt d'une trace ou d'une connaissance de l'année 1956, et plus encore affirmer une réserve de principe à valoriser, *a priori*, l'événement du 20^e congrès voire, en d'autres termes, douter de la réalité même de l'événement hors des représentations qui le constituent comme tel. Faut-il considérer pour autant que l'événement n'existe pas qui n'est ni identifié ni revendiqué comme tel ? Certainement pas. Le point de vue adopté ici ne vaut que dans la mesure où il s'agit d'envisager la mémoire et non l'histoire, l'évocation et non la trace, le choix et non le poids².

BRÈVE HISTOIRE DE LA MÉMOIRE HISTORIQUE DE L'ANNÉE 1956

S'il ne convient donc pas de faire œuvre d'historien et de discuter ici le détail des événements de l'année 1956 en France³,

1. Rappel : 42 militants ont été interviewés, toutes générations confondues, 18 d'entre eux étaient déjà adhérents du PCF en 1956. 8 d'entre eux n'étaient pas au PCF au moment du 20^e congrès mais étaient suffisamment âgés pour en avoir des souvenirs propres.

2. Voir à ce propos Henry Rouso, *Le syndrome de Vichy, 1944-198...*, Seuil, 1987. Cf. également Marie-Claire Lavabre, « Du poids et du choix du passé, lecture critique du syndrome de Vichy », in *Histoire et sciences sociales*, Denis Peschanski, Michael Pollak et Henri Rouso (dir.), Complexe, 1992.

3. Cf. à ce propos le livre de Roger Martelli, 1956. *Le choc du 20^e congrès*

il est en revanche nécessaire d'examiner, au moins dans ses grandes lignes, l'histoire de la réaction du Parti communiste français au 20^e congrès du PCUS et particulièrement aux révélations de Khrouchtchev sur les crimes staliniens dans le rapport dit « secret » présenté à huis clos à l'issue de ce congrès. Cette brève histoire de la mémoire historique illustrera également comment cet événement fut d'abord réduit à un non-événement par le jeu des interprétations et des silences officiels puis *a posteriori* reconnu comme tel, notamment par les historiens communistes, dans une conjoncture particulière.

L'occultation du stalinisme

Dans une communication au titre évocateur — « Les enfants de Barbe-Bleue et le cabinet sanglant : les Partis communistes français et italien et le refoulement du stalinisme » — Georges Lavau soulignait d'emblée combien l'interprétation d'un événement par un parti politique est toujours instrumentalisée, soumise à la conjoncture et aux nécessités de l'action ¹. *A fortiori*, quand cet événement le met en difficulté, comme ce fut le cas du 20^e congrès du PCUS pour le PCF. De fait, le Parti communiste français, s'il s'empare volontiers du thème de la diversité des voies de passage au socialisme affirmé à l'occasion du 20^e congrès et rappelle à cette occasion qu'il fut précurseur en la matière ², n'est pas prêt, en 1956, à affronter la situation créée par la dénonciation du stalinisme.

Qu'on relève les résistances d'une génération dirigeante soucieuse de préserver un passé lumineux et d'échapper à des

du PCUS, Éditions sociales, 1982. Voir également : Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome 2 (1945-1972), Fayard, 1981.

1. Cf. Georges Lavau, « Les enfants de Barbe-Bleue et le cabinet sanglant : les partis communistes français et italiens et le refoulement du stalinisme », in *Les interprétations du stalinisme*, sous la direction d'E. Pisier-Kouchner, Congrès de l'Association française de science politique, Paris, 1981.

2. Cf. *Cahiers du communisme*, 3, mars 1956 : un texte en annexe consacré à la « diversité des voies au socialisme » reproduit des extraits du discours de Thorez au 11^e congrès du PCF (1947) où se trouve citée l'interview au *Times* de 1946, dans laquelle ce thème apparaissait déjà.

critiques sur la variante française du culte de la personnalité ¹, qu'on souligne les préoccupations politiques immédiates du PCF en ce début de l'année 1956 — la guerre d'Algérie, l'arrivée à la présidence du Conseil du socialiste Guy Mollet et l'appel à un « nouveau Front populaire » ² — ou qu'on insiste enfin sur la stratégie d'un appareil décidé à limiter en France, comme en URSS, les effets de la déstalinisation, il est vrai que le PCF tente d'éviter le choc. Il faudra plus de vingt ans pour que les dirigeants du Parti communiste français présents à Moscou en 1956 admettent avoir eu connaissance du rapport « secret » et de ses révélations déchirantes. En cela, leur démarche rencontre très certainement la sensibilité de nombre de militants. Ainsi, Jacques Duclos fait acclamer le nom de Staline à Paris, salle Wagram, à l'occasion du compte rendu des travaux du 20^e congrès ³.

En 1983, Jean Jérôme répondant aux questions de deux journalistes affirme avoir su en 1956 que le rapport secret de Khrouchtchev « était vrai » et, tentant d'expliquer et de justifier l'attitude de la direction communiste de l'époque qui en niait l'authenticité, rapporte à ce propos que c'est contraint et forcé par la froideur de la salle que Jacques Duclos a rappelé les mérites de Staline dans la lutte contre le fascisme et finalement considéré qu'on ne pouvait pas « précipiter les choses dans le parti ⁴ ». De la même manière, Gaston Plissonnier témoigne aujourd'hui de la « prudence » des dirigeants français soucieux de ne pas affaiblir ni diviser le parti ⁵. D'autres récits, plus anciens, formulés il est vrai par ceux pour qui 1956 a marqué l'origine de la rupture avec le PCF, tel Paul Noirot ⁶, soulignent

1. Cette interprétation est longuement développée par Philippe Robrieux, *op. cit.*

2. Les historiens communistes mettent l'accent, non sans raison, sur cette dimension : cf. notamment Roger Martelli, *op. cit.*

3. Sur l'atmosphère de cette réunion, le 9 mars 1956, salle Wagram à Paris, cf. Philippe Robrieux, *op. cit.*, et Roger Martelli, *op. cit.* Le compte rendu de Jacques Duclos, sous le titre « Le congrès des bâtisseurs du communisme », a fait l'objet d'une brochure, supplément à *France Nouvelle*, 535, 17 mars 1956.

4. Cf. Jean Jérôme, entretien avec Jean-François Kahn et Didier Buffin, *L'Événement du jeudi*, 17-23 mai 1990, p. 82-83.

5. Gaston Plissonnier, *Une vie pour lutter. Entretiens avec Danielle Bleitrach*, Éditions sociales, 1984, p. 114.

6. Cf. Paul Noirot, *op. cit.*, p. 163.

plus volontiers l'initiative de l'orateur de la salle Wagram dans cette affaire et sa volonté d'endiguer les conséquences des révélations de Khrouchtchev. Dans ses *Mémoires*, dont le volume qui rapporte les événements de l'année 1956 a été publié en 1972, Jacques Duclos lui-même indique discrètement ses réticences : « Lorsque je prononçai mon discours de la salle Wagram, j'en étais à me demander s'il n'y avait pas eu des exagérations dans l'énoncé de ce qui était reproché à Staline, d'autant plus que l'histoire de la mappemonde m'avait fait bondir ¹. » Cette accusation selon laquelle Staline aurait suivi et dirigé les opérations de la seconde guerre mondiale sur une mappemonde est sans doute d'autant plus inacceptable pour Jacques Duclos qu'elle est une mise en cause du rôle de Staline et partant des Soviétiques dans la victoire contre l'Allemagne hitlérienne. Or, la glorification de la part prise par les Soviétiques dans la défaite allemande restera, on le verra, le noyau dur de l'hommage à Staline, bien au-delà de 1956. Reste que nous savons maintenant que c'est dès juillet 1953, soit quelques mois après la mort de Staline, que le Parti communiste soviétique a informé Jacques Duclos pour le Parti communiste français, Pietro Secchia pour le Parti communiste italien, des « défauts », « déviations » de la direction stalinienne et du « culte de la personnalité ² ». Le rôle actif de Jacques Duclos dans la rétention d'informations et la stratégie d'occultation du PCF s'en trouverait plutôt confirmé. La célèbre repartie de Maurice Thorez à Jean Pronteau — de retour de Pologne avec un exemplaire du rapport secret — va dans le même sens : « Tu vois, ce rapport, pour moi, il n'existe pas et bientôt il n'aura pas existé ³. » Quoi qu'il en soit des croyances propres, des calculs et de la volonté politiques des dirigeants, le fait est — abondamment souligné par les uns et les autres — que les communistes français présents salle Wagram ont acclamé avec soulagement le nom de Staline.

Dans ce contexte, la résolution du Comité central du PCUS, datée du 30 juin 1956, qui condamne en termes relativement

1. Cf. Jacques Duclos, *Mémoires*, vol. V, 1952-1958. Dans la mêlée, Fayard, 1972, p. 244.

2. Voir Marc Lazar, « Les Partis communistes italien et français et l'après-Staline », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 12, 1990.

3. Cité par Philippe Robrieux, *op. cit.*, p. 449.

mesurés le culte de la personnalité et ses conséquences, va faire pièce à la publication par *Le Monde*, entre le 6 et le 19 juin, du « rapport secret », et fixer pour des années la position officielle du PCF.

Dès le 6 juillet, le Comité central du PCF rend publique une déclaration où il s'affirme « pleinement » satisfait de l'analyse soviétique, et précise : « Les erreurs et les fautes liées au culte de la personnalité ont pu freiner, surtout dans les dernières années de la vie de Staline, le développement du régime socialiste, mais elles ne l'ont pas détourné de sa marche vers le communisme ¹. »

Georges Lavau analyse les trois stratégies possibles et effectives du PCF confronté aux révélations du 20^e congrès : condamner, oublier, interpréter. En 1956 comme en 1961, à l'occasion de la récurrence de Khrouchtchev au 22^e congrès du PCUS, le stalinisme est condamné en même temps qu'il est réduit au seul culte de Staline. Encore faut-il noter que le terme même de « stalinisme » est récusé par le PCF, en ce qu'il induit l'idée de système. Cette condamnation, contrainte, constitue donc la première des stratégies du PCF face au stalinisme : elle sera, sous cette forme minimale, réitérée chaque fois que nécessaire.

La seconde, l'occultation et le silence, devait dominer la période qui va, en France, de 1961 au début des années 1970. Ainsi que le note Georges Lavau, on ne trouve aucun article sur le stalinisme dans les *Cahiers du communisme*, aucune autre explication ou analyse que celles de 1956 et de 1961 dans le *Manuel d'histoire du PCF* de 1964. Seuls, en 1963, un article de Michel Verret consacré à l'analyse du culte de la personnalité dans *La Nouvelle critique* ² et une brève mention par Waldeck Rochet lors du Comité central d'Argenteuil rompent le silence. En outre, le dépouillement de la collection des *Almanachs de l'Humanité*, entre 1957 et 1983, révèle une seule mention du 20^e congrès (*Almanach* 1957) et une seule évocation des déportations sous Staline : encore apparaît-elle dans un long article

1. Les résolutions du Comité central du PCUS et du Comité central du PCF ont été diffusées sous forme de brochure : « Comment a été surmonté, en URSS, le culte de la personnalité de Staline. »

2. Michel Verret, « Quelques remarques sur le culte de la personnalité », *La Nouvelle critique*, décembre 1963.

sur l'Union soviétique, par ailleurs résolument a-critique (*Almanach* 1967) ¹.

La troisième stratégie enfin est celle de l'interprétation, de la réduction du stalinisme à un moment de l'histoire soviétique, à la métaphore de la « tumeur sur un corps sain ». Est repoussée toute analyse qui mettrait en cause le système soviétique lui-même, constamment identifié au socialisme ².

Ces trois stratégies — successivement ou conjointement — auraient donc contribué, selon Georges Lavau, au « refoulement », c'est-à-dire, s'il est vrai que les blancs de l'histoire officielle ou les accommodements de la mémoire historique ne nous informent en rien sur le for intérieur et sur les souvenirs, à l'occultation du stalinisme.

La thèse du retard pris en 1956

En 1985, lors du 25^e congrès du PCF qui, après le départ des ministres communistes du gouvernement à majorité socialiste, consomme en quelque sorte la rupture d'une union de la gauche chaotique depuis 1977, Georges Marchais traite longuement de la question du « retard stratégique » du Parti communiste français. Les choix historiques du PCF se trouvent globalement rappelés et justifiés. Les communistes français, cependant, n'auraient pas pu proposer, dans les années cinquante, « un socialisme original et la voie qui y correspond » en raison d'un retard à dégager leur réflexion d'un « modèle extérieur ». La preuve en est la manière dont le PCF a réagi aux travaux du 20^e congrès du PCUS ³. Et Georges Marchais de préciser que le souci de ne pas permettre aux adversaires politiques d'exploiter les révélations du 20^e congrès avait amené le PCF à minorer la condamnation des « erreurs et des crimes de Staline », et à limiter la critique au seul culte de la person-

1. Cf. Marie-Claire Lavabre et Denis Peschanski, « L'image de l'URSS diffusée par le Parti communiste français : soixante ans d'Almanachs », *Revue des études slaves*, Paris, LVII/4, 1985, p. 637-647.

2. Voir Michel Verret, art. cité, et, également dans ce même numéro de *La Nouvelle critique* le commentaire que fait Francis Cohen de la métaphore de « la tumeur sur un corps sain » (*op. cit.*, p. 63).

3. « 25^e congrès du PCF », *Cahiers du communisme*, 3-4, mars-avril 1985.

nalité « jusqu'en 1975 ¹ ». Ce n'est donc qu'en 1976, avec son 22^e congrès, indique-t-il encore, que le PCF, se dégageant formellement du modèle de l'Union soviétique, abandonne en conséquence le concept de dictature du prolétariat. La guerre d'Algérie, la violence en Hongrie et la poursuite de la guerre froide, puis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir auraient contribué à enfermer le PCF, sur la lancée du Front populaire, dans la logique d'un programme commun de la gauche.

À compter de 1985, le PCF ne modifiera plus guère son analyse, pas même sous l'effet des récents bouleversements à l'Est. La thèse du retard pris en 1956, devenu « un lourd retard pris en 1956 ² », est l'explication donnée à la permanence de la fidélité au socialisme réel et à l'URSS de Brejnev et permet aux dirigeants du PCF de s'affirmer précurseurs en matière de *perestroïka*. Telle est, rapidement dessinée, la ligne générale de l'argumentation développée depuis 1985, qui fait partir de 1976 la mutation stratégique du PCF.

Elle poursuit en cela l'analyse engagée en 1982, au lendemain de l'élection de François Mitterrand et des revers électoraux du PCF, l'amplifie et la précise. Car, c'est en 1982 en effet qu'apparaît massivement le thème du retard pris en 1956, assorti de « l'orientation définie par les 22^e et 23^e congrès » : il s'agissait alors d'accréditer l'idée que la cause de l'échec électoral de 1981 était à rechercher dans le retard pris en 1956 et le remède dans la nouvelle stratégie élaborée à partir de 1976.

Encore conviendrait-il de préciser la nature de ce retard. Retard dans l'analyse du stalinisme, comme le souligne aujourd'hui Georges Marchais ? Retard dans l'analyse de la société française, comme le suggèrent certains historiens communistes qui voient dans la croisade de Jeannette Vermeersch contre le contrôle des naissances en 1956 comme dans la thèse de la paupérisation absolue engagée par Maurice Thorez en 1955 une réponse, une réaction, rigide autant que contrainte, aux

1. Georges Marchais fait ici référence à une réunion du Comité central des 27-28 mai 1975 où il reprend pour la première fois, officiellement, à son compte, le terme de « stalinisme ». Cf. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome 4, 1984, chronologie, p. 838.

2. Georges Marchais, *Démocratie*, Messidor/Éditions sociales, 1990, p. 24.

difficultés de l'heure¹ ? Retard stratégique à proprement parler, lié en 1956 à la volonté d'unité avec la SFIO, dont témoignerait le vote des pouvoirs spéciaux ?

La thèse du retard pris en 1956 a ceci de particulier qu'elle justifie et explique tout pourvu qu'on joue opportunément des diverses spécifications possibles dudit retard.

En 1990, Georges Marchais met l'accent sur le défaut d'analyse du stalinisme². Mais c'est bien l'attribut « stratégique » du retard qui apparaît, dès 1982, fondamental : il est le point utile des analyses que produisent alors les communistes, celui qui commande toutes les révisions historiographiques de l'année 1956. Ainsi, sans même envisager l'hypothèse selon laquelle la direction communiste se serait saisie en 1956 du thème de la diversité des voies au socialisme pour éviter le commentaire des « erreurs » de Staline, trois historiens communistes alors soucieux de justifier l'abandon de la politique d'union de la gauche s'attachent dans un livre intitulé *Les communistes et leur stratégie*³ à définir les raisons « externes » et « internes » du retard stratégique. Entrent dans les raisons externes le regain des tensions internationales, la situation politique française et la violence de l'anticommunisme. Parmi les raisons internes, figure au premier chef le souvenir du Front populaire. Et de conclure :

« Il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu blocage en 1956 et qu'il y a eu des effets. Les repérer, prendre ainsi la mesure d'un retard, suppose au préalable que l'on définisse sur quoi porte le retard. Sur Staline, le stalinisme et l'Union soviétique, dit-on souvent, sans doute, mais pas uniquement. En un sens, le blocage est bien plus profond et bien plus grave : il concerne toute l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire pour la France. À la limite, on peut considérer que ce sont les difficultés sur ce point qui ont rejailli négativement sur la manière dont le PCF jeta un regard rétrospectif sur le passé soviétique et sur le mouvement communiste international. (...) Au

1. Roger Bourderon et al., *Le PCF. Étapes et problèmes, 1920-1972*, Éditions sociales, 1981, p. 429-430. Voir également Renée Rousseau, *Des femmes rouges, chronique des années Vermeersch*, Albin Michel, 1983, p. 242.

2. Georges Marchais, *op. cit.*, p. 24-26.

3. Jean Burles, Roger Martelli, Serge Wolikow, *Les communistes et leur stratégie. Réflexions sur une histoire*, Éditions sociales, 1981.

fond, malgré les apparences, le retard ne porte pas d'abord sur le rapport " secret ", mais sur le rapport public présenté au 20^e congrès¹. »

Par un singulier retournement, ce serait donc parce que prisonnier du souvenir du Front populaire et d'une stratégie constante d'union de la gauche que le PCF se serait trouvé dans l'incapacité de penser le stalinisme. L'année 1976, qui voit le 22^e congrès du PCF et l'abandon de la dictature du prolétariat, apparaît ainsi comme le prélude logique de la rupture de l'union de la gauche et accrédite la fiction d'une ligne sans heurts ni revirements qui, partant du 22^e congrès, aboutirait tout naturellement aux analyses les plus récentes.

On voit ici d'emblée que la réapparition de l'année 1956 n'est pas sans rapport avec la conjoncture politique immédiate : on ne pourrait plus clairement illustrer comment la mémoire historique est commandée par le présent politique. Mais les circonstances de cette réapparition sont plus complexes que ne le laissent supposer les rappels historiques du 25^e congrès en 1985. En effet, du strict point de vue de la conjoncture politique et des analyses développées, il y a quelques nuances entre les quatre congrès de la décennie 1975-1985 dont on nous explique qu'ils définissent une seule et même ligne².

En outre, et ce point concerne plus directement notre propos, l'année 1956 et l'ensemble des explications fournies par Georges Marchais à l'occasion du 25^e congrès n'apparaissent que très progressivement. Les analyses sophistiquées produites par les historiens communistes, autorisées par un contexte politique, en fait dès 1979 et le 23^e congrès, où il s'agit avant tout de justifier la rupture de l'Union de la gauche, ne pénètrent que relativement lentement discours et textes politiques.

Que disait en effet Georges Marchais en 1982, au 24^e congrès ? Tout en expliquant que les communistes « étaient restés prisonniers d'un modèle de socialisme inadapté à notre pays et à notre époque » et que les répercussions du retard pris en 1956 les avaient mis en position de faiblesse, il affirmait sèchement :

1. *Ibid.*, p. 99-100.

2. Pour une analyse politique des contradictions entre les 22, 23 et 24^e congrès, cf. Thierry Bondoux, « Perseverare diabolicum, le 24^e congrès du PCF », *Non* / février 1982, p. 90-102.

« Soyons clairs : c'est le 20^e congrès qui, en 1956, a révélé les crimes et les violations dramatiques de la légalité socialiste commis à l'époque de Staline. Qui peut citer un autre parti, un autre gouvernement qui ait fait aussi ouvertement la critique publique de ses propres fautes et se soit engagé à les corriger ? Quant à nous, communistes français, nous avons porté une condamnation sans appel du stalinisme ¹. »

Aucune trace ici de la reconnaissance d'une quelconque « interprétation restrictive du stalinisme », telle qu'elle apparaît au 25^e congrès. Et pour cause : si le thème de l'année 1956 prend toute son importance au 24^e congrès, dans la conjoncture que nous avons décrite, ce n'est pas prioritairement l'analyse du stalinisme qui préoccupe alors le PCF. Ce dont témoigne également l'apparition furtive de ce thème au 23^e congrès (1979), sous le titre « Fidélité à 1920 et examen critique de notre propre passé » :

« Nous avons nous-mêmes attiré l'attention, dans cet esprit, sur la question du retard en 1956. Notre parti n'a pas tiré, dès ce moment-là, tous les enseignements nécessaires du 20^e congrès du PCUS. Il s'agissait, bien sûr, des événements survenus en Union soviétique à l'époque de Staline et des leçons qui découlaient de leur connaissance. Mais des camarades ont indiqué, à juste titre, à propos de cette période, qu'il s'agissait aussi — *et peut-être faut-il dire surtout* — de la réflexion sur les voies originales adaptées à nos conditions par lesquelles le peuple de France peut aller au socialisme ². »

Rappelons également que le 23^e congrès, où le PCF, à la suite de l'échec de la gauche aux élections législatives de 1978, semble s'armer pour une guerre durable avec le Parti socialiste, est également celui où est affirmé « le bilan globalement positif » des pays socialistes.

Qu'en est-il, dans ces conditions, du 22^e congrès (1976) dont on fait aujourd'hui le point de départ de cette réflexion ? De « retard », il n'est point question. Ce n'est en effet qu'en 1978, très précisément au lendemain des élections, que ce

1. Cf. « 24^e congrès du PCF », *Cahiers du communisme*, 2-3, février-mars 1982.

2. Cf. « 23^e congrès du PCF », *Cahiers du communisme*, 6-7, juin-juillet 1979.

thème apparaît dans un rapport de Georges Marchais ¹. En 1976, en revanche, dans ce congrès placé sous le signe de la stratégie du programme commun, à quelques mois du meeting commun Marchais-Berlinguer (3 juin 1976), et du refus du Secrétaire général de se rendre au 26^e congrès du PCUS, ce dernier déclare :

« C'est ainsi que, lorsque le 20^e congrès du PCUS a dénoncé les fautes, les crimes, les pratiques antisocialistes qui avaient eu lieu à l'époque de Staline, notre parti et tout le mouvement communiste mondial l'ont apprécié comme un événement capital, d'importance internationale, ouvrant un chapitre nouveau de l'histoire du socialisme ². »

Rien, là encore, qui puisse laisser supposer la moindre résistance aux révélations du 20^e congrès du PCUS ni *a fortiori* à la thèse de la diversité des voies au socialisme, dont le PCF s'empare, nous l'avons vu, dès 1956. Sans même entrer dans les débats théoriques sur la nature du concept de « dictature du prolétariat ³ », dater l'abandon du « modèle » de 1976 et trouver son origine dans le renoncement à la dictature du prolétariat relève d'une construction *a posteriori* de l'histoire. Si le 22^e congrès souligne bien la différence entre la situation française et « les conditions de la Russie de 1917 puis de la jeune Russie soviétique », l'argument majeur en faveur de cette révision doctrinale qu'est l'abandon de la dictature du prolétariat oppose la démocratie telle que le PCF l'intègre à son projet et la dictature qui « évoque automatiquement les régimes fascistes des Hitler, Salazar et Franco, c'est-à-dire la négation même de la démocratie ⁴ ». Staline n'est pas cité, alors même que le PCF développe en cette période ses analyses les plus critiques sur l'URSS ⁵.

1. Cf. rapport introductif de Georges Marchais devant le Comité central des 26, 27, 28 avril 1978 (*L'Humanité* du 28-4-1978 et les *Cahiers du communisme* de mai 1978).

2. « 22^e congrès du PCF », *Cahiers du communisme*, 2-3, février-mars 1976.

3. Voir notamment Étienne Balibar, *Sur la dictature du prolétariat*, Maspero, 1976.

4. « 22^e congrès du PCF », *op. cit.*

5. Cf. Georges Lavau : « L'URSS et eux... (Le Parti communiste français et le socialisme existant, 1964-1981) », in *L'URSS vue de gauche*, sous la direction de Lilly Marcou, PUF, 1982.

La réapparition de l'année 1956, on le voit, se développe donc dans des circonstances particulières, portée par le jeu des relations PS-PC, autant, sinon plus, que par celui des relations PCF-PCUS. Quoi qu'il en soit, il est vrai que la mise en cause des pays socialistes en 1975-1976, puis la thèse du retard pris en 1956 telle qu'elle s'exprime de manière encore sélective à partir de la fin des années soixante-dix, ouvrent une brèche.

C'est d'ailleurs en janvier 1977 que le Bureau politique du PCF publie une déclaration « sur un point d'histoire relatif au 20^e congrès du PCUS » où se trouvent pour la première fois rapportées les conditions dans lesquelles la délégation française a pris connaissance du « rapport secret ». Divers éléments se conjuguent alors pour autoriser ce dévoilement décisif. On retiendra sans doute les premières conjectures de Philippe Robrieux, dans son *Thorez* publié en 1975¹. Mais le contexte politique est incontestablement favorable à cette initiative sans précédent. Le 22^e congrès est globalement placé sous le signe de l'ouverture stratégique et les tensions entre le PCF et le PCUS sont vives. C'est dans cette période qu'aurait été décidée et mise en œuvre la publication de *L'URSS et nous*². Les pressions extérieures, tels le débat qui fait suite à la projection de *L'Aveu* aux « Dossiers de l'écran », en décembre 1976³ et la publication dans *Le Monde* d'un article de Jean Elleinstein qui rapporte les circonstances dans lesquelles la délégation française du PCF à Moscou a pris connaissance du rapport

1. Philippe Robrieux examine alors diverses hypothèses dont un scénario assez proche de ce que révéleront les témoins quelques années plus tard. Cf. Philippe Robrieux, *Thorez, vie secrète et vie publique*, Fayard, 1975, p. 452-453. Notons également qu'en 1974 Étienne Fajon, sans se prononcer sur ce dont avait eu connaissance la délégation française au 20^e congrès, avait confirmé avoir connu, dès juin 1956, à l'occasion de l'entretien de la délégation envoyée par le PCF à Moscou avec Khrouchtchev, l'existence du rapport secret. Cf. André Harris et Alain de Sédouy, *Voyage à l'intérieur du Parti communiste français*, Seuil, 1974, p. 83. Cette version des faits n'est cependant pas retenue par le même Étienne Fajon, deux ans plus tard, dans ses Mémoires.

2. Selon François Hincker, *Le Parti communiste français au carrefour. Essai sur quinze ans de son histoire, 1965-1978*, Albin Michel, 1981, p. 166. L'ouvrage sera publié aux Éditions sociales en 1978.

3. Le 14 décembre 1976, Jean Kanapa participe avec Artur et Lise London au débat télévisé sur les procès dans les pays socialistes. Un débat public s'engage qui va durer deux mois.

Khrouchtchev¹ font le reste. Sans doute la mort de Duclos, en 1975, a-t-elle également permis de faire sauter un verrou. En témoigne encore cette année-là la publication par Jean Elleinstein d'une *Histoire du phénomène stalinien*, signe avant-coureur des révisions à venir, indice en tout cas d'un intérêt toléré pour un thème longtemps tabou.

Considérant que « le langage de la vérité est une composante de la voie démocratique au socialisme définie par le 22^e congrès » et en réponse, de son propre aveu, aux questions posées à diverses reprises sur ce point, notamment dans le courant du mois de décembre 1976, le Bureau politique du PCF a donc pris la décision de demander un témoignage à Georges Cogniot et Pierre Doize, membres de la délégation française au 20^e congrès du PCUS, sur les conditions dans lesquelles le rapport Khrouchtchev avait été communiqué au PCF². Pour la première fois, on admet que les dirigeants français ont eu lecture à Moscou du texte de ce rapport. Suivent des considérations sur l'attitude adoptée par le Bureau politique après la publication du rapport dans la presse occidentale, d'où il ressort que la direction communiste n'a pu obtenir des Soviétiques le texte original et s'est trouvée contrainte de limiter l'information de ses militants à la résolution publiée par le PCUS le 6 juillet 1956. Cette attitude ne donne lieu à aucun commentaire. La déclaration du Bureau politique se présente comme une stricte mise au point sur les faits. Si cette concession à la vérité historique est largement suscitée par des pressions extérieures au parti, il n'en reste pas moins que cette déclaration marque une rupture importante.

On la mesure à relire les *Mémoires* de Jacques Duclos³. Déjà à cette date, en 1972, l'histoire autorisée de Staline et de la période stalinienne s'est modifiée — ce dont témoigne l'intéressante comparaison entre le discours prononcé par Jacques Duclos salle Wagram et le texte, cité dans les *Mémoires*, qui prétend le reproduire : le « camarade Staline », notamment, disparaît au profit d'un « Staline » moins familier, « les fautes

1. « La portée et les limites du rapport Khrouchtchev », *Le Monde*, 30 et 31 décembre 1976.

2. Cf. la déclaration du bureau politique dans *l'Humanité* du 13 janvier 1977, et dans les *Cahiers du communisme* de février 1977.

3. Jacques Duclos, *op. cit.*

commises » sont devenues des « fautes et des crimes ¹ ». Pour l'essentiel cependant, la mémoire officielle qui s'exprime alors s'en tient aux apparences construites en 1956, à cette nuance près qu'est reconnue l'existence du rapport Khrouchtchev.

L'important pour notre propos est de considérer dans ces *Mémoires* l'état de la mémoire historique quelques années seulement avant que divers éléments ne se conjuguent pour autoriser cette première mise au point officielle qu'est la déclaration du Bureau politique en 1977. Celle-ci, loin de rester lettre morte, est promise — nous l'avons déjà aperçu — à un riche avenir historiographique et politique.

Les analyses historiographiques

Sur le plan proprement historiographique, la déclaration du Bureau politique autorise incontestablement que s'affirme un regard différent sur le passé et que s'ouvre un nouveau champ de recherche pour les historiens communistes. C'est ainsi qu'en 1979 Roger Martelli annonce dans *l'Humanité* un cycle public de conférences qui « pour la première fois — écrivait-il alors — couvrira toute l'histoire du PCF ² ».

La réunion de ces conférences allait donner lieu, en 1981, à un ouvrage collectif : *Le PCF. Étapes et problèmes, 1920-1972*, où l'année 1956, qualifiée d'« année clef », occupe une place privilégiée ³. Comme on peut alors le lire dans les *Cahiers du communisme*, qui consacrent un compte rendu à cet ouvrage, l'année 1956, objet d'un chapitre particulier rédigé par R. Martelli, « est au cœur du projet initial puisqu'elle inclut l'interrogation sur le retard pris en 1956 ⁴ ». Les thèses développées — le choc du 20^e congrès, l'absence de perspectives stratégiques autorisant la réflexion sur une voie française, les réticences face à la mise en cause de Staline — anticipent la

1. Cf. le discours de la Salle Wagram tel que le restitue le supplément à *France nouvelle* du 17 mars 1956 (*op. cit.*, p. 28), et ce même texte tel que Jacques Duclos le cite en 1972 dans ses *Mémoires*, *op. cit.*, p. 243.

2. Roger Martelli, « Interroger la nôtre », *l'Humanité* du 6 novembre 1979.

3. *Le PCF. Étapes et problèmes*, *op. cit.*, p. 403-443.

4. Philippe Mioche, « PCF, affronter son passé », *Cahiers du communisme*, 5, mai 1981.

publication, en 1982, d'un recueil de textes et de documents toujours présentés par Roger Martelli et réunis sous le titre : *1956. Le choc du 20^e congrès du PCUS* ¹.

En même temps qu'il propose l'histoire d'un blocage stratégique, R. Martelli fait une mise au point sur l'URSS, absente dans *Étapes et problèmes*. Le 20^e congrès est historiquement et socialement déterminé en URSS, dans une « société à la croisée des chemins », traversée de « contradictions » et travaillée par le renouveau : le « socialisme vit » mais la « tension sociale » y est forte. La vocation universalisante de la réflexion soviétique se heurte en France à une situation où dominant la guerre d'Algérie et la question des relations avec la SFIO. Si l'analyse, comme les textes présentés, privilégie explicitement l'impact du 20^e congrès en France, la mise en perspective des réactions italiennes à l'événement, souligne combien, en 1956, l'identité communiste française passe encore par le modèle soviétique.

Dans la foulée, le tableau de l'année 1956 se précise. En 1984, une *Histoire sincère du PCF*, publiée par le même Roger Martelli ², et les souvenirs de Gaston Plissonnier recueillis pour les Éditions sociales par Danielle Bleitrach ³, indiquent pour la première fois que le Comité central du PCF est mis au fait de l'ensemble de la situation au mois de mai 1956. Voici le témoignage de Gaston Plissonnier en réponse à une question de Danielle Bleitrach sur les réactions des dirigeants communistes français à la révélation des « crimes » de Staline :

« Il y a trente ans de cela, et beaucoup a déjà été dit, auquel je n'ai rien à apporter de bien nouveau. Comment j'ai ressenti ces révélations ? Comme un coup de foudre ! C'était rude à encaisser. Les premiers instants, je me suis dit que c'était là une nouvelle invention anticommuniste. On en avait déjà tellement vu et entendu ! Puis, il fallut bien se rendre à l'évidence. Quand avons-nous appris les faits ? Le Bureau politique s'est réuni le 13 mars 1956 au domicile de Maurice Thorez, à Bazainville. La délégation qui revenait du 20^e congrès nous en a fait un compte rendu ⁴. »

1. Roger Martelli, *op. cit.*

2. Roger Martelli, *Histoire sincère du PCF*, *op. cit.*

3. Gaston Plissonnier, *op. cit.* Voir également divers comptes rendus de ce livre dans *l'Humanité* des 5 septembre, 17 septembre, 16 et 17 octobre 1984, qui soulignent le caractère très officiel de cette « histoire vécue ».

4. *Ibid.*, p. 109.

Gaston Plissonnier explique ensuite comment les dirigeants communistes, soucieux de préserver ce qu'ils continuaient à considérer comme les aspects positifs de la politique de Staline et inquiets des réactions du parti s'en sont tenus aux termes de la dénonciation publique de Staline par Khrouchtchev, y compris devant le Comité central réuni le 22 mars. En outre, le caractère manichéen, non « dialectique », a-historique du rapport Khrouchtchev a également constitué, semble-t-il, un élément du choc ressenti par nombre de responsables communistes et a largement contribué à justifier une réticence à accepter pour vraies les révélations qu'il contenait. Les *Mémoires* de Jacques Duclos, dans lesquelles, on l'a déjà noté, la difficulté avouée à accorder le moindre crédit à un réquisitoire où le détail invraisemblable se doublait d'une insupportable mise en cause du rôle de Staline pendant la seconde guerre mondiale, attestent également du sentiment partagé des dirigeants communistes de l'époque, entre désarroi et calcul, incrédulité et volonté d'occultation, commotion et souci de justifier l'injustifiable au nom de la nécessité historique. Après la publication du « rapport secret » par *Le Monde*, cette position, devenue « intenable », selon les propres termes de Gaston Plissonnier, n'a pas résisté aux questions des membres du Comité central réuni les 9 et 10 mai 1956 pour discuter du projet de thèses du 14^e congrès. Thorez se serait alors vu contraint d'expliquer dans son intervention de clôture les conditions dans lesquelles la délégation française avait pris connaissance du rapport. Les extraits de cette intervention de Thorez devant le Comité central, tels que les cite aujourd'hui Gaston Plissonnier, donnent une version semblable sur le fond à la mise au point de 1977. Thorez cependant, selon cette version, critique « la méthode » de Khrouchtchev et affirme avoir exprimé son mécontentement. Curieusement, Gaston Plissonnier souligne à ce propos que cette opinion a également été exprimée par Duclos dans ses *Mémoires*. Et Gaston Plissonnier de conclure que la situation en URSS a évolué et que le Parti communiste français a « condamné fermement, irrémédiablement et sans retour, les fautes et les crimes de Staline ». Cette narration de Gaston Plissonnier achève le tableau des péripéties françaises liées au 20^e congrès du PCUS : si le « mentir vrai » continue de faire halo, on peut cependant penser qu'en 1984, tout est dit. Mise au jour dont on ne peut que se féliciter ?

Certes, mais cette nouvelle figure convenue de la mémoire historique, ce nouvel objet de recherche pour les historiens communistes, émerge, rappelons-le, dans un contexte où il s'agit d'accréditer la fiction d'une mutation stratégique à partir du 22^e congrès du PCF. La thèse du retard s'oppose à celle du déclin : l'occasion manquée de 1956 et l'analyse à laquelle se livre notamment R. Martelli, en réponse à ce que sont alors « les besoins d'histoire » du PCF, constituent le noyau de vérité d'un propos dont les enjeux sont ailleurs. L'histoire reste ici instrumentalisée. Que l'impulsion originelle soit de nature politique ou que l'opportunité puisse être un préalable nécessaire à la recherche historique qui se mène dans le cadre du parti ne permet en rien de préjuger des analyses qui viennent ensuite. Encore faudrait-il que les avancées ne soient pas noyées dans les euphémismes ou les rationalisations politiques¹. Dans la même période, on s'en souvient, trois historiens – dont Roger Martelli – publiaient en effet cette réflexion plus directement politique sur l'histoire de la stratégie communiste où l'année 1956 occupait également une place centrale : l'analyse, clairement finalisée, n'avait d'autre objectif que de nourrir les argumentations politiques qui tendaient à chercher dans le passé les raisons des échecs et des revirements récents. Ces raisons, fortes de la vérité historique, allaient être celles de Georges Marchais au 25^e congrès.

Cette histoire sommaire de la mémoire historique fait apparaître la complexité des réarrangements du passé quand il s'agit d'écrire l'histoire d'un événement vécu². L'occultation n'est jamais absolue tant il est vrai que la mémoire historique doit composer avec le souvenir des contemporains autant qu'elle doit répliquer aux informations concurrentes. À l'inverse, le dévoilement d'un pan de la réalité historique ne constitue jamais une rupture absolue, sauf quand il y a intérêt à la

1. Pour un compte rendu plus complet de l'historiographie communiste de cette période, cf. Marie-Claire Lavabre et Denis Peschanski, « L'histoire pour boussole ? Note sur l'historiographie communiste, 1977-1981 », *Communisme*, 4, 1983, p. 106-114.

2. Pour des développements plus conséquents sur l'historiographie communiste de l'année 1956 et sur les circonstances politiques de cette réévaluation de l'histoire, voir Marie-Claire Lavabre, *Histoire, mémoire et politique : le cas du Parti communiste français*, op. cit.

désigner comme telle ou quand, comme ce fut le cas en 1977, le secret est levé sur un point particulier de l'ensemble : il ne peut s'effectuer que par touches successives, chaque mise au jour entraînant une autre.

À cela, diverses raisons. La première, en importance et en conséquences, est liée à la nature même de l'instrumentalisation du passé. Ce n'est jamais l'analyse ou la connaissance qui constitue le moteur du dévoilement mais la nécessité politique : aussi n'est-il pas fondamental que soit produite une narration historique fondée sur une chronologie sans failles. La sélectivité de la mémoire historique tient à ce que les « besoins d'histoire » sont le plus souvent des besoins particuliers et ponctuels. La deuxième raison tient aux divers facteurs qui président à ce dévoilement progressif. Dans le cas de l'année 1956, nous avons déjà identifié la pression extérieure qui contraint, en 1977, le PCF à répliquer, l'état conjoncturel des relations du PCF avec le PC d'Union soviétique en cette même période, la rationalisation des échecs qui se nourrit finalement de la mise au jour de 1977, constituée en preuve de l'utile « retard stratégique ». La troisième et dernière raison qui m'apparaît tient à l'obligation politique d'avoir et de tenir une ligne, un fil, c'est-à-dire d'inscrire revirements réels et ruptures fictives dans la continuité. En outre, la fiction de la continuité de la ligne légitime la réalité de la continuité de l'équipe dirigeante.

Ce n'est donc qu'avec une lecture rétrospective qu'on peut voir comment se mettent en place les divers éléments des analyses les plus récentes, éléments qui, isolés, avaient une signification différente de celle qu'ils acquièrent agrégés à d'autres : ce sont ces éléments qui permettent d'accréditer la fiction de la continuité de la ligne. C'est le même mécanisme qui est à l'œuvre quand Gaston Plissonnier, révélant le texte de l'intervention de Thorez au Comité central de mai 1956, suggère au lecteur de 1984 que Duclos, en 1972, se prétendant « mécontent » des méthodes soviétiques en 1956 visait, comme Thorez les conditions dans lesquelles la délégation française avait pris connaissance du rapport dit « secret » de Khrouchtchev : le contenu de la mise au point de 1977 se trouve alors gommé et chacun peut ainsi éventuellement admettre que les communistes français, choqués par les révélations du 20^e congrès, ont su ce que leurs dirigeants savaient.

De surcroît, l'histoire de la mémoire historique fait apparaître

comment, à partir de 1979, le 20^e congrès du PCUS est progressivement constitué en « événement » ou, pour être plus précis, comment le sens de cet événement se trouve être progressivement constitué et instrumentalisé. Les historiens communistes soulignent tout à la fois le choc et le désarroi provoqués par la mise en cause de Staline, la rupture introduite dans l'histoire du mouvement communiste international par la reconnaissance de la diversité des voies conduisant au socialisme, et la trace de l'événement — « le retard » — telle que l'observation la fait apparaître trente ans plus tard.

LES SOUVENIRS AUTORISÉS DE L'ANNÉE 1956

Si on ne peut guère parler ni de refoulement ni de retour du refoulé dans une mémoire historique dont les contenus sont étroitement liés aux impératifs tactiques du présent, reste à savoir quels sont les effets de ces révisions historiographiques dans la mémoire collective du Parti communiste français.

À mi-chemin entre la mémoire historique qui contrôle et anticipe ses effets et la mémoire vive du parti, il convient peut-être de s'attarder un instant sur les autobiographies publiées de dirigeants ou de militants communistes. En effet, si celles-ci s'en tiennent pour l'essentiel aux vérités de l'histoire officielle, elles n'en laissent pas moins percevoir çà et là le for intérieur et les croyances politiques qui motivent l'instrumentalisation du passé.

Incontestablement, alors qu'avant 1977 les autobiographies publiées par les dirigeants communistes glissaient sur l'année 1956 ou n'en retenaient que les éléments nationaux, les témoins ou narrateurs autorisés, tel Georges Cogniot, dont le second volume de souvenirs, posthume, est publié en 1978, tel Gaston Plissonnier ou André Lajoinie, plus récemment, en font un point de passage obligé de leur biographie militante. Effet convenu des analyses politiques du jour ? Oui et non. Il paraît évident que, délivrés du secret sinon de l'esprit de parti, ces hommes livrent aussi quelque chose de leurs convictions intimes ou de leur vision du monde.

Georges Cogniot, à mi-chemin entre les *Mémoires* de Jacques

Duclos et les souvenirs publiés dans les années quatre-vingt, réitère la lettre du témoignage qui avait fondé en 1977 la mise au point du Bureau politique et livre ses réflexions, justifiant après coup le secret si longtemps observé. « Atterrés » par les révélations du rapport secret, les communistes français le furent, selon Georges Cogniot, doublement : parce que, instruits par les trahisons de la Révolution française et de la Résistance, ils avaient cru pouvoir ajouter foi aux procès staliniens ; parce que, d'autre part, la méthode de Khrouchtchev les laissait perplexes, insatisfaits, voire incrédules. Les exagérations, les invraisemblances, les contraintes imposées à la délégation française, dont le secret, tels sont les éléments qui ont nourri les réticences de la délégation française et de Georges Cogniot en particulier. Tout comme Jacques Duclos, il souligne les mérites de Staline et conteste les excès de Khrouchtchev :

« Il n'était pas en notre pouvoir d'oublier que le Parti et le peuple étaient dirigés par Staline quand ils avaient repoussé l'assaut hitlérien. Si Staline ne s'était pas trouvé à la tête des armées soviétiques en 1941 quand les nazis arrivèrent aux portes de Moscou, le 20^e congrès eût-il été là en 1956 pour discuter de ses mérites et de ses fautes, et nous-mêmes, Français, que serions-nous devenus ? »

S'avouant enfin déchiré entre le devoir de fidélité à la parole donnée d'une part et celui du respect dû à la vérité d'autre part, il réclame au nom de la cause et de la fin les remontrances des « historiens et des publicistes bourgeois ».

Ces quelques pages de Georges Cogniot nous intéressent à divers titres. À cette différence près que le secret se trouve tout à la fois levé et justifié, l'appréciation que Georges Cogniot donne des événements de 1956 est très proche de l'interprétation qu'en faisait Jacques Duclos. Cette constatation relativise singulièrement la rupture de 1977. En outre, l'argumentation de Georges Cogniot, si elle souligne amplement le choc de 1956, voire le désespoir qu'auraient pu engendrer ces révélations, vise au bout du compte à protéger Staline en disqualifiant Khrouchtchev. Se trouvent ainsi expliquées les raisons propres aux communistes français d'avoir gardé le secret qui leur était

1. Georges Cogniot, *Parti pris. De la Libération au programme commun*, tome 2, Éditions sociales, 1978, p. 348.

demandé et développées des rationalisations qui, au-delà du calcul politique, découvrent une sensibilité, une manière de dire et de penser, propres aux communistes des générations staliniennes.

De la même manière, Gaston Plissonnier, après le commentaire convenu de la condamnation des crimes de Staline par le PCF, explique comment, avant le « choc » du 20^e congrès, il « rêvait » l'Union soviétique, la patrie des travailleurs, et Staline, « symbole de la lutte antifasciste ». Et de préciser derechef que si le rôle de Staline avait été exagéré, ce « rôle cependant était bien réel ». Et d'affirmer encore que si l'émotion provoquée par le 20^e congrès avait poussé certains intellectuels à quitter le parti, d'autres, « et non des moindres, comme Aragon et Joliot-Curie, tinrent à affirmer fortement une fidélité qui ne s'est jamais démentie ¹ ». Le témoignage ici est en retrait eu égard aux connaissances déjà produites par les historiens communistes à cette date. Le désarroi avoué est sans doute authentique, comme l'est le souvenir d'avoir pensé devoir « minimiser » les révélations du 20^e congrès, comme l'est aussi l'effort pour sauver ce qui de Staline peut l'être, comme l'est enfin la valorisation sans restriction de la fidélité. Car, comme chez Georges Cogniot, la fidélité se nourrit ici d'une croyance, autre nom du « désir » engagé dans l'illusion telle que Freud la définit, en marge du vrai et du faux, de la bonne ou de la mauvaise foi.

André Lajoinie, en 1987, ne s'attarde pas sur l'événement, pas plus qu'il ne rappelle les circonstances des révélations de Khrouchtchev, en URSS ou en France ². Est-ce parce que l'essentiel, du point de vue de la mémoire historique, a déjà été dit, et qu'il ne convient pas, somme toute, de trop en dire ? Le fait est cependant mentionné à l'occasion d'une question de Roland Passevant lui demandant s'il a eu, un jour, à regretter son engagement au Parti communiste :

« Non, je n'ai jamais regretté mon engagement, bien qu'il y ait eu des situations difficiles ; ainsi au moment de la révélation des fautes et des crimes de Staline. Évidemment, le Parti communiste

1. Gaston Plissonnier, *op. cit.*, p. 114.

2. André Lajoinie, *À cœur ouvert. Entretien avec Roland Passevant*, Mésidor/Éditions sociales, 1987, 261 p.

français n'avait aucune responsabilité directe ; mais ces faits graves entachaient notre idéal de liberté, de justice, de générosité, notre idéal humaniste¹. »

Ici encore, l'allusion est autorisée. Banalisée à l'extrême par un vocabulaire vide de tout affect, — ce qui n'indique pas nécessairement qu'il n'y a pas eu réaction affective aux révélations du 20^e congrès ni même que le souvenir soit aujourd'hui vide d'affect — elle surgit cependant dans un contexte où il s'agit de savoir si un militant ouvrier, mû par le sentiment de l'injustice, venu adolescent au communisme, peut douter. D'où cet argument confondant de naïveté feinte ou réelle qui sauve le parti français de toute responsabilité directe², et protège ainsi l'utopie d'une blessure plus décisive encore que celle qui, en 1956, a abîmé le mythe de Staline.

Ces témoignages de dirigeants communistes, même quand ils livrent avant tout une information historique contrôlée, comme c'est le cas pour Gaston Plissonnier, permettent déjà d'approcher les raisons de ceux qui ont surmonté les révélations du 20^e congrès : attachement indéfectible à l'Union soviétique, fidélité absolue au parti, rationalité de classe.

On retrouve ces mêmes raisons chez ceux qui, intellectuels de parti, ont choisi de rester communistes après 1956. Moins contraints que les politiques à entonner aujourd'hui le couplet du « choc » du 20^e congrès, ils donnent à lire pourquoi, paradoxalement, et contrairement à Dominique et Jean-Toussaint Desanti ou Paul Noirot, ils ont accepté.

Ainsi André Stil, auteur stigmatisé du « sourire de Budapest³ », mentionne dans des entretiens publiés en 1979 ce « 20^e congrès qui ouvre la tragédie des communistes de ma génération » et se montre solidaire de ses pairs qui avant lui

1. André Lajoinie, *op. cit.*, p. 16.

2. Cet argument est retourné par Dominique Desanti qui indique combien les communistes formés dans l'après-guerre étaient convaincus de la notion de « culpabilité collective » (*op. cit.*, p. 316).

3. Cf. Dominique Desanti, *op. cit.*, p. 328. André Stil fit l'apologie de la répression en Hongrie dans une série d'articles publiés dans *l'Humanité*. Voir notamment : « Budapest commence à sourire à travers ses larmes », 20 novembre 1956 (cité par Jeanine Verdès-Leroux, *Au service du Parti*, *op. cit.*, p. 558).

témoignèrent des tempêtes intimes de 1956¹. Il précise cependant, plaidant l'ignorance, l'innocence et la logique qui veut qu'on choisisse le bon camp dans un monde duel :

« La masse des militants eux-mêmes, en France, n'a aucune raison de se sentir coupable de ce qui s'est fait aussi loin d'elle, dans des conditions aussi peu susceptibles d'engager sa responsabilité. Les questions qui ont pu lui être posées étaient sans commune mesure avec les sinistres réalités dévoilées en 1956. Par exemple, fallait-il ou non envoyer ces cadeaux à Staline et à Thorez ? (...) Inexcusable, l'erreur que nous avons commise et que nous commettons encore parfois de tarder dans les révélations et dans l'étude approfondie des faits établis. Mais plus inexcusable encore serait de laisser aujourd'hui ce qui a été mal fait en Union soviétique freiner les possibilités d'avance de la classe ouvrière française, gêner un peuple qui veut, et peut faire mieux, autrement². »

Raymond Lavigne, publiant en 1981 un manifeste sur le bonheur d'être communiste, consacre un chapitre entier à l'année 1956 et à ses développements. D'emblée, il précise que « le rapport " attribué à " fit beaucoup moins de remous visibles dans le parti qu'il ne nous semble maintenant »³. Suit l'énoncé des motifs conjoncturels, l'Algérie, Suez, les événements de Hongrie qui permirent à la direction communiste de limiter les effets du rapport Khrouchtchev. Et pourtant :

« Le résultat fut une blessure profonde au cœur des communistes, blessure qui ne mit pas en cause, pour l'immense majorité d'entre nous, notre certitude d'avoir raison et la nécessité de se battre pour le socialisme⁴. »

Mais les raisons propres de Raymond Lavigne tiennent aujourd'hui en deux propositions : d'une part le Parti communiste a changé — comme en témoigne la condamnation en 1968 de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie —, d'autre part, dans un monde où « les rapports de force régissent tout », il ne peut pas être question de faire la moindre concession à

1. André Stil, *L'optimisme librement consenti*, Stock, 1979.

2. André Stil, *op. cit.*, p. 226-227.

3. Raymond Lavigne, *Je suis un communiste heureux*, La Table Ronde, 1981, p. 236.

4. *Ibid.*, p. 237.

l'adversaire, bourgeois, capitaliste, impérialiste, fasciste, américain. Et de conclure :

« Quand la France fit sa Révolution, en 1789, elle vit se coaliser contre elle toutes les forces du passé... Non, ce n'est pas toujours confortable d'être communiste. Quand on cherche le confort à tout prix, on ne l'est pas ¹. »

À défaut d'excuser « l'inexcusable », Raymond Lavigne comme André Stil, ramène les révélations du 20^e congrès à une péripétie de la révolution soviétique, certes dommageable mais qui ne remet en cause ni l'essence du socialisme et la partition du monde, ni ses raisons en France d'être communiste. L'allusion à la Révolution française atteste que les critiques faites à l'Union soviétique servent « les forces du passé ». La fidélité, contre vents et marées, est estimable, rapportée ici au « confort » frileux de ceux qui hurlent avec les loups, n'ont jamais été communistes ou ont cessé de l'être. Le chapitre, ouvert sur une blessure, se clôt sur une réparation — qu'on serait tenté de dire « narcissique ». Il s'agit bien en tout cas d'une rationalisation où le passé se trouve interprété, mis au service de l'identité présente et de l'intégrité individuelle et collective.

Cette valorisation de l'engagement sans retour et du courage que nécessite la fidélité, particulièrement quand il y a drame intime, doute, ou crise politique, est également le ressort du récit de Jean Marcenac, publié en 1982 ². Jean Marcenac n'évoque pas le 20^e congrès : des années 1953-1958 où Jean Marcenac s'éloigne des *Lettres françaises*, le lecteur n'apprendra rien, sinon les péripéties de son métier d'enseignant. Et pourtant, les « révélations » sont bien là qui l'amènent à s'expliquer sur le rôle qui a été le sien dans l'affaire Kravchenko. L'intérêt de la confession sans repentirs qu'il livre alors est d'indiquer comment on peut avec « bonne foi » jeter un pont entre le passé et le présent, ne rien renier des aveuglements d'autrefois au motif que, si les camps ont acquis droit d'existence dans l'histoire officielle, les dénoncer ne peut être que le fait de l'ennemi aujourd'hui comme hier. De plus, la réalité sinistre

1. *Ibid.*, p. 254.

2. Jean Marcenac, *Je n'ai pas perdu mon temps*, Messidor/Temps actuels, 1982.

dénoncée par Kravchenko n'était qu'une vérité partielle, entendons non plus un mensonge mais une non-vérité, alors que la vérité « globale » se trouve dans le socialisme (« globalement positif », rappelons-le, dans les années quatre-vingt) et dans le sens de l'histoire.

Cette revue des témoignages et souvenirs contemporains des révisions historiographiques et politiques analysées précédemment révèle, au-delà des nuances, un état d'esprit et des arguments partagés. L'attachement à la patrie du socialisme, à la patrie socialiste, la fidélité politique érigée en valeur, le sens de l'histoire et l'engagement aux côtés des ouvriers et des petites gens constituent le prisme à travers lequel, autrefois comme aujourd'hui, les révélations du 20^e congrès du PCUS sont accueillies. Un interdit a bel et bien été levé : « les crimes et les fautes » de Staline sont choses acquises. Le fait de leur révélation a pénétré la mémoire historique. Il n'en reste pas moins que les individus ont à rendre compte pour eux-mêmes et pour les autres de leurs attitudes et de leur itinéraire militant : leurs raisons (ne pas diviser le parti, ne pas donner d'armes à l'ennemi, ne pas affaiblir la cause du socialisme) se confondent avec leurs convictions (le devoir de fidélité, la dualité du monde, le sens de la révolution soviétique). La mémoire historique qui affirme aujourd'hui qu'il y a eu « événement » et « choc » en 1956 est en partie en contradiction, on le sent, avec le travail de la mémoire vive que fondaient ces raisons et ces convictions. Remarquons également qu'entre les politiques conscients des devoirs historiographiques de l'heure, tel Gaston Plissonnier, et les intellectuels communistes, liés à ceux qui déjà avaient témoigné du désenchantement du monde, tel André Stil, restent ces responsables politiques, députés ou cadres locaux, qui aujourd'hui comme autrefois ne mentionnent pas le 20^e congrès dans leurs mémoires ¹.

Il convient maintenant d'examiner les entretiens recueillis auprès des militants communistes qui, n'écrivant pas, livrent un discours moins contrôlé.

1. Voir par exemple : Louis Molinier, *Un militant communiste languedocien raconte...* L. Molinier, 1979. Adrien Mouton, *Notes d'un vétéran sur les 60 ans du Parti communiste français*, Rossi, 1981.

Outre la restitution des conditions de réapparition de l'année 1956 dans le discours officiel du PCF, l'analyse qui précède révèle la crise qui traverse le PCF depuis une dizaine d'années. Crise de son insertion dans la société française bien sûr, dont témoignent ses échecs électoraux les plus récents, crise interne également qu'on peut spécifier comme crise d'identité, dont témoignent la sophistication et l'artifice des analyses politiques destinées à rendre compte des revirements tactiques ou stratégiques de la période. Car il est vrai que l'identité politique du PCF s'est, pour une large part, fondée sur une double détermination : la lutte contre la social-démocratie, disqualifiée de n'être pas « le parti de la classe ouvrière », et la défense de l'URSS, patrie du socialisme.

Les avatars de l'Union de la gauche depuis la signature du programme commun de gouvernement en 1972, comme les relations avec le socialisme réel dans cette même période ne pouvaient que mettre à mal cette identité forgée dans l'histoire, et générer au sein même de l'organisation des conflits de générations. Qu'y a-t-il de commun, en effet, sinon une manière moins politique que culturelle d'appartenir au « parti des travailleurs » entre des militants formés avant la fin des années cinquante et l'avènement de la Cinquième République et ceux venus au PCF dans la foulée de la politique unitaire ? De ce point de vue, la mémoire vive de l'année 1956 constitue vraisemblablement un révélateur des différentes sensibilités communistes d'aujourd'hui.

Les entretiens sur lesquels est fondée cette étude ont été réalisés, rappelons-le, dans la période où apparaît massivement le thème du retard pris en 1956. D'emblée, une première remarque s'impose : les enquêtés parlent peu du 20^e congrès du PCUS, encore moins du retard stratégique pris en 1956. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'évoquent pas, ça et là, le stalinisme. Les allusions y sont nombreuses, critiques ou non, le plus souvent portées par l'image de l'Union soviétique. Ce qui ne veut pas dire non plus qu'ils ne parlent pas de l'année 1956 : leur silence sur le 20^e congrès n'en est que plus significatif.

*Ombres et lumières sur l'année 1956 :
l'analyse des entretiens non directifs*

« Ce qui est important, c'est ce qui vient de se passer »

Si tous les militants apparaissent, au moment de l'enquête, fortement troublés par les revers électoraux récents du PCF, aucun n'avance la thèse du retard en 1956 pour en rendre compte. Quand cette analyse est évoquée spontanément, c'est pour être récusée en ce qu'elle cherche dans un passé lointain, inactuel, les raisons des difficultés présentes et dédouane du même coup les responsables politiques d'aujourd'hui. À diverses reprises, en revanche, on attribue le recul du PCF à ses relations avec les pays de l'Est, et particulièrement avec l'Union soviétique et on déplore l'incapacité du parti à « condamner ce qui se passe là-bas ». Ces manifestations et représentations hostiles à l'Union soviétique sont le fait d'adhérents récents qui se déclarent parfois plus favorables à l'Union de la gauche que communistes : ils entendent par là qu'ils ne se reconnaissent pas dans une identité fondée sur une relation privilégiée avec le monde du socialisme réel.

Parfois, j'ai eu l'occasion de suggérer en fin d'entretien la question des revers électoraux du PCF, et éventuellement introduit l'idée d'un retard stratégique pris en 1956. Sans succès : certains enquêtés témoignent alors de leur perplexité devant une élaboration théorico-historique étrangère à leur réflexion propre ou trop sophistiquée pour leurs « compétences », d'autres expriment leur réticence face à ce qu'ils perçoivent comme une mise en cause de l'URSS. Leurs raisons sont diverses mais tous confirment que le présent doit être expliqué par le présent.

Cette priorité accordée au présent se combine donc ici soit avec une position critique, soit avec un sentiment d'incompétence, soit enfin avec une réticence à mettre en question l'image de l'URSS. Le glissement qu'on rencontre parfois du thème de l'année 1956 à la défense de l'URSS et à l'antienne de l'anti-communisme des médias permet de faire l'hypothèse que c'est bien l'image globalement positive que conservent les pays du socialisme réel qui fait obstacle, dans la majorité des cas, à l'évocation de l'année 1956 et du 20^e congrès. Cette dernière sensibilité, largement partagée par les militants des années cinquante, va souvent de pair avec une interprétation de la

situation présente en termes de trahison des socialistes. À ce propos, l'année 1956 peut être évoquée mais c'est le souvenir de Guy Mollet qui émerge, la guerre d'Algérie et l'expédition du canal de Suez, non celui de la révélation des crimes de Staline. Les interprétations de la conjoncture présente — qui constituent un des thèmes majeurs des enquêtes, à l'exception de quelques adhérents très âgés — qu'elles soient ou non nourries par des souvenirs ou des connaissances historiques, opposent ainsi deux types de militants : ceux qui s'identifient à l'Union de la gauche et contestent toute référence positive au socialisme réel, ceux qui se déterminent contre les socialistes et pour l'Union soviétique. Reste cependant pour les uns comme pour les autres que la thèse du retard pris en 1956, élaborée de manière circonstancielle, n'a guère pénétré leur réflexion. Si elle a, comme nous l'avons vu, ouvert une brèche dans la mémoire historique du PCF, elle n'incite pas les communistes à faire retour sur le passé plus lointain, soit qu'ils s'y refusent de manière argumentée et soulignent les responsabilités politiques des dirigeants actuels, soit que cette dimension de la réflexion politique leur reste étrangère.

« Pour nous ce qui compte, ce n'est pas le passé,
c'est surtout le présent et puis l'avenir »

Le désintérêt pour l'histoire, tel que cette citation l'exprime, est un trait largement partagé par les enquêtes : le plus souvent, cependant, ce sont les adhérents les plus récents qui l'explicitent d'emblée, de manière un peu défensive, en réponse à une consigne qu'ils interprètent comme une question sur des connaissances acquises plutôt que sur leur vécu. Mais il ne signifie pas nécessairement méconnaissance : dire qu'on se soucie peu du passé, c'est dire une certaine manière d'être communiste qui privilégie le pragmatisme, l'action et l'actualité.

Ainsi un militant avoue-t-il avoir été confronté « aux réalités » et avoir découvert récemment que « les purges stalinienne avaient fait des milliers de morts » pour opposer tout aussitôt les « faits historiques » aux « faits concrets ». Car ces révélations n'ont rien à voir avec ses raisons d'être communiste. La connaissance des réalités passées peut « dérouter » dans la mesure où elle contrarie ici la conviction politique plus qu'elle ne la conforte mais elle ne peut s'opposer aux faits « concrets » :

on ne saurait dire plus clairement que l'histoire non vécue est abstraite, extérieure à la conscience quand elle est vide de sens présent. On retrouve une attitude assez semblable, bien qu'exprimée différemment, chez d'autres jeunes militants qui se félicitent de l'évolution du PCF depuis 1976 et soulignent que celle-ci a permis au parti d'être conforme aux positions et à la sensibilité de leur génération. Même s'il n'est pas faux de dire que la période stalinienne et l'attitude du PCF en 1956 sont assez largement ignorées, nombre d'indices autorisent à penser que le stalinisme est, sinon analysé, du moins assimilé, voire partiellement intégré à la réflexion des militants, historicisé et par là même distancié, notamment chez les plus récents d'entre eux. En témoignent ces points de vue critiques sur les pays de l'Est que nous avons déjà évoqués, à l'appui d'une explication du déclin électoral. En témoignent également certaines allusions directes au stalinisme. Ainsi, telle enquêtee parmi ceux qui récusent la thèse du retard pris en 1956 affirmait également avoir longuement hésité à adhérer au PCF, en raison des problèmes de démocratie interne autant que des « procès » et du « stalinisme », dont elle avait entendu parler en classe d'histoire. Ou tel autre encore qui exprime, de surcroît, une rupture entre les générations :

« Mes grands-parents, mon père, ont une réflexion stalinienne, une position stalinienne. Quand même Staline c'était la force... Je considère ça comme un deuxième fascisme. »

Dans ce même registre, les enquêtes soulignent la cohabitation difficile des différentes générations, soit qu'ils mettent en cause la « rigidité » des plus anciens, soit qu'ils expliquent la défection de ces derniers par leur réticence à voir des jeunes discuter ou contester la ligne du parti. En témoigne enfin l'usage banal, voire rigolard, de l'expression « culte de la personnalité » à propos du secrétaire général ou de tel dirigeant local.

Ces enquêtes, qui ont digéré le stalinisme, appartiennent quasiment tous à la génération de l'Union de la gauche. Ils n'évoquent pas le 20^e congrès qu'ils n'ont pas vécu et la référence au stalinisme est toujours allusive. On en a déjà noté les raisons : ignorance parfois, désintérêt plus souvent, attitude évidemment critique vis-à-vis des pays de l'Est. Plus fonda-

mentalement, ils expriment que la question ne les concerne pas parce qu'elle est lointaine, dans le temps comme dans l'espace. Leurs raisons d'être communistes sont autres, surtout quand ils sont ouvriers ou employés.

La révélation des crimes de Staline :
un « choc », mais pas un « traumatisme »

Parmi les militants plus âgés, c'est-à-dire susceptibles d'avoir des souvenirs vécus de l'année 1956, quatre enquêtés seulement évoquent explicitement les « crimes staliniens » et le « choc » du 20^e congrès. Deux d'entre eux, déjà proches du Parti communiste à cette époque, ont adhéré bien plus tard, à la fin des années soixante ou dans les années soixante-dix. Les deux autres étaient de jeunes adhérents en 1956. Un de ces enquêtés – c'est donc le seul sur l'ensemble de cette enquête – parle d'emblée du 20^e congrès comme de l'événement le plus important de son histoire de militant communiste. Il est également le seul à apporter ce qu'un historien pourrait considérer comme un témoignage. Il convient de s'attarder sur ces quatre cas, car les entrelacs de leurs logiques propres donnent une image assez juste du ton et des thèmes dominants de l'ensemble des entretiens. Plus précisément, on trouve chez eux, en même temps que l'expression du choc de 1956, des problématiques partagées par d'autres enquêtés et qui ne sont pas sans rappeler, nous le verrons, certaines des analyses que donnent à lire les témoins autorisés, responsables ou intellectuels militants.

Les deux premiers enquêtés, adhérents relativement récents, suggèrent que les révélations du 20^e congrès ont contribué à retarder le moment de leur adhésion formelle.

Celui-ci, conseiller municipal communiste, employé, syndicaliste actif, tout en rappelant son admiration pour la révolution d'Octobre, se félicite de son adhésion tardive au milieu des années soixante :

« Ce que j'ai oublié de vous dire, qui est certainement un élément de mon choix, c'est une grande admiration pour la révolution d'Octobre, non pas une grande admiration pour l'Union soviétique mais pour la révolution d'Octobre qui est, à mon avis, un cas unique de changement... Après la Révolution, c'étaient plus les mêmes qui étaient les riches et les pauvres... Remarquez, je suis bien content de ne pas avoir adhéré à l'époque stalinienne, je crois que je n'aurais

pas pu adhérer à l'époque, parce que... J'ignorais tout des crimes staliniens d'ailleurs, même les gens qui les dénonçaient les ignoraient..., c'était pire que ce qu'on pouvait penser, alors je n'y croyais pas, j'aurais pu adhérer à cette époque : je suis bien content de ne pas l'avoir fait. »

Des hésitations à dire si oui ou non ce militant aurait pu adhérer avant 1956 – il était déjà syndicaliste à la CGT et proche du PCF – on devine que la révélation des crimes de Staline par les 20^e et 22^e congrès du PCUS a vraisemblablement repoussé la perspective de l'adhésion.

Le second cas est plus complexe. Enseignante, adhérente récente de 1977, conseillère municipale également, de famille communiste, d'origine juive, cette militante explique qu'elle a été de tous les combats du PCF et évoque, à diverses reprises, le stalinisme et la déstalinisation. D'abord, en début d'entretien :

« Les coups durs qui arrivaient au Parti communiste étaient pour moi des coups durs ; je les ressentais profondément, j'en souffrais... que ce soit la déstalinisation... ou les événements actuels où on essaie vraiment de le réduire à sa plus simple expression... on aimerait toujours qu'un parti soit parfait. » (Liliane, enseignante, adhésion en 1977.)

L'association entre la déstalinisation et la période actuelle ne permet pas de savoir si « les coups durs » sont ici attribués à l'anticommunisme ou aux erreurs d'un parti qui ne peut être « parfait ». Les deux thèmes sont d'ailleurs présents dans l'ensemble de l'entretien. Plus tard, elle revient néanmoins sur le stalinisme à propos des questions qui se posent ou non à l'adhérent potentiel :

« J'ai l'impression d'ailleurs de n'être jamais devenue communiste, de l'avoir été à la naissance... ça paraît idiot parce qu'on ne peut pas l'être à la naissance, mais c'est qu'il n'y a jamais eu de question pour moi... Je dis sans me poser de questions, c'est-à-dire que j'ai pris fait et cause tout de suite pour le Parti communiste. Dès quel âge ? Je ne sais plus puisque l'environnement facilitait la chose... mais qu'il n'y ait pas de question, si, parce que la période de la déstalinisation, je crois que ça n'a jamais remis en cause mon adhésion, par le cœur, puisque je n'avais pas pris la carte à ce moment-là, ça ne l'a jamais remise en cause... parce que les erreurs – c'est un mot bien gentil –

d'un homme ne peuvent pas me faire changer d'opinion sur un parti, sur un idéal, sur une politique.»

Là encore, cette enquêtée exprime d'autres raisons d'être communiste : outre qu'elle est née communiste, selon sa propre expression, être communiste pour elle, c'est combattre l'injustice, faire son métier d'enseignante avec scrupule, ne pas se contenter de « théorie ».

Bouleversée par l'irruption du mal dans un monde radieux — on notera ici l'hésitation sur le terme d'erreur, qu'elle perçoit bien comme euphémique —, elle ne met pas en cause son adhésion morale au communisme, moyennant le maintien d'une interprétation minimale qui réduit le stalinisme à l'affaire du seul Staline. En cela, elle diffère de l'enquêté précédent qui, tout en se félicitant de ce que les Soviétiques avaient eu le courage de dénoncer leurs propres tares, s'insurgeait contre les effets de la confiance en un homme. Mais cette trace des interprétations officielles les plus rassurantes ne doit pas faire illusion ; elle ajoute en effet :

« Ça s'est produit en 53 la mort de Staline... La déstalinisation est venue en 57... J'avais 27 ans, c'est jeune... pour moi, tout était parfait... je croyais réellement que tout était très bien... et puis tout s'effondrait... parler de goulags, parler de camps... quand on vient de traverser une guerre et qu'il y a eu toute une famille anéantie, ça fait un drôle d'effet. »

La référence à l'extermination de sa famille par les nazis donne une idée du choc ressenti. Peut-être est-ce là la raison du caractère très tardif de son adhésion au PCF, dans le contexte très particulier de sa candidature aux élections municipales de 1977 sur une liste d'Union de la gauche. De fait, elle investit son temps dans la gestion municipale des problèmes quotidiens plutôt que dans l'activité proprement politique. En cela, elle exprime une manière d'être communiste qu'on retrouve chez quelques-uns des enquêtés qui vont nous retenir maintenant. Cette manière-là d'être communiste qu'on observe également chez des militants qui s'investissent pour l'essentiel dans des organisations de masse ou dans l'action syndicale permet dans une certaine mesure d'échapper aux interrogations sur l'activité proprement politique du parti et sur son histoire. Elle fait également écho à l'orientation récente, sur fond de crise, de

l'activité du parti vers « les gens », réalité immédiate concrète et pragmatique, plutôt que vers « la classe ouvrière », « les masses » ou « les travailleurs », notions dotées d'une épaisseur historique et invitant de ce fait à une mise en perspective théorique et historique de l'action politique.

Adhérent depuis 1952, professeur d'histoire et de géographie dans l'enseignement secondaire, maire communiste de son village, ce militant très actif est donc le seul des enquêtés à aborder tout de suite la question du 20^e congrès :

« Un événement qui m'a semblé important ?... Par exemple... dans ma vie de militant, moi, un événement qui a été important, ça a été ce qui a suivi le 20^e congrès du Parti communiste... Enfin le congrès où on a, dans un premier temps, dénoncé les erreurs et les... de Staline ; ça a été un congrès important dans ma vie militante dans la mesure où ça nous est tombé sur la tête, qui nous était vraiment inconnu, qui était nié, quoi... il y avait bien eu Kravchenko qui avait écrit un certain nombre de trucs, mais on croyait dur comme fer que c'était des calomnies anticommunistes. J'en étais tellement convaincu que je ne l'avais même pas lu... Non, pour moi, ça a été le seul événement important dans l'histoire du parti... Je n'y ai pas vu d'autre tournant, je pense, que la signature du programme commun... c'est un fait important aussi, mais qui ne m'a pas surpris. » (Guy, enseignant, adhésion en 1952.)

Suit un témoignage précis des circonstances dans lesquelles, jeune enseignant, il a appris par des amis parisiens l'existence du rapport secret de Khrouchtchev. Il se fait alors l'écho des réactions de certains qui voyaient dans les révélations du 20^e congrès le dernier service rendu par Staline à la cause du communisme. Historien de formation, il revient à diverses reprises au cours de l'entretien sur les explications possibles du stalinisme — l'héritage de la Russie tsariste, la pression extérieure contre le jeune État soviétique —, et introduit alors une comparaison avec la Révolution française. Nous avons déjà examiné le sens et les motifs de cette analogie. On la retrouvera dans d'autres entretiens. Les interprétations avancées ici sont, pour l'essentiel, conformes à l'interprétation communiste la plus élaborée du stalinisme et autorisent un jugement nuancé sur un « système qui a eu ses mérites, sans doute, puisqu'il a permis à un moment donné de sauver les meubles ». Par ailleurs, il insiste sur l'image positive des Soviétiques à l'issue de la seconde guerre mondiale

et sur l'assimilation nécessaire, à gauche, « entre le peuple qui a le plus combattu les nazis, le socialisme et par réduction Staline ». À ce propos, la formule minimale qu'il retient — les « erreurs » de Staline —, aujourd'hui datée, liée aux premières années de la stratégie d'occultation du stalinisme par le PCF, et son hésitation à prononcer un mot plus violent — celui de « crime » sans doute — trahissent son embarras ou son ambivalence : cette présence-absence, dans le discours, manifeste qu'en dépit de l'information et de la réflexion critique que revendique ici l'historien, le militant reste attaché aux images et aux valeurs de ses premières années de parti, et soucieux de ne pas franchir cette ligne qui le mettrait sur le terrain de l'adversaire. Pour ce militant, il y a bien eu choc en 1956, mais, là encore, ses raisons d'être communiste, la guerre d'Algérie, le militantisme quotidien, voire l'activisme politique et le « manque de temps pour réfléchir », une image malgré tout positive de l'URSS, en auront raison : les plus « choqués » sont partis, dit-il, mais « ça n'a pas été un traumatisme ».

Cet entretien apparaît comme particulièrement intéressant en ce qu'il révèle de la position spécifique de cet enquêté, aujourd'hui comme en 1956. Sur le 20^e congrès, en effet, son témoignage rappelle à bien des égards nombre de souvenirs publiés par d'anciens communistes, venus au PCF à la faveur de la Résistance, de la guerre et de la Libération, jeunes intellectuels à l'époque triomphante du stalinisme en France. Or cet enquêté, nous l'avons déjà noté, sortait tout juste à l'époque des universités parisiennes où il avait gardé des contacts. Mais, d'un autre côté, il était déjà, en 1956, inséré dans des réseaux de sociabilité, militant dans une petite ville de province, et allait devenir très vite maire communiste de son village : de ce point de vue, son entretien exprime toute la difficulté qu'il y aurait eu à rompre à contre-courant, dans un milieu où ni le stalinisme, ni le socialisme ne constituaient, en tant que tels, un objet de préoccupation, moins encore un objet d'analyse. Il illustre également, à sa manière, le souci du « concret », le pragmatisme et la double contrainte de l'action et de l'actualité dont il a déjà été question. Ces notations indiquent encore combien le militantisme en tant que tel (campagnes diverses, vignettes de la fête de *l'Humanité*, ventes militantes de livres, souscriptions, etc.) sert l'orthodoxie, la mémoire officielle et l'organisation de l'oubli collectif.

Par ailleurs, au moment de l'entretien, ce militant manifeste de manière parfois virulente son désaccord avec les positions les plus récentes de son parti. À ce propos, on peut indiquer que les enquêtés qui parlent de manière très critique et explicite du stalinisme sont tous enseignants — d'histoire ou de français, ce qui constitue une indication supplémentaire du niveau universitaire — et en situation de contestation plus ou moins active : celui-ci a signé peu après notre rencontre une pétition réclamant un 26^e congrès anticipé et appelant à une discussion au sein du parti ; une autre a refusé un second entretien, sous le prétexte qu'elle n'était pas « une bonne militante » ; un autre enfin a quitté le PCF dans les mois qui ont suivi.

Notre quatrième cas révèle, dans l'évocation même de l'année 1956, des thèmes qui l'apparentent au groupe, majoritaire dans notre enquête, de ceux qui, adhérents à cette époque, ne parlent pas du 20^e congrès, et se livrent éventuellement à une défense de Staline :

« Bon, il y a eu la déstalinisation qui a été certainement un moment où je me suis posé beaucoup de questions... Je me suis posé des questions, mais finalement je ne me suis jamais posé la question de savoir si j'allais quitter le parti pour ça... Ça me semblait hors de cause, parce que ça me semblait un problème mineur, justement parce que ça ne touchait pas... Finalement, ça a fait beaucoup de remous, ça a fait parler les intellectuels, certains de mes collègues... mais, tout à l'heure, je disais, en achetant mon pain, en discutant avec les parents de mes élèves, je n'ai jamais parlé de la déstalinisation parce que ça ne les intéressait pas, parce que ça ne semblait pas être le problème majeur... Quant à moi, ça m'a quand même un peu surprise, parce que Staline, quand je suis rentrée au Parti... c'était le petit Père Staline. » (Michèle, institutrice, adhésion en 1953.)

Le thème dominant de cet entretien, c'est la critique des « belles paroles », des intellectuels qui « n'ont pas le sens des réalités », l'apologie d'un militantisme quotidien, mais efficace, plus proche au fond du travail social que préoccupé par la perspective du socialisme. Elle rejoint en cela une thématique déjà aperçue dans l'entretien de cette autre enseignante boulevérisée par la révélation de l'existence des camps staliniens et pour laquelle, cependant, être communiste, c'est l'engagement de toute une vie et le sens donné à toutes les activités de l'existence. Mais Michèle explique plus encore que, quoi que

fasse le Parti communiste, quelle que soit son attitude, elle restera « communiste jusqu'à la fin de ses jours » car « la classe ouvrière restera toujours la classe ouvrière ». Ce dernier thème traverse très largement le discours de tous les enquêtés, notamment de ceux qui, parmi les plus âgés, se refusent à parler de l'histoire du Parti communiste français, et de celles qui, femmes d'ouvriers souvent, conseillères municipales, avouent ne s'intéresser ni à l'histoire ni même à la politique mais disent souhaiter faire quelque chose « pour l'ouvrier ». Chez ces dernières, plus que d'une adhésion au Parti communiste français ou même au « Parti de la classe ouvrière », il s'agit d'une adhésion à la classe, d'une fusion avec la classe que redouble l'adhésion.

S'il ne faut pas sous-estimer, dans le discours qui minimise le choc du 20^e congrès, la part de la reconstruction, il n'en est pas moins vrai que dans la perspective qui met l'accent sur la sociologie de la mémoire plutôt que sur le témoignage, les propos tenus par Michèle sont d'une grande cohérence ; car c'est à partir de la situation présente, qui lui fait craindre que la personne de Georges Marchais ne cristallise toutes les déceptions du moment, qu'elle revient sur la déstalinisation pour estimer qu'on est allé trop loin dans la mise en cause de l'homme, qu'on va trop loin aujourd'hui encore. Et elle conclut : « Moi, je ne me réclame pas le droit de juger tel ou tel dirigeant, parce qu'il a fait ceci ou cela. »

Le thème déjà rencontré de l'incompétence à juger — et celui, concomitant, de la confiance des militants pour leurs dirigeants — est également répandu chez tous les enquêtés, toutes générations confondues, à l'exception, bien évidemment, des plus critiques et des mieux formés intellectuellement. Fidélité aux « petites gens », attachement au Parti de la classe ouvrière, incompétence et confiance en même temps que mépris des intellectuels : autant de raisons de ne pas s'arrêter à la question du stalinisme. Mais cette enquête va plus loin encore en exprimant l'idée qu'il y a deux camps, celui des ouvriers et celui des patrons, « le bien et le mal », et que la figure de Staline appartient en positif à celui qu'elle a choisi : elle évoque longuement, à ce propos, le souvenir de Stalingrad ; il ne s'agit plus seulement ici d'expliquer certaine forme du stalinisme, « le culte de la personnalité », mais de souligner une recon-

naissance légitime. De ce point de vue, elle appartient bien, en termes de générations, à l'avant 1956.

« Je suis dans ce camp-là »

Aussi étonnant que cela puisse paraître à qui voudrait déduire d'un choc sur l'opinion un choc pour les militants, les enquêtés en âge de se souvenir du 20^e congrès, à l'exception des quatre cas que nous venons d'examiner, ne l'évoquent même pas. Là encore, cela ne signifie pas qu'ils ne parlent ni de l'année 1956, ni de Staline, ni même éventuellement des effets du 20^e congrès. Mais le 20^e congrès n'apparaît pas comme un événement.

Il n'est guère nécessaire de s'attarder sur tous ceux qui, du fait de leur âge, arrivaient à la vie politique massivement préoccupés par la guerre d'Algérie : quelle que soit la date de leur adhésion au début des années soixante ou plus tard, la guerre d'Algérie est donnée comme la raison d'un premier éveil politique ou d'un premier engagement. On comprend, dans ces conditions, que le 20^e congrès ne fasse pas vraiment partie de leur histoire : ni leur âge, ni surtout la conjoncture ne les disposent, en 1956, à s'y intéresser. Leur silence doit plutôt être rapproché de celui des adhérents les plus récents.

Plus énigmatique est le cas des adhérents de l'avant-guerre, de la guerre ou de la fin des années quarante. Pour eux, l'année 1956 c'est d'abord Budapest, et plus même que Budapest, c'est l'anticommunisme. Ainsi ce militant que nous avons déjà écouté à propos de la Révolution française, adhérent de 1939, ancien résistant, sous-préfet communiste à la Libération qui affirme « ne pas avoir pris de positions marquées » dans les années cinquante :

« La raison du plus fort est toujours la meilleure... ce qui s'est passé à Budapest, j'en connais trop peu de choses, j'en connais les images qu'on a montrées... mais les raisons profondes, sérieuses, on ne le sait pas... Pour celui qui est un vieux militant, il ne peut que comparer ce qui se passe maintenant en Pologne avec ce qui s'est passé dans le temps ; on nous a toujours raconté des histoires. Moi, quand j'avais 8 ans, dans le métro, on voyait des affiches avec une tête hirsute, un couteau entre les dents, plein de sang, c'était le bolchevique. Il y a des générations qui ont vécu avec cette image-là du régime... Les informations qu'on peut avoir, nous à la base, elles sont inexactes ou carrément fausses... c'est pour ça que je vous disais

tout à l'heure, Budapest... Ce qui s'est passé, on le sait. Pourquoi ? On ne le sait pas... Comme Prague... vous direz que je cherche des excuses à mes amis... Tout a toujours été fait contre l'Union soviétique, c'est-à-dire contre le peuple qui s'émancipe ; dire que tout est parfait là-haut, ce n'est pas vrai, surtout quand on a cinquante ans d'existence, et qu'on a tout le monde contre soi. » (Edgar, inspecteur de l'enseignement technique, adhésion en 1939.)

Si cet enquêté n'est pas sans nuances, l'ensemble de son discours est structuré par l'idée qu'aucun point de vue critique ne peut être fiable, puisque nécessairement nourri par une information anticommuniste et antisoviétique. Le seul refuge pour « ceux de la base » est là encore dans la confiance qu'ils font à leurs dirigeants, mieux informés, et dans l'assurance minimale et intangible qu'existent deux camps. Et il conclut en effet, presque en manière d'excuse : « Je suis dans ce camp-là, quoi ! »

La question du 20^e congrès, celle de l'attitude du PCF face aux révélations de Khrouchtchev sont ainsi évitées ; celle du stalinisme également. Cette attitude est partagée par nombre de militants issus de la guerre pour qui l'image de l'Union soviétique est résolument positive. L'analogie avec la Révolution française, nous l'avons vu, est parfois une manière d'évoquer la nécessité de la « terreur » tout en soulignant la mauvaise foi de l'adversaire ¹.

L'euphémisme ou l'analogie rassurante, la conviction que l'information est en général mensongère, le rappel de nos faiblesses nationales contribuent ainsi chez nombre des enquêtés à préserver l'image de l'URSS et à contourner la question du stalinisme. Ces stratégies d'évitement constituent, cependant, l'indice d'un scrupule, voire une dénégation. René Kaës parlerait à ce propos de ce « pacte dénégatif » qui permet à une communauté de surmonter un traumatisme, qui « assure le rejet requis pour être ensemble ² ». Ce n'est cependant pas le cas de tous les militants des années cinquante qui peuvent, à partir d'une logique très proche, et toujours à propos de l'évocation de Budapest, parler du stalinisme et de la déstalinisation

1. Cf. *supra*, chapitre 1.

2. René Kaës, « Ruptures catastrophiques et travail de la mémoire », in *Violence d'État et psychanalyse*, Dunod, 1989, p. 170.

comme d'un problème strictement conjoncturel auquel il s'agissait de « répondre ». Là encore, on retrouve les effets de l'activisme d'une part, de l'adhésion à la classe et au « camp » des ouvriers d'autre part. Ainsi, ce militant déjà rencontré qui, racontant son passé de syndicaliste dans une usine, terminait sur un hommage à Robespierre. De la révolte hongroise, il ne retient que « le mal que ça nous a fait » et l'anticommunisme, de la déstalinisation, il ne rappelle que les « problèmes » auxquels les militants ont été confrontés dans leurs pratiques quotidiennes. Staline reste un héros qui a sauvé l'Union soviétique, tandis que les événements de Hongrie comme plus tard ceux de Tchécoslovaquie manifestent les menées capitalistes ¹.

Budapest, l'anticommunisme des médias, la volonté de répondre à l'adversaire, l'affirmation qu'existent deux camps, la figure héroïque de Staline, la nécessité historique du stalinisme comme forme de répression des menées antisoviétiques, l'analogie avec la Révolution française, l'idée enfin, ici discrètement exprimée, que la déstalinisation est allée trop loin : l'enchaînement de ces thèmes dessine un univers de représentations marqué par l'Union soviétique. Aucune mention du moindre désaccord avec la position officielle du parti à l'occasion de la déstalinisation ou de la critique de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Le « nous » auquel cet enquêté se réfère à ce propos est un « nous, ouvriers » plutôt qu'un « nous, communistes ». La fusion de ces deux « nous » permet cependant que le désaccord ou le trouble ne soit pas explicité. Dominante chez les plus âgés de mes enquêtés, chez les plus ouvriers également, cette problématique peut n'apparaître qu'incidemment, dans l'évocation sans détours ni gêne de Staline, cité aujourd'hui comme autrefois. La disqualification des socialistes y est fréquemment associée :

« C'est toujours la même chose... la guerre froide, bon... qui est-ce qui peut être d'accord avec les Américains?... Staline, là, il avait raison, Staline, il a fait son travail dans le parti... Il a continué aussi après... maintenant, en Russie, ils font leur travail chez eux, nous on le fait chez nous, leurs principes sont bons... on n'est pas toujours obligé de les suivre de la même façon... Voilà, eux, c'est simple, ils

1. Cf. *supra*, chapitre 1, le commentaire de cette citation qui contient l'assimilation Robespierre/Staline.

ont le régime, nous on a encore à combattre les capitalistes... et la social-démocratie qui ne vaut pas mieux, je dirai même que c'est pire en plus ». (Miguel, ouvrier retraité, adhésion à la JC en 1935, au PCF en 1945.)

Staline a, malgré tout, joué un rôle utile, la déstalinisation est restée dans le souvenir de beaucoup comme un des enjeux de la polémique avec l'adversaire, l'événement 20^e congrès n'existe pas en tant que tel. L'analyse de ces entretiens suggère même que plus ces militants étaient actifs en 1956, plus ils étaient confrontés à la polémique et à la nécessité de répliquer à l'adversaire — ce qui constitue, comme l'indique l'un d'entre eux, une « habitude » et un savoir-faire — moins la question du stalinisme était pensable pour elle-même. À l'inverse, plus la question était isolée du contexte militant en 1956, plus elle est aujourd'hui évocable.

Réduite au culte de la personnalité, la dénonciation de Staline peut même apparaître, dans leur discours, comme une péripétie prévisible, que leur propre jugement avait anticipée. Pourtant, la plupart de ces enquêtés perçoivent bien une rupture : en cela, leur sentiment est symétrique de celui qu'exprimaient les adhérents les plus jeunes. Rapportons-nous à nouveau à la logique de l'entretien de ce militant syndicaliste déjà cité. L'évocation des années cinquante, de Budapest à la statue intacte de Robespierre, se concluait, en effet, par une formule de nostalgie :

« Bon, on avait un idéal, on y tenait vraiment, c'était vrai, on y croyait, on réalisait les choses dont on avait parlé... c'était clair, c'était lumineux... et nous, on avait été élevé comme ça. » (Pierre, ouvrier de la sidérurgie, retraité, adhésion en 1934.)

Cet accent de nostalgie s'exprime plus directement encore chez cet autre enquêté pour qui, chez Staline, il y avait « quand même du bon et même du très bon » :

« Mon père, la révolution bolchevique l'a éveillé... il était sain pour devenir communiste... il me disait : " du moment que tu fais le contraire du patron, tu ne sauras jamais te tromper..." Ah ! ils étaient logiques, ils étaient sains ! » (Edmond, artisan retraité, adhérent de 1944.)

Plus sommairement, un militant exprime encore une forme de déception et de désengagement, liée non à la révélation des crimes de Staline mais à l'abandon des principes politiques d'autrefois, témoins du caractère révolutionnaire du parti et garants de son efficacité. Staline cependant n'est pas cité, ici encore présent-absent, interdit.

Restent enfin dans cette génération ceux qui, partageant les mêmes attendus, notamment sur l'Union soviétique, ou la même vision d'un univers bipolaire, sur le plan national comme sur le plan international, non seulement ne parlent pas du 20^e congrès — c'est la règle dans ce groupe d'enquêtés — mais n'évoquent absolument pas, ni Staline, ni le stalinisme, sous quelque forme que ce soit. On peut, selon le cas, mettre l'accent sur telle ou telle raison. Si tous partagent la caractéristique d'être ouvriers ou d'origine ouvrière, d'avoir été des syndicalistes actifs — et donc privilégient cette dimension de leur engagement — on ne peut sous-estimer chez eux la trace de « l'esprit de parti » qui leur interdit d'aborder, dans le cadre d'un entretien de cette nature, les thèmes les plus controversés de l'histoire du PCF. Encore faut-il noter que l'esprit de parti ici, loin d'être une position intellectuelle et raisonnée, est une donnée de vie : le bon camp, du socialisme, de l'Union soviétique, du parti et de la classe ouvrière, se confond souvent — on l'a vu à diverses reprises — avec l'entreprise, voire avec la famille : « nous », les communistes, les ouvriers, ceux de tel quartier, de telle rue, de tel père.

Dans le silence de tous ces enquêtés sur le 20^e congrès, se manifeste en outre la marque de leur formation politique initiale ; les stratégies d'évitement, symptôme d'un malaise, les appréciations réductrices du stalinisme, autant que les occultations volontaires trahissent le souci de ne pas renoncer à ce que les analyses de leur époque désignaient comme une priorité : la défense de l'URSS.

Mais ici comme précédemment, les différences, ténues, d'un enquêté à l'autre, ne sauraient être négligées. Elles constituent le signe du présent et les positions les plus nuancées sont souvent le fait de ceux qui restent engagés, notamment dans l'activité gestionnaire de municipalités d'union de la gauche. C'est sans doute qu'ils y rencontrent les autres (et que se nuancent les contours des camps) et doivent de surcroît assumer,

en tant que gestionnaires, des contradictions qui ne se résolvent pas par le seul discours idéologique et revendicatif.

À l'inverse, rappelons que c'est dans cette génération que nous avons trouvé des évocations de l'année 1956 à l'appui d'une disqualification des socialistes. Il faut enfin insister sur le fait que ce groupe est également le plus ouvrier : si le thème de l'attachement au « parti ouvrier » ne lui est pas spécifique, nous l'avons vu, il pèse d'un poids particulier dans ces discours. De ce point de vue, chez eux comme chez les plus jeunes, le silence révèle aussi une forme de désintérêt ou, pour être plus exact, d'autres intérêts.

Au terme de ce trop rapide panorama des traces de l'année 1956 et du 20^e congrès dans la mémoire communiste, quelques-unes des conclusions précédentes demandent à être précisées. La thèse du retard pris en 1956, élaborée par le PCF en réponse aux questions soulevées par ses revers électoraux, n'a guère stimulé, sinon chez les historiens communistes, de retours critiques sur le passé. Chez les plus jeunes et les plus récents des militants, il semble que leur formation politique ne les y dispose pas. Les problèmes les plus actuels que rencontre le PCF les interpellent directement, quelle que soit l'analyse qu'ils en font. Leur socialisation politique s'est faite dans un contexte de relative rupture avec l'image traditionnelle de l'Union soviétique. S'ils peuvent, comme leurs aînés, mettre en cause l'anti-soviétisme des médias, et la désinformation qui sévit sur les pays du socialisme réel, s'ils conservent souvent une image positive des pays de l'Est et de leurs réalisations — notamment dans les divers domaines de la vie quotidienne, le sport, la santé, etc., ils sont globalement convaincus des vertus de la démocratie politique, et peu enclins à la défense inconditionnelle de la « patrie du socialisme ». Chez les plus anciens, cette thèse se heurte, bien évidemment, non seulement aux attendus de leur formation initiale, mais encore aux représentations autorisées jusqu'au début des années soixante-dix. À cet égard, on ne peut que souligner le rapport entre les souvenirs que conservent ces militants et la mémoire historique du PCF telle qu'elle occultait le 20^e congrès et en réduisait la portée. Ainsi, si la mémoire historique du PCF n'est pas sans effet sur les représentations du passé qu'ont les militants, ce ne peut être à court terme. De ce fait l'année 1956 n'appartient pas vraiment à la mémoire collective du PCF au sens où il y aurait homo-

généité des représentations de l'événement ou accord sur l'importance de celui-ci.

Et pourtant ces enquêtés parlent, sinon de 1956, du moins du stalinisme ou de Staline. Dire qu'il n'y a pas de mémoire collective de l'année 1956, c'est dire qu'en dépit des efforts récents de l'historiographie communiste, il n'y a pas d'élaboration et d'interprétation collective, c'est-à-dire partagée par tous les militants : la rupture des générations en témoigne. C'est dire aussi que, pour ceux-là mêmes qui ont vécu l'année 1956, les souvenirs sont divers, indices de la diversité des sensibilités communistes d'aujourd'hui.

Cette dernière conclusion resterait partielle si elle conduisait à sous-estimer qu'existe — et je pense l'avoir montré — une mémoire dominante. C'est celle d'une génération qui se définit moins par l'âge que par la date d'adhésion. Les traces de l'année 1956 qu'elle privilégie — Guy Mollet, la guerre d'Algérie, Budapest et Suez — sont finalement assez conformes aux thèmes privilégiés par le PCF en 1956 ; elles reproduisent, en tout cas, la trame des actions militantes de cette année-là. Quand la déstalinisation est évoquée, elle l'est dans les termes des interprétations minimales produites alors par le PCF. Le « rapport secret » n'est évoqué, rappelons-le, qu'une seule fois.

Le choc du 20^e congrès sur l'opinion n'en fait donc un événement que pour une partie des communistes de 1956 : une faible minorité des enquêtés en témoigne. Les autres nous évoquent plutôt ceux qui, soulagés, applaudissaient avec Jacques Duclos le nom de Staline. « Le PCF éclaté en 1956 : le mythe est trop commode » : on ne peut que partager cette appréciation de Roger Martelli¹. Encore faut-il souligner une dernière fois cette évidence : mes enquêtés sont ceux qui, après 1956, et en dépit des révélations du 20^e congrès, sont restés au PCF. Ils n'en témoignent pas moins de ce que l'image d'un parti bouleversé par le 20^e congrès du PCUS est abusive.

Reste à comprendre pourquoi. Sur ce point, les entretiens recueillis permettent de formuler des hypothèses. On a déjà souligné la position marginale, professionnelle et politique, des rares enquêtés qui s'attardent à évoquer ou à interpréter le stalinisme. Leurs propos ne peuvent être retenus qu'à titre

1. Roger Martelli, *op. cit.*, p. 57.

indicatif. Nombreux, en revanche, sont ceux qui soulignent être venus au PCF naturellement, par « instinct de classe ». Être ouvrier, choisir le camp des ouvriers : ces thèmes suggèrent que le mode d'adhésion le plus fréquent est culturel avant d'être politique. Syndicalistes actifs, gestionnaires souvent efficaces des municipalités de gauche, militants du quotidien, ils expriment surtout une vision binaire des phénomènes nationaux et internationaux. En ce sens, si ces militants ne se sont pas intéressés aux révélations du 20^e congrès, s'ils ne s'intéressent pas aujourd'hui, dans leur grande majorité, à la thèse du retard pris en 1956, c'est peut-être tout simplement qu'ils ne font pas de politique, au sens où l'adhésion au Parti communiste peut être, nous l'avons vu, fusion avec la classe plutôt qu'engagement politique, critique et conditionnel. Le thème, récurrent, de l'incompétence à juger, et la confiance qu'ils manifestent à leurs dirigeants irait en ce sens. Enfin, et cette dernière dimension, loin de contredire ce qui précède, s'y superpose, la mémoire est toujours une tentative de rationalisation du passé. De ce point de vue, minimiser la remise en cause qu'aurait pu faire surgir le 20^e congrès, interpréter le stalinisme comme abus ou excès sur fond de nécessité historique, c'est aussi expliquer pourquoi on est resté communiste. La mémoire est là pour nourrir et conforter la conviction : c'est pourquoi elle ne retient pas les dissonances, les événements, vécus ou non, qui perturbent le croire. On pourrait ici objecter que ceux qui sont restés communistes ne peuvent guère tenir un autre discours, ce qui ne permet pas de dire pour autant que cet autre discours n'existe pas. Chez ceux qui ne sont plus communistes aujourd'hui, bien sûr ; mais là n'est pas l'objet de cette étude.

Images de Staline : les commentaires suscités

Les commentaires sur Staline suscités au cours d'un troisième entretien par une photographie de Staline¹ n'apportent guère d'éléments nouveaux mais précisent et confirment les analyses précédentes. On peut ainsi distinguer trois cas de figure, cor-

1. Celle-ci présente un Staline souriant, entouré de deux paysannes géorgiennes en costume. C'est une image du bonheur soviétique, authentique, populaire, inscrit dans la tradition et incarné par Staline.

respondant à quelques exceptions près à trois générations d'adhésion qui chevauchent en partie les groupes que nous avons vu se dessiner précédemment.

Les adhérents des années cinquante

Ceux qui, en âge d'avoir vécu le 20^e congrès et la déstalinisation, en avaient spontanément parlé lors des premiers entretiens ont visiblement dit l'essentiel et ne s'attardent pas, sinon pour se répéter. Pour la plupart, adhérents ou non, ils sont venus à la politique ou étaient proches du PCF dans les années cinquante. Ils sont également, on s'en souvient, relativement critiques dans la période actuelle. Ainsi, Guy, qui avait fait état dès les premières minutes de l'entretien du « choc » de 1956, se montre peu soucieux de revenir sur le sujet et se contente curieusement d'un commentaire gêné, mi-réservé, mi-amusé où perce peut-être une légère nostalgie, où se manifeste à coup sûr la familiarité passée : « jovial, « bonhomme », « près du peuple », Staline retrouve les attributs qui étaient les siens avant la déstalinisation.

À ce premier groupe, on peut adjoindre René, comptable, adhérent de 1956, assez semblable quant au profil général à ce militant qui expliquait ses scrupules à adhérer au PCF à l'époque de la guerre froide. René ne parle ni de Staline ni du 20^e congrès au cours de son premier entretien. Et pour cause :

« Ah, oui, Joseph..., il m'arrive de dire comme ça, au hasard de la conversation, je dis, moi, je suis communiste mais pas stalinien... et ça me rappelle, il n'y a pas longtemps, j'ai rencontré un Russe (...), une fois je lui avais dit ça, mais moi je suis communiste, pas stalinien. Il m'avait répondu, oui, mais moi je suis stalinien. Oui, c'est..., ça m'avait un peu renversé... parce qu'il m'avait dit Staline a beaucoup fait pour la Russie soviétique, ça a été le grand stratège de la guerre, c'est vrai qu'il a commis des erreurs mais ça reste un grand homme... Voyez, ça m'avait... Mais moi enfin, je reste quand même, j'en reste quand même aux crimes de Staline (...) encore une fois, j'insiste bien là-dessus, je ne suis pas stalinien... pour moi, les staliniens dans le parti, ce sont ceux qui ont des ceillères, qui ne voient pas ce qui se passe... des deux côtés. »

Le commentaire de René est relativement bref, plus distancié que celui de Guy, sans affectivité apparente. Il a intégré les

données du 20^e congrès et son discours est sans ambiguïté. Pour les uns et les autres, admirateurs de Staline ou non au moment des révélations de 1956, la mesure des « crimes » de Staline a été prise et l'évidence ne mérite pas qu'on s'y attarde.

Dans ce groupe, Michèle était à la marge et ce troisième entretien le confirme. Michèle qui, on s'en souvient, déclarait que la déstalinisation avait été un « problème mineur », compte tenu de ses raisons d'adhérer au « parti des ouvriers » et de sa manière de militer, modeste, quotidienne, attentive aux problèmes du jour et du village plus qu'aux débats théoriques, se souvient elle aussi avec un peu de nostalgie et revient sur l'assimilation Staline-Stalingrad qui structure le rapport qu'elle entretient avec la patrie du socialisme :

« Camarade Staline... à l'époque heureuse où on ne le bannissait pas... alors le petit camarade Staline... Bon, moi, j'appartiens à la génération évidemment qui l'a adulé... avec le recul, je pense qu'il a fait de grosses erreurs, (...) il a dû certainement faire des..., des choses absolument ignobles... mais pour moi Staline, c'est Stalingrad ! (...) Et je pense que c'est facile de dire après, oui, il aurait pas dû faire ça, c'est une crapule, il est ceci, il est cela... La période de 39-45 en URSS, c'était pas... c'était pas l'Amérique, ça devait pas être facile... »

Elle précise également les motifs de son malaise, évident lors du premier entretien, face à ce qu'elle a perçu comme un abus dans les critiques adressées à Staline :

« Bon, la déstalinisation a été... pff... Moi, ce que je reproche au parti qui a voulu déstaliniser... enfin, au parti français et aux partis occidentaux, parce qu'en URSS, bon, je ne peux pas juger parce que je n'y étais pas, je ne peux pas... On a déstalinisé à tout crin et on n'avait pas vu pendant trente ans, on n'avait pas vu qu'il était, trente ans, oui, vingt ans... on n'avait pas vu qu'il était absolument un bourreau, qu'il écartait tout le monde, qu'il emprisonnait... je pense, il y avait des dirigeants français, bon, Maurice Thorez avait été à Moscou..., bon, je ne parle pas du petit communiste de base... on avait également une amie qui a eu un petit enfant qu'elle a appelé Joseph parce qu'elle adorait Staline, elle lui a fait un poème, elle lui a envoyé des fleurs... elle faisait la plonge dans un bar à Saint-Tropez en 1950, c'était une fille qu'était vraiment prolétaire, bon, elle, c'était de l'aveuglement, mais disons qu'elle y croyait, elle espérait, c'était son petit rayon de soleil dans la plonge... mais les

responsables, eux qui étaient à même de comprendre une politique très complexe, très compliquée, il a fallu la déstalinisation pour qu'on crie haro sur le baudet, avant on avait rien vu, alors ça ne me semble pas correct (...) Il aurait peut-être fallu faire marcher sa tête... Alors après déstaliniser, c'est bien, d'accord, seulement il faudrait peut-être pas toujours faire porter le chapeau à... au même... à Staline. »

Ce commentaire relativement long renvoie à un thème présent dans plusieurs des entretiens que nous avons précédemment analysés. La défense de Staline passe par le rappel de Stalingrad, l'évocation feutrée des « erreurs » se trouve immédiatement assortie de l'affirmation qu'il y a eu des « choses positives », la déstalinisation enfin, loin d'être perçue comme réticente ou timide, apparaît comme une injustice faite à Staline autant qu'aux militants de base staliniens. Un autre enquêté exprimera un sentiment relativement bien partagé en disant que le procès posthume de Staline n'était « pas très élégant ».

Ici encore, Michèle se révèle à mi-chemin entre deux discours et deux groupes. L'année 1956 l'a marquée, plus, semble-t-il, qu'elle ne l'avouait spontanément au cours du premier entretien, mais sa véhémence ne vise pas Staline, dont l'image est globalement préservée. Elle s'adresse plutôt à ceux qui ont trahi Staline mais qui, ce faisant, ont trahi la confiance qu'elle avait dans la capacité de réflexion des dirigeants, ont trahi les militants. On soupçonne qu'elle n'est pas loin de penser, avec Jacques Duclos, qu'il y a eu bon nombre d'exagérations dans l'énoncé des griefs. Elle rejoint là le ton dominant des militants des années cinquante et notamment des adhérents de l'avant-guerre qui avaient évité de parler de Staline et du stalinisme pour évoquer ou les problèmes concrets, propres à l'activité militante, que leur avait posés la déstalinisation, ou l'anticommunisme lié aux événements de Hongrie.

Les adhérents d'avant-guerre ou de la Libération

Dans ce second groupe, la photographie de Staline semble délier les langues et provoquer quelque chose comme un soulagement. C'est certainement chez ces militants, silencieux sur Staline et le 20^e congrès au cours du premier entretien, que les commentaires suscités offrent le plus d'intérêt en ce qu'ils dévoilent tout à la fois ce qui structure leur vision du monde et les raisons de leur réserve spontanée. Parce que le document

qui leur est proposé n'est pas une banale photographie d'archives mais une photographie de propagande stalinienne, composée, caractéristique et familière, tout se passe comme si l'existence matérielle de cette image, aujourd'hui, autorisait le souvenir d'un attachement devenu un peu honteux, le jaillissement d'une mémoire restée silencieuse, la reconnaissance du mythe.

On comprend alors de surcroît quelque chose du fonctionnement de la mémoire collective. Face à l'enquêteur qui vous sollicite sur l'histoire du parti, face aux jeunes adhérents venus à la politique dans un tout autre univers, on se tait, conscient que le souvenir radieux qu'on conserve de Staline n'a pas droit de cité. Aidés bien sûr par les réticences et les ambiguïtés manifestées dans la mémoire officielle, ces militants nous font approcher les limites de la reconstruction du passé conformément aux normes collectives explicites et conjointement l'importance de la trace de la première socialisation politique. Plus précisément, ils montrent que les discours politiques et la mémoire officielle entament d'autant moins les convictions intimes que continuent à peser des notions identiques, des schémas d'interprétation du monde inchangés : l'explicitation de la critique de Staline telle qu'elle s'impose progressivement à partir du milieu des années soixante, la condamnation du « stalinisme » à partir de la fin des années soixante-dix, la thèse du choc et du retard pris en 1956, enfin, ne font pas système. Ce sont des revirements, des révisions, suffisants pour que le discours politique de ces militants se trouve modifié. Mais ils ne permettent pas que soit éclairé différemment le passé, tant il est vrai qu'aujourd'hui comme autrefois l'axe qui structure les représentations passe par la patrie du socialisme. En outre, les extraits qui suivent le manifestent clairement, la mémoire collective, que j'étudie à l'échelle de ce groupe qu'est le parti, se nourrit souvent à des sources plus étroites, le quartier, l'usine, la profession pour les mineurs et les sidérurgistes, la génération : les militants solidaires aujourd'hui de Staline sont liés par une même vision du monde, mais également par des souvenirs communs et partagés. On les imagine volontiers parler entre eux — les entretiens l'indiquent d'ailleurs à diverses reprises — et alimenter ainsi la mémoire vive de cette époque où les choses étaient « claires ». Enfin, et pour conclure ces remarques sur l'effet propre de la méthode utilisée ici, on peut faire l'hypothèse

que la déstalinisation n'a été que mots alors que l'attachement à Staline, le « mythe stalinien », passait aussi sinon essentiellement par des images¹. La photographie de Staline, familière, casse les reconstructions explicites ultérieures, annule les mots convenus et le temps passé, rassure et autorise l'expression du souvenir le plus personnel.

Ainsi Vincent qui ne parlait pas de Staline mais le citait aujourd'hui comme autrefois, s'exclame, joyeux, heureusement surpris par la présence presque insolite de cette photographie, témoin de ses convictions les plus intimes :

« Ah ! là, c'est Staline ! Ben... vous savez, personnellement, je me rappelle des souvenirs... moi, je dis qu'il a joué un rôle historique extrêmement important... je ne nie pas ses erreurs, hein, il a fait des erreurs... monumentales... au point de vue, je dirais, comportement personnel, comme un dictateur, mais il fallait sauver la révolution, la jeune révolution russe. Il fallait des Staline parce que moi je n'oublie pas, je n'oublierai jamais que la jeune révolution russe a vu immédiatement contre elle la coalition internationale... et les impérialistes..., des banquiers, les plus gros industriels... les armées interventionnistes de l'Occident qui défendaient la liberté, comme toujours... au nom de la liberté, " Liberté, que de crimes on commet en ton nom " ! (...) Ça me rappelle tout ça... Et lui, il a joué un grand rôle, il fallait une main de fer pour gagner cette guerre contre les hitlériens (...). Oui, il a joué un rôle extrêmement important. Bon après la guerre il y a eu des choses malheureuses, certains procès etc. que je condamne aussi. Euh..., moi, je ne le condamne pas entièrement. »

Il serait trop long de citer l'intégralité de ce commentaire où se mêlent exemples tirés de la littérature soviétique des années cinquante, souvenirs de la Résistance, anecdotes personnelles, pour montrer que la nécessité historique est loi et que Staline a fait, somme toute, ce qu'il avait à faire. Pas un mot des « crimes » ; ça et là, quelques allusions contraintes aux « erreurs » ; mais une virulente critique de Khrouchtchev coupable d'avoir fait le facile « procès des morts » et commis ce

1. Halbwachs souligne à diverses reprises, et notamment dans ses analyses du rêve, l'importance de l'image comme cadre social de la mémoire. Cf. sur ce point : Gérard Namer, *Mémoire et société*, Méridiens-Klincksieck, 1987, p. 43-50.

« fameux rapport » publié par la presse américaine alors que les communistes français n'en avaient pas été informés. La mémoire propre de Vincent paraît s'être fixée sur les interprétations convenues de la mémoire historique telles que Jacques Duclos les formule : les révélations successives des quinze dernières années ne pénètrent pas son discours. Et pourtant : Vincent — qui de ce point de vue est une exception dans cette enquête — exerçait dans les années cinquante des responsabilités suffisamment importantes pour avoir été mieux que d'autres informé.

Les thèmes et l'argumentation développés dans cet entretien exemplaire sont largement partagés, à quelques nuances près, par l'ensemble des adhérents d'avant-guerre.

« Lui, c'est le grand patron... Ils ont fait la révolution et puis il a fallu consolider comme partout. On lui a reproché beaucoup de choses mais quand vous conduisez une barque, il faut la mener... (...) Des excès ? Dans toute politique, il y a des excès ! (...) Moi, je n'ai jamais perdu confiance dans la Russie... c'est bien eux qui m'ont sauvé... parce que s'ils n'avaient pas été là, on était bon, les Boches ils seraient encore ici, y avait personne pour les empêcher, au contraire. » (Jacques, mineur, retraité, résistant, adhésion en 1934.)

« On ne peut rien dire... Qu'est-ce que vous voulez dire sur Staline ? À cette époque-là, c'était Staline, hein, tous les communistes c'était Staline ! Pendant la guerre, c'était Staline ! Après la guerre, y a eu des problèmes chez lui, mais je ne sais pas s'il n'avait pas été là si l'Union soviétique s'en serait sortie ! Après, sa politique laisse à désirer... au début ça a été dur à avaler et puis après avec les discussions, on a vraiment vu qu'il déviait, que c'était une déviation... Je ne me souviens plus très bien comment ça s'est passé ici... parce que y a quand même eu des camarades qui sont restés staliniens, y en a même encore, j'en connais... » (Miguel, ouvrier, retraité, résistant, adhésion à la JC en 1934, au PCF en 1945.)

Surprise, réticence à parler et à se dévoiler, allusions embarrassées aux « erreurs » du grand homme, dénégations, justifications de Staline, confiance et fidélité à l'URSS, évocation des camarades restés staliniens : tels sont les réactions et les thèmes qui manifestent à mon sens l'existence d'une enclave stalinienne définie par la génération.

Encore faut-il nuancer. Edgar et Maurice évoquent eux aussi Staline avec indulgence, souriant à l'image de « l'éternel jeune

homme », soulignant son « courage » et sa constance dans la voie du socialisme, pour conclure que tout cela n'enlève rien aux « erreurs et aux crimes », aux « choses plus regrettables ». Edgar évoque le goulag, Maurice, qui a beaucoup lu, parle assez longuement de *L'Aveu* qui lui « a fait une peine terrible ». Roger enfin, bien informé lui aussi, se retranche derrière une description minutieuse de la vie en URSS et une apologie sans nuances du socialisme : considérant qu'il faut maintenant « faire la part des choses », il avoue avoir été « suffoqué » par les révélations de Khrouchtchev mais explique que cela lui a fait plaisir aussi, mettant ainsi l'autocritique au crédit du socialisme. Ces militants, proches par l'âge et la date d'adhésion des précédents, liés à eux par une socialisation partagée, ont en commun une plus grande culture politique, un discours souvent plus nourri et argumenté, une plus grande longévité politique enfin.

Ce dernier point est sans doute essentiel. Miguel, Vincent et Jacques sont aujourd'hui en retrait, ne militent plus guère et consacrent leur énergie à la commémoration de la Résistance. Edgar, Maurice et Roger en revanche continuent d'exercer des responsabilités, municipales notamment, et gardent un contact actif avec les militants et l'action politique. Ainsi peut-on faire l'hypothèse que les analyses développées depuis une vingtaine d'années par le PCF, doublées d'une ouverture réelle aux informations extérieures à la sphère communiste, contribuent à ce que ce type de militants parvienne à composer entre l'ancien et le nouveau, la socialisation originelle et la mémoire historique d'aujourd'hui.

À l'inverse de ce dernier profil que distingue une information importante, reste à examiner dans ces mêmes générations un groupe de militants, adhérents de la Libération ou du début des années cinquante pour la plupart, dont la formation scolaire d'origine est peu élevée et la formation politique quasi inexistante. Ceux-là n'ont évidemment pas parlé du 20^e congrès lors des premiers entretiens, ni de l'année 1956, ni même du passé en général pour l'essentiel. Ils ont, plus que d'autres enquêtés et à l'exclusion de tout autre thème, explicité leurs raisons d'être communistes, leur appartenance à la classe ouvrière et la nécessité, pour eux, d'appartenir au parti « qui défend les ouvriers ». Chez eux, la photographie de Staline provoque une réaction inattendue.

« Ah ! Staline... le moustachu... on ne sait pas bien... c'est derrière le rideau de fer, mais y a eu des critiques pas mal sur lui après... mais y a certainement eu des moments difficiles aussi dans son pays, on ne sait pas bien ce qui se passait chez eux hein... (...) faut pas croire que si la Russie ne s'y était pas mis, vous seriez venu à bout d'Hitler... (...) Oh ! non, non, je ne sais même pas comment ça se serait passé... après, ce qu'il a fait... peux pas juger... (...) je ne crois pas que ça soit bien... Mais c'est d'après des livres, vous savez, y a à prendre et à laisser... On a déjà du mal à comprendre ce qui passe chez nous. Pour aller comprendre ce qui se passait là-bas... paraît qu'il en a fusillé pas mal... » (Lucien, ouvrier agricole, adhésion en 1945.)

Cet entretien n'exprime ni gêne ni prise en charge d'une quelconque responsabilité collective des communistes français dans l'aveuglement ou la complicité. L'image de Staline est là encore associée à la victoire contre le nazisme et le thème de la nécessité historique est discrètement présent. Ce qui domine cependant, c'est le sentiment de l'incompétence à juger ce qu'on ne connaît pas, ce qui est loin, « derrière le rideau de fer ». Cette expression, inhabituelle chez les militants communistes, est l'indice de ce que Lucien, conseiller municipal communiste de son village, ne tient pas l'information diffuse dont il dispose de la presse communiste ou de discussions entre militants. Fondamentalement, Lucien ne se sent pas concerné par cette image de Staline parce que ça n'est ni son histoire ni même son univers de référence. De surcroît, ce militant exprime une forme de défiance à l'égard de la culture livresque qu'il ne possède pas ou des « explications » propres à la pédagogie partisane à laquelle il résiste. D'autres enquêtés de la même génération en âge mais adhérents plus tardifs, peu informés de l'histoire de leur parti affirment « ne pas aimer les Russes » et vont jusqu'à qualifier Staline d'assassin.

L'information de ces militants, limitée et imprécise, ne leur permet pas de masquer leur désintérêt. On retrouve cet aspect chez nombre de militants actifs mais peu intégrés à l'univers intellectuel du parti, notamment chez les femmes, de milieu ouvrier, qui ont investi tardivement la gestion municipale et particulièrement les secteurs sociaux de la gestion municipale. L'analyse théorique-historique n'appartient pas à leur registre mais l'émotion — largement partagée par ceux et celles de leur génération — et les justifications sont également absentes. C'est

dans ce sous-groupe, curieusement, que la réaction est parfois la plus critique, le rejet le plus cru, le vocabulaire le plus brutal. Ces traits étonnent dans cette génération, qui a vécu la période de Staline et de la déstalinisation : ils méritent qu'on s'y arrête. Ils témoignent *a contrario* de ce qu'existe chez les autres une mémoire collective, plurielle mais non hétérogène, nourrie de représentations partagées et entretenues par l'activité intellectuelle collective et la formation politique. Ceux-là sont militants si on retient comme critère du militantisme le temps passé et l'énergie dépensée au service du parti mais leur réactions, leur vision du monde restent largement autonomes, soumises, on le sent, à une information, que les communistes plus conscients d'eux-mêmes, lecteurs réguliers ou épisodiques de la presse communiste, qualifieraient d'« anticommuniste ». On pourrait dire aussi — et cette seconde interprétation n'est pas exclusive de la précédente — que leur faible culture scolaire et politique est compensée par une manière un peu libertaire de ne pas s'en laisser conter, une méfiance à l'égard de ce qui leur est étranger, fût-ce la pédagogie du parti.

Les adhérents de l'après-Staline

Venus jeunes au parti au début des années soixante, dans la foulée du programme commun de gouvernement ou dans le contexte de la rupture de l'Union de la gauche, les adhérents dont il va maintenant être question ont en commun de n'avoir vécu ni le culte de Staline ni les premières années de la déstalinisation. Leurs réactions à la photographie de Staline sont, d'emblée, d'une nature différente : ici, le poids du passé, la trace, telle que nous avons pu l'identifier dans les groupes précédents, n'existe pas. Si mémoire vive il y a, c'est que certains d'entre eux sont fils et filles de militants communistes ou suffisamment insérés dans les réseaux de sociabilité communistes pour avoir quelques souvenirs d'enfance ou de récits. La plupart tiennent leur information de lectures, scolaires ou militantes. Ont-ils de ce fait une représentation de Staline plus conforme à ce qu'est aujourd'hui la mémoire historique du Parti communiste français ? Rien de moins évident. À quelques nuances près — qui sont des glissements vers un point de vue globalement plus critique —, ces militants se divisent comme leurs aînés en trois groupes. Antistaliniens déclarés, ils sont

plus virulents que les militants des années cinquante empêtrés dans la nostalgie. Peu informés, ils n'ont pas la ressource du temps passé et du souvenir pour nourrir leurs impressions ni même l'assurance des vieux militants convaincus de leur légitimité ouvrière et la vigueur contestataire qui leur permettraient de revendiquer leur ignorance. Soucieux de défendre l'image de l'URSS, ils le font avec la mauvaise conscience que leur impose la conviction que le discours de l'adversaire n'est pas déraisonnable.

Dans ce groupe, les positions politiques présentes, les analyses politiques des difficultés du moment, la manière propre de se situer dans le parti pèsent plus lourdement encore sur les interprétations de ce passé non vécu. Souvent, chez les militants les plus critiques, le commentaire de l'histoire est associé à la mise en cause des séquelles dans le parti d'aujourd'hui.

« Staline... un poème... c'est ce qui n'aurait jamais dû arriver au socialisme... C'est ce qui... on ne pensait pas que ça puisse arriver... Et c'est arrivé... ; et puis des millions de morts. J'ai su ce qui s'était passé (...) Et quels morts ! La plupart, des militants du parti, des vieux militants... Enfin Staline c'est lui qui est responsable de tous nos maux à gauche... enfin, pour les communistes surtout... ; remarquez il est mort... quand ça marche pas on peut toujours trouver un bouc émissaire... et puis lui taper sur le dos. Mais enfin, Staline, c'est le totalitarisme... Mais c'est marrant comme cet homme a marqué toute une génération (...). Moi, je connais des vieux militants... on n'a pas déstalinisé, hein ! Les hommes, on ne les déstalinisera pas... faudrait les changer, c'est tout ! Si on veut sortir de cette période, c'est ça le problème, je crois, c'est qu'il y a encore trop d'individus marqués par cette période... (...) Je lisais dans des vieux trucs de *Huma*, les gens lui envoyaient des poèmes... c'était incroyable... le petit père des peuples, il y avait une adoration pour quelqu'un qui a fait tant de mal... ; tant de mal au socialisme... ; c'est vraiment la tache dont on se remet pas. » (Robert, boulanger, adhésion en 1973.)

Les jeunes militants les plus critiques sont de famille communiste : ils se retrouvent tous peu ou prou dans la formule de celui déjà cité, qui disait considérer le stalinisme comme « un deuxième fascisme ». De ce point de vue, les commentaires suscités au cours de ce troisième entretien n'apportent guère d'éléments nouveaux. Mais ils font ressortir le clivage de générations tel qu'eux-mêmes le perçoivent. Il convient cependant de noter que la plupart d'entre eux partagent, éventuellement

avec réserves, les deux thèses dominantes de la mémoire historique : le stalinisme était une réponse aux difficultés de la révolution et notamment à l'encerclement capitaliste ; Staline — toujours confondu avec le socialisme et l'URSS — a eu un rôle décisif dans la victoire contre l'Allemagne nazie. Ces deux points sont au bout du compte ce qui structure le plus fortement la représentation de Staline dans cette génération, toutes sensibilités confondues.

Chez d'autres, le jugement est obscurci par une image résolument positive de l'URSS et une suspicion vigilante à l'égard de l'information « anticommuniste » qui constitue, de leur propre aveu, l'essentiel de ce qu'ils savent aujourd'hui du stalinisme : celle-ci compare Staline et Napoléon pour souligner l'équivalence de leurs crimes, celui-là considère que l'époque justifiait les agissements de Staline, celui-là encore ne peut le « condamner à 100 % ». Mais l'essentiel est peut-être ailleurs : la lecture de l'ensemble de ces commentaires laisse à penser qu'au fond il y a chez presque tous et particulièrement chez les ouvriers un refus de juger l'histoire sur un mode juridico-éthique. On peut sans doute référer ce refus à une conception confuse, implicite, de la nécessité historique et de la rationalité du réel d'une part, de la dialectique, c'est-à-dire de la contradiction nécessaire, d'autre part ¹.

L'état de la mémoire vive se situe ainsi quelque part entre les *Mémoires* de Duclos et la condamnation du stalinisme dans les années soixante-dix : l'existence du rapport Khrouchtchev n'est plus niée, les « erreurs » et même les « crimes » sont choses acquises. Reste le rôle de Staline, pendant la seconde guerre mondiale et dans la construction du socialisme. Telle est formellement la trame des représentations collectives, partagées par toutes les générations. Ces représentations du passé sont liées, nous l'avons vu, à des notions stables : la bipartition du monde et l'image généralement positive de l'URSS, l'attachement au Parti de la classe ouvrière qui, dans les années cinquante comme aujourd'hui, constitue la raison essentielle d'être communiste. Si l'année 1956 apparaît au bout du compte comme un non-événement pour la majorité de ces militants, le clivage des générations est sensible et on distingue la trace

1. Cf. les développements du chapitre 4 sur les effets de la vulgate marxiste-léniniste.

de cette année-là dans les représentations. Les militants formés avant 1956 n'acceptent qu'à contrecœur, pour la plupart, la remise en cause de Staline. Ceux venus à la politique après 1956 admettent sinon les analyses les plus récentes produites par le Parti communiste et ses historiens, celles, contraintes et réservées, des années qui suivirent le 20^e congrès, qui ont atteint aujourd'hui le caractère de l'évidence.

On comprend mieux de ce fait le silence qui dominait dans la première série d'entretiens. Pour les uns, le souvenir de Staline, devenu gênant, indicible, est un domaine réservé à ceux de leur génération ; celui du 20^e congrès, difficile à intégrer à la logique qui est la leur, est écarté. Pour les autres, cette histoire-là est d'autant moins la leur qu'elle n'a rien à voir avec le sens qu'ils donnent à leur engagement militant : elle ne peut surgir que quand un malaise ou un désaccord présent s'incarne dans une opposition de génération et cherche sa justification dans le passé.

GÉNÉRATION ET MÉMOIRE

La première série de questions posées par cette étude de la mémoire communiste de 1956 se rapportait à la notion même d'événement. Qu'est-ce qu'un événement pour la mémoire, historique ou collective ? Doit-on privilégier l'analyse de la trace, de l'instrumentalisation ou de la reconstruction du passé ? Peut-on dire qu'il y a eu refoulement d'un événement traumatique par la mémoire vive — sinon dans la mémoire historique ?

En second lieu, l'interrogation portait, à propos de l'année 1956 comme de toute autre figure du passé, sur la réalité même de la mémoire collective. Peut-on parler ou non d'une mémoire collective communiste de l'année 1956 ? Quels en sont les contenus éventuels ? Comment se joue la rencontre de la mémoire historique, parole d'institution ou discours autorisés, volontaires, et de la mémoire vive, soumise à la rationalité propre des individus et des itinéraires individuels ?

À ces diverses questions, les sources étudiées ici, écrites et orales, apportent des éléments de réponse et invitent à nuancer en retour les formulations mêmes de certaines de ces questions.

Ainsi, si la distinction opérée entre « poids du passé » et « choix du passé », entre trace du passé et instrumentalisation ou reconstruction du passé, reste, me semble-t-il, indispensable à l'analyse et résiste globalement à l'épreuve du concret, il apparaît cependant qu'il n'y a reconstruction et instrumentalisation que parce qu'il y a trace. Le 20^e congrès occulté par la mémoire officielle, évité par la mémoire vive, pèse incontestablement, comme, dit-on, pèse le silence.

Mais la « trace », nous l'avons vu, est moins dans le silence, dans le « refoulement » qui ferait suite au « traumatisme » collectif et partagé, que dans les ruptures intimes provoquées par les révélations du 20^e congrès, lesquelles n'attendent qu'une occasion ultérieure de malaise pour s'exprimer, dans les clivages qui traversent le parti et séparent ou opposent les adhérents d'avant et d'après 1956.

La mémoire officielle de l'année 1956 se caractérise par l'occultation et le « mentir vrai », jusqu'à ce point où, en 1977, un faisceau de pressions internes et externes autorise la levée d'un « secret de parti » et ouvre une brèche. Est-ce à dire que de ce point va se révéler le tableau vrai de l'année 1956 ? Dans une certaine mesure, par touches successives, bien sûr. Les historiens ou amateurs d'histoire d'aujourd'hui, communistes ou non, en savent infiniment plus qu'en 1975, par exemple, où Philippe Robrieux, à l'avant-garde de tous les dévoilements, ne faisait encore que des conjectures¹. Et pourtant, il y avait dans le « mentir vrai » une constante, toujours réaffirmée, selon laquelle le Parti communiste français aurait depuis toujours — depuis 1956 ? — condamné les erreurs et les crimes de Staline. Cette condamnation formelle et minimale, que Georges Lavau décrit justement comme une des composantes de la stratégie du « refoulement » des révélations du 20^e congrès, est ce qui permet de relier le passé au présent, d'affirmer la continuité jusqu'au moment où, pour des raisons d'opportunité politique, une fausse rupture dans le regard porté sur le passé va être inventée, datée de 1976, et venir recouvrir une vraie rupture, celle de l'Union de la gauche.

La trace de 1956 est bien là aussi, dans le bât qui blesse, et dans cet effort, soutenu si longtemps, de banalisation du

1. Philippe Robrieux, *Thorez, op. cit.*

20^e congrès, dans cette condamnation, formelle et minimale, indice ténu des énormités cachées. Mais au moment des révisions, c'est bien l'instrumentalisation de l'histoire qui, l'emportant sur l'analyse et la connaissance, l'emporte aussi sur une trace avec laquelle, somme toute, les communistes avaient appris à vivre. Il n'empêche : la condamnation de Staline fait écho dans la mémoire des militants. Les plus anciens, d'avant 1956, l'ont intégrée, comme une donnée politique, sinon avec conviction. Ceux des années cinquante y ont parfois vu une raison d'adhérer ou de rester. Les plus jeunes, enfin, y ont trouvé le reflet de leurs propres représentations, formées hors du parti, à l'école ou ailleurs, dans l'information dispensée par l'ensemble de la société.

En ce sens-là, le 20^e congrès est bien un événement qui introduit la rupture dans la durée. L'est-il au sens où la mémoire le repère comme tel ? Nous avons vu comment la mémoire historique le nie d'abord, le construit ensuite. De non-événement, l'année 1956 devient « choc », « traumatisme », « blessure au cœur des communistes », « coup de tonnerre ». Ce revirement de la mémoire historique — qui n'est pas seulement révision de l'histoire et connaissance — n'est possible que parce que le souvenir est là, toujours vif. En témoignent les autobiographies de dirigeants ou d'intellectuels communistes qui alimentent avec du vécu l'instrumentalisation politique du passé. En témoigne l'effort de nombre d'enquêtés pour éviter le 20^e congrès dans le récit de l'année 1956 et *a contrario* l'émotion provoquée par la photographie de Staline. Faut-il dire pour autant que cet événement dans l'histoire des communistes dure, comme tel, dans la mémoire collective ?

L'analyse des entretiens fait apparaître, nous l'avons déjà souligné, des différences importantes selon les générations. Ces différences sont l'indice des limites du travail d'homogénéisation des représentations auquel tend la mémoire historique. Les plus anciens restent marqués par la période stalinienne et les discours rétrospectifs pèsent peu, eu égard à l'intensité du vécu : pour ceux-là, le 20^e congrès n'est pas un événement dans la mesure où ils ne retiennent du passé que les pages les plus glorieuses de leur vie militante, celles où leur affectivité s'est trouvée mobilisée de manière positive, celles encore où les difficultés les ont confortés dans une image négative de l'adversaire de classe. Parce qu'ils sont restés fidèles à une vérité

globale, nourrie par l'ouvriérisme et l'attachement au camp du socialisme, le 20^e congrès n'a introduit aucune rupture dans leurs convictions. Pour les plus jeunes, le passé, nous l'avons vu, est le plus souvent faiblement investi : ils ont adhéré sur « des faits concrets », c'est-à-dire pour « lutter » en tant qu'ouvrier ou avec les ouvriers. De surcroît, ils étaient pour la plupart en rupture avec tout ou partie de l'image traditionnelle de l'URSS dès avant leur adhésion et n'ont retenu du discours communiste que la condamnation de Staline, indifférents aux aléas de ladite condamnation et aux sophistications des analyses les plus récentes.

C'est dire encore combien il est hasardeux de déduire qu'existe une mémoire collective parce que existe une mémoire historique. Et d'affirmer qu'existe une mémoire collective parce que existe dans la trame de l'histoire vécue un événement qu'on a toutes les raisons de considérer comme marquant.

On pourrait ainsi être tenté de conclure que n'existe pas aujourd'hui au PCF de mémoire collective, ni du stalinisme, ni de l'année 1956, ni *a fortiori* « du retard pris en 1956 ». Nous échapperaiéons néanmoins dans cette conclusion nombre de remarques suscitées par la lecture des entretiens et notamment ces représentations communes à la génération des adhérents d'avant 1956 ou ces notions, largement partagées par tous les enquêtés, qui indépendamment du vécu ou des savoirs acquis structurent les représentations du présent et du passé : l'attachement à la classe ouvrière et à l'URSS, patrie du socialisme et vainqueur de l'hitlérisme. Si mémoire collective de l'année 1956 et plus largement du stalinisme il y a, ce n'est donc ni une mémoire homogène, ni une mémoire calquée sur la mémoire historique : mais il convient peut-être de la situer entre ces trois pôles que sont la mémoire fortement organisée de la génération stalinienne, une vision globale du monde structurée par des raisons moins politiques que culturelles d'être communiste, la mémoire historique socialement dominante enfin, qui par le canal de l'école, de la télévision et autres médias nationaux, participe également à la formation et à l'entretien des souvenirs des communistes.

CONTREPOINT TRADITION ET MYTHE SOVIÉTIQUE

Cette deuxième figure de la mémoire communiste avait pour objet l'analyse de la mémoire d'un événement, d'une rupture, identifiée comme telle, par les historiens comme par le sens commun.

Nous avons vu que la mémoire historique était en un premier temps caractérisée par une stratégie de « refoulement », c'est-à-dire d'occultation et d'interprétation euphémique des révélations du 20^e congrès du PCUS, tandis que la surabondance de références à 1956 servait, en un second temps, l'actualité politique immédiate. Dans les deux cas, la réflexion sur le présent est évitée. La politique et la stratégie des communistes français ne sont pas mises en cause. Les égarements de l'Union soviétique sont toujours présentées comme relevant du passé, sauf dans les analyses qui prévalent dans les années 1975-1978.

Nous avons également observé que les évocations spontanées de l'année 1956 – et particulièrement du 20^e congrès du PCUS – étaient relativement rares chez les militants communistes, liées le plus souvent à un malaise présent et au sens rétroactif ainsi donné à l'événement. La mémoire vive des péripéties de l'année 1956 s'est pour ainsi dire dessinée en creux, par la médiation des images partagées et des mentions, fréquentes en revanche, de l'Union soviétique. La photographie proposée, en incitant les militants à parler de Staline, a confirmé que le travail de la mémoire s'inscrivait dans le cadre d'un système de représentations relativement permanent, bipolaire, dans lequel les communistes, la classe ouvrière et l'URSS fusionnent et s'opposent à la droite, aux classes dominantes, au monde capitaliste, en un mot aux « autres ». Seule échappe, plus ou moins, à ce cadre une fraction des enquêtés, souvent plus jeunes, adhérents de la génération du programme commun, moins ouvriers également.

C'est pourquoi on aurait pu imaginer découvrir ce tableau des représentations communistes d'un tout autre point de vue. Déplacer maintenant le projecteur et s'arrêter un court instant sur l'image de l'URSS, telle que le Parti communiste français l'a diffusée sur la longue période, devrait permettre en retour de préciser les raisons des résistances de la mémoire vive à

l'évocation des événements de l'année 1956. Les *Almanachs de l'Humanité* constituent une source privilégiée¹. En effet, l'étude de la mémoire historique de l'année 1956 a, par nécessité, porté l'attention sur les textes stratégiques et les analyses politiques et historiographiques. Les almanachs, on s'en souvient, ne font pratiquement jamais mention ni des événements de 1956, ni de Staline. Destinés en principe à la population la plus large qu'influence le parti, c'est-à-dire les adhérents, les sympathisants et leurs familles, les almanachs accordent en revanche une large place à l'Union soviétique. S'ils permettent d'accéder d'emblée au registre le plus sommaire, c'est-à-dire le plus essentiel, de la pédagogie communiste, ils autorisent également une analyse sur la longue période ainsi qu'une appréciation globale de l'univers de valeurs qui accompagne, année par année, la mise en scène de l'URSS. « Indispensable encyclopédie de la famille ouvrière réclamée par la grande masse des prolétaires des villes et des champs » (*Almanach 1935*), l'almanach aborde donc tous les aspects de l'homme communiste. Cette définition de l'almanach, relativement constante à l'exception des toutes dernières années où le souci pédagogique et le caractère de classe s'atténuent de concert, précise d'emblée le contexte de la référence à l'Union soviétique. La patrie du socialisme se confond avec la patrie socialiste des ouvriers auxquels le Parti communiste français – parti de la classe ouvrière, parti ouvrier, parti voire parti pris des ouvriers² –, donne passé et origine, avenir et projet. Année après année, les

1. Cf. Marie-Claire Lavabre et Denis Peschanski, « L'image de l'URSS diffusée par le Parti communiste français : soixante ans d'Almanachs », art. cité. Cf. également Marie-Claire Lavabre, « La collection des Almanachs édités par le Parti communiste français : un exemple de tradition », *Pouvoirs*, 42, 1987, p. 105-113. L'information qui constitue la matière de cette rapide analyse du mythe soviétique a été plus amplement développée dans ces deux articles. J'y renvoie le lecteur qui y trouvera notamment de nombreuses citations des *Almanachs*.

2. Les trois notions ne sont pas équivalentes. La notion de Parti de la classe ouvrière renvoie à la théorie. Celle de parti ouvrier relève de la volonté politique de promouvoir des cadres d'origine ouvrière. Celle de parti des ouvriers souligne enfin une réalité sociologique et idéologique. Cf. à ce propos : Annie Kriegel, *Les communistes français*, Seuil, 1985. La fusion de ces trois dimensions nourrit l'assimilation Parti communiste/classe ouvrière. À propos de cette représentation, voir Marie-Claire Lavabre, « Au parti des ouvriers », *Autrement*, janvier 1992, p. 161-172.

almanachs épousent l'actualité et les évolutions de l'URSS. Mais les variations thématiques s'opèrent sur fond de permanence. La succession des figures symboliques — le travailleur, le prolétaire, le stakhanoviste, le cosmonaute... — ne modifie en rien la nature des acteurs du socialisme. Quand, à partir de 1977, un retour contraint mais bientôt utile est opéré sur l'année 1956, les almanachs n'en portent pas la trace. La spécificité — et du même coup l'intérêt — des almanachs est de révéler qu'au-delà du discours proprement politique et stratégique, le PCF offre au peuple communiste une image de l'URSS fondée sur des invariants.

C'est cette permanence — au-delà des évolutions du détail et de contenu — qui autorise à parler du caractère mythique de l'image de l'Union soviétique, telle que le diffuse ce média particulier qui s'adresse aux adhérents et aux sympathisants communistes plutôt qu'aux militants. Fondamentalement, les almanachs expriment le dualisme du monde : deux classes, deux camps. D'un côté, l'URSS et nous, de l'autre, l'impérialisme, le camp occidental, les exploités. Le « nous » peut s'incarner, selon les périodes, dans le parti, le peuple, les travailleurs, la France, voire la République.

Cette vision binaire du monde se nourrit également de l'opposition point par point de deux univers concrets. D'où les longues descriptions de la quotidienneté soviétique. La culture, l'art, le sport, la femme libérée par le travail, l'enfance saine et heureuse sont des thèmes constants.

Plus qu'une information ponctuelle sur tel ou tel aspect de l'URSS dont on pourrait apprécier la vérité, plus même qu'une réponse à l'antisoviétisme — opposer la réalité à la falsification ou, peu importe, un mythe positif à un mythe négatif —, les almanachs expriment des schémas d'interprétation du monde. Les détails, les descriptions de la vie quotidienne auraient dans cette perspective une fonction analogue à celle qu'elles occupent dans les utopies : donner un contenu, étoffer une image idéale. À cet égard, on peut souligner, avec Marc Ferro, que l'Union soviétique est aussi un « ailleurs ». « L'immense pays » — ainsi, parfois, l'URSS est-elle lapidairement désignée dans les années cinquante — aurait-il dû à son étrangeté de rester ainsi, en plus de soixante ans d'almanachs, le principe même, le nœud de l'identité communiste ?

Ce serait également l'objet d'une autre enquête que d'ap-

précier les conséquences de l'effondrement des régimes de l'Est sur les représentations des militants communistes. Mais on peut faire l'hypothèse que cet effondrement, qui brise le mythe du socialisme triomphant et plus encore du sens de l'histoire, qui superpose à l'utopie une réalité amplement montrée et commentée par les médias non communistes, est une faille au cœur de l'identité communiste autrement importante que celle de 1956.

Car on ne peut qu'être frappé à la lecture de cette série d'almanachs par la concordance, la connivence entre la vision du monde qui s'y trouve développée et les représentations de la plupart des militants communistes interrogés, particulièrement bien sûr des plus anciens. C'est sans doute que peu importent les contenus et les variations de détail : tant que l'URSS est une figure positive, la bipartition du monde inaugurée avec ce « coup de tonnerre » maintes fois décrit¹ qu'est la révolution d'Octobre perdure. La frontière peut se déplacer légèrement et la mémoire historique affecter d'une nouvelle valeur — positive ou négative — tel ou tel élément du passé : Staline peut être condamné, la vérité sur 1956 peut être dévoilée et, du même coup, la radieuse image des dirigeants communistes d'alors se trouver assombrie. L'essentiel est sauf, à savoir les notions, les schémas d'interprétation du monde qui commandent le visage du passé et organisent la sélectivité de la mémoire vive. Ainsi l'irruption du réel n'a-t-elle pas entamé la croyance chez les survivants politiques de l'année 1956. On comprend mieux pourquoi il n'y a pas à proprement parler de mémoire collective de l'année 1956 et du 20^e congrès en particulier, sinon celle, enclavée, d'une génération qui bon gré mal gré a recomposé le fil de l'histoire en interprétant, rationalisant, sélectionnant.

En contrepoint, l'analyse des almanachs et la description diachronique de l'image de l'URSS permettent d'apercevoir les limites de la mémoire ou du travail de la mémoire quand elle se heurte à une tradition. Car si les ajustements récents de la mémoire historique n'ont de toute évidence pas pénétré la mémoire vive, c'est que celle-ci est fortement structurée par une tradition née avec la révolution d'Octobre. Cette tradition

1. Voir notamment les autobiographies étudiées in Marie-Claire Lavabre et Marc Lazar, « Se rassembler à la ressemblance : lecture de quelques autobiographies », art. cité.

est à peine consciente d'elle-même, les énoncés qui la révèlent se situent toujours sur le mode de l'évidence, elle a été entretenue année après année : elle est poids, permanence du passé, répétition. La mémoire ne peut appeler, choisir, évoquer le passé que lorsque celui-ci s'inscrit dans ce cadre de pensée relativement durable. C'est aussi que les révélations du 20^e congrès, à aucun moment, n'ont jeté le doute sur la nature socialiste du régime soviétique, sinon peut-être pour ceux qui, ébranlés par le « choc de 56 », ont alors cessé d'être communistes.

CHAPITRE 3

TROISIÈME FIGURE DE LA MÉMOIRE LES COMMUNISTES ET DE GAULLE

« Nous nous souviendrons qu'on ne peut que gagner à connaître de l'intérieur son adversaire. Et ce qu'on gagne à cette connaissance (et qu'aussi bien on lui fait gagner à lui-même), on le lui fait perdre en force offensive.

Il s'agit de ne pas être gêné par nos meilleurs amis... Il s'agit de les empêcher (tendrement enlacés à nous) de nous gêner. D'empêcher aussi bien notre propre imbécillité de nous gêner. Puis d'utiliser notre force à rester nous-mêmes. Chaque individu doit ainsi lutter sur deux fronts. Contre sa propre imbécillité (ou celle de son parti) qui a pour cause la fausse prétention, le sectarisme, l'assurance aveugle... et d'autre part contre la force de ses adversaires, en l'épousant, en l'empêtrant. Ainsi la sollicitude peut-elle devenir une arme, assez terrible. »

Francis Ponge. *Note hâtive à la gloire de Groethuysen*¹.

CONFLITS DE MÉMOIRE ET MÉMOIRE POLÉMIQUE

Dans ce parcours, qui, autour de quelques exemples, cas et événement clefs de l'historiographie communiste, prétend indiquer le fonctionnement de la mémoire communiste, éclairer les rapports entre la mémoire historique de l'organisation et l'expérience vécue des militants, la figure du général de Gaulle

1. Cf. Francis Ponge, « Note hâtive à la gloire de Groethuysen », *Lyres*, Gallimard, 1980, p. 38-46.

s'impose. Car diverses raisons font faisceau pour l'imposer. En premier lieu bien sûr, le fait que cette figure soit liée à l'histoire de la Résistance, si présente dans la mémoire historique comme dans la mémoire vive des militants communistes. Ensuite parce que de Gaulle et le gaullisme vont dominer la vie politique française suffisamment longtemps pour que la quasi-totalité des militants communistes d'aujourd'hui en aient une expérience vécue : comme militants, assez anciens pour avoir connu les connivences et les concurrences de la guerre et de l'immédiat après-guerre ou tout juste venus à la politique sous la Cinquième République, communistes parfois par anti-gaullisme¹, soldats de la guerre d'Algérie, manifestants de Mai 68, ou enfants dans la France gaulliste pour les plus jeunes. Parce que de Gaulle enfin, étranger aux communistes mais contradictoire, avait, comme chacun sait, « une certaine idée de la France », et, partant, s'opposait à eux, en tête-à-tête – pourrait-on dire – sur ce terrain particulier de la mémoire historique et de l'instrumentalisation du passé.

Aucun ouvrage publié par les éditions du Parti communiste ne s'est attaché à la biographie du Général ou à l'analyse du gaullisme. La figure de De Gaulle est largement absente de la presse communiste, au moins depuis 1976 et en tout cas dans toute la période où j'ai mené mes enquêtes auprès des militants. Ces derniers d'ailleurs n'en parlent guère et, à de très rares exceptions près, jamais spontanément. Je n'aurais donc pas retenu cette figure sur laquelle, faute de sources, il semblait avoir si peu à dire, si d'autres raisons, d'ordre méthodologique, n'avaient plaidé en faveur de cette étude de cas.

D'une part, et en dépit de ce constat communément admis, fossilisé depuis Freud, Bergson, Halbwachs et quelques autres, de la sélectivité de la mémoire, on suppose le plus souvent que les souvenirs sont d'autant plus denses que la réalité a été intense. À cet égard, de Gaulle, le héros de la Résistance et sa légende si savamment entretenue, la vigueur et la durée des luttes contre la politique gaulliste sous la Cinquième République, ces rencontres ponctuelles soulignées à l'envi par tous

1. Voir notamment le cas d'Anicet Le Pors, d'origine catholique, qui adhère au PCF au lendemain du référendum de 1958. Cf. Anicet Le Pors, « Où j'en suis avec de Gaulle », in « Les communistes », *De Gaulle en son siècle*, 2, La République, Plon/La Documentation française, 1992, p. 240.

les observateurs de ce quart de siècle sinon revendiquées par les communistes, auraient dû laisser des traces. Ainsi, l'existence d'une mémoire communiste de De Gaulle apparaît, là encore, comme une évidence.

D'autre part, un certain nombre d'études sur la mémoire de la guerre – entendons ici que la nation, réifiée, pense, se souvient et commémore¹ – ont suggéré et largement diffusé l'idée que de Gaulle avait nécessairement une place dans la mémoire communiste puisque gaullistes et communistes s'affrontaient depuis la fin de la seconde guerre mondiale pour l'hégémonie des usages politiques du souvenir².

La question posée dans ce chapitre consiste à se demander comment la mémoire historique d'un groupe – ici le Parti communiste – par définition tournée sur elle-même, valorisant et sélectionnant les événements du passé qui confortent l'identité présente du groupe, « bricole », selon l'expression de Roger Bastide³, avec une figure extérieure, dominatrice pour ne pas dire dominante dans le champ de la mémoire nationale, difficile à intégrer, trop contradictoire cependant pour être réduite à un pur contre-exemple ou à un faire-valoir de la politique communiste. Analyser les images de De Gaulle, la chronologie des ombres et des lumières portées par la mémoire historique, rendre compte des silences des militants, devraient permettre d'approcher un mécanisme important de la mémoire, la traduction et la retraduction d'un passé problématique ou polysémique, telles que perdure la logique propre d'une certaine représentation de l'histoire⁴. En effet, s'il est vrai que les mémoires historiques gaulliste et communiste ont constitué les deux pôles autour desquels, pour l'essentiel, pouvaient s'organiser les souvenirs des Français, la Résistance, au cœur des conflits de mémoire, n'est pas seulement l'enjeu d'interprétations différentes ou concurrentes : elle n'a cessé de poser au

1. Voir Gérard Noiriel, « Pour une approche subjectiviste du social », *Annales ESC*, 6, novembre-décembre 1989, p. 1452.

2. Cf. notamment Pierre Nora, « Quatre coins de la mémoire », *H. Histoire*, 2, juin 1979, p. 9-31.

3. Roger Bastide, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, 21, 1970, p. 65-108.

4. Sur les mécanismes de la mémoire comme processus de stratification et la mémoire comme « traduction », cf. Sigmund Freud, « Lettre à Fliess du 6-12-1896 », in *Naissance de la psychanalyse*, PUF, 1979, p. 153-155.

Parti communiste le problème de ce « héros », sauveur de l'honneur de la patrie sinon de la patrie, patriote donc, et cependant ennemi de classe et, conséquemment, adversaire politique. Quand la mémoire communiste, historique et collective, comme toute mémoire, ne s'embarrasse guère de ce qui contrevient à sa rationalité propre, la figure de De Gaulle constitue un de ces rares cas où l'oubli ne peut se faire, parce que c'est hors de la maîtrise du PCF qu'est sans cesse ranimé un souvenir à l'usage de tous les Français, y compris les militants communistes : occulter avec discernement s'il est possible, sinon répliquer, parfois tenter d'apprendre, comme l'enseignait, selon Ponge, l'habile et tolérant Groethuysen, à embrasser l'adversaire pour mieux le désarmer, sont les seules voies praticables quand « les poubelles de l'histoire » font défaut.

Ainsi, tandis que tous les éléments semblent ici réunis pour qu'existe une mémoire collective, celle-ci peut être anémiée par les silences de la mémoire historique, énervée par les contradictions et les conflits qui troublent la cohérence du passé. À condition bien sûr d'affirmer cette perspective, résolument sociologique, qui tire la mémoire, non du côté des souvenirs individuels entendus comme témoignages et récits des événements vécus ou des usages du passé tels que les commémorations et les monuments les donnent ponctuellement à voir, mais du côté des mécanismes de la socialisation, familiale, scolaire ou partisane, du côté de la logique interne des représentations du passé telle que l'exprime dans la durée la mémoire historique d'un groupe et telle que la restituent les individus.

Cette perspective invite à une approche sensiblement différente de celle qui, depuis l'article fondateur de Pierre Nora sur la distribution politique du patrimoine historique français¹, souligne habituellement le duel et le duo des mémoires communiste et gaulliste, de la Libération à Mai 68. En mettant l'accent sur les luttes d'interprétation et d'appropriation du passé national, proche ou lointain, et sur les connivences que crée le partage de l'hégémonie, on se prive en partie d'analyser l'image de De Gaulle chez les communistes, en particulier depuis que, avec sa mort, celui-ci et chacune des étapes de sa carrière accèdent à l'Histoire. Parler de la mémoire communiste de De

1. Cf. Pierre Nora, « Quatre coins de la mémoire », art. cité.

Gaulle, c'est bien sûr identifier des conflits de mémoire, de puissance à puissance, mais c'est surtout, en se plaçant du point de vue des communistes, c'est-à-dire non seulement de l'institution partisane mais également des militants, voire des sympathisants communistes, tenter de saisir comment la figure du Général, étrangère mais énigmatique – j'y reviendrai – honnie mais inoubliable, trouve une place et peut-être un usage dans la mémoire communiste.

L'HISTOIRE OFFICIELLE OU LES AVATARS DE LA MÉMOIRE HISTORIQUE

Si la figure de De Gaulle est le plus souvent absente de la presse communiste de ces dernières années et particulièrement dans la période où j'ai rencontré les militants communistes qui ont accepté de se prêter à cette enquête, il n'en est pas toujours allé ainsi¹. Avant de considérer ce qu'est la mémoire communiste de De Gaulle depuis la mort de celui-ci, il convient de rappeler que c'est dès l'après-guerre, et plus encore de 1958 à 1969 – quand se trouvent cristallisés en de Gaulle tous les attributs de l'ennemi de classe et de l'adversaire politique – que communistes et gaullistes s'affrontent sur le terrain de la mémoire².

1958-1969 : polémiques et conflits de mémoire autour de la Résistance

En 1969, dans les mois qui suivirent le départ du général de Gaulle, Fernand Grenier, témoin autorisé parce que délégué

1. Cf. Stéphane Courtois, « De Gaulle et les communistes : confrontation de deux légitimités », *De Gaulle en son siècle*, 2, *La République*, op. cit., p. 328-332. Et Marc Lazar, in « Le PCF et le gaullisme, 1958-1969 », *ibid.*, p. 333-339.

2. Une première version de cette analyse a été élaborée dans le cadre du colloque organisé en 1990 par l'Institut Charles-de-Gaulle. Cf. Marie-Claire Lavabre, « Les communistes et de Gaulle, une mémoire polémique », in « De Gaulle et la mémoire combattante », *De Gaulle en son siècle*, 1, *Dans la mémoire des hommes*, Plon/La Documentation française, 1991, p. 564-572. Voir également ma contribution in Stéphane Courtois et Marc Lazar (dir.), *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, Balland, 1991.

du Parti communiste à Londres entre janvier et octobre 1943, puis ministre du gouvernement provisoire de la France à Alger en 1944, rédige la préface à la septième édition de *C'était ainsi*¹, récit en forme de souvenirs des années 1940-1945, et rappelle, à cette occasion, les raisons de cette publication, dix ans plus tôt, en mai 1959. Il s'agissait alors, explique-t-il, de faire pièce à la légende d'un homme, de mettre en question, à contre-courant, une « image d'Épinal » qui montrait un de Gaulle libérateur de la France et fondait la légitimité gaullienne. La mémoire de la guerre, avec ses enjeux propres, se trouve ici doublement médiatisée : par le souvenir du retour au pouvoir de De Gaulle en 1958 autant que par l'actualité encore vive de dix ans d'opposition à la politique gaulliste. Fernand Grenier rappelle d'abord un extrait de la préface rédigée en 1959 :

« Les années passent et avec elles s'estompe le souvenir des hommes et des femmes de France qui donnèrent leur vie pour la Libération du pays... Le temps coule et de nouvelles générations prennent la relève. La Résistance, pour elles, c'est quelque chose d'imprécis, de vague. Pour d'autres, c'est une image d'Épinal : un général, parti à Londres, parlant à la radio et des légions de combattants se levant aussitôt pour chasser l'envahisseur hors de France — alors que les témoins de ce temps savent que ce ne fut ni si facile, ni si rapide. »

Ce texte de 1959 est pour partie une fidèle réplique de la brochure diffusée par le PCF à l'occasion du 14^e anniversaire de la Libération dans la série « Pages glorieuses de notre histoire » et significativement intitulée : « La Libération, œuvre d'un peuple et non d'un homme »². Pour les communistes, il s'agit bien, en 1959, de combattre la légende gaulliste par le rappel non seulement de ce que fut la Résistance communiste, mais également de ce que les communistes souligneront inlassablement, dès l'après-guerre, comme les « limites » de De Gaulle, notamment la « peur des masses », la défiance envers

1. Cf. Fernand Grenier, *C'était ainsi... (souvenirs)*, Éditions sociales, 1959 et Fernand Grenier, *C'était ainsi... (1940-1945)*, 7^e édition revue et complétée, Éditions sociales, 1970.

2. « 1944-1958. 14^e anniversaire de la Libération, œuvre d'un peuple et non d'un homme », coll. Pages glorieuses de notre histoire. Voir notamment les pages 6 et 7 : « Signification et limites de l'appel du 18 juin 1940 ».

tout mouvement populaire, à commencer par la Résistance intérieure.

De fait, ce thème domine toutes les interventions communistes de l'après-guerre, à l'exception de l'année 1944. Encore faut-il noter que déjà la lutte pour le titre de première force de la Résistance est engagée. En témoigne notamment cet éditorial des *Cahiers du communisme* de novembre 1944, signé de Jacques Duclos¹, qui affirme que « si la France peut se présenter aujourd'hui devant les alliés, avec, à son actif, un héroïque bilan de combats, c'est au Parti communiste qu'on le doit ». L'appel du 18 Juin est dûment mentionné, mais c'est le Parti communiste, souligne encore Jacques Duclos, qui « avait l'honneur d'être considéré par les boches comme l'ennemi n° 1 ». Le choix des formules permet d'anticiper les critiques ultérieures sur le caractère presque dérisoire de cet appel lointain, rapporté au « combat » sur le sol national et aux risques physiques encourus pas les communistes. On ne se prive pas cependant de tirer bénéfice du prestige de De Gaulle pour rehausser l'éclat de la Résistance populaire. Ainsi, Étienne Fajon, dans ce même numéro des *Cahiers du communisme*², rappelle les leçons de l'histoire, de la Révolution française en particulier, et conclut en citant de Gaulle que « dans les pires drames de notre histoire, c'est du peuple laborieux que se levèrent toujours les grandes vagues profondes dont la patrie sortit sauvée, libérée, renouvelée. »

Dès janvier 1945 néanmoins, le thème de « la peur du peuple » apparaît, à propos des timidités de l'épuration dénoncées par Eugène Henaff. Roger Garaudy, commentant l'anniversaire de la mort de Louis XVI, conclut que « la peur du peuple conduit à la complicité avec les traîtres³ ». De mai 1945, où les communistes soulignent que de Gaulle s'entoure mal, au début de l'année 1946 où sont dénoncés les raisons de la démission de De Gaulle⁴, puis le discours de

1. Jacques Duclos, « Notre politique », *Cahiers du communisme*, 1, novembre 1944, p. 5.

2. Étienne Fajon, « Quelques aspects actuels du problème de la nation », *Cahiers du communisme*, 1, novembre 1944, p. 51.

3. Eugène Henaff, « Produire, c'est combattre », *Cahiers du communisme*, 3, janvier 1945, p. 53, et Roger Garaudy, « Du procès de Louis XVI au châtimement des traîtres », *ibid.*, p. 85.

4. Cf. Maurice Thorez, « Pages d'histoire », *Cahiers du communisme*, 7,

Bayeux¹, en passant par le parallèle que Laurent Casanova introduit en août 1945 entre les réticences du commandement français de Londres à propos de l'insurrection nationale et « les projets actuels de limitation du pouvoir de l'Assemblée constituante souveraine² », l'idée domine que le premier souci de De Gaulle et de son entourage est de « se garder avec soin contre les initiatives populaires et (de) maintenir le peuple à sa "place"³ ». Les jugements sur le présent sont ici, comme toujours, assortis de jugements sur le passé, fondés par des analogies : avec la Révolution française pour glorifier le mouvement des forces populaires ou stigmatiser les traîtres et leurs alliés objectifs, aussi bien qu'avec la Libération toute proche encore. Rien cependant, ni dans cette période ni plus tard, ne rappellera les réticences et la défiance exprimées par le PCF pendant la guerre et particulièrement avant l'attaque allemande de l'URSS⁴.

Ce retour critique sur les conditions de la Libération annonce les révisions à venir. De 1958 à 1969, toute l'argumentation politique du PCF se fonde sur une lecture rétrospective du rôle de De Gaulle pendant la guerre et sur un rappel de son itinéraire. De la crise de mai 1958, où le PCF appelle à « barrer la route à de Gaulle et à la dictature militaire et fasciste⁵ », à la seule notion de « pouvoir personnel » qui caractérisera le gaullisme politique à partir de 1963⁶, en passant par la critique, en 1959, de « l'avènement d'un régime présidentiel orienté vers la dictature personnelle et ouvrant la voie au fascisme⁷ », la définition du gaullisme ne sera pas exempte d'hésitations et de variations. Les références à l'histoire, elles, seront constantes et

mai 1945, p. 13, et Jacques Duclos, « Notre politique », *Cahiers du communisme* 1, janvier 1946, p. 4-5.

1. Jacques Duclos, « Notre politique », *Cahiers du communisme*, 5-6, mai-juin 1946, p. 406.

2. Laurent Casanova, « Le Parti et l'Insurrection nationale », *Cahiers du communisme*, 10, août 1945, p. 27.

3. *Ibid.*

4. Cf. Stéphane Courtois, « De Gaulle et les communistes : confrontation de deux légitimités », *op. cit.*

5. Selon les termes du communiqué du 15 mai 1958 du Comité central et du groupe communiste à l'Assemblée nationale, *Cahiers du communisme*, 6, juin 1958, p. 943.

6. Cf. Marc Lazar, « Le PCF et le gaullisme », *op. cit.*

7. Thèses du 15^e congrès du PCF, 24-28 juin 1959, *Cahiers du communisme*, numéro spécial, juillet-août 1959, p. 518.

illustreront, année après année, le caractère antidémocratique et mystificateur du pouvoir gaulliste. Dès juin 1958, un article de Roger Garaudy, intitulé « De Gaulle et le fascisme » affirme que « les actes passés » de De Gaulle ne peuvent laisser présager « rien de bon », s'emploie à montrer que chez lui « l'esprit de classe l'emporte sur l'esprit national », souligne enfin le mépris du peuple de ce « monarchiste de conviction¹ ». Deux citations, tirées du *Fil de l'épée*, l'une qui définit l'homme d'action — lequel « ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse » —, l'autre qui formule cette nécessité qu'auraient les hommes, « animaux politiques », d'être dirigés en soulignant le « besoin d'organisation, c'est-à-dire d'ordre et de chefs », viennent à l'appui de la démonstration. Ces deux citations illustrent si bien de Gaulle, selon les communistes, qu'elles seront reprises à diverses occasions tout au long de la période. Dans un article significativement intitulé « De Gaulle, et le mythe du héros », publié en juillet-août 1961, Pierre Juquin les rappelle notamment pour stigmatiser la « naissance d'un chef », les « techniques » du commandement selon de Gaulle et les « sources de la pensée gaulliste » : tout le de Gaulle de ces années de violente opposition était déjà et toujours présent dès l'avant-guerre et la guerre. Selon cette manière finalisée d'écrire l'histoire, l'auteur du *Fil de l'épée* aurait, dès 1940, poursuivi un but unique : « Utiliser la Résistance nationale pour établir son pouvoir personnel² ». Mêmes dénonciations de « l'idéologie gaulliste », de « l'élu de la providence », de « l'homme du destin » et plus encore du « porteur d'amulette », malin génie de la dépolitisation, mêmes citations enfin sous la plume de Georges Cogniot en mai 1963³. En 1965 encore, à l'approche de l'élection présidentielle, comme déjà en 1958⁴, il s'agit de détruire les « illusions ». Les *Cahiers du*

1. Roger Garaudy, « De Gaulle et le fascisme », *Cahiers du communisme*, 6, juin 1958, p. 897. Voir également : Léo Figuières, « De Gaulle et l'armée de caste, Jaurès et l'armée du peuple », *Cahiers du communisme*, 9, septembre 1958, p. 1297.

2. Pierre Juquin, « De Gaulle et le mythe du héros », *Cahiers du communisme*, 7-8, juillet-août 1961, p. 1137.

3. Georges Cogniot, « L'idéologie du gaullisme », *Cahiers du communisme*, 5, mai 1963, p. 11.

4. Cf. par exemple : « Contre la dictature, pour la démocratie », éditorial, *Cahiers du communisme*, 7, juillet 1958, p. 983.

communisme publie en 1965 trois articles importants dont l'enjeu est l'interprétation de la participation de De Gaulle à la Résistance. En juillet-août 1965, Victor Joannès et Germaine Willard présentent une contribution à « une conférence scientifique » tenue à Moscou « pour commémorer le 20^e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne fasciste » intitulée « La Résistance française et la seconde guerre mondiale ¹ » : présentée comme une réflexion méthodologique sur la définition de la Résistance, cette communication exprime la thèse selon laquelle la Résistance est « la continuation de la lutte menée depuis des années, contre le fascisme extérieur et la réaction française, par la classe ouvrière et les masses populaires, sous la direction de leurs organisations démocratiques, à l'avant-garde desquelles se trouve le Parti communiste français ». Se trouvent du même coup réfutée, sans que de Gaulle soit cité, l'idée que la Résistance « est, en 1940, le refus d'accepter l'armistice » et soulignés les « facteurs sociaux et politiques » qui expliquent, en toute logique, le rôle déterminant de la classe ouvrière ². En septembre 1965, le même Victor Joannès livre une réflexion plus explicitement politique sur « Le pouvoir personnel : ses origines, sa politique », où il affirme que certains dirigeants de la bourgeoisie, cyniquement soucieux de préserver leurs privilèges, quelle que fût l'issue de la guerre, prirent avec de Gaulle le « masque de résistants ³ ». En novembre 1965 enfin, un article de Pierre Villon qui, fort de son prestige de résistant, combat la « légende » gaulliste née de la guerre, en montrant que les « consignes attentistes » de De Gaulle en 1941 (« ne pas tuer d'Allemands » avant que soient réunies les conditions d'une attaque d'ensemble « par l'extérieur et par l'intérieur ») et en 1944 (le si souvent cité « Freinez au maximum l'activité de guérilla » du général Koenig) étaient déterminées « par des raisons de classe » et n'avaient « rien de commun avec l'intérêt national ⁴ ».

Ouverte en 1959 avec la publication des *Souvenirs* de Fernand

1. Victor Joannès et Germaine Willard, « La Résistance française et la seconde guerre mondiale », *Cahiers du communisme*, 7-8, juillet-août 1965, p. 70-78.

2. Cf. Victor Joannès et Germaine Willard, art. cité, p. 73.

3. Victor Joannès, « Le pouvoir personnel : ses origines, sa politique », *Cahiers du communisme*, 9, septembre 1965, p. 12.

4. Pierre Villon, « De Gaulle et l'intérêt national », *Cahiers du communisme*, 11, novembre 1965, p. 48 et 49.

Grenier, cette période apparaît donc fortement marquée par les conflits d'interprétation de la seconde guerre mondiale. Il est évident que le Parti communiste, dont l'énergie est quasi exclusivement captée par la lutte contre le gaullisme, y est, pour une large part, contraint par l'initiative de son adversaire ; il n'en est pas moins vrai qu'au-delà de la nécessaire réplique aux instrumentalisation gaullistes de la Résistance, les communistes privilégient naturellement les arguments tirés du passé : il ne s'agit pas seulement de relativiser le rôle de De Gaulle pendant la guerre, mais de disqualifier l'adversaire en montrant que depuis toujours, et de manière univoque, dès l'avant-guerre et pendant la guerre, il a été tel qu'on veut le voir dans le présent, « représentant », par nature et par choix, des intérêts particuliers de sa classe ¹. En outre, la dénonciation des mensonges gaullistes permet toujours de souligner, par contraste, que seul le PCF a vocation à incarner la démocratie, le peuple et la France.

Au bref extrait de sa préface de 1959, F. Grenier ajoute, en 1969, un exposé des circonstances qui présidèrent à la première édition : persiste et signe donc ainsi l'homogénéité de la période, au moins en matière de mémoire :

« C'était écrit au début de 1959, à l'époque où quotidiens et revues — sauf exceptions rares — présentaient de Gaulle comme « le libérateur ». La Résistance, c'était lui. La radio, la télévision passaient systématiquement sous silence l'appel de Maurice Thorez et Jacques Duclos en juillet 1940, la courageuse manifestation des étudiants parisiens du 11 novembre 1940, l'héroïque grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais en mai-juin 41, les massacres de Châteaubriant, les FTP, etc. À l'histoire vraie des temps héroïques se substituait chaque jour un peu plus une légende : la libération était l'œuvre d'un homme et non d'un peuple. De l'homme providentiel au pouvoir personnel, l'étape venait d'être franchie. Démystifier le passé devenait aussi nécessaire, pour remonter le courant, que d'éclairer le présent. »

1. Si ces divers thèmes s'expriment largement dans les *Cahiers du communisme* à partir de 1958, la logique de l'argumentation a été constituée bien avant, dès la création du RPF. Cf. une brochure non datée, éditée vraisemblablement dans les premiers mois de l'année 1950 où figure un portrait peu amène de De Gaulle : *La cinquième colonne, la voici*, p. 20-21.

Cette dernière phrase éclaire à elle seule une dimension fondamentale du rapport qu'entretient le Parti communiste avec l'histoire : dans une conjoncture particulière, ici le retour au pouvoir du général de Gaulle et les revers conjoints du Parti communiste, le passé est appelé à peser dans les luttes du présent. Aux silences de la presse gaulliste, tels que les stigmatise Fernand Grenier, s'opposent les hauts faits des communistes et du « peuple » confondus, héroïques et martyrs : la part essentielle prise par la Résistance intérieure aux combats de la Libération reste l'idée forte du combat mené par les communistes pour « démystifier » le passé. Hésitations et contradictions se trouvent gommées, tandis qu'ici encore s'affirme implicitement la thèse selon laquelle le Parti en tant que tel s'est rassemblé sans attendre dans la lutte contre l'occupant allemand. Ce qui frappe dans ce texte de 1969, où se trouvent comme condensés arguments et conflits de mémoire entre gaullistes et communistes, explicitées les raisons politiques de ces polémiques historiques, c'est l'actualité toujours vive d'une bataille d'images que le retrait du général de Gaulle, tout récent il est vrai, aurait pu contribuer à apaiser. En fait, rien en 1969 n'est venu modifier la bipolarisation de la mémoire de la guerre entre communistes et gaullistes. De Gaulle retiré mais vivant, les gaullistes au pouvoir sont encore les adversaires politiques privilégiés des communistes. Les luttes présentes se nourrissent de la mémoire de la guerre, de part et d'autre fondatrice d'une identité revendiquée et d'une légitimité incontestée, et contribuent à ce que l'histoire ne soit que politique au passé. C'est dans ce contexte, quasiment figé depuis plus de deux décennies, qu'intervient la mort du général de Gaulle.

1970 : l'hommage ambivalent du Parti communiste à de Gaulle

Adversaires politiques mais alliés de la Résistance et partenaires contraints de la Libération, les communistes entretiennent avec l'image de De Gaulle une relation complexe, plurielle et mouvante, pour une part déterminée par les non-dits qui pesaient sur les périodes d'apparente convergence, pour une autre par l'actualité politique la plus immédiate. Après dix

années de pouvoir gaulliste dominées par l'hostilité politique et le souci d'entamer la légende gaulliste de la guerre, la mort du Général en 1970 est l'occasion d'un retour embarrassé sur le passé. Un retour embarrassé parce qu'il s'agit déjà pour le Parti communiste, semble-t-il, de tirer profit de la faveur grandissante de la figure de De Gaulle, en rappelant les alliances et les points d'accord passés, sans risquer d'ajouter à cette faveur ni renier les critiques faites à l'ennemi de classe autant qu'à l'adversaire politique. La presse communiste du 11 novembre 1970 et des jours qui suivirent est donc relativement discrète. Elle adopte le plus souvent un ton strictement informatif pour rendre compte des diverses manifestations d'hommage au général de Gaulle.

Le Bureau politique, en revanche, publie une déclaration dans *l'Humanité*, ce qui, en soi, constitue l'indice de l'importance accordée à l'événement. Cette déclaration explicite la position adoptée par le Parti communiste et fixe en quelque sorte une forme de mémoire officielle provisoire de De Gaulle. Ce texte, relativement bref, vaudrait d'être cité intégralement tant les mots en sont pesés, le ton mesuré, l'hommage et la critique soigneusement dosés. Placée sous le titre le plus neutre qui soit : « La mort du général de Gaulle », en première page du quotidien communiste, cette déclaration accorde quasiment plus de place au PCF lui-même qu'au général de Gaulle et s'ouvre sur une forme de constatation exprimée avec une nuance de regret : cette mort ne peut laisser aucun Français indifférent. L'accent est mis sur les origines et les solidarités de classe du Général et sur l'orientation réactionnaire, anti-démocratique de ses idées et de sa politique. Si l'heure ne permet guère la polémique ouverte, le rôle de De Gaulle dans la Résistance est cependant minimisé, tandis que se trouve soulignée la trahison de ses pairs. L'appel du 18 Juin est passé sous silence et l'action commune avec les patriotes gaullistes valorisée au détriment de la référence à de Gaulle lui-même. C'est le Parti communiste qui appelle à la Résistance et l'organise, ce sont les ministres communistes des gouvernements de la Libération qui se trouvent crédités des mesures jugées positives, nationales et internationales, ce sont encore les communistes qui ont fait l'analyse du changement intervenu avec le retour de De Gaulle en 1958, se sont placés à la tête de l'opposition au régime gaulliste et continuent d'assurer la défense des travailleurs.

Ce raccourci, somme toute assez perfide, de l'itinéraire de De Gaulle, se conclut par un hommage concédé : « Il reste qu'aux heures décisives de la guerre et de la Libération, le Parti communiste et le général de Gaulle se sont trouvés l'un et l'autre du côté de la France. » On ne pourrait dire plus clairement la distance irréductible qui sépare les communistes du Général.

Contraint par l'émotion que la mort du Général provoque à définir une position officielle, le Parti communiste apparaît encore très soucieux d'affirmer son interprétation du passé, particulièrement de la Résistance, et de s'opposer à toute mémoire concurrente. Néanmoins, les articles qui, dans cette même livraison de *l'Humanité* ou dans les jours suivants, commentent l'événement ne sont pas qu'illustrations de la déclaration du Bureau politique. Certains thèmes, là absents, se trouvent abordés, d'autres développés ou nuancés. Des éléments apparaissent qui trouveront quelques années plus tard une place de choix dans la mémoire communiste de De Gaulle. Ainsi, l'éditorial que publie René Andrieu, ce même 11 novembre, fait-il l'éloge d'un grand homme d'État. Hommages et points de vue critiques se mêlent pour dessiner un portrait de De Gaulle relativement complexe : la qualité reconnue à de Gaulle, si elle se trouve relativisée par une double limite, celle de l'histoire et celle de la classe, n'est pas moins une caractéristique fortement valorisée par les communistes. À propos de la Résistance, René Andrieu évoque cette fois la « fraternité » et précise que « rien ne peut empêcher que ce souvenir demeure », malgré tout ce qui par la suite opposa les communistes à de Gaulle. La question algérienne, absente du communiqué du BP, apparaît également, et de Gaulle se voit crédité de « réalisme » pour avoir su tenir compte du sens de l'Histoire et présenter « la nécessité comme une vertu ». Le courage, les talents et les capacités reconnus à l'homme n'empêchent cependant pas que soient inlassablement soulignées son appartenance de classe et, plus encore, sa sujétion aux exigences de la « grande bourgeoisie ». Et René Andrieu de conclure que l'héritage de De Gaulle, « prisonnier de ses origines, de sa formation et pour tout dire de sa classe » ne peut être celui des communistes.

Ces mêmes thèmes apparaissent illustrés, selon une manière habituelle au quotidien communiste, dans des témoignages

recueillis « De Billancourt à l'avenue de Breteuil ». Le commentateur oppose la réaction des ouvriers à la mort de De Gaulle, « franche, loyale », c'est-à-dire critique, indifférente ou même rigolarde à celle « non moins sincère » du petit peuple gaulliste. Et *l'Humanité* de citer la parole populaire qui conforte l'analyse politique des communistes : « Charlot » était certes un « grand homme » mais « il n'était pas pour l'ouvrier ». Il n'empêche, conclut toutefois le quotidien communiste qu'on peut avoir de « l'affection pour un adversaire ». La formule, surprenante en ce qu'elle introduit le registre incongru de l'affectivité là où domine habituellement le manichéisme politique, résume assez bien l'ambivalence des communistes : de Gaulle est certes un adversaire mais il n'est pas un ennemi.

Les commentaires suscités par la mort de De Gaulle ne sont donc l'occasion d'aucune révision de fond du discours communiste, notamment sur le rôle de De Gaulle dans la Résistance et dans la décolonisation qui, concurrence et conflits de mémoire obligent, fait l'objet de mises au point vigoureuses.

Deux articles, en revanche, méritent une mention particulière : l'un, d'André Wurmser, est consacré au « 11 Novembre au village », l'autre à la commémoration de la marche à l'Étoile des étudiants et lycéens le 11 novembre 1940. Insérés dans ces mêmes livraisons de *l'Humanité*, ils indiquent clairement que les honneurs de la mémoire ne sont ici pas réservés à l'épopée gaulliste dont le rappel n'est au fond que péripétie de l'actualité.

Quelques appréciations déviantes apparaissent cependant au lendemain des obsèques du Général : de Gaulle et le peuple gaulliste se trouvent pour la première fois dissociés des « héritiers ». Nelly Feld souligne que le testament de « cet homme compliqué » avait par avance exclu ces derniers et associe les peuples gaulliste et communiste, ceux qui avaient aveuglément confiance et ceux qui s'opposaient résolument, dans le souvenir du combat mené « côte à côte ». Le quotidien communiste enfin oppose « la fête populaire » de Colombey qui rassemblait, écrit Michel Cardoze, « une part de notre peuple » au cortège des Champs-Élysées où les organisateurs avaient tenté d'utiliser à des fins politiques l'émotion causée par la mort du général de Gaulle.

Les maigres commentaires de *l'Humanité* ne sont donc pas exempts de contradictions. C'est que de Gaulle est une énigme, hors des cadres d'analyse familiers de la rhétorique communiste.

Issu de la bourgeoisie, il ne peut que la « représenter » et servir ses intérêts : comment penser alors les moments où de Gaulle, seul et contre ses « pairs », traîtres à la patrie et aveugles à l'Histoire, incarne tout à la fois l'intérêt national et le sens de l'histoire, sinon en soulignant le caractère exceptionnel d'un homme et tomber du même coup dans le piège de la légende gaullienne ? Comment dénoncer l'homme du grand capital tout en revendiquant certains aspects de sa politique extérieure, sinon en concédant une autonomie à la politique ou des influences libres de tout lien avec « la grande bourgeoisie », ou encore en dissociant les motivations des actes¹ ? Comment enfin stigmatiser un régime autoritaire et anti-démocratique tout en admettant la réalité, voire la légitimité, de la ferveur populaire, sauf à reconnaître qu'on est mal entendu par ceux-là mêmes qu'on a vocation à représenter ? L'analyse que privilégie le PCF sur les « limites » de Gaulle résume à elle seule ces contradictions : si de De Gaulle est dit « limité » par ses origines de classe, c'est bien parce qu'il échappe en partie à ce schéma simpliste qui fait de toute figure politique le produit univoque d'une classe. En 1970, cet embarras patent n'empêche pas l'hostilité ouverte : la critique est toujours acerbe, l'hommage ambivalent, et les nuances qui apparaissent çà et là sur fond de permanence, si elles annoncent les thèmes des révisions à venir, resteront pour longtemps sans lendemain.

1974 : la réévaluation politique du gaullisme ou comment la mémoire historique s'approprie de Gaulle

Les trois années qui suivent la mort du général de Gaulle sont globalement marquées par un silence hostile. Alors que la presse communiste est, on le sait, généralement friande de commémorations, aucune des dates symboliques de l'histoire gaulliste n'est même mentionnée : le 18 Juin notamment ne fait l'objet d'aucun rappel. Les anniversaires de la mort du Général ne suscitent pas la moindre initiative propre des communistes qui se contentent éventuellement d'informer des

1. Voir par exemple à propos de la CED le commentaire de Léo Figuères dans les *Cahiers du communisme*, 4, avril 1959, p. 337.

diverses commémorations organisées par d'autres ou de commenter les hommages télévisés programmés pour l'occasion. La question du rôle de De Gaulle dans la Résistance, au cœur du conflit de mémoire qui oppose les communistes au chef de la France libre, est singulièrement absente : occultée parce que résolument gênante, certes, mais également préservée de toute attaque polémique.

L'année 1974 marque une rupture très nette dans l'appréciation portée sur de Gaulle et plus encore sur le gaullisme. Cette rupture est avant tout politique, guidée par un souci de tactique politique et des enjeux politiques¹. Peut-on pour autant parler d'une transformation de la mémoire communiste de De Gaulle ? C'est ici sans doute que l'analyse ne peut se passer de distinguer la mémoire officielle — appelée mémoire historique de l'organisation — et la mémoire collective où coexistent représentations du passé acquises par la socialisation partisane, informations et points de vue diffusés par les médias communistes, souvenirs vécus des militants ou transmis par des proches au sein de la famille ou du parti. Le cas paraît exemplaire pour observer les permanences et les variations de la mémoire officielle, directement soumise aux impératifs politiques du jour, et s'interroger sur le fonctionnement de la mémoire collective, liée à l'identité politique, sujette à de plus lentes mutations, où l'adaptation aux exigences du présent n'est jamais revirement pur et simple.

Que se passe-t-il donc en 1974 pour que se justifie un réexamen du gaullisme ? Une première lecture paraît indiquer que l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République constitue le facteur déterminant. Dans le contexte de l'Union de la gauche et de la renaissance du Parti socialiste, l'arrivée à la tête de l'État de l'homme du « non » au général de Gaulle viendrait briser le duo des mémoires communiste et gaulliste et, permettant enfin un jeu à quatre partenaires, autoriserait du même coup un remaniement politique de la mémoire nationale et des retrouvailles ponctuelles entre gaullistes et communistes. Cette analyse, séduisante, dans la logique de l'étude publiée par Pierre Nora en 1979², éclaire sans doute

1. Cf. François Hincker, *Le Parti communiste français au carrefour. Essai sur quinze ans de son histoire, 1965-1981*, Albin Michel, 1981.

2. Cf. Pierre Nora, art. cité.

le relatif désordre des références au passé et des représentations communistes dans les années qui vont suivre : les éléments structurants, la cohérence de la mémoire communiste, polémique, se délitent quand la puissance concurrente et la connivence d'un adversaire clairement identifié font défaut. Mais elle ne rend pas compte des raisons proprement liées à la politique du PCF, en 1974.

En fait, c'est dès la campagne de l'élection présidentielle, où le Parti communiste appelle à voter pour le candidat unique de la gauche, François Mitterrand, que les gaullistes se trouvent invités à trouver une place dans une « large union du peuple français ». *L'Humanité* du 30 avril 1974 souligne d'un grand titre cet aspect du discours de Georges Marchais à Marseille. Comme c'était incidemment le cas au lendemain des obsèques du général de Gaulle, le peuple gaulliste se trouve dissocié des dirigeants qui se réclament de De Gaulle. Sont rappelées les convergences en matière de politique internationale, fondées par une commune « passion de la France ». La référence au général de Gaulle est quasi inexistante : ce ne sont pas tant certains aspects de la politique de De Gaulle qui sont revendiqués que les points d'accord avec ceux qui sont gaullistes, comme par un accident de l'histoire, au nom du patriotisme. Si, dans ce même discours, Georges Marchais fait une allusion implicite à la Résistance, c'est pour dire, sans même mentionner de Gaulle, que « dans les moments difficiles de notre histoire, les patriotes se sont toujours retrouvés ensemble ».

Ces thèmes vont se préciser au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle. *L'Humanité* du 4 mai 1974 reproduit une déclaration de Georges Marchais devant le Comité central sous ce titre sans ambages : « Nous disons aux gaullistes... » Constatant, non sans quelques raisons, le « grave problème de conscience » de nombre de gaullistes peu soucieux de se rallier à Valéry Giscard d'Estaing, Georges Marchais revient sur l'appel lancé à Marseille quelques semaines plus tôt. Cette nouvelle invitation à rejoindre l'Union du peuple de France trouve là encore sa raison dans l'histoire.

Le rappel des convergences entre communistes et gaullistes va aller *crescendo* pendant les derniers jours de la campagne électorale. Petit à petit va se trouver introduite une nouvelle image de De Gaulle. Et Laurent Salini d'appeler les électeurs à se souvenir :

« Il n'y a pas une seule des grandes affaires nationales, depuis un tiers de siècle, où gaullistes et travailleurs ne se soient trouvés du même côté. La droite conservatrice était... de l'autre. (...) Nous luttons pour la France. C'est toujours elle qui a le dernier mot. »

C'est enfin dans la polémique qui éclate avec Michel Poniatowski, en mai 1974, à la suite de sa déclaration selon laquelle le Parti communiste serait « soumis à une tutelle étrangère à son pays » que *L'Humanité* va le plus clairement revendiquer la solidarité des gaullistes et des communistes, au nom du passé, contre une droite que les communistes constituent en ennemi commun, aujourd'hui comme autrefois. Marcel Paul, Fernand Grenier d'une part, André Cerf-Ferrière qui se présente lui-même dans les colonnes du quotidien communiste comme « un vieux gaulliste de la première heure » d'autre part, sont appelés à témoigner de l'honneur des communistes, de leur patriotisme et de leur sens de l'État, attestés par le respect que leur témoignait le général de Gaulle.

Si la campagne de l'élection présidentielle et le contexte inédit de la candidature d'un non-gaulliste à la présidence de la République favorisent sans doute l'expression d'un discours nouveau sur le gaullisme et de Gaulle, le cadre étroit de cette conjoncture particulière ne donne certainement pas toutes les raisons de cette réorientation. Après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing qui l'a emporté de peu sur le candidat unique de la gauche, même si la poussée socialiste commence à inquiéter, même si la campagne de François Mitterrand a donné quelques arguments aux dirigeants communistes les plus réservés à l'égard de l'alliance avec le Parti socialiste, le PCF est encore sur sa lancée unitaire. L'appel à l'Union du peuple de France lancé lors de la réunion du Comité central de juin 1974, adressé notamment aux chrétiens et aux « travailleurs et patriotes gaullistes qui voient l'indépendance et la grandeur de la France menacées par les partisans de l'abdication que sont Giscard d'Estaing et Lecanuet », se situe dans cette perspective¹. Pour François Hincker, analysant rétrospectivement quinze ans de stratégie communiste, de 1965 à 1981, en ce mois de juin 1974, le PCF se trouve « au carrefour » au sens où les conditions

1. Cf. Guy Hermier, « Union du peuple de France pour des réformes démocratiques », *Cahiers du communisme*, 7-8, juillet-août 1974, p. 20.

politiques et les intentions stratégiques se trouvent réunies pour que s'élabore une nouvelle définition du parti, à condition, toutefois, que soient considérées toutes les implications des analyses produites à l'occasion de ce Comité central¹. Considérant que « la victoire est à portée de la main », ce dernier précise en effet la nature des changements envisagés par le Programme commun, affirme que l'application des réformes souhaitables « n'équivaudrait pas à l'instauration du socialisme en France », et récuse toute volonté « d'engrenage ». Or le parti de cette stratégie-là qui clairement ne revendique aucune hégémonie ni rôle dirigeant de principe, mais invite ses militants à « être les meilleurs » dans le cadre d'une concurrence à « l'avantage mutuel » des divers partenaires de l'union, ne pouvait qu'accentuer le processus d'*aggiornamento* en cours. Faut-il également voir dans les efforts de séduction engagés vis-à-vis des gaullistes une tentative pour échapper à un tête-à-tête étouffant avec les socialistes ? Sans doute. Mais cette préoccupation ne paraît pas dominante, ni pendant la campagne électorale ni en juin 1974, au moment du bilan qui en est fait. En revanche, elle sera vraisemblablement présente à l'automne, où, à l'occasion des élections législatives partielles, Georges Marchais déclarera que les communistes sont « pour une quatrième composante — gaulliste — de l'Union de la gauche ». Entre temps, toujours selon François Hincker, une vigoureuse bataille interne se serait engagée au sein de la direction du Parti communiste, entre les partisans d'un approfondissement de la stratégie d'union et d'ouverture et ceux qui, inquiets de l'évolution du rapport de force entre communistes et socialistes, souhaitent avant tout que le PCF persévère en son être².

Quoi qu'il en soit, la réévaluation du gaullisme va bon train, portée, pour des raisons différentes sinon contradictoires, par les diverses stratégies possibles de cette année 1974. Dans le projet de résolution pour le 21^e congrès, dans les contributions à la tribune de discussion publiées par *l'Humanité*, comme dans le rapport de Georges Marchais à ce « congrès extraordinaire » (octobre 1974) qui allait mettre fin à l'entreprise de rénovation du parti, dans des articles publiés par les *Cahiers*

1. Cf. François Hincker, *op. cit.*, p. 129.

2. Cf. François Hincker, *op. cit.*, p. 121-140.

du communisme et *La Nouvelle critique*, les communistes soulignent les caractères positifs du gaullisme. Les inflexions politiques de 1974, en autorisant les gaullistes à devenir les partenaires possibles et souhaitables d'une Union de la gauche élargie, autorisent du même coup historiens et intellectuels communistes à effectuer un retour critique sur les analyses du passé¹.

Cette période, qui s'ouvre avec l'élection d'un non-gaulliste à la présidence de la République, et se clôt avec un 21^e congrès sous le signe d'une « Union du peuple de France » où les gaullistes sont appelés à trouver place, apparaît donc bien comme la période clef de la réévaluation du gaullisme par les communistes. Il convient cependant de garder à l'esprit que ces quelques mois furent aussi ceux d'un changement de ligne, achevé avec le texte définitif de la résolution du 21^e congrès, et qui devait aboutir trois ans plus tard à la rupture de l'Union de la gauche. C'est dire encore combien les motifs de ce regard nouveau porté sur le gaullisme et de Gaulle sont ambigus et contradictoires : pour les uns, il s'agissait bien d'engager une révision des analyses du parti, non seulement sur le gaullisme, mais également et dans le même mouvement sur la société française ; pour les autres, au contraire, il ne pouvait s'agir que d'une ouverture tactique à court terme destinée à mettre fin à une Union de la gauche devenue dangereuse, tant du point de vue des résultats électoraux que de celui, plus fondamental encore, de l'identité communiste constituée².

La mémoire officielle cependant n'est guère embarrassée de ces subtilités, et l'année 1974 voit se multiplier les commémorations et les manifestations destinées à réhabiliter le souvenir des luttes communes ou convergentes, comme autant d'effets de ces révisions politiques et historiographiques.

Le 23 juillet 1974, *l'Humanité* publie un débat entre Jacques Duclos, Henri Noguères et Louis Vallon sous le titre : « La Résistance : comment l'union vint aux Français. » Il y a là un saisissant raccourci qui, « d'hier à aujourd'hui », illustre le

1. Voir notamment François Hincker, « Le courant gaulliste dans la nation française », *Cahiers du communisme*, décembre 1974, p. 60-71.

2. Pour des développements plus conséquents sur le contexte politique de l'année 1974, voir Marie-Claire Lavabre, *Histoire, mémoire et politique : le cas du Parti communiste français*, *op. cit.*

propos communiste et le rôle nouveau dévolu au souvenir de la Résistance. Pour la première fois, on peut lire dans *l'Humanité*, rapportant le propos de Louis Vallon, que « le grand mérite du général de Gaulle à cette époque, c'est d'avoir été l'unificateur de la Résistance ». Et plus encore, c'est Jacques Duclos qui, nonobstant cette peur des masses et cet « attentisme » tant de fois reprochés à de Gaulle, et retournant l'argument essentiel de la mémoire polémique depuis 1945, « insiste sur le mot d'ordre que de Gaulle avait lancé et que les communistes popularisèrent au maximum : " l'insurrection nationale est inséparable de la libération nationale " ». Au-delà des patriotes gaullistes, objet de la sollicitude politique des communistes en cette année 1974, c'est bien ici la figure même du Général et, qui plus est, le de Gaulle résistant, à propos duquel la défiance dominait tout récemment encore, qui se trouve mis à l'honneur. C'est donc tout naturellement que les cérémonies commémoratives de la Libération de Paris en août 1974 vont être célébrées « dans l'union » (*l'Humanité* du 26 août 1974) et que les témoignages et articles traditionnellement publiés par le quotidien communiste vont mettre sur le même plan l'appel lancé de Londres le 18 juin 1940 et celui des dirigeants communistes.

Cette revue du discours communiste montre comment, sur une très courte période, les thèmes et les formules s'enchaînent les uns aux autres pour aboutir à un revirement sans reniement de la mémoire officielle. L'usage de Fernand Grenier, à l'un et l'autre bout de cette chaîne de références qui, de 1969 à 1974, compose avec une image de De Gaulle dessinée et imposée hors de la sphère d'influence du parti, est particulièrement révélateur du rôle dévolu au passé et de l'instrumentalisation du témoignage « vrai ». On est passé presque insensiblement de l'hostilité franche et de la mission démystificatrice à l'ambivalence, pour arriver une vision résolument positive non plus seulement des « patriotes gaullistes » mais de De Gaulle lui-même. Cette mutation, on le sait déjà, obéit à une nécessité externe. Car il s'agit bien pour les communistes de retourner à leur avantage la force de l'adversaire d'autrefois, de tirer bénéfice de la faveur et de l'autorité d'une figure dont la légende semble ne plus pouvoir être entamée, de lui trouver une place enfin, telle qu'elle soit utile aux luttes du présent sans porter d'ombre au lustre du passé communiste. Ce travail

de la mémoire officielle ne peut se faire, quoi qu'on dise et écrive parfois de la brutalité des revirements communistes, que de manière relativement complexe. Plus encore que le discours tenu sur tel ou tel événement, ce sont les silences ou, au contraire, la fréquence d'une mention qui modifient le visage du passé. En 1974, quand l'actualité signifie aux communistes la mort du danger gaulliste, c'est l'image de De Gaulle résistant, autrefois contestée mais surtout absente, qui domine, ce sont les aspects positifs de sa politique qui se trouvent rappelés. On chercherait en vain, en revanche, la moindre allusion aux conditions du retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 ou au caractère anti-démocratique des institutions de la Cinquième République, thèmes privilégiés de l'hostilité communiste.

Cette mémoire, qui enfin semble s'être accommodée de De Gaulle, naît, nous l'avons vu, d'un contexte politique particulier. Cela ne veut pas dire qu'elle émerge du néant : les éléments dont elle se nourrit apparaissaient déjà, discrets, au moment de la mort de De Gaulle, notamment ces clivages en cascade entre de Gaulle et les patriotes gaullistes, de Gaulle et les politiciens gaullistes, les gaullistes et les partis gaullistes. Par ailleurs, si mémoire polémique il y avait, c'est, nous l'avons vu également, que la concurrence était rude et la légende gaulliste bien vivante : la mémoire communiste, complice au moins dans la forme d'une histoire magnifiée de la Résistance, n'a fait qu'intégrer à sa logique propre des figures, certes étrangères mais non dissonantes. De ce point de vue, le revirement n'est important qu'en apparence. C'est pourquoi, quand, pour des raisons similaires d'opportunité politique, la réévaluation politique du gaullisme aura fait long feu et que les tentatives d'analyse historique auront été stoppées à peine ébauchées, la fréquence des références à de Gaulle va progressivement diminuer, des thèmes anciens vont réapparaître, sans pour autant que les acquis ou les ajouts de cette période soient perdus¹.

1. Voir à ce propos ce que Frédéric Bon écrit de la « viscosité » de l'idéologie communiste et du « réseau de possibilités alternatives d'explications centré sur un noyau normatif immuable ». in *Le communisme en France*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1962, p. 136-140.

Ainsi, en 1975, à l'occasion de la commémoration du 8 Mai, *l'Humanité* publie une série d'articles signés de Pierre Durand dont le souci explicite est de rappeler « pourquoi, nous Français, nous combattions ». Si on se rapporte à la norme de l'année 1974, le nom de De Gaulle est curieusement absent, mentionné une seule fois quand se trouve dénoncée l'ignorance des jeunes générations, et particulièrement d'enfants « qui citaient de Gaulle et Pétain parmi les résistants dont ils disaient connaître le nom ». Se trouve en revanche réintroduit le thème de l'abandon des combattants de l'intérieur. Mais il suffit qu'en novembre 1975 Valéry Giscard d'Estaing promette d'effacer du calendrier la commémoration du 8 mai 1945, pour qu'à nouveau les communistes s'insurgent de l'insulte faite aux résistants, communistes et gaullistes solidaires, et consacrent aux « Souvenirs » l'éditorial de *l'Humanité* du 11 novembre.

Ce retour au silence est d'autant plus net que même la dénonciation du giscardisme et de ses renoncements en matière de souveraineté nationale ne suscite plus que de très discrètes allusions à la politique gaulliste, alors que sur ce plan plus strictement politique le PCF avait, semble-t-il, intégré la référence à de Gaulle comme élément d'une rhétorique relativement stable. Il faudra attendre la création du RPR, en décembre 1976, pour que le PCF retrouve les accents de 1974, stigmatise la trahison des héritiers et affirme que « le chiraquisme ne doit pas être confondu avec le gaullisme ». Cette déclaration, somme toute convenue, apparaît comme une forme de conclusion — au double sens du résultat et du point final — de la réévaluation du gaullisme ébauchée après l'élection présidentielle. La concurrence de la mémoire gaulliste se fait moins vive, passé le danger politique d'un mouvement proprement énigmatique pour la pensée communiste, et l'air du temps n'étant déjà plus à l'union ni, *a fortiori*, à la redéfinition de l'identité communiste, de son rôle et de sa place dans la société française, l'analyse du gaullisme tourne court. Reste alors la reconnaissance toute formelle, fondée sur un constat, du rôle historique de De Gaulle et une vision désormais claire du paysage politique où « la droite » a retrouvé tous les attributs de sa nature. D'où, dans les années qui vont suivre, un relatif désordre de la vision

(Texte repris dans Frédéric Bon, *Les discours de la politique*, Economica, 1992, p. 121-159.)

communiste de De Gaulle : tous les points de vue que nous avons vu apparaître et tomber en désuétude, se succéder au gré des conjonctures, de la mort du Général à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, vont resurgir, çà et là, à l'occasion de telle ou telle commémoration, variations erratiques sur fond de silence permanent¹.

Rien n'impose en effet, sinon une actualité du souvenir que le PCF ne choisit pas, qu'on se réfère à de Gaulle. Mais à ces rares moments où ce silence indifférent se trouve rompu, on ne peut qu'être frappé de la relative incohérence des jugements portés sur de Gaulle au cours de ces dix dernières années. C'est que, effectivement, rien ne motive, au-delà du détail de l'actualité, une mobilisation de la mémoire communiste, ni la vigueur d'une lutte politique où les gaullistes parés de la légende du chef de la France libre seraient à combattre, ni l'urgence d'une recherche d'alliances à laquelle le passé donnerait crédit. Mais cette mémoire chaotique des années quatre-vingt est également une mémoire sédimentée, où chaque période a laissé sa trace : les révisions de 1974, notamment, ne sont pas sans effets, et coexistent avec les thèmes privilégiés de la mémoire polémique des années soixante. Tout est là, dans cette mémoire erratique, qui permettrait de retrouver une cohérence, celle des années soixante ou celle de 1974. En témoigne le dossier que *l'Humanité* consacre en 1990 à la commémoration du 18 juin 1940. L'appel de De Gaulle à la Résistance se trouve d'autant plus valorisé qu'il est mis sur le même plan que l'appel du 10 juillet 1940, revendiqué par les communistes. Sont également soulignées les convergences entre de Gaulle et les communistes : « De Gaulle et nous, une certaine idée de la France », « Ma rencontre avec lui » par Fernand Grenier, « Deux démarches convergentes », tels sont les titres qui soulignent le propos dominant de cet épais dossier, qui n'évite cependant ni l'analyse des origines de classe du Général, ni la critique du mythe gaulliste.

C'est aussi que les thèmes de la mémoire communiste de De Gaulle sont en nombre relativement restreints. Ils apparaissent, spontanés ou contraints par l'actualité, disparaissent, se trouvent appréciés positivement ou négativement — tel

1. Pour le détail des références communistes à de Gaulle à partir de 1974, voir Marie-Claire Lavabre, *op. cit.*

notamment le discours de Phnom Penh tiré de l'oubli par le secrétaire général lui-même en 1974, puis rejeté dans le néant du mythe. Ces va-et-vient et revirements traduisent certainement une difficulté, nous l'avons vu, à penser de Gaulle et le gaullisme, une réticence profonde à produire une analyse qui, peu ou prou, mettrait en péril certains fondements de la représentation qu'ont d'eux-mêmes les communistes, à intégrer une image claire de cette figure contradictoire, à autoriser un retour sur le passé qui soit réflexion et non instrumentalisation. Mais ils indiquent aussi la relative souplesse de la mémoire communiste, sa capacité à répliquer aux mémoires concurrentes, à s'en accommoder, voire à les phagocyter quand il y a intérêt politique à le faire, à inverser le sens et la valeur assignés à tel ou tel élément du passé. C'est en ce sens que nous pouvons dire que ces revirements ne sont jamais des reniements : parce qu'il faut répondre et défendre sa vérité historique, les événements phares des mémoires historiques concurrentes, ici imposés pour une large part par la vitalité de la légende gaulliste, ne sont jamais totalement absents du discours communiste. Aussi suffit-il, nous l'avons observé en 1974, d'un déplacement d'accent, d'une cascade de nuances dans l'appréciation portée sur tel ou tel pan du passé, pour que se trouve mobilisée une image d'ensemble sensiblement différente. Tout se passe comme si, tels les pièces d'un puzzle à arrangements multiples, les souvenirs et les interprétations étaient utilisés ou mis en réserve, sortis pêle-mêle en des circonstances exceptionnelles — la mort de De Gaulle par exemple où, en dépit d'un ton dominant, *tout fut dit* —, prêts à l'emploi en tout cas, et susceptibles de donner diverses configurations.

MÉMOIRE VIVE ET MÉMOIRE COLLECTIVE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Spontanément, les militants communistes parlent peu de De Gaulle. Si peu qu'on doit s'en étonner. On aurait pu s'attendre, en effet, à ce que la vigueur de l'opposition à de Gaulle depuis 1958 eût laissé quelques traces, au moins chez les militants actifs à cette époque. En outre, l'analyse de la presse communiste

depuis 1970 — de ce que j'ai appelé la mémoire officielle ou la mémoire historique du Parti communiste français —, allait également en ce sens : le de Gaulle historique comme le de Gaulle politique, bon gré mal gré, admiré, détesté ou phagocyté, semblait bien devoir être présent, inévitable. Or, dans les deux premières vagues d'entretiens non directifs réalisés auprès des militants communistes, les allusions à de Gaulle sont extrêmement rares.

Comment l'expliquer ? Si on considère que le premier de ces entretiens sollicitait un discours sur l'histoire du Parti communiste français, tandis que le second s'attachait à l'évocation de l'itinéraire personnel et à l'exploration des ressorts de l'adhésion, l'absence de De Gaulle peut tout simplement signifier que le personnage, historique et politique, est si radicalement étranger à l'univers communiste, à la logique des pensées et des représentations, qu'il ne trouve pas place dans l'enchaînement des évocations du passé, dès lors, bien entendu, que celles-ci ne sont pas appelées ou orientées par des questions. À l'appui de cette hypothèse, je rappellerai seulement que, bien que les militants s'attardent plus volontiers sur les périodes qu'ils ont personnellement vécues, la logique des mentions d'événements et de figures historiques relève moins de la restitution du passé vécu que de la charge affective ou des valeurs familières attachées à ces événements ou à ces figures : ainsi, par exemple, la Révolution française et le nom de Robespierre — références historiques au sens fort, rappels d'une histoire non vécue — trouvent une place relativement plus importante que la figure de De Gaulle dans ces entretiens qui, cependant, mobilisent pour l'essentiel le souvenir des périodes proches et des événements liés à un fort engagement militant. La mémoire vive, sélective comme l'est la mémoire historique, encore que d'une autre manière, aveugle, inconsciente ou plutôt sans intention, portée par sa logique et ses affects propres plus que par une volonté délibérée d'occultation, ne permet pas, semble-t-il, que soit évoquée l'image de De Gaulle : les militants communistes qui se racontent ou racontent l'histoire de leur parti tentent rarement une analyse critique du passé, pas plus qu'ils n'ont l'ambition ou même le souci de produire un récit du passé qui soit restitution du passé.

La sélectivité de la mémoire vive a pour effet que sont retenus les événements et les figures qui font sens, autorisent

un raisonnement analogique, illustrent un propos général ou une idée forte, valorisent le parti et ses militants : le Parti communiste est le parti de la classe ouvrière, l'histoire est l'histoire de la lutte des classes, etc. C'est cette rationalité discursive qui permet l'émergence d'une référence à Robespierre et interdit l'évocation de De Gaulle. Pourtant, si on comprend bien dans cette perspective pourquoi le de Gaulle du 18 juin 1940 s'efface derrière l'évocation massive du « parti des fusillés », on reste étonné de ce que l'homme de la Cinquième République, adversaire privilégié, ne soit quasiment jamais évoqué. Ici intervient sans doute un autre mécanisme de la mémoire : la droite, la bourgeoisie, l'adversaire de classe, le capital sont les seuls vrais acteurs de l'histoire qu'on raconte, les forces auxquelles le parti et ses militants, et particulièrement le narrateur, s'opposent, quels que soient les figures ou les individus qui représentent ces forces¹. Deux facteurs se conjuguent alors, qui expliquent peut-être la rareté des références à de Gaulle. D'une part, pour certains des enquêtés, de Gaulle, résistant, apprenti dictateur, chantre de l'indépendance nationale, successivement ou simultanément, a une image trop complexe pour qu'on le réduise à l'une de ces figures emblématiques dont la mémoire se nourrit ; d'autre part, et à l'inverse, pour d'autres, le souvenir du Général se confond si bien avec le souvenir des luttes politiques, des campagnes électorales difficiles, qu'il n'est plus même utile de le nommer : l'homme, même s'il est évoqué, au détour d'une phrase, d'une anecdote, du récit d'une grève, n'est plus que le symbole des forces contre lesquelles on se bat. De surcroît, l'adversaire politique se double ici d'un vainqueur qui a infligé au PCF une défaite probablement décisive. Les luttes et les campagnes perdues sont plus amères encore à évoquer que la difficulté d'être à contre-courant, qui, dans d'autres contextes, peut participer de l'esthétique militante du récit.

Tenter d'interpréter les trous de la mémoire vive est un exercice périlleux. La mémoire historique obéit à des règles

1. Ce mécanisme habituel des analyses et de l'écriture communistes de l'histoire a été particulièrement bien décrit par Georges Lavau, « L'historiographie communiste : une pratique politique », in Pierre Birnbaum et Jean-Marie Vincent (dir.), *Critique des pratiques politiques*, Galilée, 1978, p. 121-163.

plus aisément identifiables : présences et absences, valorisations et occultations résultent d'une volonté politique et la conjoncture politique du moment permet le plus souvent d'en saisir les raisons. La mémoire vive n'est pas indifférente au contexte : réalisés quand de Gaulle était encore au pouvoir ou en 1974, à l'acmé de la réévaluation du gaullisme, des entretiens de cette nature auraient sans doute permis un discours plus nourri, plus homogène également. La période où ces entretiens ont été menés, qui correspond à cette phase des variations de la mémoire officielle que j'ai qualifiée de chaotique, n'imposait finalement aucune image forte : de Gaulle n'était pas à l'ordre du jour et les cartes avaient été brouillées par une succession d'appréciations contradictoires depuis 1970. Ce contexte à lui seul n'explique pas le silence des militants communistes : il renforce tout au plus cette tendance de la mémoire à écarter le trop complexe. Reste cependant que les quelques allusions à de Gaulle contenues dans le corpus constitué par les entretiens non directifs me semblent confirmer les hypothèses avancées. Le de Gaulle résistant ne trouve pas sa place dans une histoire dominée par les hauts faits de la Résistance communiste. Le de Gaulle politique, qui constitue le mode quasi exclusif de référence à de Gaulle dans ces entretiens, donne lieu à un discours hésitant et ambivalent pour les uns, réducteur à l'extrême pour les autres.

Telle militante, enseignante du secondaire, évoquant son père ouvrier, le dit gaulliste, et, précisant sa pensée, ajoute qu'il n'était « pas vraiment de droite ». Tel autre rappelle la grève des mineurs de 1963 et indique sobrement que ce fut le « premier affrontement sérieux qui a mis le gaullisme en échec ». Ces allusions, sans développement, font de De Gaulle et du gaullisme un contexte, une période, un décor, pourrait-on dire ; rien qui justifie en tout cas qu'on s'y attarde. Cependant, si brèves soient-elles, ces mentions participent de représentations contradictoires, présentes chez d'autres : la première signifie que, sinon de Gaulle, du moins les gaullistes et le peuple gaulliste n'étaient pas purement et simplement de droite ; la seconde, au contraire, se rattache à cette image qui fait de De Gaulle et du gaullisme un avatar du pouvoir bourgeois.

Ce professeur d'histoire, attentif à donner à son discours une forme chronologique et, plus que d'autres, à évaluer le passé, explique :

« On se replace mal dans le contexte de 1959. En 1959, je pense que de Gaulle, bon, on ne sonde pas les reins et les cœurs, mais je crois, bon d'ailleurs on l'a reconnu, le parti, on s'était trompé, c'était pas un apprenti dictateur, c'était un petit peu autoritaire mais c'était pas... Je ne pense pas que ça ait été vraiment, sincèrement... Mais il y a tout un tas de gens qui l'ont suivi qui eux étaient des fascistes et qui pensaient que de Gaulle... d'ailleurs ils l'ont lâché après... » (Guy, professeur d'histoire-géographie, adhésion en 1952.)

Examen critique du passé, prise en considération des réévaluations postérieures, hésitations, justification pourtant des appréciations d'autrefois : on sent ici que l'image n'est pas claire, que le souvenir de la fin des années cinquante se trouve brouillé autant par les revirements de la mémoire officielle que par une ambivalence personnelle, une réflexion ou une expérience autonome et revendiquée comme telle. À l'inverse, cette citation tirée de l'entretien d'une institutrice de la même génération :

« Les socialistes actuels, je les mets entre guillemets, j'attends, et s'ils me déçoivent, à ce moment-là, c'est des partis de droite, c'est un parti de droite, parce que à la limite j'aimais mieux la politique de De Gaulle en 1958 que la politique de Guy Mollet en 1957, parce que au moins on savait, moi j'ai dit tout à l'heure, je n'ai pas mis la carte du parti dans ma poche mais de Gaulle, il n'a pas mis la carte des banquiers dans sa poche, tout le monde le savait, ce qu'il était, qu'il était l'homme du capital. » (Michèle, institutrice, adhésion en 1953.)

Certes, cette appréciation n'est pas symétrique de la précédente, ni absolument contradictoire dans la lettre avec l'affirmation selon laquelle de Gaulle n'était pas un apprenti dictateur. Mais sa logique relève clairement, non de l'ambivalence ou de la caractérisation complexe, mais de l'idée selon laquelle ceux qui ne sont pas avec les communistes sont contre eux, les socialistes, la plupart du temps, de Gaulle absolument et par nature. Un autre thème apparaît qu'on retrouve, exprimé différemment cependant, on va le voir, dans un autre entretien : cette militante affirme avoir préféré de Gaulle à Guy Mollet parce qu'il avait, en tant qu'adversaire, l'avantage de la clarté ; d'autres raisons, on le soupçonne, peuvent rendre compte de cette faveur.

Diverses images peuvent d'ailleurs cohabiter : un seul enquêté, le plus proluxe par ailleurs, évoque de Gaulle à diverses reprises et s'attache à en tracer le portrait, mêlant critique politique, disqualification du personnage et admiration pour l'adversaire, son autorité, sa puissance.

« Tout ça, ça nous a coûté cher. Du reste, c'est curieux mais comme de Gaulle n'était pas à un retournement de veste près, quand il a senti qu'il n'y avait plus rien à faire, il a été le premier à le dire, il a dit il faut arrêter la guerre d'Algérie parce qu'elle nous coûte, je crois que c'est deux milliards par jour... bon, tout le monde le savait mais c'est lui qui l'a dit... Beaucoup de gens le savaient mais on a fini par l'admettre quand c'est lui qui l'a dit. » (Maurice, employé retraité, adhésion en 1934.)

On trouve ici la trace de cette thèse récurrente de la mémoire officielle qui veut que de Gaulle ne se soit résolu à mettre fin à la guerre d'Algérie que contraint et forcé par les circonstances : en même temps que l'opportunisme de De Gaulle se trouve cependant soulignée son autorité. Plus tard, ce même enquêté précise cette image, mi-figue, mi-raisin, qui fait de De Gaulle un politicien génial, « machiavélique » selon *l'Humanité* :

« Bon, et tout ça nous a amenés en 1958. Alors, en 1956, après les élections du 2 janvier, y avait pas de plate-forme ni d'accord commun avec les..., avec les socialistes qui fait qu'ils ont constitué un gouvernement avec... essentiellement des radicaux... (...). Et les communistes avaient promis par rapport au programme de Guy Mollet d'appuyer les socialistes... parce que Guy Mollet avait promis dès son arrivée de faire la paix en Algérie le plus vite possible (...). Mais disons que finalement après la réception qui lui a été faite à Alger, d'après moi, d'après nous, il s'est déballonné et puis ça a continué... parce qu'à mon avis il aurait fait appel au peuple, comme le grand de Gaulle, il a été bien plus mariolle, et il l'a fait en 1961, c'est pas de Gaulle qui aurait fait... parce que de Gaulle pour ça c'était un mariolle, lui, entre nous,... mariolle n'est pas le terme qui convient mais c'était un fortiche. »

L'admiration ici n'est pas voilée mais le ton relève de cette « affection féroce » que notait *l'Humanité* au moment de la mort du général de Gaulle : « le grand », « mariolle » et « fortiche » apparaît comme un adversaire bien plus respectable que

le faux frère socialiste, ambigu par nature (politique), incertain par tempérament propre.

« Ça a été grave, vous savez 1958, le mois de mai 1958... (...) et puis alors le recours à de Gaulle... (...) c'était des moments assez difficiles, oui. (...) Alors c'est curieux ce que j'ai ressenti, moi, puisque de Gaulle a été investi par l'assemblée le 1^{er} juin... est-ce parce qu'il y avait une similitude d'époque, quand j'y pense maintenant, y a pourtant rien de comparable... ça m'a rappelé la défaite de 1940 et les débuts de ma captivité. Et je le dis bien pourtant, y avait rien de comparable, puisqu'on était quand même en liberté hein, quoi-qu'on savait pas jusqu'où de Gaulle irait parce qu'il faut dire que les gens de son entourage n'étaient pas tous des enfants de cœur. Mais moi j'ai eu une impression de vide... je me suis dit, bon sang, tout ce qu'on a fait depuis 1945, ça va servir à rien, on va retomber dans les mêmes difficultés... surtout qu'on connaissait les ambitions de De Gaulle, d'abord on l'a vu tout de suite parce que très rapidement ils ont préparé la nouvelle Constitution... on a été les seuls nous du reste à faire campagne... avec quelque chose qu'est devenu après le PSU, c'était l'UGS, Union de la gauche socialiste. Mais comme parti important, on a été les seuls à faire campagne, je vous assure que ça n'était pas gai... ou alors y avait personne aux réunions ou alors y avait des gens qui vous regardaient de travers mais... c'était terrible de voir ça, incroyable. Et des gens comme nous... et finalement je vous dis, mal reçus, c'est pas croyable. »

Le souvenir de l'isolement politique est un trait commun de cette génération. Peu en parlent en termes aussi précis ; rares sont ceux surtout qui évoquent de Gaulle à ce propos. Mais le souvenir de ces années difficiles est largement partagé. L'évocation de la défaite de 1940 à propos du retour du général de Gaulle en 1958 donne une idée de l'ampleur de la dépression, politique et personnelle, où se trouvent alors plongés les militants ; bien que ce militant restitue là, comme un vécu particulier, le souvenir d'une hantise commune en ces jours de la fin mai 1958, celle du vote de l'Assemblée nationale du 10 juillet 1940¹, c'est également une manière d'évoquer sans la nommer l'analyse du PCF sur le danger fasciste. Mais le désarroi est également affectif : avoir vu des sympathisants communistes se détourner, avoir suspecté des adhérents du

1. Cf. Jacques Chapsal et Alain Lancelot, « L'agonie de la Quatrième République », in *La vie politique en France depuis 1940*, PUF, 1975, p. 325.

parti d'avoir voté pour de Gaulle, avoir pu considérer, en son for intérieur, que de Gaulle était bien le seul recours. Tous ces éléments sont présents dans l'entretien de ce militant, moins soucieux ici de la chronologie des événements que de l'atmosphère ambiguë de ces mois-là. Cette extraordinaire confusion, associée au souvenir d'une page peu glorieuse de la vie militante, explique sans doute le silence qui domine dans la plupart des entretiens. Elle me paraît rendre compte également des hésitations de la mémoire officielle, car celle-ci, volontaire et travaillée par les stratégies politiques, ne peut cependant être en contradiction absolue avec le souvenir des périodes vécues.

« Je dirais que pour de Gaulle le moment était venu de revenir au pouvoir parce que ça ne pouvait pas durer comme ça... (...) À l'époque tout le monde était gaulliste ! Ah oui ! Y en a des gens qui l'ont trahi après, le grand Charles, mais ça, tout le monde était gaulliste ! (...) C'est que finalement on a quand même réussi à convaincre les gens après qu'au travers de De Gaulle, avec tout ce que ça représentait, on avait remis la droite au pouvoir, enfin la droite... les grandes sociétés, féodalités financières, industrielles et tout le reste... moi je vous dis, tout le mois de juin, juillet, ça m'a fait une drôle d'impression de vide... »

Là encore, ce bref extrait condense une série de thèmes familiers : celui de la trahison de De Gaulle par les siens et le retour à cette conviction, nécessaire à l'harmonie des représentations, qui fait de De Gaulle l'homme du grand capital, sinon de la droite. Ce petit paradoxe reste là, en l'état, point aveugle de l'image de De Gaulle, éclairé seulement par l'idée que tout le monde était gaulliste, même les ouvriers qui ne peuvent être « vraiment à droite ».

« Dire qu'on avait sous-estimé l'influence de De Gaulle, c'est pas vrai parce qu'on savait qu'il avait conservé un grand crédit... d'abord, il avait eu un rôle incontestable pendant la guerre, il avait su entretenir pendant tout le temps son personnage, ça, c'est incontestable, c'est un art, mais enfin c'est comme ça. Mais il faut reconnaître quand même que c'était un sacré bonhomme hein, ça, il faut pas lui retirer ça, c'était quand même un personnage. D'autant qu'il y a eu des côtés positifs si vous voulez (...) il faut reconnaître que c'est un peu lui qui a mis fin à la guerre froide. Pas toujours suivi par ses amis mais enfin ça c'est autre chose... »

Ce portrait de De Gaulle s'achève ainsi, assez conforme quant au fond, à celui que traçaient le communiqué du Bureau politique et les divers commentaires publiés par *l'Humanité* au lendemain de la mort du Général : un rôle incontestable pendant la guerre, un crédit certain, trop bien exploité au goût des communistes, une envergure d'homme d'État, une politique parfois positive.

Le discours de ce militant qui intègre des thèmes ailleurs épars, dans les autres entretiens comme dans les divers supports écrits de la mémoire officielle, peut sans doute être considéré comme assez représentatif, aujourd'hui, des communistes de ces générations, d'avant ou d'après-guerre, actifs en tout cas dans les années cinquante et soixante. De Gaulle, figure emblématique de l'adversaire de classe, n'en est pas moins respecté et diversement apprécié, selon le point de vue adopté, la période considérée. Et c'est bien cette ambivalence qui peut, me semble-t-il, expliquer l'absence de toute mention de De Gaulle chez la plupart des enquêtés.

Encore faut-il introduire une nuance, de taille. Si le de Gaulle résistant n'est quasiment pas évoqué dans l'ensemble des entretiens non directifs, sinon de manière allusive et pour expliquer son crédit politique, un militant, résistant actif, se souvient en ces termes, dès les premières minutes de l'entretien :

« Le grand mouvement, le grand moment aussi c'était naturellement la guerre mais ça n'a rien de particulièrement communiste... si plutôt, ça a été un plaisir pour les communistes parce qu'ils ont été partie active de la Résistance... et que la plupart des maquis FTP... étaient, comprenaient toutes sortes de gens mais ils étaient d'obédience communiste... les FFI étant d'obédience gaulliste... avec des communistes dedans bien entendu... mais les maquis étaient d'obédience communiste, avec des gaullistes dedans... À ce moment-là, l'entente était parfaite entre gaullistes et communistes... elle était parfaite et puis l'unité était contre aussi la négligence des Anglais... ou l'opposition des Anglais à nous fournir des armes... Les Anglais ont fourni les armes à certains maquis qui étaient sous le contrôle de l'Intelligence Service mais les maquis purement patriotiques FTP ou FFI ont eu beaucoup de mal à avoir un armement important. Alors, fait personnel, un moment, nous avons eu un parachutage... on a bien voulu nous donner des explosifs... pour faire du travail de sabotage mais on n'a jamais voulu nous donner d'armes... parce que nous étions communistes... et c'est pas de la faute aux... à de Gaulle... c'était de la faute surtout aux Anglais et derrière eux aux Américains

bien entendu... qui avaient probablement peur à ce moment-là que les FTP et les vrais résistants prennent trop d'importance. » (Edgar, Inspecteur de l'enseignement technique retraité, adhésion en 1939.)

Le souvenir qui domine ici, c'est celui de l'« entente parfaite » : à aucun moment, de Gaulle ou la Résistance gaulliste ne se trouvent mis en cause pas plus que le rôle ultérieur de De Gaulle, en 1958 et sous la Cinquième République, ne sera évoqué. Si on considère qu'il y a entre la mémoire vive et la mémoire officielle des mouvements de va-et-vient et d'influence réciproque, on ne peut qu'être frappé de la convergence entre ce témoignage et les publications de l'année 1974. Cette exception à la norme de cette série d'entretiens non directifs, venue d'un résistant, confirme l'hypothèse selon laquelle le revirement de 1974 pouvait se nourrir non seulement d'éléments déjà et toujours présents de la mémoire officielle, mais également s'appuyer sur les représentations de la mémoire vive, au moins chez les résistants. Amené par son récit à préciser le rôle des communistes et des gaullistes, celui-ci poursuit :

« J'ai pris contact avec la Résistance, avant on cherchait, mais on ne trouvait pas. Les premiers organisés en France naturellement, ça a été les militaires, ceux qu'étaient... ceux qu'étaient avec les de Gaulle. Nous le parti, on n'avait rien du tout. (...) On était battu, on était battu, la guerre... Tout le monde n'a pas suivi de Gaulle tout de suite... Et ni les communistes, qui ont commencé à attaquer aussi, quand on dit qu'ils ont attaqué surtout quand l'URSS a été... est entrée en guerre, c'est pas vrai, les premiers coups durs qu'il y a eu, c'est... l'action directe, c'est les communistes qui l'ont fait... De Gaulle, lui, organisait la résistance à Lille, à Londres... et les communistes ont commencé déjà à faire des sabotages dans la région parisienne... et le gros de la population était un peu abruti par ce qui venait de nous arriver... puis ils ne pensaient qu'à une chose, déjà à bouffer et puis ensuite, vivement que ça finisse... »

La défense de la Résistance communiste passe par le rappel du rôle et de l'importance de la Résistance intérieure, souligne que de Gaulle était ailleurs, s'achève cependant sur la reconnaissance d'un clivage qui ne sépare pas gaullistes et communistes mais au contraire les rassemble, face à l'attentisme dominant.

Les indications fournies par ces entretiens, trop rares et

relativement pauvres, n'ont qu'une valeur illustrative et ne présentent d'intérêt que rapportées à la mémoire officielle.

Elles se trouvent cependant complétées et partiellement confirmées par les commentaires sollicités au cours d'une troisième entrevue. Ce troisième entretien visait, je le rappelle, à compléter l'information sur un certain nombre de thèmes, là où précisément les entretiens non directifs avaient déçu mon attente : parce que tel événement ou telle figure historique n'avait quasiment pas été évoqué, ou parce que les discours s'étaient révélés d'une extrême et étonnante banalité. Ainsi de Gaulle, comme nous venons de le voir, mais également Staline. Cet élément laissait à penser que la rationalité des silences avait surtout à voir avec la puissance des affects. Il me fallait donc non seulement obtenir des représentations, des images, des récits mais également tenter de mieux comprendre pourquoi ces événements ou ces figures étaient restés dans l'ombre. Dans cette perspective et dans l'espoir de susciter des réactions sur le rôle de De Gaulle dans la Résistance, j'ai proposé aux enquêtés une affiche de la Libération : un dessin représente une pierre figurant la croix gammée qui se brise, entre une enclume marquée de la croix de Lorraine et un marteau dont le manche est décoré des drapeaux alliés, anglais, américain, français et soviétique. Le symbole est souligné par une légende sans autre commentaire : « Entre le marteau... et l'enclume ! »

Les réactions à cette affiche sont extrêmement diverses, selon les générations notamment. Parmi les plus jeunes, certains ne comprennent pas du tout ce dont il est question, ni *a fortiori* les enjeux de mémoire mobilisés par une telle représentation de la défaite allemande. Mais le plus étonnant est sans doute dans le clivage qui s'opère, à âge équivalent, entre ceux qui ont été des résistants actifs et les autres. Ainsi cet enquêté, déjà cité à propos de la Résistance :

« Qu'est-ce que c'est que ça ? C'est une allégorie ? Ça a paru quand ça ? pendant la guerre ? La croix gammée et l'hitlérisme, une grosse enclume, de Gaulle... ce qui ne me plaît pas là dedans c'est la disproportion, un entre l'action des FFI dont j'étais et la part prise

1. Cette affiche signée Jean Carlu, réalisée aux États-Unis en 1944, a été apposée par les Américains après le débarquement. Cf. Stéphane Marchetti, *Affiches 1939-1945. Images d'une certaine France*, Édita, 1982, p. 162.

au combat par les autres hein... Ça c'est la France, l'Amérique là et puis les... ils ont quand même fait quelque chose les Russes, ils ont fait plus que ça... par rapport à ça, moi je suis là, je suis là... si j'avais à noter ce dessin je le ferais refaire, en changeant les proportions, ça ne me plaît pas. » (Edgar.)

Que la croix de Lorraine puisse symboliser l'ensemble de la Résistance ne choque pas cet ancien résistant communiste puisque, dit-il pour expliquer son propre engagement dans les FFI, « l'organisation, ça tombait comme ça se présentait ». Il conteste en revanche des proportions qui font la part trop belle à la Résistance, eu égard au rôle des Alliés et notamment des Soviétiques. Si on laisse de côté pour l'instant la question des Soviétiques également soulevée par d'autres, cette réaction où ne se trouve absolument pas évoqué le rôle propre des communistes peut étonner. Un autre ancien résistant, déporté, bien qu'il se montre au contraire heureux des proportions adoptées, tient sur ce point un discours assez semblable :

« Ça, ça rappelle la Libération... bien sûr, on veut mettre en lumière que la France, la Résistance française a participé... Les armées... écrasées quand même avec l'appui des Résistants... comme ici, ça s'est passé en France... S'il n'y avait pas eu la Résistance, il y aurait eu moins de facilités pour le débarquement. D'abord, ils l'ont reconnu eux-mêmes les Américains... que les appoints de la Résistance leur avaient donné un coup de main... Qu'est-ce que vous voulez de plus ? L'écrasement de l'hitlérisme... c'est le fruit de tous. Y a tous ceux qui se sont opposés à l'hitlérisme. Hein... Résistants, civils, avec uniforme ou sans uniforme, les armées légales, tous ceux qui y étaient opposés... L'écrasement de l'hitlérisme est le fruit de la convention de tous ceux qui y étaient opposés et qui y ont participé... parce qu'il y en a qui étaient opposés mais qui ne participaient pas... qui attendaient que ça se termine. » (Miguel, sidérurgiste, résistant, adhésion en 1934.)

Chez cet enquêté comme chez le précédent, pas un mot sur l'adversaire politique qu'est devenu de Gaulle, ni la moindre mise en cause de la Résistance gaulliste. L'union est valorisée, contre l'ennemi commun et face à tous ceux qui se contentaient d'attendre.

Les commentaires suscités par cette affiche ont un ton radicalement différent quand les enquêtés sont en âge de se souvenir de la guerre mais n'ont pas été résistants. Cet enseignant du

technique retraité par exemple, adhérent de la Libération, qui par ailleurs n'avait pas même mentionné le nom de De Gaulle au cours des deux premiers entretiens :

« C'est la première fois que je vois ça... le marteau et l'enclume qui écrasent la croix gammée là... Évidemment, c'est pour de Gaulle ça... Donc, si je regarde bien le marteau : Anglais, Français, Américains et Soviétiques. L'enclume, ça représente le gaullisme... entre les deux c'est la croix gammée qui est écrasée... la France apparaît dans le manche du marteau... mais l'enclume, c'est de Gaulle... Hein, si c'est pas la France, l'enclume, c'est de Gaulle, quoi. On dirait qu'il y avait tous les autres d'un côté et lui de l'autre. Hein ? C'est difficile de traduire autrement. Lui, enfin... le gaullisme de l'autre... Non, c'est une affiche que je n'ai jamais vue. Mais il suffit de la regarder pour... Les commentaires viennent d'eux-mêmes... celui qui a dessiné l'enclume, il n'en a jamais vu ! Non mais ! Une enclume, ça a une surface unie au-dessus, y a pas d'enclume avec un relief comme ça... bon... eh ben, c'est de la publicité pour le gaullisme, c'est tout, je ne vois pas très bien comment le traduire autrement... non, mais ! Je vois Américains, Anglais, Français, Soviétiques... tout ça c'est le marteau... et le gaullisme, c'est le reste, c'est le gros morceau, parce que l'enclume, c'est le gros morceau... Allez une autre ! » (Roger, professeur d'atelier, retraité, adhésion en 1945.)

Le « une autre » (photographie) qui clôt ce commentaire souligne l'indignation suscitée par cette représentation perçue pour être à l'avantage exclusif des gaullistes, implicitement contre les communistes et contre les alliés soviétiques dont il est par ailleurs largement question chez cet enquêté, président local de l'association France-URSS. Apparaît aussi une réticence certaine à entrer dans le détail des conflits de mémoire, cohérente avec le silence qui prévalait dans les premiers entretiens. On peut également noter l'allusion à l'origine de classe du dessinateur, suspecté de n'avoir jamais vu une enclume : incidente, elle exprime sans doute la culture technique de ce militant ouvrier, mais me semble cependant devoir être référée à cette représentation largement partagée qui souligne l'appartenance de De Gaulle à la bourgeoisie.

Même réaction, cependant moins virulente, un peu indifférente, amusée plutôt, chez cet enquêté déjà longuement cité, le seul à s'attarder sur un portrait de De Gaulle où il était question, rappelons-le, de son « art » et de sa capacité à cultiver les dividendes de la Résistance. Encore faut-il noter que le ton

globalement dépréciatif du commentaire qui suit ne vise pas de Gaulle mais les gaullistes.

« Ah, je connais pas ça tiens ! ah oui... je ne crois pas que du point de vue artistique, ça passe à la postérité mais disons que ça représente quand même... tout ce qu'il y a de sûr, c'est que ça, de la part des gaullistes, ça ne manque pas de modestie hein... la grosse enclume avec le petit marteau russo-américain. » (Maurice.)

La disproportion entre les forces, que figurent le marteau et l'enclume, est enfin soulignée par cette enquête qui reconnaissait à de Gaulle le mérite d'avoir été un adversaire clair, exhibant « la carte des banquiers ».

« Entre le marteau et l'enclume »... ça, c'est une affiche de propagande, la croix de Lorraine, c'est le gaullisme... (...) Je ne me souviens pas du tout de ce genre d'affiche, je pense que c'est quelque chose qui a été édité à la fin de la guerre, à l'époque, il y avait une grande union sacrée... (...) il y a quand même une disproportion entre cette croix de Lorraine et ces tout petits drapeaux... (...) il y a quelque chose qui me surprend, c'est justement la disproportion entre cette enclume et cette croix de Lorraine qui est vraiment très grosse et le, par exemple, le sigle soviétique qui est vraiment tout petit, même le drapeau américain... (...) parce que le gaullisme, il existait, c'est un fait certain, mais les alliés ont quand même été extrêmement..., tout à l'heure, j'évoquais Stalingrad, bon le débarquement américain de l'autre côté, c'était quelque chose de monumental aussi... que le gaullisme seul n'aurait jamais pu mettre en œuvre, pour des tas de raisons d'ailleurs... » (Michèle.)

La thématique centrée ici encore sur la maigre représentation des Soviétiques ne met pas seulement en cause la disproportion : constatant d'emblée qu'il s'agit d'une affiche de propagande, rappelant l'« union sacrée » pour s'expliquer peut-être à elle-même l'absence de toute figuration des communistes, elle s'attache à réduire le rôle des forces gaullistes et on peut supposer que les communistes trouvent une place dans ce « tas de raisons » non précisées.

Dans cette génération, cette affiche provoque donc des réactions sensiblement plus vives chez ceux qui n'ont pas été résistants : absence des communistes, image réductrice du poids des Soviétiques et éventuellement de l'ensemble des Alliés, propagande gaulliste sont les points forts de la critique. Les

résistants mettent l'accent sur l'union de tous, communistes, gaullistes et Alliés : en dépit d'imperfections dans la forme et de défauts dans la représentation des forces, c'est cette union qui se trouve pour eux d'abord symbolisée par cette affiche.

Avec les adhérents plus jeunes et moins anciens, les commentateurs, quand il y en a, gagnent un ton de sévérité :

« Ça ne peut-être qu'une affiche gaulliste hein... parce que tirer les draps à soi... parce qu'en fin de compte la vraie résistance, ça a été la résistance populaire... bon on peut pas nier que de Gaulle a eu un rôle important, c'est quand même lui qui a été l'image de la Résistance. Mais enfin c'était pas la Résistance, il n'a jamais prôné la résistance armée... c'est quand même la classe ouvrière qui a le plus résisté... la bourgeoisie, ceux qui avaient des intérêts, ils ont quand même collaboré, un moment ou l'autre, on ne peut pas le nier, c'est historique, ça ! » (Georges, cheminot, adhésion en 1958.)

« C'est vrai que le général de Gaulle il était à Londres, il a résisté vaillamment mais en fait, finalement, heureusement qu'il n'était pas tout seul... ça ne m'inspire pas grand commentaire parce que ça fait partie de cette fable de dire heureusement que de Gaulle était à Londres... ça fait partie de cette fable de dire aussi que la Résistance dans le parti n'a démarré que le 22 juin 1941 au moment de l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne... c'est pareil, on a déjà répondu... non... c'est vrai qu'il a eu un rôle mais enfin il a bien réussi à tirer la couverture à lui... parce qu'en fait, l'enclume représente l'élément principal, alors s'il y avait bleu blanc rouge sur l'enclume, d'accord mais la croix de Lorraine ! on reconnaît bien le pouvoir personnel. » (Gérard, employé PTT, adhésion en 1962.)

« Je suis absolument contre ce symbole, à croire que c'est grâce à de Gaulle... c'est pas lui quand même qui était dans le maquis... dans l'enclume je verrai plutôt la faucille et le marteau, le symbole de la Russie. » (Patrick, ouvrier, adhésion en 1978.)

Ce sont donc les adhérents plus récents, notamment les adhérents de la République gaulliste, qui collent le mieux aux thèmes de la « mémoire polémique ». Encore faut-il noter que la plupart d'entre eux, et particulièrement tous ceux qui ont adhéré après la mort de De Gaulle et dans la période de l'Union de la gauche, ne commentent pas cette affiche, qui ne suscite rien sinon une plate indication de la période à laquelle elle fait référence.

Ceux dont les propos sont ici reproduits ont vécu l'ouverture

du parti aux gaullistes comme une parenthèse tactique, et n'ont par ailleurs aucun souvenir de la guerre qui vienne tempérer les interprétations de la mémoire historique : révoltés par les « fables » qui disqualifient leur parti, ils ne voient dans cette affiche que l'expression de la volonté et de la capacité de De Gaulle à « tirer la couverture à lui ». D'un côté la classe ouvrière et les Soviétiques, de l'autre, la bourgeoisie, les traîtres, le pouvoir personnel et de Gaulle dont le rôle dans la Résistance est à peine concédé, limité par sa réticence « à prôner la lutte armée », moins efficace que « les maquis », inutile peut-être sans l'intervention des Soviétiques.

MÉMOIRE OFFICIELLE ET MÉMOIRE VIVE

La mémoire collective de De Gaulle, mémoire historique et mémoire vive mêlées, apparaît ainsi dominée par le souci quasiment constant, si on excepte l'année 1974 pour la mémoire historique et la génération de la Résistance pour la mémoire commune, de réduire l'image de De Gaulle née de la Résistance. Ce travail de la mémoire historique, inlassable jusqu'à la mort de De Gaulle, a de toute évidence façonné les représentations et les interprétations de la seconde guerre mondiale chez tous les militants trempés par les luttes politiques contre le gaullisme. Mais on ne peut cependant sous-estimer combien les révisions de l'année 1974 étaient en harmonie avec la mémoire commune des résistants, et, pour partie, de tous ceux qui ont un souvenir vécu de la guerre. On ne peut négliger non plus l'image positive que les sympathisants communistes partagent globalement avec l'ensemble des Français. Sans doute touchons-nous encore ici du doigt l'erreur qui fait confondre mémoire historique et mémoire collective. La mémoire historique des années soixante a certainement pesé sur les représentations de la mémoire collective, mais elle n'a guère entamé les souvenirs vécus des résistants, soumis à d'autres influences, participant sans doute d'autres mémoires collectives, autrement plus puissantes, où gaullistes et communistes confondus commémorent le passé commun. À l'inverse, cette génération a fourni les éléments, images et souvenirs, qui donnèrent vie

et crédibilité aux révisions de 1974. C'est dire aussi que la mémoire historique a dû composer avec la mémoire des événements vécus, comme en témoignent si clairement les commentaires contradictoires publiés à la mort de De Gaulle. Les silences, occultations de la mémoire historique et sélections de la mémoire vive, peuvent être interprétés comme le signe de ces appréciations contradictoires, toujours et simultanément présentes. Enfin, la difficulté à fixer une image claire de De Gaulle, si elle permet, comme nous l'avons vu, tous les jeux de mémoire, est également l'indice d'une faille dans la mémoire apparemment lisse, non conflictuelle de la Résistance : quand toutes les générations communistes en effet se retrouvent dans une interprétation commune du rôle des communistes dans la seconde guerre mondiale, les clivages qui demeurent concernant la figure de De Gaulle entre ceux qui ont vécu la guerre et la Libération, et ceux dont les images ont été formées aux sources de la mémoire historique, donnent à deviner l'ampleur du travail d'homogénéisation et de réduction des conflits opéré par l'organisation, pour que s'impose comme vérité la mémoire historique de la seconde guerre mondiale.

CONTREPOINT LA MÉMOIRE COMMUNISTE DE LA RÉSISTANCE

Ici encore, le projecteur aurait pu être orienté différemment et éclairer la mémoire communiste de la Résistance, tracer un autre chemin dans les entrelacs de la mémoire historique et de la mémoire vive. Car, à porter l'attention sur cette figure qu'est de Gaulle, impensable dans les cadres de la mémoire communiste, c'est bien la mémoire communiste de la Résistance qu'on découvre, comme trame et paysage. Comme enjeu également.

Arrêtons-nous un instant sur ce qu'aurait révélé une étude centrée sur la mémoire communiste de la Résistance. Le point de vue aurait été sensiblement différent. L'examen d'une série de sondages réalisés à l'occasion de la commémoration de la Libération et des anniversaires de la mort du Général en 1980 et 1985¹ fait apparaître que les réponses des sympathisants

1. Cf. « L'action du général de Gaulle vue par les Français dix ans après sa mort », SOFRES, septembre 1980. « Les Français et la Libération quarante

communistes sont contrastées, voire susceptibles d'interprétations contradictoires, isolées du contexte propre au questionnement. Interrogés sur de Gaulle, les sympathisants communistes ne se démarquent guère, expriment une opinion globalement favorable à de Gaulle et tout particulièrement lui reconnaissent un rôle essentiel pendant la seconde guerre mondiale. Invités à choisir entre divers symboles de la Libération ou à hiérarchiser les forces anti-hitlériennes, ils restituent en revanche une vision plus spécifiquement communiste du passé et valorisent la Résistance intérieure et le rôle des Soviétiques au détriment de l'action propre de De Gaulle et des forces gaullistes. De la même manière, en mettant l'accent non sur de Gaulle — dont les militants communistes parlent peu —, mais sur la Résistance — dont ils parlent beaucoup —, j'aurais pu montrer, en me fondant sur les entretiens recueillis et particulièrement sur les commentaires suscités par deux des photographies présentées, l'une évoquant le souvenir « des cinq martyrs du lycée Buffon », l'autre montrant Thorez, Duclos et Marty côte à côte « pour l'application du programme du CNR », comment et pourquoi la mémoire communiste de la Résistance est un des rares cas où s'est effectuée une gestation efficace de la mémoire collective, en ce sens que s'est imposé au fil des années un tableau lisse, homogène, sans repentir, de ce qu'a été la Résistance communiste.

Les amateurs d'histoire seront surpris peut-être par cet énoncé sans nuance. Ils se rappellent les « procès de Moscou à Paris » et leurs raisons implicites, leurs enjeux précisément liés à la mémoire de la Résistance¹. Ils ont à l'esprit les passions déchaînées par les accusations portées contre Georges Marchais suspecté d'être faux « STO » et vrai travailleur volontaire en Allemagne² et l'intense activité de réplique à laquelle s'est

ans après », Louis Harris-France, décembre 1983. « Le gaullisme quinze ans après la mort de De Gaulle », SOFRES, 1985. Pour un commentaire de ces sondages, voir Marie-Claire Lavabre, *op. cit.*

1. Selon le titre de l'ouvrage que Charles Tillon a consacré à « l'affaire Marty-Tillon ». Cf. Charles Tillon, *Un procès de Moscou à Paris*, Seuil, 1971. Voir également le témoignage d'André Marty sur le « coup monté » qui allait aboutir à son exclusion en 1952. Cf. André Marty, *L'affaire Marty*, Deux-Rives, 1955.

2. C'est en 1970 que Charles Tillon conteste, dans *Le Monde*, la biographie officielle de Georges Marchais et que se développe une polémique sur les

livré l'intéressé, abondamment relayé par la presse communiste. Ils n'ignorent pas les débats et polémiques suscités par la désertion de Maurice Thorez à la fin septembre 1939¹, les controverses sur le caractère économique ou anti-allemand de la grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais en mai 1941², sur l'authenticité de l'appel du 10 juillet 1940 comme texte fondateur de la Résistance communiste³, sur la demande de réparation légale de *l'Humanité* faite aux occupants allemands de juin à août 1940⁴, sur les lettres adressées au maréchal Pétain à l'été et à l'automne 1940 par les députés communistes emprisonnés qui demandaient à témoigner contre Léon Blum⁵. Plus récemment, deux films télévisés de Mosco ont porté sur la scène médiatique les histoires du Parti communiste, tant dans la Résistance que dans les années qui suivirent où on a achevé de régler les comptes de cette période qui s'ouvre avec

raisons du départ de Georges Marchais en Allemagne en 1942 comme travailleur volontaire ou « déporté du travail ». Voir également : Auguste Lecœur, *Le PCF, continuité dans le changement. De Maurice Thorez à Georges Marchais*, Robert Laffont, 1977, p. 233 et suiv. Et, du même auteur, *La stratégie du mensonge, du Kremlin à Georges Marchais*, Ramsay, 1980, p. 19-42.

1. Sur les conditions de la désertion à la fin septembre 1939 et du départ en URSS de Maurice Thorez, cf. Guillaume Bourgeois, *Communistes et anticommunistes pendant la drôle de guerre*, thèse de troisième cycle en histoire contemporaine, sous la direction d'Annie Kriegel, Paris X-Nanterre, 1983, p. 140-162.

2. Voir les témoignages suivants : Auguste Copin, *L'aurore se lève au pays noir*, Éditions sociales, 1966. Auguste Lecœur, *Croix de guerre pour une grève, 100 000 mineurs contre l'occupant, 27 mai-10 juin 1941*, Plon, 1971. Roger Pannequin, *Ami si tu tombes (Les années sans suites I)*, Le Sagittaire, 1976, p. 101-104. Voir également : « Auguste Lecœur et la grève des mineurs de 1941 », *Le Monde-Dimanche*, 7 juin 1981. Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980, p. 195-200. Étienne Dejonghe, « Chronique de la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, 27 mai-9 juin 1941 » in *Les communistes français de Munich à Châteaubriant, 1938-1941*, sous la direction de Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost et Jean-Pierre Rioux, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987, p. 249-265.

3. Cf. Denis Peschanski, « L'été 40 du PCF », *L'Histoire*, 60, octobre 1983, p. 71-81. Voir également Stéphane Courtois, *op. cit.*, p. 139-142.

4. Cf. Denis Peschanski, « La demande de réparation légale de *l'Humanité*, 17 juin-27 août 1940 », *Le Mouvement social*, 117, octobre-décembre 1980, p. 67-89.

5. Cf. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste, I, 1920-1945*, Fayard, 1980, p. 510.

le pacte germano-soviétique et se ferme avec le retour d'URSS de Thorez. Le premier, *Terroristes à la retraite*, est à l'origine de la controverse historique, politique et médiatique sur les raisons de la chute du « groupe Manouchian¹ » et, plus justement, sur le sort réservé dans la mémoire communiste au souvenir des combattants de la MOI² ; le second, *Mémoires d'ex*, présente un obscur tueur communiste préposé pendant la guerre à la liquidation des traîtres à la Résistance... ou au parti, ainsi que des figures mieux connues, Fourier, Codou, Langumier, Pannequin et Lecœur, dont les destins politiques, les ruptures et exclusions, ont été, à divers titres, scellés par les événements de la seconde guerre mondiale³.

À chaque attaque d'envergure, le parti répond, mobilise ses témoins, ses historiens⁴. Les polémiques, ponctuelles, n'affectent guère cependant ni l'orientation générale de la mémoire officielle ni la mémoire vive. Celle-ci est nourrie des souvenirs de nombre

1. Le film de Mosco, *Terroristes à la retraite*, a été programmé à la télévision en juin 1985. Sur les conditions de la chute du groupe Manouchian, cf. Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Fayard, 1987. Et Boris Holban, *Testament*, Calmann-Lévy, 1987.

2. Cf. la publication en 1951 par les Éditions de Moscou et en français des *Lettres de communistes fusillés* qui font pièce aux *Lettres de fusillés* éditées par Charles Tillon et les Éditions France d'abord en 1946 : d'un recueil à l'autre, selon Stéphane Courtois, tous les noms du « groupe Manouchian » et des FTP-MOI ont été supprimés et remplacés par des noms de cadres communistes confirmés. Cf. Stéphane Courtois, « Luttres politiques et élaboration d'une histoire : le PCF historien du PCF dans la seconde guerre mondiale », *Communisme*, 4, 1983, p. 5-26.

3. Le film, *Mémoires d'Ex*, a été diffusé à la télévision pour la première fois en 1990. Voir également Jules Fourier, *Graine rouge*, La Brèche, 1983. Auguste Lecœur, *Le partisan*, *op. cit.* Roger Pannequin, *Ami si tu tombes*, *op. cit.*, et *Adieu camarades*, Sagittaire, 1977.

Cf. également la biographie d'Adrien Langumier, in Guillaume Bourgeois, *Communistes et anticommunistes pendant la drôle de guerre*, *op. cit.*, p. 385-386.

4. Voir par exemple, peu de temps avant le colloque qui, à l'initiative de l'IHTP, de l'Université Paris I et de la Fondation nationale des sciences politiques, devait se pencher sur l'histoire du PCF de 1938 à 1941 (octobre 1983), dans la collection « La vérité vraie », l'ouvrage très polémique : Francis Crémieux et Jacques Estager, *Sur le parti, 1939-1940*, Messidor, 1983. Voir également sur un autre registre le numéro spécial « Front populaire, antifascisme, résistance, le PCF (1938-1941) », *Cahiers d'histoire de l'IRM*, 14, septembre 1983.

de militants ou de sympathisants communistes de l'époque, fondamentalement anti-nazis et peu soucieux – à supposer qu'ils les aient même connues – des analyses politiques qui définissaient la guerre comme impérialiste¹ ; elle est également marquée par le lourd tribut payé par les communistes à la Résistance. Dire dans ces conditions qu'il y a là travail réussi de la mémoire collective, c'est réaffirmer que l'efficacité de la mémoire ne se juge pas à la connaissance du passé ni à la conservation du tout de ce qui est passé mais à l'homogénéité des représentations de la mémoire vive, à la rencontre entre la mémoire historique et la mémoire commune des acteurs, au sens donné au passé, lequel suppose et commande la sélectivité de la mémoire.

Parmi les militants qui se sont prêtés à cette enquête, les résistants parlent essentiellement de cette période de leur vie : ils témoignent en communistes de ce qu'a été la Résistance communiste. Les risques encourus, l'expérience de la répression, voire de la déportation, confirment la justesse de leurs choix politiques antérieurs et constituent la raison d'une fidélité constante jusqu'à aujourd'hui. Au cours des entretiens, ils ont montré livres, brochures commémoratives, journaux archivés qui mentionnent leur nom ou celui de tel camarade proche, certificats de résistance, habit rayé de déporté pieusement conservé, voire bribes de manuscrits autobiographiques. Ceux qui ont vécu la guerre sans participer à la Résistance éprouvent le besoin d'en rendre compte : ils étaient prisonniers en Allemagne, trop jeunes encore ou déjà chargés de famille ; parfois, ils laissent entendre, avec la modestie qui convient, qu'ils ont donné tel ou tel « petit coup de main », étaient en relation avec tel ou tel camarade, résistant connu et reconnu comme tel ; quand ils sont adhérents des années de l'après-guerre, la Résistance communiste – assortie de ses significations sociales et politiques – est donnée comme raison immédiate de leur adhésion.

Dans cette génération, trois allusions, chez les militants du Nord, furtives, portent la trace d'un passé plus conflictuel que

1. Cf. Philippe Robrieux, *op. cit.*, p. 512-516, ou André Pierrat et Michel Rousseau, *Eusebio Ferrari, à l'aube de la résistance armée*, Syros, 1980, p. 71-92. Voir également : Roger Martelli, « Le PCF en 1940 », *La Pensée*, 275, mai-juin 1990, p. 81-92.

ne le laisse supposer le ton dominant des entretiens. Un militant évoque le député communiste de Valenciennes Dewez, démissionnaire du parti en janvier 1940¹ : il est vrai que c'est pour indiquer que déjà, avant guerre, on aurait dû se méfier de ce traître en puissance, dont la mauvaise réputation nuisait au parti. Un autre évoque avec ironie tel responsable local du parti qui, fort de son prestige de résistant, se croyait tout permis et se prenait pour un « petit Staline ». À l'inverse, un troisième enfin, amer, se souvient de son retour de déportation et insinue dans une demi-phrase que les « autres » – les communistes de fraîche date ou ceux qui n'avaient pas pris le risque personnel de la Résistance – ne lui avaient « pas fait de cadeaux ». Quand le pacte germano-soviétique est évoqué, c'est pour être expliqué rétrospectivement et finalement justifié. C'est tout. C'est peu, compte tenu là encore de l'attenté préconçue du connaisseur de l'histoire et des histoires du parti.

Les militants plus jeunes et moins anciens évoquent également – nous l'avons vu à diverses reprises – la gloire de leur parti. Souvenirs d'enfance, réels ou reconstruits, figure proche – père, oncle ou voisin – pour les adhérents des années cinquante, récits et lectures pour tous nourrissent une image univoque de la Résistance communiste. Tous possèdent ou ont lu quelques-uns des nombreux ouvrages ou témoignages publiés par le parti sur la Résistance².

La figure de De Gaulle aurait ainsi trouvé une place mal définie, somme toute assez mince, aux marges de ce chemin tracé dans les multiples associations et évocations enchevêtrées qui forment la matière de la mémoire, ponctué de commémorations et de célébrations, saturé de témoignages et de

1. Cf. la biographie de Sulpice Dewez, député élu en 1932 et en 1936 de la 3^e circonscription de Valenciennes, in Guillaume Bourgeois, *op. cit.*, p. 381-382.

2. Les « années noires » constituent un des thèmes majeurs de l'historiographie communiste et des témoignages autobiographiques publiés par le PCF depuis 1965. Cf. Marie-Claire Lavabre et Denis Peschanski, « L'histoire pour boussole ? Note sur l'historiographie communiste, 1977-1981 », *Communisme*, 4, 1983, p. 105-114. Les militants possèdent et lisent plus volontiers les témoignages autobiographiques. On citera par exemple, dans la collection « Souvenirs » des Éditions sociales : Simone et Auguste Gillot, *Un couple dans la Résistance*, 1975 ; *Maquis de Corrèze* (par 120 témoins et combattants), 1971 ; Joseph Sanguedolce, *Résistance de Saint-Étienne à Dachau*, 1973.

souvenirs publiés par les éditions du Parti communiste français ou par la presse communiste, plus que tout autre déterminé dans ses contours comme dans ses contenus par quelques stéréotypes partagés : la formule de Mauriac — « La classe ouvrière seule dans sa masse fidèle à la France profanée » — et le « parti des fusillés » assurent ainsi la fusion de la classe et du parti, au cœur des représentations communistes de l'histoire, et, répétés à l'envi, connus de tous les militants, constituent le noyau, la matrice de toutes les évocations de la Résistance. Stalingrad, les souffrances du peuple soviétique et la victoire de l'Armée rouge portent à la perfection la cohérence de l'image que les communistes restituent de cette période : la classe ouvrière, son parti et la patrie du socialisme unis contre un ennemi absolu, soutenu par les collaborateurs et autres vichyssois, traîtres à la patrie, par conviction anticommuniste et par nature de classe. Le prix du sang, la gloire des héros communistes — qui ne connaît dans ce parti la réplique du jeune Guy Moquet au docteur Ténine, revendiquant de mourir, comme ses aînés, en tant que communiste ? — constituent la preuve de la pureté communiste et, partant, de la justesse de ses combats et de ses analyses, aujourd'hui comme alors. La mémoire communiste de la Résistance, parce qu'elle cristallise en une même référence tous les enseignements utiles du passé, a une forte cohérence interne. C'est pourquoi les militants communistes, toutes générations confondues, l'évoquent si souvent. C'est pourquoi aussi, nous l'avons rencontrée, dans les va-et-vient entre le passé et le présent qui suscitaient l'évocation de la Révolution française ou de la Commune, à propos de l'image de l'Union soviétique ou des raisons qui ont porté les militants communistes à minimiser les révélations du 20^e congrès du PCUS. C'est pourquoi enfin la sélectivité de la mémoire ne souffre ici guère d'exceptions : rien de ce qui contrevient à l'agencement établi des différents thèmes suscités par cette référence au passé — l'unité et la loyauté de la classe ouvrière, le courage et le sacrifice des communistes, la trahison des possédants, la détermination des soviétiques — n'émerge, ni le pacte germano-soviétique et ses conséquences, trouble et déflections, ni les conflits de légitimité et les tensions de l'après-guerre entre ceux des communistes qui avaient été résistants et les autres, ni même aucun doute sur le prix de la lutte armée.

Faillie dans la mémoire communiste de la Résistance, la

figure de De Gaulle en dérange — ainsi que nous l'avons vu — la logique organisatrice. Mais l'essentiel réside en ce qu'elle révèle qu'à côté du discours dominant, relativement homogène, sur la Résistance, continue d'exister une solidarité de génération et une autonomie propre des souvenirs de résistants.

Stéphane Courtois, en étudiant l'historiographie communiste de la seconde guerre mondiale¹, met au cœur de son analyse la distinction mémoire collective/mémoire commune, c'est-à-dire mémoire des événements vécus en commun², pour montrer le formidable enjeu constitué par cette période au sein même du parti. Dès l'après-guerre en effet, l'historiographie communiste apparaît non seulement comme riposte nécessaire dans le combat qui oppose très tôt aux communistes les gaullistes et les socialistes³, mais également comme élaboration de l'histoire récente à usage interne. Deux discours, deux mémoires coexistent dans le parti dès lors qu'avec le retour de Maurice Thorez, une partie des dirigeants communistes entreprend de revenir sur la politique suivie d'octobre 1939 à juin 1941 et de la revendiquer, tandis que d'autres, Marty et surtout Tillon⁴, glorifient la Résistance et particulièrement la résistance armée⁵. En fait, le Parti communiste français de 1945 n'a plus grand-chose à voir avec celui de 1939 : il est dominé dans sa masse par une génération, jeune et marquée par l'expérience de la Résistance. La direction communiste, dont l'identité formée avant guerre repose sur la trilogie fidélité à l'Union soviétique/esprit de parti/ouvriérisme, doit à la fois préserver le prestige acquis par le « parti des fusillés » en soutenant la concurrence de la mémoire gaulliste et éviter que les anciens résistants pour lesquels Staline est d'abord identifié à Stalingrad, forts de leur

1. Cf. Stéphane Courtois, art. cité.

2. Sur cette distinction telle que la met en œuvre Stéphane Courtois, cf. Marie-Claire Lavabre, « Génération et mémoire », in *Génération et politique*, sous la direction d'Annick Percheron, Congrès de l'Association française de science politique, octobre 1981.

3. Dès juillet 1946, Édouard Daladier révèle la demande de réparation de l'*Humanité* et la lettre à Pétain de François Billoux en 1940. Cf. Stéphane Courtois, art. cité, p. 9.

4. Les positions de Marty et de Tillon ne sont cependant pas identiques, ni pendant la guerre ni après. Marty qui est passé en URSS puis à Alger n'a notamment jamais contesté le pacte germano-soviétique et les analyses du parti dans cette période.

5. *Ibid.*, p. 8.

passé et de la reconnaissance dont ils bénéficient hors du parti, n'acquiescent une autonomie politique dangereuse, fondée sur la mémoire « commune » de leur expérience particulière.

Stéphane Courtois, analysant ainsi les contraintes politiques qui pèsent sur l'historiographie communiste de la guerre, en restitue la chronologie. Alors que la presse communiste s'emploie à justifier le pacte germano-soviétique et fait valoir l'unité politique de la période qui va de 1939 à la Libération¹, une série d'ouvrages et de brochures, à l'initiative des anciens résistants, commémorent les pages glorieuses de l'action des combattants communistes. À partir de 1947-1948, les luttes internes se précisent : en témoigne notamment la mise au pilon en 1949, sur recommandation du Bureau politique, des premiers exemplaires imprimés de la collection « Mémorial-exemples », destinée à commémorer les héros communistes de la Résistance, dont le projet formé en 1946 avait été confié à Jean Chaintron en 1948². L'affaire Marty-Tillon en 1952, dans ce contexte où à l'Est se multiplient les procès qui visent les anciens d'Espagne et les résistants, à l'origine de laquelle se trouve encore, selon Courtois, un livre d'histoire sur le Parti communiste pendant la seconde guerre mondiale rédigé à la demande de Tillon par Serbat, ancien cadre FTP³, marque la défaite du courant résistant. Elle s'accompagne de la publication du livre de Jean Gacon et de Jean Bouvier, *La vérité sur 1939*⁴. La Résistance devient alors « sujet tabou pendant quinze ans », jusqu'à la mort de Maurice Thorez. Dès 1965, les

1. *Ibid.*, p. 11. Outre les articles qui dans les *Cahiers du communisme* revendiquent le pacte germano-soviétique (de Raoul Calas en septembre 1946, Victor Joannès en mars 1948, François Billoux en mars et août 1949...), Florimond Bonte publie en 1949 *Le chemin de l'honneur*, dans lequel il restitue les circonstances de la condamnation des députés communistes en 1940. L'ouvrage est amplement commenté dans les *Cahiers du communisme* (cf. René Hilsun, « Florimond Bonte : Le chemin de l'honneur », *Cahiers du communisme*, mars 1949, p. 381 et suiv.). Voir également « Les falsificateurs de l'histoire », note soviétique, février 1948, *France Nouvelle et Documents et matériaux se rapportant à la veille de la seconde guerre mondiale*, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1948, 2 volumes.

2. Stéphane Courtois, art. cité, p. 13.

3. *Ibid.*, p. 17.

4. Pour une appréciation rétrospective de cet ouvrage publié aux Éditions sociales en 1953, voir Jean Bouvier, « Une ou des histoires du PCF ? », in *Le Parti communiste français des années sombres*, *op. cit.*, p. 303-308.

ouvrages et contributions à l'histoire de la Résistance se multiplient, à l'initiative notamment de Jacques Duclos¹. Mais le fond de l'analyse historique n'est pas modifié pour autant.

Le texte de la conférence que Jacques Duclos prononce à l'Institut Maurice-Thorez en février 1968, à l'occasion de la publication du livre *Le Parti communiste français dans la Résistance*, en témoigne². Si le pacte germano-soviétique n'est pas mentionné, Duclos réaffirme d'emblée qu'en 1939 la guerre n'était pas faite à Hitler mais aux communistes, puis précise que « la guerre qui était engagée était une guerre de capitalistes qui désarmait la France devant Hitler » : aussi le parti avait-il raison d'appeler « à ne pas la soutenir mais au contraire à l'arrêter par la conclusion d'un règlement général ». Un tel règlement n'était possible, ajoutait alors Duclos, qu'à la condition qu'y participât l'Union soviétique « puissance se fixant des objectifs uniquement pacifiques et s'opposant à tout diktat hitlérien comme à tout compromis munichois³ ». Le cadre ainsi fixé et jugé — « Jamais on n'avait vu avec autant de netteté l'esprit de classe l'emporter sur l'esprit national⁴ » —, le parti, fort de n'avoir jamais cessé « le véritable combat antifasciste » peut, dès juin 1940, se placer « aux premiers rangs des patriotes en lutte pour la défense de l'indépendance, de l'honneur et de l'avenir de la patrie⁵ ». Enfin, après l'attaque allemande contre l'Union soviétique, déjà aguerris par les épreuves de la clandestinité et de la lutte armée et désormais certains de la victoire, les communistes vont amplifier l'action de la Résistance, « en dépit des consignes données par Londres », et bientôt s'affirmer comme les artisans majeurs de la Libération⁶.

À quelques variations et évolutions près — liées soit à la conjoncture politique immédiate, comme en 1974, soit à la réplique ponctuelle aux attaques de la presse ou des historiens

1. Selon Stéphane Courtois, art. cité, p. 20. C'est également après la mort de Thorez que Duclos entreprend la publication de ses *Mémoires* dont le premier volume paraît chez Fayard en 1968.

2. Jacques Duclos, *Le Parti communiste français dans la Résistance — À propos d'une publication récente de l'Institut Maurice Thorez*, Les conférences de l'Institut Maurice-Thorez, février 1968.

3. Jacques Duclos, *op. cit.*, p. 3.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, p. 4.

6. *Ibid.*, p. 16.

non communistes, soit enfin à l'expression propre des historiens communistes, marginale cependant dans les médias ésoériques — ce tableau de la seconde guerre mondiale et de la Résistance communiste constitue la matrice de la mémoire historique jusqu'à aujourd'hui.

À suivre encore l'analyse de Stéphane Courtois, nous distinguons ainsi trois périodes dans l'histoire de la mémoire historique. De 1945 à 1953, la seconde guerre mondiale, ses prémisses et la Résistance, sont très présentes mais il y a tensions et contradictions parce qu'il y a lutte interne. On peut en particulier noter que les *Cahiers du communisme*, dans cette période, consacrent finalement très peu d'articles à l'analyse ou au souvenir de la Résistance¹. De 1953 à la mort de Thorez en 1964, date à partir de laquelle les conflits internes de mémoire s'épuisent faute de combattants, c'est-à-dire de porteparole autorisés de la mémoire de la Résistance. À partir de 1965 enfin, s'élabore une mémoire historique de compromis qui, lissant le tableau des années 1939-1945, glorifie la Résistance et réinterprète sans reniements les années 1939-1940. Si on fait exception de la période où des mécanismes proprement organisationnels — exclusions et pressions — étouffent la mémoire de la Résistance, la mémoire historique est polarisée sur la seconde guerre mondiale². L'énergie dépensée à élaborer une mémoire officielle de la seconde guerre mondiale serait ainsi l'indice d'un « triple traumatisme », idéologique, humain et politique. Cette conclusion peut être précisée. Dire en effet qu'il y a eu traumatisme, idéologique — avec le pacte germano-soviétique —, humain — avec le sacrifice de milliers de militants —, politique — au sens où l'audience et le prestige des communistes à la Libération ont été payés d'un profond renouvellement du parti —, c'est en effet privilégier la trace et la mémoire commune. Il apparaît alors que la seconde guerre mondiale est un de ces exemples où le souvenir de ce qui a été vécu pèse lourdement sur les contenus et les élaborations de la mémoire historique. Mais, s'il y a là travail de la mémoire et mémoire collective, c'est bien parce que, dans la dernière

1. Dans cette période, les *Cahiers du communisme* consacrent au mieux un article par an à la commémoration des héros de la Résistance, figurés par les seuls Péri et Sémard.

2. Stéphane Courtois, art. cité, p. 22.

période, la mémoire historique et la mémoire de l'événement vécu en commun se rencontrent non seulement dans la valorisation de la Résistance mais également dans l'occultation des attitudes les plus controversées du parti. Cette occultation est le résultat d'une volonté politique dans le cas de la mémoire historique, elle correspond dans la mémoire vive soit à un effet direct de la mémoire historique, c'est-à-dire à une lacune de la connaissance chez les plus jeunes, soit à la réduction rétrospective d'un trouble ou d'un malaise politique, soit enfin chez la plupart des résistants aux souvenirs qu'ils conservent de leur expérience propre. En tout état de cause, la sélectivité de la mémoire collective obéit ici à la règle qui veut que le passé soit cohérent, dès lors qu'il s'agit non de le connaître mais de l'instrumentaliser à des fins politiques ou biographiques.

Paradoxalement, cette analyse reposerait sur un présupposé — le traumatisme de la seconde guerre mondiale ou encore la trace de l'expérience vécue — si l'étude de la mémoire communiste de De Gaulle n'avait fait apparaître la spécificité, en matière de mémoire, de la génération résistante. Car, il convient de le rappeler, cette spécificité n'apparaît guère, sinon dans l'abondance des mentions, quand on se donne pour objet d'éclairer la mémoire communiste de la Résistance.

Illusion d'optique ? Question de point de vue, ainsi que je l'indiquais en amont de cette brève revue de la mémoire communiste de la Résistance ? Pas seulement.

L'étude de Stéphane Courtois fait apparaître, on l'aura remarqué, une autre chronologie que celle qui se dégage quand on s'intéresse à la mémoire communiste de De Gaulle. Nicole Racine, étudiant les commémorations communistes des « appels » des 18 juin et 10 juillet 1940¹, montre, quant à elle, que la mise en place de la commémoration du 10 juillet entre 1945 et 1949 fait pièce à celle du 18 juin. En 1945, en effet, le Parti communiste nomme « Appel du 10 juillet » une version tronquée du texte signé de Duclos et Thorez intitulé « Peuple de France », diffusé au début de l'été 1940² : tout ce qui

1. Cf. Nicole Racine, « 18 juin 1940 au 10 juillet 1940, batailles de mémoire », in *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, op. cit.

2. Sur les controverses à propos de « l'appel du 10 juillet », voir la synthèse

relève de l'analyse que fait alors le Parti communiste — la tonalité pacifiste et anti-britannique du texte et la réserve dans la dénonciation de l'envahisseur nazi — est supprimé et l'appel du 10 juillet devient dès 1947 « le premier appel à la lutte contre l'occupant sur le sol national ¹ ». Il est vrai que « l'appel du 10 juillet », signé par Maurice Thorez et Jacques Duclos, contribue à donner à Thorez la légitimité de la Résistance, en dépit de sa désertion et de sa présence en URSS pendant toute la durée de la guerre. Mais tandis que ce bénéficie en tant que tel n'est pas négligeable, notamment dans le contexte déjà décrit d'un parti largement issu de la Résistance, la commémoration du 10 juillet 1940 a bel et bien pour objet d'accréditer l'idée que le parti, dans son ensemble, s'est engagé dans la Résistance dès juillet 1940 et, lançant un appel « sur le sol national » n'a rien à envier aux gaullistes ². Si la célébration du 10 juillet perdure alors même que celle du 18 juin connaît une éclipse à partir de l'année 1950, l'enjeu va se trouver renouvelé avec le retour du général de Gaulle au pouvoir. À partir de 1958 en effet, la presse communiste ne peut plus se contenter d'occulter le 18 Juin et il s'agit plus que jamais, nous l'avons vu, d'affirmer que ce sont les communistes qui ont eu l'initiative de la Résistance. Lorsqu'on reconnaîtra plus tard les mérites de De Gaulle, l'appel du 10 juillet restera celui qui, lancé sur le sol national, s'adressait au peuple et la classe ouvrière. Les débats historiographiques sur l'authenticité de l'appel du 10 juillet, voire, dans les années soixante-dix, l'émergence chez les historiens communistes d'une analyse plus critique et plus complexe du texte, n'entament guère l'interprétation d'ensemble. Quand même on admet que le texte cité depuis 1947 est un texte tronqué, la responsabilité en revient à l'anticommunisme et aux tentatives de minimiser le rôle de la Résistance communiste ³. Par ailleurs, les évocations proprement politiques du texte ne s'embarrassent pas de ces nuances

de Nicole Racine qui rappelle également la chronologie et l'évolution de l'historiographie communiste sur ce point d'histoire (*op. cit.*, p. 208-215).

1. Nicole Racine, *op. cit.*, p. 199.

2. *L'Humanité* du 10 juillet 1954, citée par Nicole Racine, *ibid.*, p. 201.

3. Cf. Roger Bourderon et Germaine Willard, *La France dans la tourmente 1939-1944*, Éditions sociales/Messidor, 1982, p. 76. Cité par Nicole Racine, *op. cit.*, p. 211.

historiennes et, en 1990 encore, l'« appel du 10 juillet » signifie que les communistes ont, avec de Gaulle, comme de Gaulle, mieux que de Gaulle, appelé à la Résistance. L'étude de Nicole Racine complète ainsi utilement l'analyse de Stéphane Courtois. Car, tandis que celui-ci souligne les luttes internes, celle-là rappelle la contrainte externe qui pesait sur la mémoire historique de la Résistance. Et c'est peut-être parce qu'elle était prise entre deux feux, dont l'un, nourri hors du parti, n'était pas susceptible d'être étouffé, que la mémoire historique a continué d'élaborer et d'entretenir le souvenir de la Résistance, rencontrant ainsi la mémoire commune des sympathisants et militants communistes de la génération de la guerre.

Faillie dans la mémoire communiste de la Résistance, impensable mais inoubliable, la figure de De Gaulle aurait donc contribué au travail de la mémoire collective communiste. En entretenant chez tous et notamment chez les communistes le souvenir magnifié de la Résistance, en fondant sa légitimité propre dans la Résistance et en marquant dans le même mouvement tous les résistants du sceau irréductible de la légitimité, de Gaulle apparaît dans une certaine mesure comme un des moteurs de la mémoire communiste. Les conflits de mémoire et les polémiques, le duel et le duo des mémoires gaulliste et communiste, font ainsi émerger chez les communistes une mémoire homogène, non conflictuelle, de la Résistance, en dépit des tensions internes et des drames provoqués au sein de l'organisation par le souvenir de la Résistance.

CHAPITRE 4

LES CADRES DE LA MÉMOIRE COMMUNISTE

« Quoi qu'il en soit du passé, et si on laisse de côté des comparaisons trop faciles (et a-politiques) entre les traits psychologiques caractéristiques de toute militance, il y a, *fonctionnellement*, face à l'ordre établi, un rapport entre les Églises qui défendaient un *autre monde* et les partis de gauche, qui depuis le XX^e siècle, promeuvent un *futur différent*. »

Michel de Certeau ¹.

Les trois figures de la mémoire que nous avons examinées indiquent que mémoire historique et mémoire vive ne se rencontrent pas nécessairement. La prescription d'un devoir de mémoire peut échouer tandis que les modalités selon lesquelles les usages politiques du passé et les souvenirs s'accordent sont diverses. Faut-il en conclure que la mémoire collective n'existe pas et que coexistent au Parti communiste français une mémoire officielle – qu'expriment notamment la mémoire historique et les souvenirs autorisés des dirigeants et responsables – et des mémoires individuelles que rassemblent parfois le vécu commun d'une génération, la culture partagée d'un métier, l'inscription dans un même territoire ? Certainement pas. Mais la mémoire collective, à la croisée de la mémoire historique et des souvenirs, est une potentialité plutôt qu'une réalité. L'étude empirique

1. Michel de Certeau, « Croire/faire croire », in *Critique des pratiques politiques*, sous la direction de Pierre Birnbaum et Jean-Marie Vincent, Galilée, 1978, p. 17-18.

permet de suggérer que les souvenirs et les représentations du passé des militants et adhérents du Parti communiste français sont pour partie déterminés par le fait même de leur appartenance à ce parti. La mémoire vive cependant n'est pas pur reflet de la mémoire historique ou, pour reprendre, après Roger Bastide, les catégories de Maurice Halbwachs, les mémoires individuelles ne réalisent pas à l'identique la mémoire collective entendue comme mémoire du groupe en tant que groupe. L'adhésion et la conviction partagées rendent possibles une relative homogénéisation des représentations du passé et la réduction de la diversité possible des souvenirs individuels. Mais la variété des itinéraires individuels et des expériences particulières, c'est-à-dire la pluralité des groupes d'appartenance passés ou présents de l'individu contrarient ces mécanismes. Encore faut-il envisager maintenant les cadres de la mémoire communiste, c'est-à-dire les conditions d'énoncé de la mémoire historique et de la mémoire vive au Parti communiste français. À considérer que les cadres de la mémoire renvoient non aux contenus de la mémoire historique et de la mémoire vive mais constituent les limites objectives de ce dont on peut se souvenir dans un groupe donné, il convient d'apprécier les divers facteurs qui, d'une part, autorisent ou favorisent l'existence d'une mémoire collective au Parti communiste français, d'autre part contribuent aux modalités de l'évocation sélective du passé pratiquée par ce parti sinon par lui seul. Le PCF a cependant des spécificités : l'idéologie, la structure de l'organisation, la sociologie des adhérents et les pratiques militantes sont autant d'éléments qui contribuent, d'une manière ou d'une autre, à donner à la mémoire collective du Parti communiste français une forme singulière. Ils constituent les cadres de la mémoire communiste, les frontières qui limitent l'évocation du passé et en contraignent les contenus : ce sont eux qui, le plus souvent, sont appréciés dans les jugements portés sur la mémoire communiste, tantôt valorisée pour la vigueur supposée du souvenir des luttes et des gloires passées du mouvement ouvrier, inlassablement entretenu, tantôt disqualifiée parce que oublieuse des misères et des vicissitudes du devenir historique, en général, et de celles du mouvement communiste, en particulier.

LES CADRES DE L'INTELLIGIBILITÉ LE SENS DE L'HISTOIRE

« Clarté et lisibilité, mais en même temps mystère, énigme et imperméabilité, c'est le phénomène communiste tel que chacun, bien ou mal informé, ne peut manquer de le percevoir immédiatement ¹ » : l'énigme communiste que souligne Georges Lavau se nourrit également de la coexistence d'un goût visible pour les leçons de l'histoire et de l'occultation, massive, délibérée, qui, autant que le souvenir et la commémoration du passé, caractérise la mémoire historique de l'organisation. Ne faut-il voir là que l'effet d'un opportunisme inavoué qui, au gré des conjonctures, favoriserait l'évocation ou le retrait de telle ou telle séquence du passé ? Pas seulement, car on pourrait tout aussi bien revendiquer l'oubli ², transformer l'éventuelle nécessité de la dissimulation en vertu, en un mot, puisque aussi bien certaine instrumentalisation de la tradition l'autoriserait, « faire du passé table rase ». Certes, la formule tirée de *L'Internationale* signifie la destruction de l'ordre ancien, non l'oubli du passé ³. Mais, familière aux communistes, elle permettrait aisément le glissement de l'abolition du passé à l'oubli du passé si le besoin s'en faisait sentir, tant il est vrai que le propre de la mémoire est d'introduire le changement en maintenant l'apparence de la continuité.

Et, de fait, il arrive que l'appel aux tâches à venir s'accompagne d'une invitation, explicite ou non, à dépasser l'examen du passé. Les militants communistes le perçoivent parfois. Nombreux sont les enquêtés qui, on s'en souvient, ont mentionné l'action et le manque de temps qui s'ensuit comme raisons de leur absence d'information ou de réflexion. Ainsi cette enquêtée militante très active des années soixante-dix : « On est toujours pris à la gorge par ce qu'on fait. On est toujours complètement englouti, bouffé par l'action. Si les problèmes se sont mis à fleurir partout, c'est qu'on a arrêté,

1. Georges Lavau, *À quoi sert le PCF ? op. cit.*, p. 13.

2. Cf. Nicole Loraux, « L'oubli dans la cité », *Le temps de la réflexion*, 1, 1980, p. 213-242.

3. Cf. notamment le chapitre intitulé « Du passé, faisons table rase », in Fernand Grenier, *Au pays de Staline*, Éditions sociales, 1950, p. 111-129.

que les actions à la base, les luttes contre les expulsions, ça n'a pas suffi pour empêcher les gens de penser, de se mettre à faire des comparaisons, à se souvenir... On a souvent eu l'impression qu'il y avait des actions qui étaient destinées à vous occuper.»

Il s'agit alors — Louis Althusser le soulignait notamment après l'échec de la gauche aux élections législatives de 1978¹ — de ne pas se « détourner de la vie ». Or, « la vie », c'est bien sûr « la lutte », donc « la ligne », mais c'est aussi le changement, le progrès, le trait tiré sur le passé.

Pourquoi dans ces conditions, et éventuellement dans le même mouvement, les communistes s'attachent-ils à élaborer l'histoire, récente ou lointaine ? Deux réponses semblent possibles. L'une réduirait la mémoire communiste à une réaction. Face aux souvenirs qui existent hors du parti, ceux de la mémoire commune — c'est-à-dire l'ensemble des souvenirs que possèdent les individus, d'un passé ou d'une expérience collective autre, familiale, professionnelle ou de génération — ou ceux élaborés et transmis par des mémoires historiques concurrentes, il conviendrait de fournir aux militants communistes une interprétation du passé conforme à l'image que le parti entend offrir de lui-même². L'autre s'inspirerait de Mircea Eliade, et ne verrait là, somme toute, qu'un avatar bien commun de la nostalgie des origines³.

Ces deux réponses ne sont guère satisfaisantes. La première, bien qu'elle désigne une des raisons de la mémoire historique, parce qu'elle trouve hors du parti le premier moteur de la mémoire d'organisation. La seconde, parce que son extrême généralité interdit l'examen de toute spécificité, même virtuelle, du communisme, défini alors comme une des formes contemporaines de la religiosité⁴.

1. Louis Althusser, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Maspero, 1978, p. 37 : « Quant à ceux qui s'attarderont sur les erreurs du passé, ils se détourneront de la "vie", donc de la "lutte", donc de la "ligne". »

2. Georges Lavau notamment interprète de cette manière une large part de l'activité historiographique du Parti communiste français. Cf. Georges Lavau, *op. cit.*, p. 249.

3. Mircea Eliade, *La nostalgie des origines*, Gallimard, 1971, p. 98.

4. Mircea Eliade, *Le sacré et le profane*, Gallimard, 1965, p. 175. Sur les difficultés soulevées par l'analogie communisme/religion, voir Marc Lazar, « Communisme et religion », in *Rigueur et passion. Hommage à Annie Kriegel*,

On rejoint à cet égard l'objection que Robert Pelloux faisait à Vladimir Jankélévitch quand ce dernier expliquait comment idéal révolutionnaire et tradition se trouvent liés, comment toute projection dans l'avenir est recherche d'un paradis perdu¹. Le mythe des origines — notait justement Robert Pelloux — se trouve, dans la problématique révolutionnaire, éclipsé par le mythe du progrès, sinon de la rupture : plus encore, loin de chercher là à retrouver quelque homme primitif, il s'agit de créer « l'homme nouveau ». De fait, l'interprétation que donne Jankélévitch de la sélectivité de la mémoire historique n'est guère convaincante dès lors qu'on s'attache à caractériser, fût-ce de la manière la plus sommaire, la mémoire communiste : celle-ci, en effet, peut osciller entre la revendication d'une tradition et la révolution, entre l'héritage et la rupture, elle n'est jamais, à proprement parler, réactionnaire. Car, pour les communistes, l'histoire a un sens, c'est-à-dire une fin, et c'est ce sens qui, engageant le futur, porte dans le même mouvement l'interprétation du passé.

Et notre question initiale de revenir : pourquoi le PCF s'intéresse-t-il tant à l'histoire et particulièrement à son histoire ? Il conviendra moins ici de s'interroger, en général, sur les usages potentiels ou réels de la mémoire historique, dont nous avons vu, dans les chapitres précédents, qu'elle conforte, voire élabore l'identité présente du groupe, que de tenter d'apercevoir les présupposés de cette présence massive de l'histoire dans les discours et les argumentations politiques du Parti communiste français.

Le référentiel marxiste

La mémoire communiste a certes quelque chose à voir avec l'idéologie², les représentations, les croyances et les valeurs

Stéphane Courtois, Marc Lazar, Shmuel Trigano (dir.), *L'Age d'homme*/Cerf, 1994, p. 139-173.

1. Vladimir Jankélévitch, *Révolution et tradition*, cité par Robert Pelloux, « Remarques sur le mot et l'idée de révolution », *Revue française de science politique*, 1, janvier-mars 1952, p. 42-55.

2. Voir sur ce point : Pierre Ansart, *Les idéologies politiques*, PUF, 1974, p. 16.

propres au Parti communiste et à ses militants : celles-ci, comme toute vision du monde, constituent une des raisons de la construction sélective du passé. Plus encore, l'histoire est un des matériaux privilégiés de l'idéologie¹ : les significations données au passé, les tracés, les fils qui régissent l'intelligibilité des événements, sont étroitement liés aux représentations qui permettent l'analyse du présent. Ils nourrissent de ce fait les polémiques idéologiques et politiques présentes.

Mais le discours idéologique est aussi un discours de légitimation qui se donne comme vrai². Dans le cas du Parti communiste français, la théorie marxiste, ou plus justement ce que Georges Lavau désigne comme « référentiel marxiste³ », par quoi nous entendons un système constitué de références au marxisme, en est le fondement. La science, au-delà de l'indignation ou de la condamnation morale de la société capitaliste, garantit à la politique communiste, ainsi soustraite en principe au débat d'opinion, le visage de la vérité⁴. De surcroît, instrument de légitimation du discours communiste, le marxisme est donné d'abord pour théorie de l'histoire et des formations sociales en même temps que critique des idéologies. Ce pourquoi on ne peut « faire du passé table rase » sans dommage. Ce pourquoi encore, la référence au marxisme n'est pas seulement affaire de théorie, facteur d'intelligibilité du présent et guide de l'action : elle concerne également l'histoire comme politique au passé. Parce que le marxisme est science de la société et de l'histoire, la référence au marxisme — jusque dans les textes les plus politiques — justifie les analyses du présent en même temps qu'elle engendre l'instrumentalisation du passé. Avant d'examiner comment — dans les discours et pratiques historiographiques communistes — la référence au marxisme est

1. Georges Lavau, « Histoire et idéologie dans le discours du PCF ». Rapport présenté au 10^e congrès mondial de l'Association internationale de science politique, Edimburgh, 16-21 août 1975. Ce texte, resté inédit, consacré au *Manuel* d'histoire du Parti communiste français de 1964, a été repris pour partie in Georges Lavau, « L'historiographie communiste, une pratique politique », in *Critique des pratiques politiques*, *op. cit.*, p. 121-158.

2. Cf. Pierre Ansart, *op. cit.*, p. 17.

3. Cf. Georges Lavau, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, *op. cit.*, p. 159-171.

4. Cette opposition entre science et morale a été décrite et analysée par Georges Lavau, *op. cit.*, p. 141 et suiv.

« mariage d'une philosophie de l'histoire avec son objet¹ », il convient de s'arrêter un instant sur les bénéfiques idéologies que le Parti communiste tire de sa fidélité revendiquée à une théorie « scientifique ».

Le marxisme, ou « la théorie marxiste », tient une place essentielle dans l'enseignement organisé par le Parti communiste français. Plus que sur les contenus, historiques, sociologiques ou économiques, l'accent est mis sur la théorie car elle est système d'interprétation de la réalité vécue par les militants et défense contre l'idéologie bourgeoise dominante. Dès la bolchevisation, le lien intime entre théorie marxiste et luttes sociales et politiques est souligné, qui permet, d'une part, de dénoncer la culture scolaire, cause éventuelle de la trahison de classe de l'ouvrier, d'autre part, d'affirmer que, s'il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, l'éducation politique et l'enseignement du marxisme sont approfondissement, systématisation et complément de l'expérience et de l'action militantes². Dans la période récente, cette conception domine encore les incitations « à apprendre pour mieux agir » que *L'Humanité* publie régulièrement : « Un militant ne peut marcher longtemps au coup par coup. Il a besoin d'une connaissance des lois du développement de la société³. » Cette préoccupation commande également le travail de diffusion des œuvres marxistes par les éditions communistes : « Lire, faire lire est un acte militant irremplaçable⁴. » Une place prépondérante est donc donnée aux « connaissances théoriques », au détriment, notamment, de l'enseignement de l'histoire factuelle⁵. Que le marxisme soit ainsi enseigné dans les écoles du parti, édité par les Éditions sociales, commenté dans les revues les plus savantes du parti par tel ou tel fin connaisseur de

1. Selon l'expression de Georges Labica. Cf. Georges Labica, *Le marxisme-léninisme*, Éditions Bruno Huisman, 1984, p. 9.

2. Cf. Danielle Tartakowsky, « Un instrument de culture politique : les premières écoles centrales du Parti communiste français », *Le mouvement social*, 91, avril-juin 1975, p. 79-108.

3. *L'Humanité* du 8 avril 1977.

4. Georges Marchais, « Agir sans attendre pour desserrer l'emprise du grand capital sur l'édition française », *L'Humanité* du 24 septembre 1976.

5. Voir à ce propos Jean-Paul Bardy et al., « Parti communiste français : la ligne générale », in « Histoire militante et formation historique dans quatre organisations de gauche », *Espace et temps*, 9, 1978, p. 50-69.

l'œuvre de Marx ne signifie pas cependant que l'usage du « référentiel marxiste » ait le moindre rapport avec les analyses marxistes, passées et présentes. Georges Lavau le souligne encore, la référence au marxisme n'est pas lien réel avec la pensée marxiste. Entre le discours communiste et le marxisme, il n'y a qu'un lien formel, figuré par quelques formules incantatoires. La fonction de la « théorie » est de légitimer le discours politique, de lui donner le statut du vrai. Argument d'autorité, la « science marxiste » est également principe de distinction : elle est science née du mouvement ouvrier, science des ouvriers, accessible par essence aux ouvriers, destinée par nature à combattre, pour les ouvriers, sur le terrain de la « lutte » ou de « la guerre idéologique ¹ », les représentations, analyses et principes d'action de l'adversaire, social et politique.

Le marxisme n'est pas principe d'analyse mais « arme de combat ² », autorité extérieure au discours et aux pratiques communistes, instrument de légitimation par la science de la tactique et de la stratégie politiques, de l'opinion et de l'action, ainsi soustraites au relatif.

De cet usage du « référentiel marxiste », les exemples abondent, tant dans la presse communiste que dans les déclarations des dirigeants communistes ³. Les mêmes mécanismes sont à l'œuvre dans les textes des congrès et des comités centraux, voire dans la manière dont dirigeants et intellectuels communistes, quand ceux-ci s'expriment au nom du parti, se rencontrent pour honorer la science des formations sociales.

L'abandon officiel du « marxisme-léninisme » auquel on substitue, à l'occasion du 23^e congrès (1979), la notion de « socialisme scientifique » en est une illustration supplémentaire. Il s'agit très évidemment de se débarrasser du carcan de conceptions discréditées par le socialisme réel, usées par l'histoire autant que par le dogmatisme, sans renoncer pour autant aux bénéfices de la science. Georges Marchais se félicite alors du développement de la théorie et souligne combien cette décision est aussi « dans la guerre idéologique, une réplique offensive à

1. La notion de « guerre idéologique » apparaît au 23^e congrès, en 1979, à un moment où le parti est attaqué, après la rupture de l'Union de la gauche, de l'intérieur et de l'extérieur.

2. Georges Lavau, *op. cit.*, p. 165.

3. *Ibid.*, p. 139.

tous ceux qui refusent au parti de la classe ouvrière le droit de se référer à la science et dénie la possibilité d'une connaissance scientifique de la société et d'une pratique scientifique conduisant à la réalisation du socialisme ¹ ». En 1982, le projet de résolution du 24^e congrès soulignait encore « la portée d'une recherche théorique créatrice mettant en œuvre les idées neuves du 23^e congrès sur la nature vivante de notre théorie et de ses liens avec notre politique » et poursuivait : « Dans tous les domaines, à commencer par l'histoire et les sciences sociales, le marxisme fait plus que jamais la preuve de sa fécondité à travers la confrontation des travaux et l'expression publique de leurs acquis. L'essor de l'Institut de recherches marxistes ouvre, dans tous ces domaines, de vastes perspectives ². »

La mise en relation de ces deux références au marxisme, datées de deux congrès successifs, précise le point de vue et nous ramène à l'histoire, à la mémoire historique. Après l'abandon du marxisme-léninisme, le retour au socialisme scientifique et au marxisme préserve ainsi l'essentiel. Caution scientifique de la politique, connaissance cumulative, liée au mouvement de l'histoire, c'est-à-dire de la « vie », du réel et de la raison, système englobant et cohérent « qui retourne la vraie connaissance contre les fausses connaissances qui enchaînent l'humanité ³ », le marxisme donne à la politique l'autorité de la vérité et légitime le parti. Celui-ci, en retour, auréole les recherches marxistes, « à commencer par l'histoire et les sciences sociales », du prestige de la réalité sociale et politique, du progrès, de la force du mouvement ouvrier. L'Institut de recherches marxistes est ainsi défini par la rencontre de la théorie marxiste et des analyses politiques du parti et apparaît comme le lieu privilégié de l'élaboration de la mémoire historique, à la limite de l'histoire, comme opération intellectuelle qui s'efforce de rendre le passé intelligible, et de l'instrumentalisation politique du passé.

C'est dans l'existence même de ce référentiel scientifique, dont le rôle est de légitimation de la politique mais dont l'objet

1. Georges Marchais, « Pour une avancée démocratique », *Cahiers du communisme*, juin-juillet 1979, p. 65.

2. 24^e congrès, *Projet de résolution*, supplément à *l'Humanité* du mardi 13 octobre 1981, p. 26.

3. Georges Lavau, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, *op. cit.*, p. 163.

d'application privilégié est l'histoire¹, qu'on peut chercher et trouver une des raisons de la présence massive de l'histoire dans le discours politique et pédagogique du PCF. La présence de l'histoire ne serait pas première, « argile » nécessaire de l'idéologie², mais seconde, dérivée des bénéfices attachés à la référence à une science, donnée pour science de l'histoire.

Mais plus encore qu'un instrument de connaissance de l'histoire et des formations sociales, le marxisme est donné pour critique des idéologies. Les interprétations combattantes, à contre-courant, du passé, sont l'expression sur le terrain de l'histoire de la critique des représentations et des illusions de l'idéologie. L'événement peut alors ne pas être occulté, ni même nécessairement déformé dans sa stricte dimension de donné factuel, mais il est inséré dans un schéma global d'analyse qui lui donne un sens, au-delà de l'apparence, du vécu et des souvenirs propres des individus, et des interprétations concurrentes, celles de la mémoire gaulliste par exemple, ou celles de la mémoire historique diffusée par l'école³. D'où ces discours de conversion que l'on rencontre si souvent dans les histoires de vie des militants communistes qui revisitent ainsi leur passé ou celui de leur famille et le requalifient *a posteriori*. Ainsi Michèle, institutrice, soulignait la soumission à l'ordre établi de ses parents ouvriers, de ses grands-parents domestiques et expliquait comment l'adhésion au parti lui avait fait comprendre bien plus tard que tous avaient été « exploités ». D'où encore ces contradictions et ces hésitations relevées dans la mémoire collective de la Révolution française et de la Commune. Le référentiel marxiste autorise dans le même mouvement la critique de toute histoire non marxiste ou non communiste, dénoncée au nom de ses pré-supposés de classe, et la conviction que l'instrumentalisation de l'histoire, du point de vue du parti, de la classe ouvrière, et du sens de l'histoire, est légitime.

1. « Nous ne connaissons qu'une seule science, la science de l'histoire » (Karl Marx, *L'Idéologie allemande*), cité dans l'article « Histoire », *Dictionnaire critique du marxisme*, sous la direction de Gérard Bensoussan et Georges Labica, PUF, 1982, p. 539.

2. Selon l'expression de Georges Lavau, « Histoire et idéologie dans le discours du PCF », *op. cit.*

3. Sur l'insertion d'un élément de vérité dans un schéma global d'analyse comme technique de propagande, cf. Jacques Ellul, *Propagandes*, Armand Colin, 1962, p. 68.

Ainsi les connaissances historiques, élaborées par les historiens communistes et diffusées par les médias communistes, relèvent-elles d'emblée de la mémoire historique, comme restitution de la vérité du présent plutôt que de la réalité du passé. Les avatars historiographiques de l'année 1956 l'ont aussi amplement illustré.

Archéologie et téléologie

Si références au marxisme et références à l'histoire vont donc de pair, il reste à éclairer, au-delà même du conflit des interprétations auquel participe, par définition, toute mémoire historique, certaines raisons de la sélectivité de la mémoire historique du Parti communiste français.

La réflexion de Paul Ricoeur sur Freud et Hegel nous fournit un premier point d'appui. Chez l'un, une archéologie explicite que susciterait une téléologie implicite, chez l'autre, une téléologie dont l'expression supposerait celle d'une archéologie, puisque, si « chaque figure reçoit son sens de celle qui suit », cette dernière — éventuellement la dernière — ne peut être définie que par celles qui précèdent¹. Téléologie et archéologie sont ainsi nécessairement liées. Mais ce lien, par définition, ne lie pas le tout du futur au tout du passé : il est lien entre le futur défini par le projet et les éléments du passé qui, rétroactivement, trouvent un sens. L'archéologie, contrainte par l'intelligibilité du projet, est sélectivité. L'idée selon laquelle la fin détermine l'antécédent peut être entendue de deux manières.

D'une part, on peut articuler les contenus explicites du projet, révolution ou passage au socialisme, progrès, insertion dans la société nationale, etc., aux contenus de la mémoire historique, ce qui revient à dire que c'est le présent qui donne un visage au passé : on retombe ici sur cette conception de la mémoire, amplement explicitée déjà, comme « présent du passé » et reconstruction déterminée par les impératifs du présent. Les fluctuations conjoncturelles de la référence à la Révolution française en sont un exemple. C'est également à une analyse

1. Paul Ricoeur, « Dialectique : archéologie et téléologie », in *De l'interprétation. Essai sur Freud*, Seuil, 1965, p. 444-475.

de cette nature que se livre Georges Lavau quand il montre comment les données essentielles de la conjoncture politique déterminent les axes qui orientent le *Manuel* de 1964¹. Cette histoire-là, fortement teintée d'anti-gaullisme, trouve significativement son origine dans la Commune, situation type de trahison des classes dominantes et de « démocratie de type supérieur » capable de gouverner pour « la classe ouvrière et les masses populaires² ».

D'autre part, on fera l'hypothèse que le souci du passé dans le discours communiste peut être référé à l'existence d'une philosophie de l'histoire, explicitée et valorisée : on répondrait alors à la question initiale de l'intérêt pour l'histoire en soulignant le rôle du marxisme, non plus comme référentiel scientifique, mais comme philosophie de l'histoire, dans l'idéologie communiste. Mon propos n'est pas d'examiner si le marxisme, en tant que tel, véhicule ou non l'image d'une « société autre » ou s'il est ou non philosophie de l'histoire, marquée ou non par la téléologie³. La philosophie de l'histoire est ici valorisée par l'historicité même du parti, de la même manière que, toutes proportions gardées, la philosophie de l'histoire est valorisée chez les penseurs chrétiens par l'historicité de l'Église.

Cette dernière hypothèse, si elle peut conforter la précédente, ne s'y réduit donc pas. Nous distinguerons, en effet, un premier niveau où la référence au marxisme est d'abord une opération de légitimation par la science de la politique communiste et où la référence à l'histoire n'est que seconde, induite par ce fait que le marxisme est donné comme science de l'histoire et des formations sociales, et un second niveau où opérerait une philosophie de l'histoire marquée par la téléologie et référée, elle aussi, au marxisme. Le souci de l'histoire chez les communistes s'éclairerait alors de l'idée développée par Paul Ricœur,

1. Cf. Georges Lavau, « L'historiographie communiste : une pratique politique », *op. cit.*, p. 125-129.

2. *Ibid.*, p. 128-129. Sur la mémoire historique de la Commune, voir *supra*, chapitre 1.

3. Cf. à ce propos Bronislaw Baczkowski, *Les imaginaires sociaux, mémoires et espoirs collectifs*, Payot, 1984, p. 89. Voir également le bilan des interprétations de Marx et du débat sur cette question in article « Téléologie », *Dictionnaire critique du marxisme*, *op. cit.*, p. 1131-1132. Pour un exemple, voir : Lucien Seve, *Analyses marxistes de l'aliénation. Religion et philosophie politique*, Éditions sociales, 1974, p. 237.

selon laquelle toute téléologie suppose ou induit une archéologie. À condition de préciser que le référentiel est alors moins le marxisme que l'histoire du mouvement ouvrier et, derrière, de la classe ouvrière et derrière encore, de la société capitaliste où le parti trouve son avènement. La philosophie de l'histoire justifie alors, de surcroît, le parti comme acteur essentiel de l'histoire.

La distinction ainsi introduite entre le référentiel marxiste comme « socialisme scientifique » et la vision téléologique de l'histoire ne vaut, bien sûr, que d'un point de vue analytique : dans la littéralité des discours politiques ou historiques, ces deux niveaux de référence au marxisme sont souvent indissociables et le premier, la légitimation par la science, renvoie bien évidemment au second, le projet politique. Plus encore, si la sélectivité de la mémoire historique doit beaucoup à la vision téléologique de l'histoire à l'œuvre dans l'idéologie communiste, elle peut tout aussi bien, et de manière non contradictoire, être éclairée par le caractère supposé scientifique de la ligne politique.

Reste cependant que la question posée par la vision téléologique de l'histoire — telle que les communistes la revendiquent spontanément ou la fondent théoriquement¹ — est celle d'une société autre, comme fin assignée au développement de l'histoire : plus que du référentiel marxiste comme « socialisme scientifique », c'est donc bien du « marxisme-léninisme » qu'il s'agit alors, « science » non plus seulement de l'histoire mais de l'accouchement d'une société autre.

Il n'est donc pas inutile, semble-t-il, de revenir à l'acte fondateur du marxisme-léninisme comme science de l'histoire et science de la révolution qui, jusqu'au 23^e congrès, constituait l'épine dorsale et le référent explicite de l'idéologie communiste. En cela, il est ce « référentiel marxiste » qu'a analysé Georges Lavau et que nous examinons ici, comme système contraint d'intelligibilité du devenir historique.

1. Sur les conséquences de la vision téléologique de l'histoire, fondée sur le marxisme comme science, voir également la réflexion de Jean-Jacques Goblot, « L'histoire des civilisations et la conception marxiste de l'évolution sociale », in Jean-Jacques Goblot et A. Pelletier, *Matérialisme historique et histoire des civilisations*, Éditions sociales, 1969, p. 89.

L'écriture finalisée de l'histoire

Comme l'écrit Georges Labica : « Le marxisme-léninisme a la force d'une évidence. C'est pourquoi il est suspect ¹. » On ne s'arrêtera pas aux textes de Lénine qu'on pourrait interpréter dans le sens d'un déterminisme historique, considérant, avec Georges Labica, que le marxisme-léninisme est moins un ensemble de thèses développées par Marx puis Lénine qu'un « phénomène culturel », historiquement daté. C'est certainement de 1938, avec la publication de l'*Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS* ² et l'intervention de Staline en matière de théorie marxiste, qu'on peut dater la mise en place du corpus marxiste-léniniste ³. « Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique », extrait du chapitre IV, est présenté comme l'exposé des traits fondamentaux de la méthode marxiste. Donné et reçu comme condensé de la pensée de Marx et de Lénine, ce texte à vocation pédagogique et didactique précise que « le devoir de tout militant actif de notre parti » est de connaître et d'assimiler le matérialisme dialectique et le matérialisme historique qui « constituent le fondement théorique du communisme, les principes théoriques du parti marxiste ⁴ ». De fait, traduit en 1938 et largement diffusé, édité clandestinement pendant l'Occupation, le *Précis d'histoire du PC(b) de l'URSS* a été fondamental dans la formation des communistes, français compris ⁵. Le *Précis*, qui doit selon Maurice Thorez « devenir le livre de chevet de chaque militant », est le manuel principal de la formation théorique, « sans doute jusqu'au seuil des années soixante-dix et peut-être partiellement un peu plus loin ⁶ ». Après 1956 cependant « Le

1. Georges Labica, *Le marxisme-léninisme*, op. cit., p. 7.

2. *Histoire du PC(b) de l'URSS*. Précis rédigé par une commission du Comité central du PC(b) de l'URSS, approuvé par le Comité central de l'URSS, 1938, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1949.

3. En me fondant sur « Le matérialisme historique et le matérialisme dialectique » dans le *Précis* de 1938 pour expliciter les thèses majeures du référentiel marxiste-léniniste, j'adhère au point de vue défendu par Georges Labica, op. cit., p. 52.

4. *Histoire du PC(b) de l'URSS*, op. cit., p. 115.

5. Francis Cohen, « Introduction », in Staline, *Textes*, tome I, Messidor/Éditions sociales, 1983, p. 23 et 63.

6. *Ibid.*, p. 64

matérialisme historique et le matérialisme dialectique » disparaît de l'*Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS* ¹.

Dans *Le matérialisme historique et le matérialisme dialectique*, Staline affirme que le matérialisme dialectique, « théorie générale du parti marxiste-léniniste » est ainsi nommé « parce que sa façon de considérer les phénomènes de la nature, sa méthode d'investigation et de connaissance est dialectique, et son interprétation, sa conception des phénomènes de la nature, est matérialiste ² ». Après avoir rappelé comment la dialectique s'oppose à la métaphysique dans le regard porté sur la nature, Staline souligne « l'importance considérable (que) prend l'extension des principes de la méthode dialectique à l'étude de la vie sociale, à l'étude de l'histoire de la société ³ ». Ainsi transposés à l'histoire, ces principes induisent une première série de thèses :

— « tout dépend des conditions, du lieu et du temps » ;

— « le régime capitaliste peut être remplacé par le régime socialiste, de même que le régime capitaliste a remplacé en son temps le régime féodal » et « par conséquent pour ne pas se tromper en politique, il faut regarder en avant et non en arrière » ;

— « le passage du capitalisme au socialisme et l'affranchissement de la classe ouvrière du joug capitaliste peuvent être réalisés non par des changements lents, non par des réformes, mais uniquement par un changement qualitatif du régime capitaliste, par la révolution » et « par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, il faut être un révolutionnaire, non un réformiste » ;

— « s'il est vrai que le développement se fait par l'apparition des contradictions internes (...), il est clair que la lutte du prolétariat est un phénomène parfaitement naturel, inévitable » et « par conséquent pour ne pas se tromper en politique, il faut suivre une politique prolétarienne de classe, intransigeante ⁴ ».

Staline montre ensuite comment « le matérialisme philosophique de Marx » s'oppose à l'idéalisme, engageant dans l'application à l'histoire une nouvelle série d'énoncés dont celui-

1. Staline, *Textes*, tome 2, Messidor/Éditions sociales, 1983, p. 79.

2. *Histoire du PC(b) de l'URSS*, op. cit., p. 115.

3. *Ibid.*, p. 120.

4. *Ibid.*, p. 121-122.

ci, essentiel : « La science de l'histoire de la société, malgré toute la complexité des phénomènes de la vie sociale, peut devenir une science aussi exacte que la biologie par exemple, et capable de faire servir les lois du développement social à des applications pratiques ¹. » Examinant enfin le « matérialisme historique », Staline définit avec le « mode de production » la force principale qui détermine la physionomie d'une société. De là, l'importance pour le prolétariat « d'acquérir la science des lois du développement de la production », la nécessaire conformité, « tôt ou tard », des forces productives et des moyens de production, le « renversement révolutionnaire des anciens rapports de production » au moment où « le processus spontané de développement cède la place à l'activité consciente des hommes ² ».

Comme le note encore Georges Labica, « trois colonnes soutiennent les nouvelles tables de la loi » : le matérialisme dialectique comme essence de la philosophie, les forces productives comme moteur de l'histoire, le parti comme dépositaire du savoir absolu et de son application ³.

Thèses datées ? Retour inutile à l'acte de naissance d'un « marxisme-léninisme » aujourd'hui abandonné ? N'y pas revenir serait faire peu de cas, d'une part, de la longévité de cette didactique stalinienne, en URSS comme au Parti communiste français, d'autre part, de sa capacité à pénétrer les représentations immédiates de l'histoire non seulement des clercs politiques et autres commentateurs de la théorie scientifique du parti de la classe ouvrière mais également de tout militant qui, engagé dans l'action, espère l'avènement d'une société autre.

Ainsi, il faudra attendre les grands bouleversements qui agitent l'Union soviétique ces dernières années pour que le « marxisme-léninisme », tel qu'il a été codifié par Staline, soit mis en cause ⁴. Au 20^e congrès du PCUS, si les interventions de A. Mikoïan et de A. Pankratova notamment fustigeaient la médiocrité de l'historiographie soviétique, la critique se fondait

1. *Ibid.*, p. 127.

2. *Ibid.*, p. 145.

3. Georges Labica, *op. cit.*, p. 18.

4. Ce n'est qu'en 1991 que le Parti communiste de l'Union soviétique abandonne la référence au marxisme-léninisme. Cf. *l'Humanité* du 30 juillet 1991.

sur la condamnation du culte de la personnalité en histoire, et n'explicitait aucune réserve quant aux « lois de développement social » ou au caractère inéluctable de « la marche de l'histoire ¹ », bien au contraire. Quant aux dirigeants communistes français, ils allaient moins loin encore, et Thorez soulignait en 1956 qu'en dépit de « certaines erreurs » Staline avait « fait progresser l'héritage théorique et pratique de Lénine ».

Et, de fait, Étienne Fajon introduisait en 1956 une conférence éducative en parlant de la « nécessité historique » et de la « certitude » du passage au socialisme pour « tous les pays de la terre ² ». Waldeck Rochet expliquait en 1967 que « c'est parce qu'il est le parti de la classe ouvrière s'inspirant des grands principes du marxisme-léninisme, que le Parti communiste français est, en France, le seul Parti révolutionnaire dans le bon sens du terme ³ ». Guy Besse écrivait encore en 1977 que « renoncer à notre théorie ne serait pas rapprocher l'heure du socialisme, mais revenir un siècle en arrière ⁴ ». Et ce n'est que fin 1979, toujours donc après le 23^e congrès, qu'une universitaire communiste publie aux Éditions sociales un ouvrage sur *Le marxisme et l'histoire* pour conclure à l'absence de « logique universelle du devenir humain ⁵ ». Encore précise-t-elle que « les révolutions sociales abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme ont déjà commencé ⁶ » : le sens de l'histoire est sauf.

En réalité, les utopies et les mémoires, loin de se contrarier comme les tentations opposées du changement et de l'immobilisme ⁷, se complètent très souvent : le temps est devenu le

1. Cf. « 20^e congrès du PCUS », supplément aux *Cahiers du communisme*, mars 1956. (« La marche de l'histoire prouve que toutes les thèses de principe du marxisme-léninisme se confirment invariablement », discours de A. Mikoïan, p. 266.) Voir également « Le 20^e congrès du PCUS et l'étude de l'histoire du parti », *La Nouvelle critique*, juillet-août 1956, 77, p. 36-52.

2. Étienne Fajon, *Nécessité et conditions de la révolution socialiste*, Les conférences éducatives du Parti communiste français, 1956.

3. Waldeck Rochet, *Qu'est-ce qu'une révolutionnaire dans la France de notre temps ?*, Éditions sociales, 1967, p. 51.

4. Cité par Georges Lavau, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, *op. cit.*, p. 160.

5. Michèle Bertrand, *Le marxisme et l'histoire*, Éditions sociales, 1979, p. 204.

6. *Ibid.*, p. 205.

7. Cette opposition, en matière de philosophie de l'histoire, est notamment

lieu d'investissement de l'utopie. Ce n'est plus sur des îles fictives que se situent les rêves d'une société autre, mais dans l'avenir¹. Le développement de l'histoire, rationnel et donc transparent pour qui en possède la clef, ici le marxisme-léninisme, appelle nécessairement une société transparente, où représentations et réalités se confondent. L'image de l'URSS donne ainsi, jusqu'en 1956 et même au-delà, un contenu à ce futur : elle est l'origine et la fin du projet révolutionnaire, quelles que soient les critiques partielles dont elle est l'objet².

Le marxisme-léninisme éclaire donc doublement le soin avec lequel le PCF écrit sa propre histoire. D'une part, on l'a déjà noté, parce qu'il est science de l'histoire, il appelle nécessairement une présence massive de l'histoire dans le discours politique et pédagogique du PCF : politique, car il s'agit de légitimer par la science le projet et l'identité communiste, passée, présente et future ; pédagogique, car il s'agit également, dans le même mouvement, de supprimer l'erreur ou l'illusion par la révélation de la vérité³. D'autre part, parce qu'il est conçu comme téléologie, il suppose la mise en perspective du passé, appelé à prouver la validité d'axiomes qui, en retour, fondent la légitimité du projet. La mémoire historique, dans ces conditions, ne peut qu'être sélective, par nature et par volonté⁴ : elle est écriture finalisée de l'histoire, dès lors que, « pour ne pas se tromper en politique », il faut à la fois « regarder en avant » et rappeler « les leçons de l'histoire⁵ ». De cette manière qu'on dit volontiers stalinienne d'écrire l'his-

exprimée par Alexandre Koyré, in « Condorcet », *Études d'histoire de la pensée philosophique*, Gallimard, 1971, p. 105-106.

1. Bronislaw Baczko, *op. cit.*, p. 8.

2. Sur l'image de l'URSS et ses « variations sur fond de permanence », voir Georges Lavau, « L'URSS et eux (le Parti communiste français et le socialisme existant, 1964-1981) », in *L'URSS vue de gauche*, sous la direction de Lilly Marcou, PUF, 1982, p. 189-210.

3. Sur l'opération de légitimation du discours politique, cf. également Jacques Lagroye, « La légitimation », *Traité de science politique*, sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca, vol. I, PUF, 1983, p. 395-467. On se reportera tout particulièrement aux pages sur « Idéologie et logique de l'idée ».

4. Cf. Marc Ferro, « Les oublis de l'Histoire », in « La mémoire et l'oubli », *Communications*, 49, 1989, p. 57-65.

5. *Histoire du PC(b) de l'URSS*, *op. cit.*, p. 122. Voir Roy Medvedev, *op. cit.*, p. 552.

toire, on pourrait trouver mille exemples. Dans les *Mémoires* de Jacques Duclos, quand il raconte comment il fut battu aux élections de 1932 non pas tant par un candidat socialiste que par « le futur traître Déat¹ », dans le *Manuel* de 1964, bien sûr, mais également dans des ouvrages que leurs caractéristiques formelles apparentent à l'histoire savante plutôt que militante².

Que la déstalinisation cependant, sous la forme la plus immédiate et la mieux partagée de la mise en cause de Staline, ait suscité, encore que tardivement, une crise du messianisme révolutionnaire et du même coup des récits hagiographiques ou autres histoires édifiantes et finalisées, on en prendra pour preuve ces éléments nouveaux de réflexion sur le marxisme et l'histoire que le PCF fait siens. Reste — et c'est là le sens de la réflexion générale de Paul Ricoeur citée à l'origine de ce propos — que dès lors qu'il y a permanence, au cœur de l'idéologie communiste, de la vision d'une société autre, à venir, nécessaire, le passé ne peut être lu qu'à la lumière de ce « fil rouge » qui assure la continuité et l'intelligibilité du devenir historique. Et, s'il ne s'agissait ici que d'éclairer les présupposés de la mémoire historique communiste, d'hier et d'aujourd'hui, cet élément me semble rendre compte, au moins en partie, du goût pour le souvenir autant que des nécessités de l'oubli. Néanmoins, si le référentiel marxiste constitue une des raisons de la mémoire communiste et éclaire certaines de ses caractéristiques, il n'est qu'un ingrédient particulier qui n'épuise ni la spécificité communiste, ni *a fortiori* ce qui relève dans la mémoire communiste de mécanismes dont on peut supposer qu'ils sont partagés bien au-delà du Parti communiste. Le référentiel marxiste est ici cadre de la mémoire communiste parce qu'il contraint de manière spécifique la sélectivité de l'énoncé du passé, attribut partagé par ailleurs par toutes les mémoires historiques et collectives.

En revanche, la représentation de l'histoire induite par le marxisme-léninisme constitue peut-être un des points d'articulation de la mémoire historique et du vécu commun, autorisant alors l'existence d'une mémoire collective. En d'autres

1. Jacques Duclos, *Mémoires*, I, 1896-1934, *Le chemin que j'ai choisi*, Fayard, 1968, p. 358.

2. Georges Lavau, « L'historiographie communiste, une pratique politique », *op. cit.*, p. 131-150.

termes, et quelle que soit par ailleurs la culture réelle des militants communistes en matière de marxisme ou d'histoire du mouvement ouvrier, on peut supposer que la projection dans l'avenir d'une société autre, portée par le développement nécessaire d'une histoire à laquelle participe le militant, est suffisamment intégrée pour que la mémoire historique de l'organisation rencontre et du même coup contribue à l'élaboration des souvenirs individuels. Ce qu'exprimait Gramsci en soulignant le lien intime entre philosophie déterministe de l'histoire, oppression sociale et projet militant : « On peut observer que l'élément déterministe, fataliste, mécaniste a été un « arôme » idéologique immédiat de la philosophie de la praxis, une forme de religion et d'excitant (mais à la façon des stupéfiants), que rendait nécessaire et que justifiait historiquement le caractère "subalterne" des couches dominées. Quand on n'a pas l'initiative de la lutte et que la lutte même finit par s'identifier avec une série de défaites, le déterminisme mécanique devient une formidable force de résistance morale, de cohésion, de persévérance patiente et obstinée. "Je suis battu momentanément, mais à la longue, la force des choses travaille pour moi, etc." La volonté réelle se traduit en acte de foi, en une certaine rationalité de l'histoire, en une forme empirique et primitive de finalisme passionné qui apparaît comme un substitut de la prédestination, de la providence, etc., des religions confessionnelles¹. »

Philosophie de l'histoire donc, codifiée par la didactique stalinienne et inlassablement invoquée pour justifier le passé, le présent et l'avenir de l'organisation, le déterminisme historique est aussi représentation intime et spontanée des couches sociales dominées : l'écriture finalisée de l'histoire, en gommant contradictions et échecs pour faire apparaître le pas-à-pas qui, de progrès en progrès, d'étape en étape, mène à la révolution ou à la réalisation d'une société autre, rencontre ainsi la foi, les reconstructions propres et le désir des individus engagés dans l'action militante. C'est dans cette adéquation entre une philosophie de l'histoire, une manière d'écrire l'histoire, et les illusions qui donnent espoir et dignité aux « ouvriers », aux

1. Antonio Gramsci, « Introduction à l'étude de la philosophie et du matérialisme historique », in *Gramsci dans le texte*, Éditions sociales, 1975, p. 153.

« travailleurs », aux « petites gens » dont le parti se veut le représentant, que se jouent les formes et les contenus spécifiques de la mémoire communiste. Ce pourquoi cette militante déjà évoquée, Michèle, expliquait que, quelles que soient les vicissitudes de la stratégie politique, les revirements et les échecs, elle ne quitterait jamais le parti communiste, parce que, disait-elle, « la classe ouvrière sera toujours la classe ouvrière ». Ce pourquoi encore Georges Marchais pouvait justement s'insurger, devant les délégués au 23^e congrès du PCF, contre ceux qui « refusent au Parti de la classe ouvrière le droit de se référer à la science » pour réaliser l'avènement du socialisme¹. Ce propos de Jeannette Thorez-Vermeersch est à cet égard particulièrement explicite : « L'école du parti, c'est un événement considérable dans la vie d'un militant. Je crois n'avoir pas compris grand-chose à ce moment-là à tout ce qu'on m'avait enseigné mais j'ai retenu le principal, c'est-à-dire que le combat des communistes est un combat conscient, basé sur une science. La science nous montre que la cause est juste et qu'elle triomphera². » On comprend ainsi certains propos de ces enquêtés, nés communistes parce que nés ouvriers ou devenus communistes par fidélité à l'origine de classe : la révélation des crimes de Staline, ne remettant pas en cause l'essentiel à savoir l'existence du socialisme et le sens de l'histoire, n'a pas ébranlé la croyance.

LES CADRES DE L'ORGANISATION SECRET, HIÉRARCHIE ET RENOUVELLEMENT DES MILITANTS

Roger Bastide, considérant à la lumière de ses travaux sur les religions africaines au Brésil la notion de mémoire collective élaborée par Maurice Halbwachs, souligne que celui-ci, « trop attaché au dilemme durkheimien de l'individu et du groupe », n'a pas dépassé l'idée selon laquelle l'individu ne peut se souvenir sans s'appuyer sur la mémoire du groupe en tant que

1. Georges Marchais, « Pour une avancée démocratique », *op. cit.*, p. 65.
2. Cité par Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, p. 176.

groupe¹. Halbwachs aurait sans doute aperçu l'importance de la place respective des individus dans un ensemble organisé, notamment dans son analyse de la mémoire collective des musiciens², mais n'en aurait pas tiré toutes les conséquences, à savoir les effets sur les cadres sociaux de la mémoire des mouvements de déstructuration et de restructuration qui caractérisent les groupes. Et Roger Bastide de mettre l'accent sur la hiérarchie des secrets liée à la hiérarchie des fonctions – facteur de la déperdition des souvenirs collectifs : « Il est vrai que par opposition à elles (les filles des dieux), les prêtres n'ignorent pas les traditions mythiques. Mais ce trésor d'images est inégalement réparti dans le groupe. Nous avons déjà fait allusion un peu plus haut à l'importance du secret dans les sectes religieuses africaines comme arme de défense du Noir contre le Blanc. Mais le secret existe aussi pour les Noirs. Et l'on pourrait ici parler d'une structure comme d'une hiérarchie des secrets. La coopération des individus dans des cérémonies communes n'empêche pas la concurrence des fonctions (...). Cette structuration et cette hiérarchie des secrets risquent aussi d'être un facteur de disparition progressive des souvenirs au cours du temps³. »

Cette réflexion invite, par analogie, d'une part, à porter attention à la hiérarchie communiste et à la manière dont elle se constitue, d'autre part, à examiner les modalités et les effets du secret au PCF.

Qui parle de mémoire désigne aussi en creux, c'est une évidence, l'absence de souvenirs, c'est-à-dire l'occultation ou l'oubli du passé. Si le PCF est un parti qui a le goût de l'histoire, c'est qu'il a un projet et s'inscrit dans la durée. C'est aussi peut-être que ce projet, fondé sur une référence électorale à la classe ouvrière, est cependant défini en termes de valeurs universelles. Plus que de tout autre parti politique, l'histoire est l'affaire du Parti communiste français : parce que le marxisme constitue le savoir du passé, du présent et de l'avenir qui légitime la critique des idéologies dominantes et la pratique communiste mais aussi parce que l'unicité de la vérité et du

1. Roger Bastide, *Les religions africaines au Brésil*, PUF, 1960, p. 340.

2. Maurice Halbwachs, « La mémoire collective des musiciens », in *La mémoire collective*, op. cit., p. 168-201.

3. Roger Bastide, op. cit., p. 346-347.

mouvement de l'histoire l'autorise à anticiper le moment où il aura la charge non seulement d'écrire sa propre histoire mais également celle de la collectivité nationale, voire humaine. S'il est en même temps, dit-on, un parti sans mémoire, c'est que sa logique, inscrite dans les cadres de l'intelligibilité, ne peut admettre le surgissement de l'imprévu en histoire. Mais c'est aussi que l'interprétation du passé peut être, quand il y a un conflit potentiel entre le passé et le présent, soumise à l'esprit de parti ou limitée par le secret. C'est enfin, plus prosaïquement, qu'il est un « parti passoire¹ ».

Le renouvellement massif des adhérents et des cadres intermédiaires ne favorise guère la transmission d'une histoire dont la restitution contrôlée reste par ailleurs soumise aux impératifs du jour. Cette déperdition d'expériences vécues est une des conditions de l'oubli collectif : elle autorise pour une large part la sélectivité volontaire de la mémoire historique. Louis Althusser soulignait en citant Brecht la capacité de la direction du PCF à tirer profit du vide : « Le peuple a perdu la confiance des dirigeants, il n'y a qu'à en élire un autre². » À l'inverse, la stabilité des dirigeants favorise la rétention des souvenirs. La pratique du secret et l'habitude du silence s'acquièrent au fil des ans et des responsabilités. Mais le secret, s'il participe bien à la déperdition de souvenirs, ne relève pas à proprement parler de l'oubli. Certes, il y a des secrets de parti qui ressemblent aux secrets de famille. Les « erreurs de jeunesse » du parti dont maintes brochures commémoratives évoquent avec complaisance la glorieuse « naissance » et la difficile « enfance » en sont sans doute le meilleur exemple : on connaît leur existence même si on en ignore le contenu ou le détail. Ces secrets-là sont à mettre en relation avec la sélectivité naturelle, volontaire ou non, de la mémoire, liée en tout cas au récit linéaire et finalisé de l'histoire. Mais ils ne rendent pas compte de la pratique du secret dans l'organisation communiste, de

1. L'image de la passoire, que l'on doit à Pierre Sérnard, avec ses trous et ses pleins, rend bien compte de la structure du Parti communiste, du renouvellement des adhérents autant que de la constitution d'un corps de « permanents ». Sur la fluctuation des effectifs et le renouvellement des militants, facteur d'oubli, cf. Annie Kriegel, *Les communistes français*, Seuil, 1985, p. 57-58-59.

2. Louis Althusser, op. cit., p. 79.

ses adjuvants organisationnels, l'esprit de parti et les mécanismes qui constituent une hiérarchie.

*Secrets et secret de parti*¹

Analyses, récits, essais sur le PCF et mémoires d'anciens militants affirment l'existence de secrets, du secret général. Paradoxalement, il y a une évidence du secret : ici, il s'agit de révélations sur telle ou telle affaire qui a agité la société communiste, là, ce sont les affirmations liminaires, répétitives, des autobiographies d'anciens responsables qui justifient leur démarche par la nécessité de rompre la loi du silence². Fréquemment aussi, la référence au secret est plus diffuse : c'est en quelque sorte une atmosphère qui est décrite et l'usage même du terme, parfois incontrôlé, y suffit. Ainsi Philippe Robrieux force-t-il le trait pour décrire les « invisibles », Jean Jérôme, par exemple, personnage « froid » et « impénétrable », vivant dans un « autre monde, secret et glacé³ ». Périodiquement, le secret et ses variantes, dont l'occultation du passé et le non-dit, sont évoqués. Ainsi, à propos de l'affaire Marchais et de ses rebondissements, Georges Heckli, ancien responsable à l'organisation de la Fédération de Paris, affirme avoir, en 1959, à la demande du parti, vérifié s'il existait un dossier « Georges Marchais » aux archives du ministère des Anciens combattants puis avoir été « informé de la décision du Parti de faire disparaître l'exemplaire du certificat d'embauche portant la mention "travailleur volontaire pour les usines Messerschmidt" ». Il justifie son témoignage par la volonté de ne pas « emporter dans la tombe un secret pas très noble », par « la seule exigence de vérité » qui guide l'ancien militant délivré de « l'esprit de parti⁴ ». Bref, si à l'exception des pages que

1. J'emprunte ce titre à Annie Kriegel. Le développement qui suit doit beaucoup aux analyses et aux remarques formulées par Annie Kriegel sur la pratique, les fonctions et les effets du secret au PCF. Cf. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 296 et suiv.

2. Cf. entre autres : Charles Tillon, *Un procès de Moscou à Paris*, Seuil, 1971. Henri Fiszbin, *Les bouches s'ouvrent*, Grasset, 1980.

3. Cf. Philippe Robrieux, *Maurice Thorez, vie secrète et vie publique*, Fayard, 1975, p. 320.

4. Cf. *L'Événement du jeudi*, 3-9 octobre 1991.

consacrent Annie Kriegel et Georges Lavau à ce thème¹, les analyses sont rares, les exemples abondent.

Inspirée de la réflexion de Roger Bastide, une première distinction s'impose entre le secret pour l'intérieur et le secret pour l'extérieur² : le secret face à l'environnement, qui se justifierait à l'origine par la conception quasi militaire de l'organisation ou par l'obligation de clandestinité, assimilable en quelque sorte au secret de la défense, et le secret au sein de l'organisation. Cette face interne du secret pose plus de problèmes car elle entre en contradiction avec les principes explicites de démocratie et de transparence au sein de l'organisation. Par ailleurs, elle est peut-être plus spécifique du PCF. Le secret pour l'intérieur couvre par exemple la direction du parti grâce à la solidarité, donc au silence, qui lie ses membres³. Il couvre aussi les erreurs et les modifications de la stratégie politique. On rejoint là très directement le problème de la mémoire et, plus précisément, de la mémoire historique. Le secret, phénomène dépendant, peut alors n'être que temporaire : on dévoile un fait du passé qui, en administrant la preuve de la permanence, vise à justifier ce qui risquerait d'apparaître comme un changement d'orientation. C'est, par exemple, le cas de la révélation, après la rupture de l'Union de la gauche, du rapport de Georges Marchais devant le Comité central au lendemain de la signature du programme commun⁴.

On examinera ici quelques hypothèses. D'une part, la distinction entre secret pour l'extérieur et secret pour l'intérieur est formelle : les deux vont de pair, la nécessité du premier, réelle ou fantasmée, justifie l'existence du second. D'autre part, le secret marque la hiérarchie : l'insertion dans la société globale et le renouvellement des adhérents imposent que l'initiation soit liée à l'intégration des responsables à un noyau stable⁵,

1. Georges Lavau, *À quoi sert le PCF*, *op. cit.*, p. 204 et suiv.

2. Roger Bastide, *op. cit.*, p. 346.

3. Cf. Louis Althusser, *op. cit.*, p. 81.

4. À propos de ce rapport sur le programme commun que Georges Marchais aurait présenté devant le Comité central en mai 1972 et qui ne sera rendu public qu'en juillet 1975, Georges Lavau note avec raison que « nul ne saura si le texte publié était bien celui de 1972 ». Cf. Georges Lavau, *op. cit.*, p. 205.

5. Cf. Annie Kriegel, « Les mécanismes de sélection », *op. cit.*, p. 226-246.

tandis que la nécessité que soit acceptée la hiérarchie, induite par le secret, produit un surcroît de secret. À cet égard, de faux secrets auraient pour fonction d'explicitement l'existence de cette hiérarchie¹. Le secret pour l'intérieur marquerait donc des degrés de responsabilité en même temps qu'il assurerait la cohésion et l'identité des groupes d'individus concernés. Par ailleurs, la pratique du secret, contradictoire avec les exigences de démocratie interne revendiquées par le PCF, risque toujours de compromettre la cohésion du groupe. Deux éléments trouvent ici leur place : en premier lieu, on fait de la confiance une valeur centrale, en second lieu, on propose aux adhérents une identité fondée sur une histoire expurgée. Là encore, le secret appelle le secret.

Ainsi, le secret n'est-il pas seulement non-dit. Il caractérise également les relations mutuelles de ceux qui possèdent en commun un secret, et plus largement de ceux qui appartiennent à un groupe où existent des secrets et une pratique du secret. La protection du groupe, de sa survie, de ses buts avoués ou inavoués — selon que le secret affecte ou non l'existence même du groupe — va de pair avec la socialisation au silence des membres du groupe, la hiérarchie, la confiance et la mise en œuvre de rituels. Georg Simmel, analysant ces divers attributs des sociétés secrètes, ajoute à ces caractéristiques le sentiment de liberté — eu égard aux contraintes de la société globale — que partagent les membres de la société secrète². Ces traits, précise-t-il encore, sont essentiellement des modifications « quantitatives » des traits propres à toute socialisation : la cohésion du groupe, l'élitisme, les degrés d'initiation et la hiérarchie accompagnent la centralisation, la désindividualisation et l'égalité formelle des membres, autre nom donné à l'exclusion des personnalités différenciées³.

Le secret pour l'extérieur

Il n'est pas de secrets pour l'extérieur qui ne soient également des secrets pour l'intérieur. Plus encore, le secret dure à l'in-

1. Voir Jean Jamin, *Les lois du silence. Essai sur la fonction sociale du secret*, Maspero, 1977.

2. Georg Simmel, « La société secrète », in « Du secret », *Nouvelle Revue de psychanalyse*, 14, 1976, p. 281-305.

3. Georg Simmel, *op. cit.*, p. 294 et suiv.

térieur alors même qu'il n'existe plus depuis longtemps pour l'extérieur. Ainsi en allait-il, par exemple, du rapport « attribué » à Khrouchtchev. Si ce simple constat engage des questions tant sur les sources d'information dont disposent les militants que sur l'esprit de parti, c'est le secret pour l'extérieur qui constitue à l'origine la justification du secret pour l'intérieur.

Lénine justifiait ainsi, au 8^e congrès du PC(b)R, la nécessité du secret et la permanence d'un domaine clandestin de l'activité politique par l'état de guerre, intérieure et extérieure : le parti, organisation de combat, doit se défendre contre un environnement hostile¹. On retrouve ce même thème dans les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale. Combiner le travail illégal et l'action légale, s'assurer de la subordination des éditions du parti (12^e condition), c'est-à-dire contrôler la matière de la formation des militants, organiser le parti de « la manière la plus centralisée » ou encore « selon une discipline de fer confinant à la discipline militaire » (1^{re} condition) : le secret, explicitement ou non, est au cœur des vingt et une conditions. Si la pratique du secret trouve sa justification dans le discours combattant des bolcheviks et son expression privilégiée dans les métaphores militaires², les vingt et une conditions désignent également ce qui, au sein même de l'organisation, autorise la pratique du secret : l'organisme central du parti « puissant, nanti de pouvoirs étendus », doit jouir « d'une autorité morale et de la confiance unanime » des membres du parti (13^e condition)³.

L'esprit de parti

Corollaire nécessaire du secret et expression privilégiée des attitudes qu'il suppose : l'esprit de parti. L'esprit de parti, dans la pratique et la théorie des partis communistes⁴, ne

1. Lénine, *Œuvres*, tome 29 (1919), Éd. de Moscou, 1962, p. 162.

2. Sur l'usage des métaphores militaires dans le vocabulaire communiste depuis Lénine, voir notamment : Kostas Papaioannou, *L'idéologie froide. Essai sur le dépérissement du marxisme*, J.-J. Pauvert, 1967, p. 82-88.

3. Lénine, *ibid.*, p. 215.

4. Ce développement sur l'esprit de parti doit beaucoup à Georges Labica, « Esprit de parti », *Dictionnaire critique du marxisme, op. cit.*, p. 392-394. Voir également Michel Verret, « Vigilances », in *Dialogues pédagogiques*, Éditions sociales, 1972, p. 103-105.

recouvre pas ce seul constat que tout groupe ou tout individu est porteur — fût-ce de manière inconsciente — d'attitudes et de valeurs spécifiques, pas plus qu'il ne désigne ce mouvement par lequel, dans la tradition marxiste¹, on fait coïncider l'attitude de classe et la démarche scientifique en se plaçant délibérément sur les positions de la classe ouvrière. Bref, il ne s'agit pas de prendre parti ou d'être un homme de parti pris, au sens le plus courant de ces expressions, mais de se soumettre à l'institution partisane et à l'intérêt du parti. Et si ce propos n'autorise pas là encore à examiner si, oui ou non, l'esprit de parti constitue, ainsi que le soutient Kopelev², l'apport spécifique du léninisme au marxisme, c'est cependant avec Lénine que, le parti devenant une unité combattante, l'esprit de parti ne renvoie plus à la classe que par la médiation de l'organisation³. Ainsi peut-on comprendre comment on a pu revendiquer l'esprit de parti pour principe d'écriture de l'histoire dans le *Manuel* de 1964⁴.

Mais l'esprit de parti n'est pas seulement la prise en considération de l'intérêt du parti face à un environnement hostile : il constitue une règle de conduite qui vise à préserver l'unité interne du parti⁵. C'est sans doute ce qu'il faut entendre quand Henri Fiszbin, dans le livre où il relate la crise de la Fédération de Paris⁶, reconnaît avoir gardé le silence pendant plus d'un

1. Cf. Georges Labica, « L'esprit de parti », *op. cit.*

2. Cf. Lev. Z. Kopelev, « Le mensonge ne peut être vaincu que par la vérité », in *Samizdat XX^e siècle. Une opposition sociale en Union soviétique aujourd'hui*, Maspero, 1976, p. 77. Voir également Kostas Papaioannou, *op. cit.*, p. 28.

3. Si tel est le cas, c'est aussi en fonction d'une conception de la politique et particulièrement des partis politiques dans laquelle chaque parti est l'émanation de la classe qu'il représente et, à l'inverse, chaque classe ne peut être représentée que par un seul parti. Cf. Kostas Papaioannou, « Marxisme et pluralisme », *op. cit.*, p. 31-35.

4. « Le présent ouvrage est un exposé succinct de l'histoire du Parti communiste français. (...) Le principe de base de cette étude est celui de l'esprit de parti dans les sciences, le seul qui allie la rigueur à l'honnêteté scientifique », Préface, in *Histoire du Parti communiste français*, Éditions sociales, 1964, p. 10.

5. L'unité du parti n'est pas seulement affaire d'esprit de parti mais plus prosaïquement d'un ensemble de contraintes réglementaires qui constituent le centralisme démocratique. Celui-ci régit le fonctionnement du parti jusqu'en 1994, date à laquelle il est abandonné, formellement du moins.

6. Henri Fiszbin, *Les bouches s'ouvrent*, *op. cit.*

an, eu égard à une « conception abusive de l'esprit de parti ». Vertu individuelle, l'esprit de parti a aussi une rationalité collective : l'unité de pensée du parti.

Plus fondamentalement, le refus des divergences publiques préserve le cloisonnement au sein de l'organisation et l'absence de relations horizontales. On aperçoit alors que le secret pour l'extérieur exigé par l'esprit de parti est aussi et surtout secret pour l'intérieur : la confiance des militants justifie l'un et l'autre.

Le secret pour l'intérieur

Souligner le cloisonnement au sein du PCF, ce n'est pas seulement indiquer l'absence de contacts horizontaux mais également suggérer que personne ou presque ne dispose de l'ensemble des informations disponibles. Les exemples abondent là encore. En 1931, au moment de l'élimination du groupe Barbé-Célor, il semble que Thorez a découvert l'affaire à l'occasion d'entretiens secrets — on pourrait dire en l'occurrence initiatiques — avec Manouïlski, dirigeant du Komintern¹. En 1951, Auguste Lecœur, membre du secrétariat du PCF, ignorait, dit-il, que Thorez avait chargé Servin et Mauvais de rassembler le dossier qui, l'année suivante, permettrait d'éliminer Marty et Tillon de la direction du parti². Plus récemment, Henri Fiszbin évoque dans son livre le fait qu'en novembre 1979 certains membres du Comité central ne savaient pas encore qu'il y avait crise à la Fédération de Paris alors qu'on peut dater de janvier 1979 le début de celle-ci. Plus encore, il semble que Paul Laurent lui-même ait ignoré avant la réunion conjointe du Bureau politique et du secrétariat de la Fédération de Paris la condamnation de la direction fédérale parisienne qui y serait prononcée.

Les secrets de parti sont donc protégés non seulement par la répugnance des acteurs à transgresser les impératifs de l'esprit

1. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste français, 1920-1945*, Fayard, 1980, p. 352.

2. « En ce qui me concerne, tout secrétaire du parti que j'étais, je n'avais pas eu le moindre écho d'une telle affaire (...) » Auguste Lecœur, cité par Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 310.

de parti mais encore par l'extrême morcellement de l'information¹.

Si le cloisonnement des responsabilités rend compte de l'aspect synchronique du secret, l'extension de ce qui est couvert par le secret dans la diachronie soulève des questions plus complexes. En effet, si l'historiographie communiste, quand elle se veut pédagogique, pratique les semi-vérités et l'occultation pure et simple, à l'inverse on assiste parfois, sous la pression des historiens non communistes notamment ou de la conjoncture politique, à de stupéfiants retours du passé occulté. Ainsi, alors que J. Duclos dans ses *Mémoires* affirme ne pas avoir eu connaissance du rapport secret de Khrouchtchev, ce communiqué du Bureau politique de janvier 1977, qui reconnaît que la délégation du PCF qui comprenait notamment Duclos avait « reçu en communication le texte du rapport dit secret de Nikita Khrouchtchev² ». De la même façon, c'est en 1967 qu'une publication des Éditions sociales — *Le Parti communiste français dans la Résistance* — révèle aux communistes l'existence des négociations de 1940 pour la réparation légale de *l'Humanité*³. Mais ce n'est qu'en 1980 que Roger Bourderon tentera, dans les *Cahiers du communisme*, « l'explication fondamentale des initiatives de l'été 1940⁴ ».

Deux des exemples évoqués sont particulièrement éclairants et méritent un bref développement. L'histoire du rapport Khrouchtchev, d'une part, qui éclaire le secret comme arme politique. L'affaire Fiszbin d'autre part, parce qu'elle révèle plus particulièrement la fonction du secret de Polichinelle. En outre, l'affaire de la Fédération de Paris est intéressante en ce

1. Voir Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 308.

2. Cf. *supra*, chapitre 2.

3. Sur l'historiographie communiste des positions et des actions communistes des années 1939-1940 et particulièrement sur la démarche concernant la réparation légale de *l'Humanité*. Cf. les notes 12 et 13 du chapitre V, in Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 127-128. Voir également le récit du devenir de Maurice Tréand, désigné pour accomplir la première démarche auprès des autorités allemandes, in Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 306-307. Sur la mémoire communiste des années noires, Cf. *supra*, chapitre 3.

4. La demande de réparation de *l'Humanité* y est notamment qualifiée de « dangereuse initiative ». Cf. Roger Bourderon, « France, été 1940 », in *Cahiers du communisme*, 5, mai 1980, p. 17-26.

qu'elle est la conséquence du refus des règles admises en cas de conflit interne.

À l'origine du rapport Khrouchtchev, une commission d'enquête sur Staline : seuls sont au courant les membres du Politburo. Lors du 20^e congrès du PCUS où fut présenté ce rapport, on n'en trouve aucune trace dans la presse soviétique. Le seul indice, note Branko Lazitch¹, est le silence qui couvre les réunions du 24 et du 25 février. Le caractère secret est donc intégralement respecté : quand Khrouchtchev fait son rapport devant les délégués soviétiques, les délégations des PC étrangers sont exclues de cette séance. C'est une séance à huis clos, la presse respecte le silence, les congressistes ne prennent pas de notes. Après le congrès, le contenu de ce rapport est transmis aux secrétaires du parti dans les diverses Républiques : la consigne est donnée de faire lecture du rapport devant les organismes de base du parti tout en respectant le secret. On peut s'étonner de cette double directive, qui n'a de sens que rapportée au secret pratiqué lors du congrès d'une part, au silence exigé des militants initiés d'autre part. Les chefs des délégations étrangères ont pu, lors du congrès, prendre connaissance d'une copie en russe du rapport. Ainsi que le rappelle la mise au point du PCF en janvier 1977 : « On demandait en même temps aux délégués, d'une part, de ne prendre aucune note et, d'autre part, de regarder la communication comme strictement confidentielle et destinée à eux seuls à titre personnel, c'est-à-dire d'observer le secret sur des affaires considérées comme intérieures au PCUS. Les membres de la délégation ont estimé, dans les conditions de l'époque, devoir respecter cet engagement. » Le 4 juin suivant, le Département d'État publie le rapport secret. En France, dès le 6 juin, *Le Monde* reprend l'information. Ce n'est qu'en 1982, on l'a vu, après le 24^e congrès du PCF et la thèse du « retard pris en 1956 », que le PCF publiera le rapport secret de Khrouchtchev. Sur le moment, on tente aussi longtemps que possible d'ignorer le rapport Khrouchtchev et surtout d'en limiter les conséquences. Le secret a ici une fonction très directement politique : il s'agit non seulement de ne pas participer à la dénonciation du culte

1. L'histoire du rapport Khrouchtchev telle qu'elle est brièvement rapportée ici est empruntée à Branko Lazitch, *Le rapport Khrouchtchev et son histoire*, Seuil, 1972.

de la personnalité dont Thorez en France a largement bénéficié, de ne pas remettre en cause le passé, mais encore d'éviter que l'identité communiste, fondée sur la symbolique stalinienne, soit menacée. À l'inverse, c'est également la conjoncture politique qui permet un retour en force dans la mémoire historique de l'année 1956, année noire désormais de toutes les erreurs et de tous les « retards » de la politique communiste.

À l'origine de l'affaire Fiszbin, la condamnation, le 11 janvier 1979, de la direction fédérale parisienne accusée notamment de « laxisme » et d'« opportunisme » par le Bureau politique et la décision que prend alors Henri Fiszbin de démissionner de sa responsabilité de secrétaire de la Fédération de Paris. Cette démission, explique-t-il¹, était la seule attitude possible entre l'autocritique et l'affrontement ouvert. Affrontement qu'il voulait éviter et qu'il évitera pendant un an en acceptant que son départ, en février 1979, soit officiellement motivé par des raisons de santé. En avril-mai, lors de la conférence fédérale qui précède le 23^e congrès, cinq autres secrétaires fédéraux abandonnent leurs fonctions. Henri Fiszbin est néanmoins réélu au Comité central dont il démissionnera en novembre 1979, après l'approbation par celui-ci de l'attitude du Bureau politique. Le débat s'étend au sein de la Fédération de Paris et porte sur le refus de rendre publique la lettre de démission d'Henri Fiszbin. Trois points retiennent l'attention dans cette affaire. D'abord, elle naît de ce que Fiszbin refuse de faire son autocritique. En cela, il transgresse une règle tacite mais, en même temps, il respecte le secret et fait preuve d'esprit de parti. Ensuite, c'est la révélation de l'existence même d'un secret qui donne de l'ampleur à la contestation : on peut noter que c'est bien la contradiction entre l'idéologie de la transparence et la pratique du secret qui fait problème. Néanmoins, cette contradiction ne se révèle qu'à l'occasion de la crise de confiance dans les dirigeants qui affecte les militants à la suite de l'échec des élections de mars 1978. Enfin, on remarque qu'à l'occasion de cette crise, secret et information dessinent des degrés d'initiation. Les membres du Comité central ont droit d'avoir copie de la lettre de démission de Fiszbin. Les membres du Comité fédéral ont accès à une copie de la lettre déposée

1. Henri Fiszbin, *op. cit.*

à la fédération de Paris mais ne sont pas autorisés à prendre des notes. Les militants de Paris, présents aux assemblées de section, ont droit à un résumé de la lettre assorti d'un commentaire. Enfin, l'ensemble du parti n'a droit à rien du tout.

Cette hiérarchie dans l'initiation est liée à celle des pouvoirs ou des responsabilités au sein de l'appareil. Dans une affaire qui, très vite, est un secret de Polichinelle, il est révélateur que l'organisation ait tenu à maintenir cette distinction toute formelle entre ceux qui savent et ceux qui ne sont pas supposés savoir. La publicité faite à l'affaire Fiszbin, en même temps qu'elle éclaire ce fonctionnement, lui donne son sens : car, loin de limiter l'effet de cette initiation graduelle, la pression extérieure pour une plus grande transparence, en explicitant l'existence et le contenu du secret, souligne la permanence de la hiérarchie.

Renouvellement et constitution d'un noyau stable

L'étude du renouvellement des effectifs militants et des cadres intermédiaires constitue un autre élément d'appréciation des déterminants proprement organisationnels de la mémoire communiste. Dans ce domaine, peu de travaux et de chiffres. Mais certaines données sont révélatrices : ainsi François Platone et Jean Ranger, se fondant sur l'exploitation d'un échantillon national des adhérents du PCF en 1979, constatent que 68,5 % d'entre eux ont adhéré depuis 1968 et 48,8 % ont, à la date de l'enquête, moins de cinq ans d'ancienneté au parti¹. Ces renouvellements massifs qui aboutissent à ce que les générations les plus anciennes n'apparaissent plus que de manière résiduelle favorisent très certainement la déperdition collective de souvenirs. Néanmoins, dans la mesure où l'initiation et la connaissance du passé sont apparues liées à la hiérarchie des fonctions, il convient de s'arrêter un instant sur la manière dont celle-ci se constitue.

À cet égard, les mécanismes de sélection des cadres inter-

1. François Platone et Jean Ranger, « Les adhérents du PCF en 1979 : générations "biologiques" et générations "politiques" », in *Génération et politique*, table ronde dirigée par Annick Percheron, congrès de l'Association française de science politique, Paris, 22-23-24 octobre 1981.

médiaires sont particulièrement éclairants. Les conclusions d'une étude menée sur le Comité fédéral de Paris entre 1965 et 1977 permettent de décrire rapidement comment se constitue un noyau stable¹. La structure du Comité fédéral de Paris partage grossièrement les cadres fédéraux élus en 1977 en deux groupes. L'un est composé des couches les plus anciennes, majoritairement des hommes, plus âgés, souvent ouvriers, adhérents précoces, responsables, élus et permanents. L'autre, formé d'adhérents plus récents, est composé en majorité de femmes et d'employés. L'avenir de ce second groupe, dont les caractéristiques sociales et démographiques sont assez semblables à celle des cadres éphémères du Comité fédéral depuis 1965, est incertain. Il assure la représentativité « pour l'extérieur² » du Comité fédéral, qui se doit d'être à l'image de la population parisienne, et les liens avec la population militante dans les sections et les arrondissements, les entreprises, les syndicats et les organisations de masse. Il semble ainsi légitime de distinguer un noyau stable assurant la permanence des compétences et des connaissances et une population complémentaire répondant à l'exigence de représentativité, mobile, formée de tous ceux qui n'ont assuré depuis 1965 que trois mandats au plus et de l'essentiel des nouveaux élus de 1977.

À cet égard, le renouvellement ne peut être considéré comme un phénomène anodin et normal qui aurait pour fonction essentielle de rajeunir les cadres ou même d'assurer une réorientation politique. Le renouvellement massif et continu des cadres fédéraux n'affecte que très marginalement les membres du Bureau fédéral. Les promotions parfois rapides d'adhérents récents, de femmes, de jeunes, de représentants de catégories socioprofessionnelles particulièrement recherchées, amènent à une responsabilité importante des militants qui retourneront rapidement à la base. Néanmoins, le temps d'un ou deux mandats, ils ont contribué à satisfaire les nécessités de la représentativité, par exemple à gonfler la part relative des femmes. À l'inverse, la constitution d'un noyau stable est un phénomène qui s'appuie sur une expérience acquise en deçà du Comité fédéral par des militants précoces susceptibles d'as-

1. Marie-Claire Lavabre, « Étude d'une population de cadres communistes : le Comité fédéral de Paris », *Communisme*, 2, 1982, p. 25-48.

2. Cf. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 244.

surer durablement des responsabilités importantes : en effet, si l'âge normal d'arrivée au comité fédéral se situe vers 26-27 ans, les plus anciens au Comité fédéral sont ceux qui, répondant à cette norme, présentent en outre la caractéristique d'avoir adhéré jeunes. La longévité dans l'appareil semble aller de pair non seulement avec la précocité de l'engagement militant mais encore avec la lenteur relative des promotions initiales : l'esprit de parti se forge dans l'action dévouée à l'intérêt du parti et se consolide dans l'exercice ultérieur de la responsabilité partisane.

Les règles de promotion et de sélection des cadres communistes qui se dégagent ainsi apparaissent d'une grande rigidité : sauf cas de promotions au Comité central, on ne voit pas comment le noyau stable pourrait être atteint par une mobilité naturelle. La hiérarchie du secret, marque de la hiérarchie des fonctions et des pouvoirs, correspond du même coup à la structure sédimentaire qui caractérise les organes de direction à tous les niveaux¹. Se dessine alors clairement comment, sauf cas de crise politique, l'information sur le passé et l'information sur le présent vont de pair. Les plus anciens sont ceux qui, potentiellement, possèdent l'une et l'autre. Ils sont les dépositaires et les gardiens de l'image du passé et de l'image du présent. Hiérarchie, secret et esprit de parti se conjuguent alors pour assurer la rétention des souvenirs et du même coup permettre les réécritures de l'histoire. Ainsi, dans l'enquête, les militants suffisamment anciens pour identifier sans difficulté une photographie d'André Marty étaient également ceux qui, ayant eu à un moment ou à un autre des responsabilités dans le parti, affirmaient tout uniment « qu'on ne peut pas tout savoir ».

Les relations mutuelles dans l'organisation

Ce rapide panorama des formes du secret et de la structure sédimentaire de l'organisation resterait incomplet si on ne

1. Voir sur ce point, Annie Kriegel, « Les mécanismes de sélection », *op. cit.*, p. 226-245, et Philippe Robrieux, « Mobilité et noyau stable », in *Histoire intérieure du Parti communiste, 1972-1982*, vol. III, Fayard, 1982, p. 488-489.

précisait à ce propos les relations qu'entretiennent initiés et non-initiés au sein de l'organisation. Le secret — éventuellement le secret de Polichinelle — marque la hiérarchie visible du parti. Mais il est également à l'origine de la hiérarchie occulte du parti. Georges Gosnat, trésorier du parti jusqu'à sa mort en 1982, ou Gaston Plissonnier, chargé de 1976 à 1990 du contrôle du travail de la section des cadres et de la coordination du Bureau politique et du secrétariat, ont eu un pouvoir considérable et hors de proportion avec leurs fonctions déclarées et leur place immédiatement lisible dans la hiérarchie. Car ceux qui ont le droit de savoir ont d'abord le droit de tout savoir sur les autres. De plus, les dirigeants, quand ils ont accès au secret, sont couverts par le secret : il y a secret sur ce qu'ils savent mais également sur ce qu'ils sont. La confiance qui régit les relations mutuelles des membres de la société secrète selon Simmel a ainsi une double nature. Il s'agit, d'une part, de la confiance spontanée que se font les uns les autres les adhérents et militants d'un parti et d'une cause commune. Il s'agit, d'autre part, de la confiance contrainte, faute de savoir, que manifestent les militants à l'égard des responsables et des cadres politiques. Les militants, en effet, savent qu'ils ne savent pas tout, même s'ils ignorent le plus souvent quels sont les domaines que couvre le secret. La confiance spontanée, appelée par la conviction que tous partagent le même idéal, permet la confiance contrainte, justifiée par la nécessité de défendre le parti, nourrie également chez nombre de militants ouvriers par le sentiment d'incompétence à maîtriser le jeu politique¹. Qu'on se rappelle ici l'expression subjective d'une incompétence à juger des choses politiques que nous avons évoquée à propos de ces militants communistes, ouvriers, employés ou travailleurs de l'agriculture qui disaient leur conviction que le parti, défendant par nature les intérêts ouvriers, dirigé par des ouvriers, est tel qu'on peut, en toute confiance, s'en remettre à ses analyses et à ses directives. À propos du « retard pris en 1956 » et de la déstalinisation, certains enquêtés s'interrogeaient notamment sur leur droit à juger les dirigeants et mettaient leur manque d'informations au compte de leur absence de réflexion.

1. Cf. les fragments d'entretien de militants communistes cités par Pierre Bourdieu et réunis sous le titre « La remise de soi », in Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979, p. 498-499.

Car le secret n'est pas une valeur, il n'est jamais revendiqué comme tel, sauf à ce que soit précisée sa fonction défensive : ainsi, en 1990, en réponse à une proposition d'Anicet Le Pors de donner à chaque communiste un dossier d'informations statistiques sur l'état du parti, année par année et fédération par fédération¹, Jean-Claude Gayssot soulignait, selon *L'Humanité*, « qu'il n'est pas question de donner des armes à la bourgeoisie, aux renseignements généraux qui font tout pour avoir ces données en mettant en fiche les militants communistes ».

Si, comme nous l'avons déjà noté, le secret pour l'extérieur justifie le secret pour l'intérieur, seul le thème de la confiance vient donc indiquer, en creux, l'existence d'une pratique du secret à l'intérieur de l'organisation. Le maintien formel, contre vents et marées, d'un secret de Polichinelle, indique assez que c'est dans la confiance que les dirigeants doivent inspirer aux militants que se situe l'enjeu le plus important. Suffisamment important en tout cas pour que se joue à cette occasion une épreuve de force.

À l'inverse, les militants, et particulièrement ceux qui pourraient venir s'agréger à quelque niveau que ce soit au noyau stable, doivent être transparents, sans ombres et sans secrets, sinon sans taches. Car la transparence, elle, est une valeur revendiquée : transparence des discussions, des promotions, des biographies de dirigeants dont la vie est droite comme l'est la ligne du parti², transparence des finances attestées par la publication du budget du parti et des résultats des campagnes de souscription. Le siège du parti, place du Colonel-Fabien, est une « maison de verre³ ».

L'idéologie de la transparence coexiste avec la pratique du secret. Mais, au-delà des dénégations qui affirment la transparence là où précisément règne le secret, elle exprime pour

1. *L'Humanité* du 24 septembre 1990 (compte rendu du Comité central des 20-21-22 septembre 1990).

2. Les titres des autobiographies publiées par les responsables communistes en témoignent. Voir par exemple Jacques Duclos, *Mémoires*, tome I, *Le chemin que j'ai choisi*, op. cit. ; Lucien Midol, *La voie que j'ai suivie*, Éditions sociales, 1973.

3. Cf. Georges Gosnat « Une grande œuvre dont la fierté sera ressentie bien au-delà de nos propres rangs », in « La NC présente la maison du Parti communiste français », *La Nouvelle Critique*, 46, septembre 1971, p. VI.

l'essentiel la réticence au secret dès lors qu'il s'agit des actes, opinions et comportements individuels. Héritière des conceptions utopiques concernant les relations qui doivent régir les membres d'une société ou d'une communauté idéale¹, elle est ici liée au secret dans la mesure où, au principe de l'une comme de l'autre, se trouve la confiance. Que l'élection à bulletins secrets des dirigeants et la publicité faite aux résultats n'aient été acquises respectivement qu'en 1964 et en 1978 en témoigne. L'usage disqualifiant des déficits en voix parfois considérables des contestataires avoués lors des derniers congrès le manifeste également.

Si les secrets de parti doivent donc être gardés, le militant en revanche doit être transparent comme doivent l'être les motivations de son adhésion et de ses refus. Le vote public autrefois, la pratique des « biographies » remplies par les aspirants aux responsabilités², comme l'usage fait aujourd'hui du vote secret, en sont l'indice. Plus encore, l'autocritique dont Staline faisait le quatrième principe de la méthode léniniste³ permet de comprendre ce que l'exigence de transparence appliquée aux individus a de commun avec le secret, au moins du point de vue qui soutient ce propos, celui de la mémoire et de l'écriture finalisée de l'histoire.

Comme précédemment pour l'esprit de parti, une première acception de l'autocritique ne prêterait guère à commentaires : l'autocritique pourrait n'être que la critique des erreurs appliquée à soi-même par le parti. Mais Staline parle de « fautes ». Or, si les erreurs peuvent être collectives, les fautes, pour être quelquefois partagées, engagent d'abord la responsabilité et surtout la culpabilité des individus. L'autocritique devient par là l'aveu d'une faute avant d'être l'analyse d'une erreur. « L'aveu » tel que Artur London en a écrit l'histoire, constitue la forme extrême de cette logique. Or le phénomène de « l'aveu » est doublement intéressant. On retrouve en effet dans les procès staliniens ce mécanisme d'écriture finalisée de l'histoire déjà évoqué. Il ne suffit pas que London ou Loebel soient dénoncés

1. Cf. Bronislaw Baczkowski, « Utopie », *op. cit.*, p. 98.

2. Cf. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 229-230.

3. Cf. Article « Autocritique », *Dictionnaire critique du marxisme*, *op. cit.*, p. 68-69.

comme traîtres¹, encore faut-il montrer qu'ils l'ont été de tout temps et que, derrière l'apparente innocence des comportements passés, se cachait déjà la noirceur des intentions. L'interprétation du passé se fonde là encore dans le devenir. De surcroît, ce devenir ne prend sens que parce qu'il est construit par la volonté du parti de démasquer les traîtres à « double face », ceux qui ont eu des secrets pour le parti. Plus encore, la « pédagogie infernale des procès », selon l'expression d'Annie Kriegel², est affaire de mémoire. Car c'est bien la mémoire qui se révolte contre l'accusation infamante, et c'est bien la résistance de la mémoire qu'il s'agit de briser.

Accepter l'idée que les individus doivent être transparents, accepter la pratique de l'autocritique et de sa forme extrême, l'aveu, c'est aussi commencer l'apprentissage d'une technique individuelle de réévaluation du passé. Ainsi Annie Kriegel distingue-t-elle dans « l'aveu » deux niveaux : celui de la confection du texte des aveux où le découpage de vérités partielles permet d'établir une vérité globale ; celui de la reconstruction par le sujet d'une vérité intime en conformité avec la vérité officielle. C'est pourquoi Boukharine pouvait expliquer : « Je me suis engagé dans la voie des aveux ? Pourquoi ? La cause en était que, dans ma prison, j'ai révisé tout mon passé³. »

En tout état de cause, et en deçà de ces formes extrêmes — dont il ne faut peut-être pas sous-estimer la vocation didactique à usage collectif⁴ —, l'autocritique formulée par un individu, même quand elle s'exerce à propos de la politique mise en œuvre par le parti, autorise la réécriture du passé plus qu'elle n'exige son examen. Ainsi Louis Molinier écrit dans ses Mémoires :

« Je voudrais dire ici, lorsque je me remémore cette époque et que je relis quelques-uns de mes discours — ou fragments —, j'y retrouve des " conclusions " ou des mots d'ordre comme " la République française des soviets " que nous répétions quelquefois hors de propos et pas toujours compris de nos auditeurs, nous avions trop de phrases

1. Cf. Eugen Loebel, *Le procès de l'aveu*, France-Empire, 1977.

2. Cf. Annie Kriegel, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Gallimard, « Idées », 1972, p. 156.

3. Cité par Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 103.

4. Cf. Annie Kriegel, « Un enseignement de masse », *op. cit.*, p. 156-164.

stéréotypées. C'est pourquoi, dans toutes mes citations, je laisse de côté cette phraséologie dépassée et erronée¹. »

De la même manière que les évocations du passé permettent le plus souvent de justifier le présent en accréditant l'idée d'une ligne politique permanente, exempte d'erreurs et de revirements, d'où l'emploi répétitif du « jamais » et du « toujours », notamment dans le *Manuel*², occultations du passé et secrets comblent l'écart entre les mythes qui fondent l'identité communiste et la réalité du parti. On peut, à cet égard, souligner à nouveau que les secrets réels du parti protègent tout particulièrement les domaines et les activités liés aux valeurs les plus centrales du PCF, celles qui expriment la spécificité qu'il revendique, dont paradoxalement la transparence : les finances du parti, le rôle et les fonctions des permanents, la biographie des dirigeants, les relations avec l'URSS.

La pratique du secret a donc bien évidemment des effets sur les mémoires, historique et collective. Mais l'esprit de parti, plus largement partagé que les secrets, en autorisant le tri de l'utile et du nuisible au parti, en marquant ce qui sépare le « nous » des autres, le « bon » camp du mauvais, est sans aucun doute le premier facteur de la sélectivité volontaire de la mémoire des communistes : chaque militant, en effet, sauf à être déjà sur le chemin de la rupture, doit être conscient de ce qui sert l'intérêt de son parti. Si l'esprit de parti peut présider à l'écriture de l'histoire et à l'élaboration de la mémoire historique, il constitue également, selon toute vraisemblance, le principe qui régit tout discours communiste dès lors qu'il s'adresse à « l'autre ».

De la pratique du secret dans l'organisation, découlent donc des effets fortement liés les uns aux autres : initiation, hiérarchie et centralisation, si on met l'accent sur les structures de l'organisation ; confiance, transparence et esprit de parti, si on porte attention aux normes qui définissent le comportement attendu des individus, dans et hors de l'organisation. L'ensemble de ces effets constitue les cadres organisationnels de la mémoire

1. Louis Molinier, *Un militant communiste languedocien raconte*, Éd. L. Molinier, 1979, p. 109.

2. Cf. Georges Lavau, « L'historiographie communiste : une pratique politique », *op. cit.*, p. 130.

dans la mesure où ils limitent objectivement les contenus possibles de l'évocation du passé. Le secret, en tant que tel, et les caractéristiques organisationnelles qui l'accompagnent, le renouvellement des militants et la structure sédimentaire de la hiérarchie, aboutissent à l'absence de transmission et à la disparition progressive d'un certain nombre de souvenirs, que le groupe n'est plus en état de partager. L'esprit de parti, qualité des individus, favorise la rétention des souvenirs inadaptés à l'image que le parti prétend offrir de lui-même et l'occultation volontaire de tel événement ou figure passés.

Dès lors cependant qu'on met l'accent non plus sur l'organisation – et les effets propres du secret sur les contenus possibles de la mémoire historique – mais sur les individus et leur mémoire vive, apparaît, en même temps que la confiance et l'esprit de parti qui règlent les relations mutuelles, ce sentiment de liberté qu'identifiait également Georg Simmel comme attribut des membres d'une société secrète. Ce sentiment de liberté va avec la conviction que l'adhésion à un parti dont la finalité est le renversement de l'ordre établi est protestation quotidienne contre cet ordre et rejet, légitimé par la puissance du parti, des valeurs dominantes. Les récits de militants témoignent souvent de l'intense plaisir que leur procure la transgression : transgressions ludiques qu'expriment les slogans et les chansons qui scandent les manifestations, anecdotes multiples sur les bagarres physiques lors de grèves ou de campagnes électorales, souvenirs de chahuts organisés, jubilation de la déviance légitime¹. Tel enquêté raconte comment, au plus fort d'une grève, les militants attroupés ont conspué les « jaunes » en les bombardant de poissons saisis à l'étal d'un marchand ambulant ; tel autre évoque le délicieux souvenir des processions religieuses que l'on perturbait en jetant la Vierge à la rivière. La transgression de l'ordre politique accompagne la transgression de l'ordre public, social et économique. Mais le caractère protestataire de l'engagement au Parti communiste français a également des effets internes à l'organisation. Le fidéisme, la délégation de compétences, la confiance peuvent aller de pair avec l'expression sans complexes de jugements à la première personne. Georges

1. Voir également sur ce point Michel Hastings, « Contrebande et contre-société communiste, éléments d'une culture frontalière », *Espace, populations, sociétés*, 1, 1984, p. 83-91.

Lavau souligne avec raison qu'existent aussi des ouvriers « pleinement plongés dans leur "ethos de classe" (...) et qui cependant ne manquent pas d'"opinions personnelles" sur de nombreux sujets, y compris sur les grèves et sur leur parti¹ ». À la marge, sans doute, les militants résistent, ils gardent un quant-à-soi qui s'exprime dans des anecdotes, des plaisanteries sur les dirigeants, les mots d'ordre, les directives, les discours, etc. : ces discours-là – à côté – nourrissent la mémoire collective aussi sûrement que le commentaire politique autorisé de telle ou telle séquence du passé. Plus que les évocations du passé attendues parce que conformes à la mémoire historique, ils forment la matière des entretiens recueillis. Le goût de la transgression, dans la limite de la fidélité au parti qu'exprime l'esprit de parti, définit aussi la zone des secrets du militant vis-à-vis de ses dirigeants et de son organisation : ce qu'il a fait et ne dit pas dans le contexte à cet égard protégé de la clandestinité, ce qu'il dit qu'il fait et ne fait pas – les tracts reçus et non distribués par exemple –, les distorsions qu'il introduit entre sa pratique syndicale – soumise aux contraintes propres de son milieu de travail et à une autre sociabilité que celle du parti – et la pratique syndicale exigée par le parti. On pourrait multiplier les exemples de ce secret inverse – parfois dérisoire, indice cependant de la vie propre des militants ou de la résistance de la mémoire individuelle aux injonctions de la mémoire officielle – ignoré à jamais des dirigeants, portés à penser que le parti est, agit, comme ils souhaitent qu'il soit, qu'il agisse. Souvent partagés par un groupe de hasard, de quartier, d'entreprise ou d'âge, les contenus de ce secret inverse pèsent également sur les élaborations de la mémoire collective – et ce, d'autant plus qu'à l'origine de ce secret de militant il y a des valeurs liées à l'engagement communiste.

On ne peut qu'être frappé, comme Pierre Nora, de la similitude formelle entre les caractéristiques du Parti communiste français et celles des sociétés secrètes que décrit Georg Simmel². Encore faut-il souligner que si le PCF a une pratique, avouée et inavouée, du secret, il n'est pas une société secrète. Sauf période historique exceptionnelle où la répression justifie

1. Cf. Georges Lavau, note 14 du chapitre IV, *op. cit.*, p. 174.

2. Cf. Pierre Nora, « Simmel : le mot de passe », in « Le secret », *Nouvelle revue de psychanalyse*, art. cité, p. 309-310.

la clandestinité ou encore cas particuliers où l'adhésion au Parti communiste se révèle difficilement compatible avec un statut professionnel, ses militants revendiquent haut et fort leur appartenance au parti et les buts qu'ils poursuivent n'ont rien de secret, ni à leurs yeux ni à ceux de leur entourage non communiste. Cet écart entre le modèle idéal-typique de la société secrète et la réalité du Parti communiste français s'inscrit dans l'absence de séparation entre le parti et son environnement. En fait, l'environnement est toujours présent dans l'organisation *via* la multiplicité des groupes d'appartenance des adhérents. À l'inverse, l'organisation est présente dans l'environnement *via* les organisations de masse et les syndicats, particulièrement la CGT, *via*, également, le nombre considérable d'anciens communistes¹. À cet égard, la mémoire collective communiste, comme interaction entre la mémoire historique de l'organisation et les souvenirs des militants, est également soumise, nous l'avons vu, aux influences des mémoires historiques concurrentes ou englobantes, la mémoire gaulliste par exemple ou la mémoire nationale transmise par l'école, et travaillée par les diverses mémoires, professionnelles, familiales, locales auxquelles participent les individus.

LES CADRES DE LA SOCIALISATION : L'ADHÉSION

L'idéologie communiste et le référentiel qui la fonde et la légitime, le marxisme-léninisme, certaines formes de rétention de l'information et du souvenir liées à la structure et aux caractéristiques historiques de l'organisation, ne sont donc pas sans effet sur la mémoire communiste.

1. Ce dernier aspect est notamment souligné par Annie Kriegel qui y voit une des raisons de l'« acclimatation » du phénomène communiste, de sa « dimension familière » pour tout Français, communiste ou non (Annie Kriegel, *Les communistes français*, *op. cit.*, p. 60). Georges Lavau, d'un tout autre point de vue puisqu'il conteste en la matière la notion de « contre-société » ou de « parti-société » élaborée par Annie Kriegel, donne, sur ces considérations, une définition extensive du Parti communiste français : « Le parti, c'est beaucoup plus que le PCF au sens strict. » (Georges Lavau, *À quoi sert le PCF ?*, *op. cit.*, p. 119-120.)

Mais s'il s'agit bien d'examiner la nature de la relation entre la norme explicitée par le parti d'une part, et les représentations du passé, vécu ou non, des militants d'autre part, il convient maintenant de porter attention non plus aux règles qui contraignent l'écriture de la mémoire historique mais aux militants qui réalisent la mémoire collective. Considérer ici l'adhésion et ses significations, ce n'est pas décider, fût-ce de manière hypothétique, du mode d'articulation entre le centre et la périphérie, l'« appareil » et la « base », mais tenter d'apprécier la spécificité de ce groupe d'appartenance qu'est le Parti communiste français, prendre la mesure de ce qui rapproche le responsable politique du militant plutôt que de ce qui les sépare, souligner les conséquences de la multiplicité des appartenances individuelles. Il s'agit maintenant d'aller au cœur de la mémoire collective définie comme effet de l'appartenance au groupe sur les souvenirs, de donner corps, chair et vie communistes aux constats arrêtés dans les chapitres précédents.

Dans son acception la plus large, la notion de socialisation politique — telle qu'Annick Percheron la définit — « désigne les mécanismes et les processus de formation et de transformation des systèmes individuels de représentation, d'opinions et d'attitudes politiques¹ ». La notion de socialisation, en ce sens, renvoie à l'histoire de l'individu, saisie dans la durée, aux pratiques, aux valeurs et aux normes qui, assimilées et prises en charge par l'individu, relèvent cependant de l'appartenance au groupe, familial, social, politique, national.

À cet égard, les cadres de l'intelligibilité et les cadres de l'organisation relèvent bien évidemment de la socialisation des militants telle que l'opère le Parti communiste français. Formellement, c'est en effet en adhérant que le non-communiste devient communiste et se met en situation d'intégrer les valeurs, les compétences, les pratiques, les savoirs du groupe. Car l'identité communiste n'est pas donnée comme l'est l'identité familiale ou nationale : on ne naît communiste que par métaphore et nul n'est communiste avant d'avoir choisi de l'être, nul ne le reste qui ne fait le choix renouvelé ou transformé de persévérer en son être communiste.

1. Annick Percheron, « La socialisation politique, défense et illustration », in *Traité de science politique*, vol. III, sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca, PUF, 1985, p. 165.

Les travaux d'Annick Percheron cependant plaident pour une définition plus restrictive de la socialisation politique. En portant l'accent sur l'importance de la socialisation politique précoce et sur les modalités de la construction du politique au cours de l'enfance et de l'adolescence, ces travaux invitent à considérer les rapports de renforcement ou de rupture qu'entretient la socialisation partisane avec la socialisation initiale¹. Ainsi que le notent encore Peter Berger et Thomas Luckmann, la socialisation dite « secondaire » que les institutions opèrent à l'âge adulte ont à traiter avec un moi déjà formé et avec un monde déjà intériorisé : « Elle ne peut pas construire la réalité subjective *ex nihilo*². » Guy Michelat et Michel Simon ont également montré que plus les individus cumulent d'attributs ou de points de contact — par l'enfance et l'origine sociale, la profession, le mariage — avec un même groupe social, plus ils participent de l'identité collective de ce groupe, plus ils partagent les normes et les valeurs, notamment politiques, de ce groupe³. S'il est vrai que toute socialisation passe aussi non par une accumulation de connaissances historiques dépourvues de valeurs et d'affects⁴ mais par l'intériorisation, l'appropriation d'une mémoire, alors les cadres de la socialisation renvoient bien évidemment à la problématique de Maurice Halbwachs définissant la mémoire individuelle comme interférence de différentes mémoires collectives. Dans l'espace et dans le temps⁵.

Ainsi les contenus de l'adhésion volontaire à un parti et la faculté de s'approprier la mémoire historique, de participer à la mémoire collective de ce groupe particulier, diffèrent-ils d'un individu à l'autre. Les travaux d'Annick Percheron sur la socialisation politique qui s'opère dans les premiers âges de la vie soulignent quelques constantes : « toute socialisation poli-

1. *Ibid.*, p. 224-226.

2. Voir également Peter Berger et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Méridiens-Klincksieck, 1986, p. 192.

3. Guy Michelat et Michel Simon, « Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, janvier-mars 1985, p. 32-69.

4. Cf. Pierre Ansart, « Manuels d'histoire et inculcation du rapport affectif au passé », *Manuels d'histoire et mémoire collective*, colloque des 23-24-25 avril 1981, Didactique des disciplines, Université Paris-VII.

5. Maurice Halbwachs, « Le souvenir individuel comme limite des interférences collectives », in *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 28-34.

tique est datée », historiquement déterminée¹ ; toute socialisation est « enjeu de conflits », à la croisée des divers groupes d'appartenance de l'enfant ou de l'adulte² ; « les familles transmettent d'autant mieux leurs préférences que celles-ci sont plus affirmées³ » ; enfin, l'école constitue un des lieux privilégiés de l'acquisition d'un savoir historique⁴. Ce qui est vrai de la socialisation précoce l'est pour l'essentiel de la socialisation telle que peut l'opérer le Parti communiste français. Considérant ainsi que la socialisation communiste est transformation continuée des représentations et notamment des références au passé et des interprétations historiques propres aux individus en devenir communiste, on admettra que, de la même manière, celle-ci est historiquement déterminée, datée, enjeu de conflits. De surcroît, l'adhésion n'a de sens que rapportée aux prédispositions acquises antérieurement, dans la famille, à l'école, bien sûr, mais encore dans tous les groupes, résidentiels, professionnels auxquels participent les individus. Les travaux de Jean-Paul Molinari sur la diversité des formes de l'adhésion ouvrière au Parti communiste français, en soulignant combien l'adhésion des individus se fonde, toujours et partout, sur des liens sociaux, des communautés ouvrières et existentielles (de famille, d'usine ou de voisinage, de syndicat, de municipalité et de réseaux associatifs), apportent à cet égard un éclairage précieux⁵. C'est dire encore que de la même manière qu'on s'identifie plus ou moins à tel ou tel groupe d'appartenance naturel — la famille, la classe, la nation —, on adhère, au-delà de l'acte volontaire et ponctuel, plus ou moins au Parti communiste français.

Isoler, pour l'analyse, les cadres de la socialisation des cadres de l'intelligibilité et des cadres de l'organisation, c'est dire encore que les modalités de l'adhésion prédisposent plus ou moins à la socialisation proprement partisane et donc à l'intériorisation des schémas d'interprétation du monde et des savoir-faire militants. C'est aussi souligner la trace de la socia-

1. Annick Percheron, *op. cit.*, p. 182.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 211.

4. *Ibid.*, p. 217.

5. Cf. Jean-Paul Molinari, *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au communisme*, L'Albaron, 1991.

lisation antérieure de l'individu et l'effet propre de l'historicité de l'individu, les événements et les rencontres qui font d'un itinéraire social une succession de groupes d'appartenance. Les cadres de la socialisation définissent ainsi les énoncés de la mémoire collective parce que les souvenirs des individus, adhérents du Parti communiste français, sont soumis à une pluralité d'influences, laquelle s'exprime dans les modalités de l'adhésion.

Le Parti communiste français comme groupe intermédiaire

Maurice Halbwachs souligne à diverses reprises que les souvenirs individuels ne sont influencés par les mémoires collectives que pour autant que celles-ci ne sont pas sans rapport avec les événements du passé vécu par les individus. À cet égard, si les individus qui réalisent les mémoires collectives appartiennent bien à ce groupe large qu'est la nation, l'histoire de l'individu n'a que peu de points de contacts avec l'histoire nationale. En revanche, les groupes plus restreints, intermédiaires entre l'individu et la nation, agissent « bien plus directement sur la vie et la pensée de leurs membres¹ ». Si la notion de groupe intermédiaire ne désignait au sein de la nation qu'un sous-ensemble dont l'expression publique serait centralisée ou monopolisée par les clercs politiques, nous n'aurions affaire qu'à des mémoires historiques². Mais la suite des événements dont les mémoires historiques conservent le souvenir ne représente pas l'essentiel des contenus de la mémoire vive. On a vu que souvent les militants communistes disaient ne pas s'intéresser à l'histoire de leur parti et l'opposaient aux faits « concrets », c'est-à-dire à l'expérience vécue et aux raisons présentes de l'action militante. De ce point de vue, les communistes ont une mémoire historique comme les gaullistes ou les socialistes en ont une : on peut en repérer les caractéristiques et les spécificités dans les livres d'histoire ou de mémoires, dans les

1. Maurice Halbwachs, « Cadres lointains et milieux proches », in *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 67.

2. *Ibid.*

brochures destinées à la formation des militants, dans la presse, dans les discours politiques des dirigeants, dans les commémorations enfin.

C'est dans cette perspective que Pierre Nora pouvait décrire « les quatre coins » de la mémoire française et le jeu des convergences et des divergences qui caractérisent les relations entre la mémoire gaulliste et la mémoire communiste¹. Gérard Namer encore, en se donnant pour objet la commémoration en France de 1945 à nos jours, a étudié les « batailles pour la mémoire » de l'après-guerre que se sont livrées les communistes et les gaullistes².

Mais cette perspective rend compte des usages politiques du passé plutôt que de la mémoire collective. Car, si la volonté politique en la matière est bien tentative de mettre en place « une mémoire collective³ », le succès rencontré par les commémorations est inégal : celles-ci ne mobilisent que pour autant qu'elles s'appuient sur une mémoire collective préexistante. Ce paradoxe, souligné par Gérard Namer, est suggestif⁴.

On peut faire l'hypothèse qu'une commémoration a d'autant plus de chance d'être réussie qu'il y a cohérence entre le groupe qui l'organise et celui qui la reçoit comme injonction à se souvenir. L'exemple de la commémoration communiste de la Commune au mur des Fédérés, tel que le restitue Madeleine Rebérioux, illustre particulièrement bien la symbiose entre souvenir vécu, mémoire collective « communautaire », volonté politique de mémoire qu'exprime « la longue entreprise de légitimation conduite en direction du mur par le PCF ». La vie de la commémoration tient à la rencontre de la mémoire historique et du souvenir. Ainsi Madeleine Rebérioux note-t-elle finalement que « le mur des Fédérés ne s'est jamais remis ni de la guerre froide, ni des mutations intervenues dans la population de la capitale et de sa banlieue, ni peut-être des mœurs nouvelles qui ont gagné le monde du travail⁵ ». On a

1. Pierre Nora, « Quatre coins de la mémoire », *H. Histoire*, 2, juin 1979, p. 9-31.

2. Gérard Namer, *Batailles pour la mémoire. La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Papyrus, 1983.

3. Gérard Namer, *op. cit.*, p. 5-7.

4. *Ibid.*, p. 162.

5. Cf. Madeleine Rebérioux, « Le mur des Fédérés », in *Les lieux de*

vu par ailleurs que des militants provinciaux privés du lien vivant des générations et du rapport affectif au passé précocement transmis n'avaient pas de « souvenirs de la Commune ». Il convient ainsi de garder à l'esprit cette évidence : la commémoration est organisée par des individus, lesquels participent d'une mémoire collective, préexistante à la commémoration, par définition. Si la commémoration « organise » la mémoire collective, c'est au sens où elle l'entretient, diffuse le souvenir partagé par quelques-uns dans l'ensemble du groupe, donne une visibilité ou une valeur particulière à tel souvenir plutôt qu'à tel autre, en un mot participe au travail de la mémoire collective.

La notion de groupe intermédiaire, inspirée de Halbwachs, signifie que le PCF, s'il élabore comme d'autres formations partisans une mémoire historique, n'est pas seulement un sous-ensemble de la nation que définirait une interprétation spécifique du passé : il constitue pour ses militants un groupe d'appartenance à leur échelle. Ce ne sont pas des individus atomisés, seraient-ils réunis dans l'ensemble national ou dans les sous-ensembles communiste ou gaulliste, qui, cire molle sans passé ni souvenirs, subissent ou intègrent une volonté politique de mémoire, véhiculée par les commémorations, les médias ou les manuels scolaires. Les adhérents, des militants, organisés en cellules, en sections, en fédérations, constituent un tissu humain de relations inscrit dans l'espace. À cet égard, le Parti communiste français présente des caractéristiques qui le rapprochent de ces « communautés affectives » nécessaires à la mémoire collective¹.

De surcroît, ce parti, dont l'identité revendiquée et le mode d'organisation sont globalement constants depuis plus d'un demi-siècle, s'inscrit dans une durée qu'incarnent les différentes générations qui coexistent au sein de l'organisation. La mémoire historique, centrée pour une large part sur l'histoire propre du parti, organise de cette manière le présent collectif d'un passé vécu par quelques-uns, à tous les niveaux de l'organisation, cellule, section, fédération, instances dirigeantes nationales. Avant

mémoire, I, *La République*, sous la direction de Pierre Nora, Gallimard, 1984, p. 619-649.

1. Maurice Halbwachs, « Nécessité d'une communauté affective », in *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 11-15.

même d'être instrumentalisée de l'histoire ou propagande, la mémoire historique s'adresse à des individus identifiés et inscrits dans des réseaux de sociabilité.

Le Parti communiste français comme groupe d'adhésion

Adhérer au Parti communiste français, c'est, comme le dit Jean-Paul Molinari, « se lier », alors même qu'ouvrier on est déjà lié « par les liens pratiques immédiats de l'existence ouvrière¹ ». Ce qui vaut – inégalement d'ailleurs – pour les communautés ouvrières étudiées par Jean-Paul Molinari, comme « matrices d'adhésion communiste », vaut, me semble-t-il, pour toutes les adhésions, à l'exception peut-être de certaines adhésions d'intellectuels. Car le Parti communiste français comme groupe intermédiaire est en lui-même une communauté, visible, vivante, dans le village, le quartier, l'usine ou l'établissement scolaire, la municipalité : adhérer, c'est alors moins rejoindre une communauté de pensée politique ou théorique, partager une vision du monde ou une analyse de la société, qu'intégrer un réseau de sociabilité, « se lier » avec des communistes, avec des individus clairement identifiés, à Bobigny comme à Halluin². Groupe intermédiaire, le Parti communiste français est aussi groupe d'adhésion.

« Je suis communiste. Pourquoi pas vous ? » Ce mot d'ordre de la période qui suivit la signature du Programme commun exprime l'idée selon laquelle l'adhésion n'est que l'origine d'un devenir communiste : les aspirations, sociales, politiques et morales que partagent avec les communistes les adhérents potentiels du parti, « les travailleurs » ou plus récemment « les gens », ne sont que des formes vides qui attendent un contenu communiste. « De l'ombre à la lumière », écrivait autrefois Florimond Bonte qui, inversant le sens d'une formule connotée, décrivait ainsi l'itinéraire qui l'avait amené du Sillon au Parti

1. Jean-Paul Molinari, *op. cit.*, p. 209.

2. Cf. Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Éditions ouvrières/Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986 – Michel Hastings, *Halluin la rouge, 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Presses universitaires de Lille, 1991.

communiste français¹ : l'adhésion est aussi une conversion, une réinterprétation du monde². Encore y faut-il ce patient travail militant d'explication et de conviction. Adhérer, se lier : le non-communiste devient communiste parce que des liens sociaux, d'existence, le lient déjà à des communistes, à une communauté communiste, de vie ou de circonstance. Il le demeure parce que l'adhésion renforce ces liens, les double bientôt d'une commune manière d'agir, de croire et de penser le monde, d'espérer l'avenir, d'interpréter le présent et le passé. Se lier, faire corps avec, s'identifier à : groupe intermédiaire, groupe d'adhésion, le PCF est aussi groupe de socialisation.

Reste que les modalités de l'adhésion sont diverses. Être ouvrier, né dans une famille ouvrière et communiste, adhérer un jour, à l'entrée dans la vie active, au « Parti » : l'itinéraire, idéal-typique, n'en est pas moins largement partagé, toujours marqué du sceau de l'évidence. Être ouvrier, né dans une famille ouvrière, catholique, conservatrice, devenir communiste : l'adhésion se charge déjà de significations différentes et la conviction politique est donnée pour connaissance et reconnaissance de la réalité sociale autrefois occultée par les brumes de l'idéologie et des fausses représentations. Être employé, enseignant, intellectuel, d'origine ouvrière, d'un milieu communiste ou non : l'entrée en communisme signifie fidélité à l'origine de classe ou négation de la double rupture, sociale et politique, etc.

La socialisation opérée au sein du parti, le travail d'homogénéisation des représentations qui s'accomplit dans l'adhésion, est réduction de la diversité. Parce que le passé fonde l'identité présente, la mémoire historique élaborée par le Parti communiste français et l'appropriation, par les individus, de références partagées au passé, constituent un des fondements majeurs de la socialisation communiste. Ce qui est vrai pour les individus, qu'ils soient membres de la communauté communiste depuis toujours, ou en rupture, sociale et politique, vaut

1. Florimond Bonte, *De l'ombre à la lumière*, Éditions sociales, 1965.

2. Voir à ce propos un intéressant article qui décrit, du point de vue de la psychanalyse, l'itinéraire social et politique d'une catholique devenue adhérente du Parti communiste français puis témoin de Jéhovah : Marie-Jean Sauret, « La relation à l'autre dans la/une conversion religieuse », *Annales*, Université de Toulouse-Le Mirail, tome XV, 1979, p. 83-109.

également, semble-t-il, pour des groupes sociaux en mal de définition et de cohésion. Les études les plus récentes sur l'implantation communiste dans l'entre-deux-guerres — chez les « mal-lotis » de Bobigny ou chez les immigrés, italiens, polonais, juifs d'Europe centrale¹ — montrent assez clairement comment le PCF, vecteur d'intégration, a donné identité et dignité, présente et passée, à des populations marginalisées et déracinées.

De fait, si, comme l'affirmait Georges Marchais dans le cadre d'un appel à œuvrer pour le renforcement du parti², les communistes sont des « travailleurs » et des gens « comme les autres » tandis que le parti n'est pas « une organisation d'élite », il n'en demeure pas moins que devenir communiste, c'est s'approprier une identité forgée par l'histoire, une fierté d'être, fondée par la conviction que le « Parti » est un être collectif d'exception : ce pourquoi, souligne-t-on également dans la dernière période, le Parti communiste français n'a pas à changer de nom ni à renier son passé³. À cet égard, l'adhésion, subjectivement, est toujours une forme de rupture car elle consiste aussi à épouser et à revendiquer un passé qui, par définition, n'est pas le sien. Être fils de résistant communiste, ce peut être vénérer la Résistance, glorifier les résistants, affirmer des choix politiques trempés par l'expérience paternelle. Devenir et être communiste soi-même autorise à revendiquer la Résistance et l'héroïsme des résistants communistes en son nom propre, comme partie du tout, de ce « nous les communistes » qui, hier comme aujourd'hui, mène le bon combat. Ainsi, la volonté de banaliser l'adhésion — alors même qu'elle exprime la réalité des liens sociaux qui préexistent la plupart du temps à l'adhésion proprement dite — se heurte pour une large part à la vérité subjective des cheminements individuels. Cette tension entre deux conceptions de l'adhésion, également revendiquées, s'exprime encore dans la diversité des degrés de l'adhésion.

1. Outre les travaux d'Annie Fourcaut (*op. cit.*) et de Michel Hastings (*op. cit.*), cf. Gérard Noiriel, *Longwy, Immigrés et prolétaires, 1880-1980*, PUF, 1984. Voir également « Sociétés ouvrières et monde communiste », *Communisme*, 15-16, 1987.

2. *L'Humanité* du 7 mars 1987.

3. Voir *L'Humanité* du 30 janvier 1984. Le refus d'abandonner l'appellation « communiste » est réaffirmé lors du 27^e congrès (1990) et en 1991-1992 dans le contexte de l'effondrement du système communiste.

Un parti, quel qu'il soit, ne peut être considéré en principe comme un groupe d'appartenance comme la classe sociale, la famille ou la nation. On y adhère, éventuellement à l'issue d'un itinéraire politique hétérogène, on « s'y engage », selon l'une des formules consacrées par l'usage intellectuel de la politique, on peut éventuellement le quitter, la rupture ou la réorientation politique ne constituant d'ailleurs qu'une modalité parmi d'autres de l'éloignement. Pourtant, le PCF est un parti où l'adhésion se charge de significations particulières : ce qu'exprime le « nous les communistes », dont la définition présente se nourrit de ce qu'étaient les communistes d'hier.

Ainsi qu'Annie Kriegel le souligne, au-delà de l'acte formel, quasi administratif, qui consiste à adhérer à un parti politique, à faire le choix d'une politique parmi d'autres, existent des « degrés d'adhésion » définis par la capacité à épouser tout ou partie des valeurs et des références communistes¹. Il ne s'agit pas seulement ici, on l'aura compris, de marquer la différence, en soi visible, entre l'électeur, le sympathisant, l'adhérent formel et le militant qui donne de sa personne et de son temps, mais bien de considérer qu'adhérer, c'est littéralement « faire corps avec », « coller à », plus ou moins. De ce point de vue, on peut « adhérer » à la politique et à l'idéologie communiste sans être formellement membre du PCF, en attendant éventuellement l'occasion de le devenir. À l'inverse, tous les adhérents, militants ou non, n'adhèrent pas de la même manière aux diverses dimensions de l'univers, du projet et du passé communistes.

Ici interviennent les modalités de l'adhésion. Politique, existentielle ou idéologique, selon la typologie d'Annie Kriegel qui s'attache ainsi à décrire l'intensité plus ou moins grande de l'attachement au parti. D'émotion, de régularisation, de recitification ou d'imprégnation, selon celle de Georges Lavau qui tente de rendre compte des cheminements qui se cristallisent dans les diverses figures de l'adhésion². On pourrait ici et là ajouter la dimension proprement culturelle que suggère l'écoute des militants communistes et souligner comment l'adhésion est souvent revendiquée comme fusion avec la classe ouvrière, ou redoublement de l'appartenance de classe. Ces deux typologies, qui ne se superposent pas, ont en commun de relever, d'une

1. Annie Kriegel, « Les degrés d'adhésion », *op. cit.*, p. 169-181.

2. Georges Lavau, *op. cit.*, p. 103-105.

part, que l'adhésion banale dans laquelle s'effectue un choix strictement politique n'est qu'un cas particulier de l'adhésion, d'autre part, que la socialisation antérieure à l'adhésion, par la famille, le milieu scolaire ou professionnel, éventuellement le syndicalisme constitue le berceau, favorable ou non, de la socialisation proprement partisane. C'est dire que si le PCF est une « micro-société » au sens où, au-delà de l'activité politique strictement définie, il fournit potentiellement à ses adhérents et à ses militants les moyens de vivre au sein du parti l'ensemble des dimensions de la vie quotidienne — culture, loisirs, amitiés¹ — ceux-ci n'y participent que de manière inégale. Il ne suffit pas, nous l'avons déjà vu, d'adhérer formellement pour être communiste.

Comme le souligne encore Annie Kriegel, il y a une distance considérable entre celui qui circonscrit son activité militante à la sphère du politique — fût-ce en y consacrant beaucoup de temps et d'énergie — et ceux, parmi lesquels l'intellectuel communiste constitue une des figures privilégiées, qui, comme Louis Althusser, appellent de leurs vœux « une rééducation, longue, douloureuse, difficile² ». Encore convient-il de noter ici que si la douleur n'est sans doute pas un affect partagé au-delà des intellectuels pressés de rencontrer la classe ouvrière, l'effort de formation et d'éducation politique, par la participation aux tâches militantes, la lecture de la presse ou des ouvrages conseillés, éventuellement la scolarisation partisane³ l'est — ou l'était — beaucoup plus.

Quoi qu'il en soit, l'existence de degrés d'adhésion interdit de considérer que le Parti communiste dans son ensemble est conforme à l'image qu'en donnent ses médias, ses militants les plus visibles, ses dirigeants. Les individus, adhérents du Parti communiste français, n'adhèrent que plus ou moins. Plus : ils cumulent les rôles et les fonctions à l'intérieur de l'univers communiste, comme communiste, syndicaliste peut-être, fils de communiste, habitant d'une municipalité communiste ou électeur d'un quartier communiste, élu, responsable, ancien déjà

1. Cf. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 144

2. Louis Althusser, *Positions*, Éditions sociales, 1976, p. 37. (Cité par Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du Parti, Les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Fayard/Minuit, 1983, p. 124.)

3. Voir Annie Kriegel, « Le processus de formation », *op. cit.*, p. 247-257.

dans le parti, etc., réduisant ainsi, dans le temps et dans l'espace, la multiplicité des groupes d'appartenance qui déterminent la singularité de l'individu, multipliant en revanche l'efficacité des cadres de la socialisation communiste, notamment en matière de mémoire. Moins : leurs sources d'information peuvent être diverses et ne relever que marginalement de la production partisane. D'autres groupes d'appartenance font que la socialisation qui s'opère au sein du parti entre en concurrence, voire en conflit, avec des représentations du présent et du passé partagées ailleurs.

Certains militants cités dans les chapitres précédents, adhérents anciens, ouvriers, syndicalistes, se révèlent très proches des interprétations les plus étroitement contrôlées de la mémoire historique. À l'inverse, on l'a vu à propos de la Révolution française, les instrumentalisation proprement communistes de l'histoire s'imposent difficilement à ces mêmes militants précocement formés à l'école de la République. Plus encore, les contradictions de la mémoire historique peuvent s'expliquer ici par la pression et la résistance de la mémoire vive. D'autres, notamment à propos du général de Gaulle, donnent à voir la spécificité d'une génération marquée par une expérience spécifique particulière. D'autres enfin n'ont jamais été cités sinon par accident. Leurs profils socio-professionnels sont divers mais ils ont en partage une moindre intégration à l'univers communiste : celui-ci, ouvrier agricole, investit faiblement le discours proprement politique, celui-là, catholique pratiquant depuis toujours, n'est lié au parti que parce qu'il est celui des petites gens, ce dernier est avant tout tiers-mondiste. Leurs raisons d'être communistes constituent l'essentiel de leur propos sans que jamais l'histoire soit sollicitée comme preuve ou exemple.

Mémoire historique et mémoire collective du Parti communiste français

Nous avons aperçu pourquoi les cadres de l'intelligibilité étaient à la source de la mémoire et de l'écriture finalisée de l'histoire, puis suggéré comment les cadres de l'organisation aboutissaient à une déperdition des souvenirs collectifs. La notion de cadres de la socialisation a permis de souligner

comment le Parti communiste français, groupe intermédiaire, groupe d'adhésion et groupe de socialisation tout à la fois, n'est le plus souvent qu'un groupe d'appartenance parmi d'autres.

Pour l'essentiel, les cadres de l'intelligibilité et les cadres de l'organisation limitent l'énoncé de la mémoire historique. Livres d'histoire, autobiographies de dirigeants ou de militants, chroniques d'histoire dans la presse communiste, commémorations, contenus et interprétations transmis dans les écoles du parti, anticipent leurs effets et relèvent non seulement des représentations propres des individus qui les mettent en œuvre mais également d'un souci didactique.

Les cadres de la socialisation mettent l'accent en revanche sur la mémoire vive et sur les individus qui réalisent la mémoire collective. Certes, la socialisation communiste suppose que les individus intègrent les schémas d'intelligibilité du monde et les savoir-faire de l'organisation. Mais, si toute socialisation est — comme l'écrit Annick Percheron — enjeu de conflits, les cadres de la socialisation sont, par définition, multiples dès lors qu'on change de point de vue pour s'intéresser non plus à la norme ou au devoir de mémoire, mais aux individus en devenir communiste.

D'une part, ils permettent l'existence de la mémoire collective — parce que l'adhésion est identification à un groupe intermédiaire, participation à une communauté relationnelle. D'autre part, ils interdisent la conformité de la mémoire collective et de la mémoire historique — puisque, pour chacun des individus concernés, ils sont divers, déterminant, avec la capacité de chaque individu à transformer ses représentations, le degré de l'adhésion.

Ainsi, la mémoire collective n'est pas une, comme l'est en son principe la mémoire historique, elle n'est pas non plus multiple, éclatée, comme le serait l'addition de mémoires individuelles atomisées. Interaction entre l'élaboration de l'histoire telle que l'opère le parti et la mémoire commune de ses adhérents, elle est relation, tension et négociation entre l'unité de la norme et la diversité des itinéraires et des communautés militantes.

Les adhérents, les individus qui font vivre la mémoire collective ne s'approprient la mémoire historique que de manière inégale, en fonction de leur place, de leur rôle, de leur ancien-

neté dans l'organisation. Dire que mémoire historique et mémoire collective ne se confondent pas, c'est encore souligner que la mémoire historique peut embrasser des événements, des périodes, que la mémoire collective, faute de souvenirs vécus ou directement transmis par telle ou telle figure familière, ne retient pas. Mais c'est aussi considérer à l'inverse que la mémoire historique ne peut rendre compte de l'ensemble de ce qui a été vécu par les individus, à leur échelle. L'enquête a néanmoins révélé à diverses reprises des récits de vie extrêmement proches des modèles narratifs à l'œuvre dans les autobiographies de dirigeants communistes et cependant très chargés d'émotivité, notamment dans l'évocation de l'enfance. Le paradoxe, on le comprend, n'est qu'apparent.

Chacune des figures de la mémoire sur lesquelles nous nous sommes arrêtés illustre les formes d'existence concrètes de la mémoire communiste. Mais elles renvoient également, de manière idéal-typique, aux cadres de la mémoire. La figure de la Révolution française et son contrepoint, la Commune, relèvent plus précisément aux cadres de la socialisation et mettent l'accent sur le poids de la mémoire de référence transmise par l'École républicaine dans la mémoire collective. Celle de l'année 1956 et son contrepoint, l'image de l'URSS, évoquent les cadres de l'intelligibilité, le sens de l'histoire qui permet d'interpréter et d'accommoder l'intolérable, à savoir l'échec de l'utopie. La dernière, celle qui porte attention à la mémoire de la Résistance et à l'image contradictoire du général de Gaulle, met l'accent sur les cadres de l'organisation en ce sens que le travail de la mémoire qui s'effectue à propos de la Résistance est à la fois effet de l'instrumentalisation, de l'occultation et du renouvellement des générations.

CONCLUSION

LA MÉMOIRE COMMUNISTE

« Mais combien ne faut-il pas de précautions pour ne pas mentir !

Par exemple, au commencement du premier chapitre, il y a une chose qui peut sembler une hâblerie : non, mon lecteur, je n'étais point soldat à Wagram en 1809.

Il faut que vous sachiez que (...) avant vous, il était de mode d'avoir été soldat sous Napoléon. C'est donc aujourd'hui, 1835, un mensonge tout à fait digne d'être écrit que de faire entendre indirectement et sans mensonge absolu (*jesuitico more*) qu'on a été soldat à Wagram. »

Stendhal, *Vie de Henry Brulard*¹.

Au terme de cette étude de la mémoire communiste, limitée à l'analyse de quelques figures de la mémoire, il convient de faire le bilan des questions restées sans réponse et de celles qui se sont trouvées éclaircies. Il apparaît que l'objectif conçu, celui d'une sociologie de la mémoire communiste, n'a été réalisé que partiellement. En revanche, la question de l'écrit et de l'oral dans le travail de la mémoire a habité la mise en œuvre de ce livre, d'un bout à l'autre. Car la distinction de l'écrit et de l'oral a été au cœur d'une certaine conception de la mémoire collective, développée d'emblée à cet effet. C'est à propos de cette conception de la mémoire collective et de son application au cas de la mémoire communiste, mobilisant des sources

1. Stendhal, *Vie de Henry Brulard*, classiques Garnier, 1953, p. II.

écrites et des sources orales, qu'il convient de faire quelques remarques conclusives.

LA MÉMOIRE D'UN PARTI POLITIQUE

Qu'est-ce que la mémoire d'un parti politique ? Est-ce la tradition dans laquelle ce parti s'inscrit et qu'éventuellement il revendique ? Est-ce la manière dont il se fait historien de sa propre histoire, dont il écrit et réécrit son passé, dont il commémore, par l'écriture et par le rite, les pages glorieuses de son action et son intervention dans la vie politique, nationale et internationale ? Est-ce ce dont ses responsables, ses militants, ses adhérents se souviennent ? Est-ce l'interprétation de l'histoire qu'il propose et oppose aux mémoires concurrentes ou dominantes ? Est-ce l'ensemble des schémas incorporés, des outillages mentaux, des représentations et des visions du monde qui autorisent une « remémoration générative » ? Les distinctions mises en œuvre dans ce livre ont au moins eu le mérite de permettre la formulation de ces questions et de limiter le champ de l'investigation à un objet clairement circonscrit par l'acte de mémoire, l'évocation, la narration et l'instrumentalisation du passé.

Reste cependant une question essentielle, qu'engagent les précédentes : qu'est-ce qu'un parti politique pour qui prétend en étudier la mémoire ? De la même manière que la réification de la nation confond la mémoire historique et la mémoire vive, la prescription d'un devoir de mémoire et l'identité partagée, la conception anthropomorphique¹ qui associe la mémoire et les partis politiques aboutit à ce qu'on pense le collectif sur le modèle de l'individuel. À considérer que les partis comme la nation pensent, se souviennent, oublient, refoulent, on fait de la mémoire collective une pure métaphore et on omet de s'interroger, d'une part, sur les conditions dans lesquelles des individus, historiens de parti ou témoins autorisés, écrivent l'histoire de leur parti, d'autre part, de se demander en quelle

1. Voir Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Que sais-je ?, PUF, 1987, p. 9.

mesure cette histoire écrite, contrôlée par l'organisation, par l'appareil, est, ou non, partagée par les militants et les adhérents de ce parti.

L'étude de la mémoire communiste, telle qu'on la découvre dans ce livre, n'éclaire guère les mécanismes concrets au sein de l'organisation, de pouvoir, de concurrence, de conflits de légitimité qui donnent à un moment donné tel ou tel visage à l'histoire. Pour réaliser cette sociologie-là de la mémoire, il aurait été nécessaire de se pencher sur les prises de décision en matière d'édition et de commémorations, d'analyser plus finement leur contexte et les raisons subjectives des organisateurs de la mémoire historique. L'étude aurait été tout autre et aurait éclairé d'une tout autre manière l'idée que la mémoire collective est interaction et négociation entre une mémoire historique codifiée, normée et une mémoire vive, portée par les individus.

En revanche, cette approche de la mémoire communiste apporte quelques éléments de réponse à la seconde de ces interrogations. Le travail de la mémoire ne se réduit pas à la manière dont des individus, s'identifiant au groupe, conservent, traduisent, reconstruisent leur propre passé ou, à l'inverse, aux modalités de l'écriture d'une histoire officielle, sélective par essence. Il désigne tout aussi bien la socialisation opérée par le parti, l'homogénéisation des représentations du présent et du passé à laquelle tend la pédagogie de l'organisation.

D'UNE DÉFINITION DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE À L'ÉTUDE DES SOURCES ÉCRITES ET ORALES DE LA MÉMOIRE COMMUNISTE

On est parti du constat qu'à considérer qu'existe une mémoire collective extérieure et supérieure aux mémoires individuelles, on en vient le plus souvent à désigner par le terme de mémoire une certaine manière d'appropriation du passé : la définition de la mémoire passe alors par l'opposition avec l'histoire, savante, académique ou critique, soucieuse en tout cas de connaissance plutôt que de polémique, dont les méthodes et le développement visent en principe moins à réassurer l'identité

et la vérité présentes d'un groupe qu'à restituer la réalité passée. À l'inverse, la notion de mémoire collective peut tout aussi bien, au mépris cette fois des traces objectivées d'une mémoire historique et des évocations officielles du passé, indiquer qu'existe une mémoire vive, et partagée par des individus, d'un certain nombre d'événements vécus en commun.

Ces deux définitions, couramment usitées, sont l'une et l'autre restrictives. La première induit des raisonnements analogiques où, en pensant l'écriture d'une histoire officielle sur le modèle de la mémoire individuelle, on perd de vue que la sélectivité de l'écriture dans l'histoire officielle est toujours volontaire et que les silences ne sont jamais refoulements mais occultations contrôlées.

La seconde, à l'inverse, présuppose qu'un passé vécu en commun, c'est-à-dire dans la contemporanéité, peut motiver une mémoire collective indépendamment des groupes auxquels appartiennent ou ont appartenu, dans le présent ou dans le passé, les individus concernés. Se trouve ainsi implicitement privilégiée une conception de la mémoire fondée sur l'empreinte plutôt que sur les mécanismes de reconstruction du passé, et souvent écartée du même coup la notion même de travail de la mémoire.

La conception de la mémoire collective développée dans cette étude de la mémoire communiste, fondée pour l'essentiel sur les travaux de Maurice Halbwachs et précisée par les apports ultérieurs de Roger Bastide, a tenté d'intégrer dans une même dynamique l'histoire officielle — appelée aussi mémoire historique — et la mémoire vive des individus dont les représentations du passé sont nourries par des souvenirs vécus ou transmis autant que par des connaissances historiques acquises, structurées par des représentations et une vision du monde, travaillées enfin par la mémoire historique de leur parti. D'où l'attention portée d'une part aux sources écrites d'origine partisane, qui — si elles ne peuvent rendre compte de l'ensemble des éléments qui participent à la socialisation du militant — constituent une manifestation objective de la mémoire historique, un indicateur de la norme collective, d'autre part à ce que disent les militants de l'histoire de leur parti et de leur histoire propre.

Le pont jeté entre une série de sources écrites et des sources orales recueillies en situation d'enquête est en partie une boîte

noire. En effet, si on peut apprécier les convergences et les divergences entre la mémoire officielle telle que la révèlent les sources écrites et la mémoire vive et en inférer certains effets de la norme sur les souvenirs que restituent oralement les enquêtés, rien ne permet d'affirmer à coup sûr que tel ou tel ouvrage d'histoire officielle, tel ou tel article a été ou non lu par tel ou tel enquêté. Aucune indication certaine n'est donnée, du fait même de la situation d'enquête, sur ce que ces militants, dans leurs cellules et leurs quartiers, disent et transmettent de leur vécu et de leur passé.

Ces limites cependant ne sont que relatives. Comment se souvient-on, qui se souvient et pourquoi se souvient-on quand on parle de mémoire collective ? À défaut d'éclairer comment on se souvient, la démarche adoptée montre assez, me semble-t-il, qui se souvient et pourquoi on se souvient. L'acte de mémoire, la narration et l'évocation en situation d'enquête ne permettent pas non plus de rendre compte de la totalité de la mémoire, de l'ensemble des souvenirs dont sont porteurs les individus. L'acte de mémoire se suffit cependant à lui-même en tant qu'objet d'une étude sociologique dans la mesure où apparaît bien une rationalité propre au récit et à l'évocation dans le cadre de cette relation sociale qu'est l'enquête. Les enquêtés expriment la logique de leurs souvenirs en tant que militants communistes, sollicités comme tels : quand ils taisent tel ou tel fragment du passé dont ils pourraient disposer, ce peut être, nous l'avons vu à diverses reprises, parce que ce fragment contrevient à la cohérence de leur narration, parce qu'il est associé à un malaise politique, passé ou présent, parce qu'ils estiment devoir ne pas le mentionner. Ce qui en soi n'est pas sans signification puisque aussi bien ils témoignent ce faisant de l'existence d'une norme et d'une contrainte collective.

UN NOYAU DE VÉRITÉ ?

Il nous faut revenir sur les croyances et les représentations si souvent rencontrées, qui ne sont pas mémoire au sens strict, qui ne sont pas choix et instrumentalisation du passé, mais poids du passé, traditions, transmissions et incorporations de manières de penser, de dire, de faire.

L'évocation du passé les a révélées parce que ce sont elles qui permettent et commandent le rappel des souvenirs individuels et collectifs. C'est ce que signifie Marcel Mauss lorsque, commentant la distinction de la tradition et de la mémoire collective spécifiée comme conscience de la tradition, il indique cependant que « la tradition est la matière et la condition des cadres sociaux de la mémoire ¹ ». C'est également ainsi qu'il faut comprendre Halbwachs quand, avec cette intuition des mots et des réalités, ce style à la fois sinueux et limpide qui le caractérise, il écrit :

« En résumé, les croyances sociales, quelle que soit leur origine, ont un double caractère. Ce sont des traditions ou des souvenirs collectifs, mais ce sont aussi des idées ou des conventions qui résultent de la connaissance du présent. Purement conventionnelle (en ce sens), la pensée sociale serait purement logique : elle n'admettrait que ce qui convient dans les conditions actuelles ; elle réussirait à éteindre, chez tous les membres du groupe, tous les souvenirs qui les retiendraient en arrière si peu que ce fût et leur permettraient d'être à la fois en partie dans la société d'hier, en partie dans celle d'aujourd'hui ; purement traditionnelle, elle ne laisserait pénétrer en elle aucune idée, ni même aucun fait qui serait en désaccord, si peu que ce fût, avec ses croyances anciennes. Ainsi, dans l'un et l'autre cas, la société n'admettrait aucun compromis entre la conscience des conditions présentes et l'attachement à des croyances traditionnelles : elle se fonderait tout entière sur l'un ou l'autre. Mais la pensée sociale n'est pas abstraite. Même lorsqu'elles correspondent au présent et qu'elles l'expriment, les idées de la société prennent toujours corps dans des personnes ou dans des groupes ; derrière un titre, une vertu, une qualité, elle voit tout de suite ceux qui la possèdent ; or, des groupes et des personnes existent dans la durée et laissent leur trace dans la mémoire des hommes. Il n'y a pas en ce sens d'idée sociale qui ne soit en même temps un souvenir de la société. Mais d'autre part, celle-ci s'efforcerait en vain de ressaisir sous une forme purement concrète telle figure ou tel événement qui a laissé une forte empreinte dans sa mémoire. Tout personnage ou tout fait historique, dès qu'il pénètre dans cette mémoire s'y transforme en un enseignement, en une notion, en un symbole ; il reçoit un sens ; il devient un élément du système d'idées de la société. Ainsi s'explique que puissent s'accorder les traditions et les idées actuelles ; c'est qu'en réalité, les idées actuelles sont aussi des traditions, et que les unes et les autres

1. Marcel Mauss, *Œuvres*, 3, Minuit, 1969, p. 335.

se réclament en même temps et au même titre d'une vie sociale ancienne ou récente, où elles ont en quelque sorte pris leur élan ¹. »

Le lecteur aura reconnu dans cette longue citation le canevas, la trame de cette approche de la mémoire communiste et compris les raisons pour lesquelles il a semblé utile de distinguer poids et choix du passé, trace et évocation, transmission et reconstruction, tradition et mémoire. Car si les deux se conjuguent dans la mémoire historique comme dans la mémoire vive pour donner telle ou telle figure singulière de la mémoire collective, il convient de les isoler pour faire apparaître qu'au bout du compte, ce sont bien des représentations passées et présentes, abstraites, intellectuelles mais incarnées cependant dans des figures, des images et des événements concrets, qui commandent la mémoire.

Dans cette perspective, l'opposition de l'écrit et de l'oral dans le travail de la mémoire s'estompe.

Les *Almanachs de l'Humanité*, les autobiographies de dirigeants, les manuels et chroniques historiques fournissent, année après année, des schémas d'interprétation du monde relativement stables, ou sujets à de lentes mutations, plutôt que des contenus historiques ². Nous avons vu à propos de la Révolution française, de la Commune et de l'image de De Gaulle comment s'opposent traîtres et patriotes, classes dominantes et mouvement populaire, réaction et progrès. Nous avons vu avec la mémoire de la Résistance et l'image de l'URSS comment s'opposent deux camps, sur le plan social et politique, national et international. Telles sont les notions qui permettent l'interprétation du présent comme du passé. Structure binaire du mythe, structure binaire de la pensée, sélectivité nécessaire de la mémoire : cela n'est pas propre aux communistes. Seuls les contenus qui précisent cette bipartition du monde, réel et pensé, sont spécifiques. Ils constituent ce fil rouge toujours présent, principe d'écriture et de lecture du passé, principe d'identité

1. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, PUF, 1952, p. 295-296.

2. Cf. Georges Lavau, « L'historiographie communiste, une pratique politique », in *Critique des pratiques politiques*, sous la direction de Pierre Birnbaum et Jean-Marie Vincent, Galilée, 1978, p. 121-164.

et d'identification, norme collective par rapport à laquelle se situent les individus.

Les militants communistes que j'ai interrogés partagent d'autant plus les interprétations et instrumentalisation de la mémoire historique qu'ils sont mieux intégrés au parti. De ce point de vue, la mémoire historique peut être comprise de deux manières, qui ne sont d'ailleurs pas exclusives l'une de l'autre. Les responsables politiques qui écrivent leur autobiographie, réelle ou fictive¹, les historiens communistes qui participent à des degrés divers à l'élaboration de l'histoire officielle, les intellectuels de parti ou les élus qui rédigent et prononcent des discours commémoratifs, fournissent aux militants ou aux sympathisants des modèles de vie, des interprétations de l'histoire et des informations, mises en contexte et déjà instrumentalisées. Mais on peut également faire l'hypothèse qu'ils écrivent ce qu'ils écrivent parce qu'ils ont plus et mieux que d'autres intégré les normes collectives qui président à « la remémoration générative », les « notions » qui permettent d'interpréter le présent et commandent le rappel du passé. Je dirais que le cumul des attributs communistes autorise la conformité relative de la mémoire individuelle, telle que l'évocation et la narration permettent de la saisir, à la mémoire historique, expression de la norme — intégrée et proposée. La mémoire historique se situe ainsi sur un double registre, selon qu'on insiste sur les modèles, les exemples, et le travail volontaire effectué sur le passé ou selon que l'on situe les individus qui l'élaborent au pôle extrême d'un axe idéal-typique de l'identité partisane.

Alors s'estompe finalement la distinction entre mémoire historique et mémoire collective.

La notion de mémoire communiste, telle que je l'ai trouvée, en amont de tout effort de définition, est trop évocatrice pour n'être pas trompeuse. Familière, évidente, elle induit une représentation schématique ou tronquée d'une réalité qui, je crois l'avoir suggéré, est complexe. Car la mémoire communiste, c'est, bien sûr, la mémoire historique, le devoir et la volonté de mémoire qui s'expriment dans la commémoration, l'hagiographie et l'écriture finalisée de l'histoire — si brillamment analysée par Georges Lavau. Mais, c'est aussi, à n'en pas douter,

1. Voir à cet égard l'analyse de *Fils du peuple* dans Jacqueline Mer, *Thorez ou le bonheur communiste français : étude anthropologique*, Payot, 1977.

les souvenirs que conservent et transmettent — ou non — les militants communistes, cette mémoire vive qui s'exprime dans l'acte de narration, en famille, dans les cellules, dans l'autobiographie qu'on écrit pour soi et les siens ou dans le témoignage qu'on livre « pour servir l'histoire », dans les propos qu'on accepte de tenir à un sociologue. Tout cela est mémoire, mémoire communiste, mémoire collective : plus précisément, on l'a finalement vu, tout cela est expression, formes diverses de la mémoire collective, commandées par des schémas d'interprétation du monde inscrits dans la durée et lentement transformés.

À ne pas distinguer cependant — entre mémoire commune des événements vécus en commun et mémoire collective, mémoire historique et mémoire collective, mémoire vive et mémoire morte, choix du passé et poids du passé — on risque toujours de prendre la partie pour le tout et de s'interdire l'intuition même des mécanismes de la mémoire collective comme mémoire d'un groupe concrètement identifié.

En opposant pour l'analyse diverses expressions et manifestations de la mémoire, on a d'abord montré, me semble-t-il, que les mémoires individuelles ne sont pas le pur reflet de la volonté de mémoire telle qu'un parti l'organise, pas même celui de la « mémoire collective » au sens où celle-ci serait également partagée par tous les individus du groupe. On a, à l'inverse, indiqué comment les souvenirs individuels ne sont pas motivés par des raisons proprement singulières, dont l'agrégation réaliserait la « mémoire collective ». Ces conclusions générales n'apportent rien d'autre qu'une vérification empirique des hypothèses formulées à partir d'une certaine lecture de Maurice Halbwachs.

À résumer les enseignements de cette étude de la mémoire communiste, trois propositions peuvent être retenues, qui valent, me semble-t-il, pour toute étude de la mémoire politique. La première est contenue tout entière dans la distinction pour l'analyse des diverses formes et manifestations de la mémoire, telle qu'on s'interdit *a priori* ou implicitement de considérer que les mémoires individuelles sont le reflet d'une volonté de mémoire. La deuxième préconiserait avec Roger Bastide de porter attention non seulement au groupe considéré mais encore à la structure du groupe, à la position des individus dans le

groupe : variable, fonction de la génération, de l'âge et de l'ancienneté dans l'appartenance, de la hiérarchie propre au groupe considéré, du vécu et des savoirs acquis, elle conditionne la proximité à la norme et la capacité individuelle à exprimer ou à restituer la volonté de mémoire du groupe. La troisième inviterait à considérer les divers groupes d'appartenance des individus et l'interpénétration des diverses mémoires collectives qui s'ensuit. Ces trois propositions qui constituent, à l'issue de cette recherche, quelque chose comme un noyau de vérité n'ont pas émergé de la lecture linéaire de Maurice Halbwachs ou de questions qu'il aurait explicitement formulées. Elles sont nées d'une imprégnation, faite de multiples notations, parfois contradictoires, puisées çà et là, et éprouvées dans cette recherche singulière, elles sont une tentative de réponse programmatique à une forme d'insatisfaction et à une question : comment ça marche ? Pourquoi et comment donne-t-on sens au passé ? De ces trois propositions, il apparaît que seules les deux premières ont fait l'objet d'une attention systématique. La dernière invite à d'autres recherches.

Qu'un groupe existe sans mémoire historique, sans partition et sans chef d'orchestre et la mémoire collective s'étiole. Qu'une mémoire historique s'affirme comme volonté de mémoire sans rencontrer le vécu et les souvenirs dont sont porteurs les individus et la mémoire collective est forme vide, pure métaphore. Que la mémoire historique et la mémoire vive se rencontrent et la mémoire collective vit ou renaît à la vie. Mémoire longtemps éclatée, comme celle de la Déportation, mémoire enfouie, occultée, disparue comme celle des combattants étrangers de la Résistance, mémoire vive condamnée à mourir comme la mémoire communiste ? L'une resurgit quand la mémoire du vécu se double d'une mémoire historique ¹. L'autre renaît quand conjoncturellement se recompose le groupe qui en était porteur et que se font à nouveau entendre ces « voix qui nous viennent du passé ² ». La troisième peut-être deviendra mémoire morte quand les fils et petits-fils de communistes n'auront plus rien à transmettre des valeurs et des combats de leurs aînés, à moins

1. Voir Michael Pollak, *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien social de l'identité*, Métailié, 1990.

2. Selon l'expression de Philippe Joutard, *Ces voix qui nous viennent du passé*, Hachette, 1983.

que d'autres, ailleurs, affirmant comme les communistes leur différence sociale et politique, ne s'emparent de tout ou partie de la mémoire historique et ne la fassent revivre. Car, si la mémoire est bien présent du passé, trace et évocation de ce qui est proprement advenu, elle est surtout, toujours et partout, effet du présent.

SOURCES ET MÉTHODES

La mémoire communiste renvoie à la fois à la manière dont le Parti communiste français écrit sa propre histoire ou l'histoire nationale et aux souvenirs, aux images ou aux interprétations du passé dont sont porteurs les individus. Dans le premier cas, en désignant tel récit de l'histoire comme mémoire, on entend qu'il y a instrumentalisation du passé, que la référence au passé est finalisée, soumise aux impératifs du présent, liée à l'identité. Dans le second cas, on souligne que, dès lors qu'il y a narration, évocation du passé, individuel ou collectif, par des individus, il y a mémoire et mécanismes de la mémoire. Les sources et les méthodes mises en œuvre dans ce livre relèvent du souci de mettre en relation les usages politiques du passé tels que les réalise la mémoire officielle et la mémoire vive des militants, saisie par une enquête orale.

Sources écrites

Quels sont les critères qui permettent de considérer que le témoignage publié par tel ou tel communiste sur la Résistance communiste, par exemple, relève – ou non – de l'écriture de l'histoire de la Résistance par le PCF ? Le seul critère qui puisse être retenu *a priori* ne relève pas du contenu mais du cadre dans lequel s'inscrit la narration ou la référence au passé. Quand on dit, en effet, que le Parti communiste français écrit son histoire ou élabore une mémoire, on désigne en fait les interventions en matière d'histoire de ses représentants autorisés : ceux qui publient dans les maisons d'édition contrôlées par le PCF, s'expriment dans la presse du parti ou à la tribune d'un congrès ou encore tel ou tel responsable politique qui,

passant du « je » au « nous », parle ou écrit au nom du parti et dont la fonction dans l'organisation légitime pour l'observateur extérieur l'idée que « le parti » s'exprime par sa voix. L'attention portée aux sources écrites avait pour objet d'appréhender les contenus de la mémoire officielle, à propos de quelques événements ou figures — la Révolution française, le 20^e congrès du PCUS, le général de Gaulle — privilégiés pour leur caractère exemplaire du point de vue des mécanismes de la mémoire. Sauf exceptions, trois types de sources écrites ont ainsi été retenus :

— *l'historiographie à proprement parler*, c'est-à-dire les productions historiques du PCF, qu'elles soient le fait des dirigeants communistes ou des historiens communistes quand ils s'expriment au nom du parti ou dans le cadre de commissions ou d'instituts de recherche contrôlés par le PCF. Dans cette catégorie, on trouvera les manuels, les ouvrages historiques publiés par les maisons d'édition du PCF, les revues générales ou d'histoire relevant de l'activité culturelle du PCF plutôt que de son activité proprement politique. Ces sources n'ont été étudiées que dans la mesure où elles constituent le substrat rationnel des instrumentalisations politiques de l'histoire à l'œuvre dans le discours destiné à la formation ou à l'information des militants, qu'elles indiquent clairement les enjeux politiques de la « lutte idéologique » sur le terrain de l'histoire, manifestent des évolutions significatives dans le traitement réservé à telle ou telle séquence du passé.

— *La presse communiste* : *l'Humanité*, les *Cahiers du communisme*, les *Almanachs de l'Humanité*. Ces sources ont été privilégiées en ce qu'elles expriment la norme de la mémoire et de l'instrumentalisation de l'histoire. Elles se font en effet l'écho des travaux des historiens communistes quand ceux-ci constituent clairement un enjeu politique. Elles répliquent aux informations concurrentes auxquelles les militants peuvent être exposés et rétablissent inlassablement les interprétations autorisées du passé. Elles rendent compte des commémorations et autres manifestations du « devoir de mémoire ».

Pour autant, ces différents médias ne sont pas de même nature. On peut considérer que *l'Humanité* quotidienne qui constitue en principe un outil destiné à tous les militants du parti exprime, jour après jour, quelque chose comme le sens commun communiste. On a porté, sauf exception, attention à *l'Humanité* des vingt dernières années (1970-1990), c'est-à-dire à l'état des usages politiques du passé en amont et en aval de l'enquête orale.

Les *Cahiers du communisme* s'adressent aux cadres et aux responsables plutôt qu'aux militants. Revue mensuelle, ils expriment non le détail quotidien des instrumentalisations de l'histoire ou de l'activité culturelle du parti, mais les grandes orientations en la matière telles que les révèlent les discours politiques et stratégiques des

dirigeants, les textes émanant des organes de direction du PCF ou, là encore, les analyses des historiens communistes. À cet égard, les *Cahiers du communisme*, en autorisant l'étude des instrumentalisations de l'histoire les plus politiques, directement liées à la stratégie, sont une source irremplaçable. Ils permettent également d'apprécier dans la durée les temps forts, les scissions et les évolutions de la mémoire officielle. La collection des *Cahiers du communisme* depuis les premiers numéros datés de 1944 répond ainsi à la double exigence de saisir les usages du passé dans la durée autant que dans leur forme la plus directement contrôlée par la raison politique.

La collection des *Almanachs de l'Humanité* offre le triple avantage de couvrir toute la durée de l'existence du PCF depuis la première livraison datée de 1925 (publiée fin 1924), de constituer du fait même de la forme almanach un support privilégié des dates à retenir et autres commémorations, de révéler enfin le noyau dur de la pédagogie du « parti-société » destinée aux sympathisants plutôt qu'aux militants.

— *Les autobiographies de dirigeants ou de militants* communistes occupent ici une place particulière, à mi-chemin entre l'histoire officielle et la mémoire vive. Dès le début des années trente, la création de deux collections — « mémoires révolutionnaires » et « épisodes et vies révolutionnaires » — souligne l'importance que les éditions du PCF accordent à cette forme anecdotique de l'histoire. Autobiographies, souvenirs et biographies remplissent une fonction didactique : militants et historiens sont invités à y puiser des renseignements, non seulement sur l'histoire du parti, mais également sur la formation, les idéaux et les devoirs des révolutionnaires. Depuis la fin des années soixante, où la création de la collection « Souvenirs » aux Éditions sociales coïncide approximativement avec le début de la publication des *Mémoires* de Jacques Duclos, le genre autobiographique a bénéficié d'un surcroît de faveur. La collection « Souvenirs » a publié plus d'une vingtaine de titres entre 1966 et 1977. Les motivations exprimées par les auteurs relèvent avant tout du souci de contribuer à l'histoire. Mais l'expérience singulière peut également exalter les joies de la vie militante ou incarner un principe de la morale communiste telle la fidélité à l'origine de classe.

Les récits autobiographiques recouvrent en fait trois types d'ouvrages dans lesquels la part du retour sur soi varie considérablement. Les témoignages ponctuels sur un segment vécu de l'histoire, souvent la Résistance, renvoient au souci d'affirmer l'interprétation proprement communiste du passé. La deuxième catégorie est celle des récits de vie qui vont de l'enfance au présent. Tous s'efforcent de passer, selon l'expression de Léon Moussinac dans le *Radeau de la Méduse*, « de l'aventure personnelle d'un homme aux prises avec son passé à l'aventure commune des hommes en lutte contre la misère, la faim,

le sang, le désespoir ». Le modèle en est inauguré par *Fils du peuple*, autobiographie mais également histoire et, au gré des éditions successives, programme. À partir de l'adhésion, en effet, c'est de l'histoire du parti qu'il s'agit bien plus que du vécu individuel : on retrouve le plus souvent le ton du témoignage. Ces récits embrassent cependant des itinéraires exemplaires : ces militants, issus de la France paysanne ou de la misère ouvrière, donnent un sens à leur vie en même temps qu'à l'histoire. Tous sont des militants admirables, mais ils sont aussi des archétypes communistes dans lesquels chacun peut se reconnaître. Cette dernière dimension est particulièrement évidente dans les récits de formation qui constituent la troisième catégorie. Le dirigeant communiste, le militant exemplaire ne sont plus que le miroir du peuple communiste. Les autobiographies de dirigeants, privilégiés par la pédagogie communiste, se situent ainsi sur le double registre du récit individuel et de la vérité collective et véhiculent informations factuelles et interprétations du passé individuel et collectif.

Sources orales

Tandis que l'étude des sources écrites de la mémoire communiste avait pour objet de saisir les contenus du « devoir de mémoire » proposé aux adhérents et militants, l'enquête orale a été au cœur de cette recherche. C'est elle qui donne sens à l'interrogation qui porte ce propos : existe-t-il une mémoire collective au Parti communiste ?

Cette question, centrale, suppose bien la mise en relation de la mémoire officielle, telle que les sources écrites la révèlent, et de la mémoire vive, telle qu'une enquête orale permet de la saisir. Mais elle interdit que l'on présume les effets de la première sur la seconde. L'ambition de cette enquête orale ne pouvait ainsi se limiter à la recherche des savoirs historiques que possèdent ou non les militants communistes et à l'appréciation des interprétations qu'ils restituent, conformes ou non, sur tel ou tel événement valorisé par le devoir de mémoire. D'emblée, il s'agissait donc moins de solliciter des témoignages ou de poser des questions sur telle ou telle séquence de l'histoire du Parti communiste français que de permettre l'expression des logiques individuelles et collectives à l'œuvre dans la représentation et l'usage du passé, d'éclairer les raisons de la sélectivité de la mémoire vive, sans exclure l'hypothèse que celles-ci pouvaient n'avoir que peu de rapports avec celles de la mémoire officielle. Cette préoccupation, fondée sur une conception de la mémoire qui privilégie les phénomènes de socialisation politique et se soucie moins de la caractérisation de la mémoire à l'aune de l'histoire, invitait à une stratégie de recherche par entretiens non directifs auprès d'adhérents et de militants, voire de responsables locaux, à l'exclusion des cadres

fédéraux ou nationaux. Par ailleurs, le souci de contrôler un tant soit peu les réseaux de sociabilité qui accompagnent l'engagement militant et les événements locaux qui nourrissent la mémoire au moins autant que les grandes séquences de l'histoire nationale, m'a amenée à circonscrire l'enquête à deux sections du Parti communiste français, à deux terrains contrastés, dans l'Aisne et dans le Nord. Sur chacun de ces terrains, les responsables politiques locaux m'ont indiqué quelques noms, de militants souvent âgés, « notables » ou porte-parole de la mémoire locale. Les réseaux personnels, liés à l'organisation même du parti (cellule ou section), au lieu de travail, au syndicat, à telle association ou organisation de masse comme France-URSS ou France-RDA, aux fonctions municipales exercées par quelques-uns, aux familles, à la génération, ont ensuite permis de constituer un échantillon relativement varié du point de vue de l'âge, de la date d'adhésion, de la profession exercée.

En un premier temps, des entretiens non directifs ont été réalisés à partir d'une consigne générale : « J'aimerais que nous parlions ensemble de ce qui a compté pour vous, de ce qui vous semble important dans l'histoire du Parti communiste français et du mouvement ouvrier... ». Ces premiers entretiens ont donné des résultats inégaux. Quelques-uns, parmi les « notables » de la mémoire, en connivence immédiate avec la demande qui leur était faite, ont très longuement parlé, mêlant récit historique chronologique et souvenirs personnels. D'autres ont souligné leurs raisons actuelles d'être communistes et affirmé leur peu de goût ou d'intérêt pour le passé. Certains enfin, notamment parmi les ouvriers agricoles ou les femmes au foyer, ont exprimé assez vite qu'ils n'auraient rien à dire s'ils n'étaient pas guidés par des questions. Devant ces difficultés et le sentiment que les entretiens les plus riches venaient d'une catégorie bien particulière de militants, ce premier entretien, quels que soient les résultats obtenus, a été systématiquement complété par un second, en forme d'histoire de vie. Invités à raconter leur vie et leurs souvenirs de militants, la plupart des enquêtés se sont montrés plus prolixes. On a ainsi considéré que la validité de la stratégie de recherche reposait moins sur la forme strictement non directive des entretiens que sur le caractère non préstructuré des références à l'histoire qui émaillaient les propos des enquêtés. À cet égard, l'évocation d'une séquence historique particulière ou le commentaire de tel ou tel événement valorisé par le « devoir de mémoire » n'ont jamais été sollicités.

Les matériaux ainsi recueillis se sont avérés extrêmement riches, moins, sauf exceptions, par la densité ou la précision des références historiques que par les représentations du passé qui émergent nécessairement dès lors qu'il y a narration et acte de mémoire. Quand certains des militants parlaient essentiellement du présent et s'attachaient sur leurs raisons présentes d'être communistes, les souvenirs

d'enfance, l'évocation de l'entrée dans le monde du travail, la seconde guerre mondiale ou la guerre d'Algérie, tel dirigeant communiste admiré ou telle incarnation locale ou nationale de l'adversaire de classe, surgissaient néanmoins comme motif, argument, preuve. Souvent, il est apparu que les « notables » de la mémoire ne faisaient que développer des thèmes tout juste esquissés chez d'autres qui avaient prétendu n'avoir ni savoir du passé ni compétence à parler de l'histoire du Parti communiste français. À cet égard, ces matériaux, hétérogènes dans la forme, inégaux quant à la durée des entretiens ont cependant répondu au projet d'une étude des usages politiques du passé, tels que les militants les réalisent, en accord ou non avec les interprétations de la mémoire officielle, à côté de ses injonctions.

Cela étant, le choix de ces méthodes d'enquête — entretiens non directifs et histoires de vie — satisfaisant dès lors qu'il s'agissait moins de recueillir des témoignages sur tel événement ou fragment de l'histoire vécue que de permettre l'exploration des représentations du passé, des systèmes de valeurs et des logiques de pensée, individuelles et collectives, avait une contrepartie. D'une certaine manière, les résultats obtenus par cette première investigation dépassaient toute attente, soulignant le décalage entre le devoir de mémoire, répétitif, fortement structuré autour de quelques événements valorisés, et le discours de ces militants peu enclins pour la plupart à évoquer les événements du passé sous l'angle de l'histoire et des leçons de l'histoire.

Fallait-il alors remettre en cause les attendus de la méthode et provoquer témoignages ou restitution des savoirs acquis en posant des questions à ces mêmes enquêtés ? Ce choix, possible en ce qu'il n'aurait été qu'un complément des entretiens non directifs et des histoires de vie, posait néanmoins plusieurs problèmes. En premier lieu, nous savons que poser une question ne nous permet jamais plus qu'obtenir une réponse structurée par la question posée : dans la perspective d'une sociologie de la mémoire, cet inconvénient se trouvait redoublé en ce que j'aurais ainsi proposé aux enquêtés le jeu des ombres et des lumières portées sur le passé et perdu du même coup l'objet même de cette recherche. En second lieu, il paraissait difficile d'imposer aux enquêtés et des questions et des réponses sur des événements dont il apparaissait clairement qu'ils les avaient, consciemment ou non, évités lors des premiers entretiens. Si la recherche en sociologie peut en effet passer par l'affectivité des enquêtés — c'est le fondement même de la méthode non directive qui postule que la mobilisation des affects dans l'entretien garantit sa valeur heuristique — il n'est sans doute pas souhaitable, ni même efficace, qu'elle admette l'agressivité des enquêteurs.

Un numéro des *Temps modernes* de 1955, qui publiait les résultats

d'une enquête sur la gauche fondée sur un test projectif¹, et l'intérêt évident des commentaires qu'aurait pu susciter chez les enquêtés une série de photographies réalisées par Guy Michelat, ont été à l'origine de la solution méthodologique apportée à ces problèmes. Assez rapidement, il est apparu que là était bien le type d'investigation nécessaire pour compléter les données dont je disposais déjà. Les archives photographiques de la Documentation française ont permis de compléter la série d'images déjà éprouvée. Vingt photographies ont finalement été retenues, les unes assez largement polysémiques (telles la photographie d'un monument aux morts devant une église de village ou celle d'une banlieue ouvrière), les autres plus directement centrées sur les thèmes que je souhaitais voir aborder (telles des photographies d'époque de Staline ou de Maurice Thorez). La consigne était : « Je vais vous montrer une série de photographies. J'aimerais que vous me disiez ce qu'elles évoquent pour vous, ce qu'elles représentent... » Trois raisons ont finalement déterminé le choix de ce type d'entretien.

— L'entretien à partir de photographies permettait d'éviter l'écueil de la formulation des questions. À cette première raison, un double avantage. D'une part, on l'a déjà noté, on préservait ainsi les enquêtés de la brutalité d'une question là où, pour diverses raisons, ils avaient d'abord préféré le silence. D'autre part, la photographie leur permettait de choisir entre diverses interprétations, voire d'esquiver le thème dominant en commentant un détail de l'image. En ce sens, ces documents constituaient bien un matériel d'enquête « projectif ».

— Les photographies présentées une à une et dans un ordre immuable prenaient l'allure familière d'un album de famille tout en permettant le recueil d'un matériau standardisé. Or ce caractère standardisé était, semblait-il, une condition nécessaire de ce dernier entretien pour pallier le demi-échec — eu égard à l'objet de ma recherche — des entretiens non directifs et des histoires de vie.

— Enfin, et cette dernière raison n'est pas la moindre, les photographies jetaient un pont entre le passé et le présent et ces images fixées de la réalité passée, représentée sans autre médiation, fonctionnaient aussi comme « aide-mémoire ».

Il convient maintenant d'apprécier les résultats de la méthode.

Le premier, le plus évident, est que les enquêtés ont beaucoup parlé lors de ce dernier entretien. L'aspect « album de famille » a sans doute contribué à ce résultat². La familiarité, largement partagée,

1. « À la recherche de la gauche : une enquête de l'IFOP », *Les Temps modernes*, 112-113, octobre 1955, p. 1576-1625.

2. Cf. Christine Vial, « Mémoire et photographie », *Bulletin de psychologie*, XLII, 389, p. 374-378.

avec cette manière-là d'évoquer et de commenter le passé, a permis à certains enquêtés, mal à l'aise en situation d'entretien, de parler plus librement. Le second est que les photographies les plus anodines ou les plus polysémiques ont moins intéressé les enquêtés que d'autres, plus directement évocatrices du passé militant. Renvoyant à des thèmes déjà abordés dans les premiers entretiens – l'origine ouvrière, le travail, le syndicalisme – elles ont rempli une fonction de lien ou même de « liant » entre les photographies plus chargées de souvenirs et d'affects, ménageant comme des temps de repos entre des évocations fortes. Le troisième, escompté, est que les enquêtés qui avaient gardé le silence sur tel ou tel pan du passé vécu, en ont parlé à cette occasion. Ainsi de Gaulle, à peine évoqué dans les premières séries d'entretiens, fait l'objet de longs développements à propos d'une affiche de propagande alliée apposée à la Libération. Ou encore Staline, absent à quelques exceptions près des premiers entretiens, alors que le Parti communiste opérait au moment même de cette enquête des révisions historiographiques et que la mémoire officielle attachait enfin une attention considérable à cette figure longtemps occultée.

Pour compléter ce dispositif, des questions d'identification et d'itinéraire ont été posées à chacun des enquêtés. S'y est ajoutée une investigation sommaire sur le contenu de leurs bibliothèques, leurs lectures, leurs pratiques culturelles.

Une soixantaine de militants communistes ont été interviewés dans le cadre de cette enquête. Quarante-deux – tous adhérents du PCF au moment de l'enquête, sélectionnés selon des critères de génération et de profession – ont été finalement retenus pour constituer le corpus analysé dans cette recherche. La seule justification du corpus d'entretiens ainsi réunis réside finalement dans une stratégie fondée sur l'intuition d'une certaine définition de la mémoire collective. Si la mémoire ne se réduit pas à l'histoire et particulièrement au souvenir de l'histoire vécue, alors le choix des enquêtés devait permettre l'expression de toutes les générations d'adhérents, y compris des plus récentes. Si la mémoire collective ne peut être confondue avec le « devoir de mémoire », alors l'enquête devait permettre l'émergence des représentations du passé propres aux individus, hors de toute invitation à porter un jugement ou à émettre un avis sur les interprétations proposées par la mémoire officielle. Ainsi, si les entretiens recueillis, en dépit de leur richesse et de leur densité, décevaient sans doute l'historien avide de témoignages sur le passé, au bout du compte, ils me semblent ajustés au projet d'une sociologie de la mémoire collective.

LISTE DES ENQUÊTÉS

(classés par date d'adhésion)

- Homme. Employé puis permanent syndical. Né en 1909. Adhésion au PCF en 1929. Résistant. Diverses responsabilités politiques locales.
- Homme. Mineur retraité. Né en 1912. Adhésion au PCF en 1934. Adhésion à la CGTU en 1927. Ancien résistant. Déporté.
- Homme. Ouvrier retraité de la sidérurgie. Né en 1911. Adhésion au PCF en 1934. Adhésion à la CGTU en 1927.
- Homme. Ouvrier agricole retraité. Né en 1912. Adhésion au PCF en 1936.
- Homme. Mineur retraité. Né en 1919. Adhésion au PCF en 1936. Ancien résistant.
- Homme. Employé de bureau retraité. Né en 1918. Adhésion à la JC en 1934, au PCF en 1937. Diverses responsabilités politiques et électives locales.
- Homme. Inspecteur de l'enseignement technique retraité. Né en 1910. Adhésion au PCF en 1939. Conseiller municipal. Ancien résistant. Sous-préfet communiste à la Libération.
- Homme. Artisan retraité. Ancien contremaître. Né en 1925. Adhésion au PCF en 1940. Adhérent de France-URSS.
- Homme. Artisan retraité (autrefois dessinateur industriel). Né en 1920. Adhésion au PCF en 1944.
- Homme. Cheminot retraité. Né en 1901. Lecteur de *l'Humanité* depuis 1922. Adhésion à la CGTU en 1929. Adhésion au PCF en 1944.
- Homme. Ouvrier retraité. Né en 1922. Adhésion à la JC en 1935, au PCF en 1945. Ancien résistant. Adhérent du Mouvement de la Paix.
- Homme. Ouvrier agricole retraité. Né en 1918. Adhésion en 1945. Conseiller municipal.

- Homme. Enseignant technique retraité (ancien ouvrier modelleur). Né en 1906. Adhésion au PCF en 1946. Président de l'association locale de France-URSS.
- Homme. Ouvrier retraité de la sidérurgie. Né en 1910. Adhésion au PCF en 1946. Adhérent à la CGT. Adhérent de France-URSS.
- Homme. Enseignant dans le secondaire. Né en 1932. Adhésion au PCF en 1952. Maire communiste. Membre du bureau de section.
- Femme. Vendeuse. Née en 1932. Adhésion au PCF en 1952. Veuve d'un responsable politique local.
- Homme. Ouvrier retraité. Né en 1922. Adhérent au PCF en 1952. Ancien adhérent de la JOC.
- Femme. Institutrice. Née en 1930. Adhésion au PCF en 1953.
- Homme. Cadre comptable. Né en 1918. Adhésion au PCF en 1956. Ancien dirigeant national et régional de la FSGT. Adhérent CGT des retraités.
- Homme. Employé des PTT. Né en 1940. Adhésion au PCF en 1958. Syndicaliste CGT. Conseiller municipal.
- Homme. Cheminot. Né en 1934. Adhésion au PCF en 1958. Syndicaliste CGT depuis 1955. Responsabilités syndicales locales. Ancien membre du comité de section. Conseiller municipal.
- Femme. Travaille épisodiquement dans la restauration. Née en 1931. Adhésion au PCF en 1959. Conseillère municipale. Membre du bureau de sa cellule.
- Femme. Au foyer. Née en 1925. Adhésion au PCF en 1962. Conseillère municipale.
- Homme. Employé des PTT retraité. Né en 1928. Adhésion au PCF en 1965. Conseiller municipal.
- Homme. Technicien. Né en 1950. Adhésion au PCF en 1968. Représentant syndical au comité d'établissement de son entreprise. Membre du comité fédéral.
- Femme. Professeur du secondaire. Née en 1950. Adhésion au PCF en 1972. Candidate communiste aux élections législatives de 1978.
- Femme. Employée de banque. Née en 1949. Adhésion au PCF en 1973.
- Homme. Éducateur. Né en 1950. Adhésion au PCF en 1974. N'est ni lecteur de *l'Humanité* ni syndicaliste.
- Homme. Boulanger (ancien ouvrier). Né en 1948. Adhésion au PCF en 1974.
- Homme. Instituteur. Né en 1958. Adhésion au PCF en 1976.
- Femme. Enseignante dans le secondaire. Née en 1930. Adhésion au PCF en 1977. Conseillère municipale.
- Homme. Ouvrier électricien à la SNCF. Né en 1938. Adhésion au PCF en 1977. Adhérent à la CGT.

- Femme. Enseignante dans le secondaire. Née en 1942. Adhésion au PCF en 1977. Conseillère municipale.
- Femme. Au foyer. Née en 1943. Adhésion au PCF en 1977. Conseillère municipale.
- Homme. Employé des PTT. Né en 1939. Adhésion au PCF en 1978. Militant à la CGT.
- Homme. Manutentionnaire dans une coopérative mutualiste. Né en 1956. Adhésion au PCF en 1978. Adhérent de la CGT. Conseiller municipal.
- Femme. Employée dans l'administration de l'éducation nationale. Née en 1941. Adhésion au PCF en 1978.
- Homme. Ouvrier dans une petite entreprise. Né en 1949. Adhésion au PCF en 1978. Militant à la CGT.
- Femme. Employée de bureau. Née en 1954. Adhésion au PCF en 1978.
- Homme. Ouvrier. Né en 1954. Adhésion au PCF en 1978. Adhérent de la CGT.
- Femme. Au foyer (autrefois employée de bureau, adhérente du syndicat FO). Née en 1944. Adhésion au PCF en 1979. Conseillère municipale.
- Homme. Employé des PTT. Né en 1947. Adhésion au PCF en 1981. Adhérent de la CGT depuis 1968. Responsable syndical départemental.

LISTE DES PHOTOGRAPHIES UTILISÉES DANS L'ENQUÊTE

1. Saint-Ouen (photographie Guy Michelat).
2. Chômeurs à la fin des années vingt (photothèque de la Documentation française).
3. Église et monument aux morts (photographie Guy Michelat).
4. Mai 1968 (photographie Guy Michelat).
5. Affichage : la mort de Jacques Duclos (photographie Guy Michelat).
6. Staline (photothèque de la Documentation française).
7. Le mineur (photothèque de la Documentation française).
8. Les martyrs de la Résistance (photographie Guy Michelat).
9. La guerre d'Algérie (photographie Guy Michelat).
10. Affiche : La défaite du Reich figurée par les alliés (photothèque de la Documentation française).
11. Manifestation pour la paix au Viêt-Nam (photographie Guy Michelat).
12. Commémoration de la Commune au mur des Fédérés (photographie Guy Michelat).
13. Le Front populaire (photothèque de la Documentation française).
14. Pour l'application du programme du CNR (photothèque de la Documentation française).
15. Manifestation syndicale (photographie Guy Michelat).
16. Renault pour la victoire du Programme commun (photographie Guy Michelat).
17. Brochure éditée par le PCF en 1938.
18. 1^{er} mai avec Maurice Thorez (photothèque de la Documentation française).
19. Vendeurs de la presse communiste dans les années trente (photographie réalisée par un militant communiste, collection privée).
20. La Colombe de la paix (dessins de Picasso).

BIBLIOGRAPHIE

Une bibliographie résulte toujours d'une série de choix pour partie arbitraires. Celle qui suit, très succincte, échappe d'autant moins à cette règle que les diverses entrées de cet ouvrage, d'une part, le Parti communiste français, son histoire et sa sociologie, d'autre part, la mémoire et ses multiples significations, renvoient à une abondante littérature.

Du point de vue des sources, les brochures, les articles issus de *l'Humanité*, des *Cahiers du communisme* ou autres revues du PCF, cités dans les notes, ne figurent pas dans la bibliographie. Seuls ont été retenus les ouvrages et articles essentiels au propos de ce livre. De la même manière, je me suis strictement limitée aux références les plus utiles concernant le Parti communiste français d'une part, la mémoire d'autre part. Quelques ouvrages ou articles cités dans les notes de manière ponctuelle, illustrative ou anecdotique, ne sont pas mentionnés ici. À l'inverse, quelques travaux, qui ont inspiré le propos de ce livre ou ont directement à voir avec tel ou tel de ses développements, sont signalés dans cette bibliographie bien qu'ils ne figurent pas dans le texte¹. Quelques titres ambigus, relevant à la fois des études sur le communisme et d'un propos plus général, ont été classés en fonction du contexte dans lesquels ils ont été cités ou utilisés.

1. Pour une bibliographie plus conséquente, notamment sur les questions théoriques touchant à la mémoire collective, je renvoie le lecteur à la thèse qui est à l'origine de ce livre (*Histoire, mémoire et politique : le cas du Parti communiste français, op. cit.*).

I. Sources

Historiographie communiste

- « Bicentenaire de la Révolution française », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, 40, 1990, 159 p.
- Bourderon (Roger) et al. — *Le PCF. Étapes et problèmes, 1920-1972*, Paris, Éditions sociales, 1981, 639 p.
- Bourderon (Roger), Willard (Germaine) — *La France dans la tourmente 1939-1944*, Paris, Éditions sociales/Messidor, 1982, 354 p.
- Burles (Jean), Martelli (Roger), Wolikow (Serge) — *Les communistes et leur stratégie. Réflexions sur une histoire*, Paris, Éditions sociales, 1981, 254 p.
- Claude (Henri) — *Gaullisme et grand capital*, Paris, Éditions sociales, 1960, 224 p.
- Crémieux (Francis), Estaget (Jacques) — *Sur le parti 1939-1940*, Paris, Messidor, 1983, 395 p.
- Duclos (Jacques) — *Le Parti communiste français dans la Résistance. À propos d'une publication récente de l'Institut Maurice Thorez, les conférences de l'Institut Maurice Thorez, février 1968*, 31 p.
- « Étudier le PCF », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 29-30, 1979, 399 p.
- Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS*, Précis rédigé par une commission du Comité central du PC(b) de l'URSS, approuvé par le Comité central du PC(b) de l'URSS, 1938, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1949, 407 p.
- Histoire du Parti communiste français. Manuel*, Paris, Éditions sociales, 1964, 774 p.
- Martelli (Roger) — *1956, le choc du 20^e congrès du PCUS*, Paris, Éditions sociales, 1982, 443 p.
- Martelli (Roger) — *Communisme français, histoire sincère du PCF, 1920-1984*, Paris, Éditions sociales, 1984, 249 p.
- Rochet (Waldeck) — *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ?*, Paris, Éditions sociales, 1967, 63 p.
- Staline (Joseph) — *Textes*, 2 tomes, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1983, 297 p. et 233 p.
- Tartakowsky (Danielle) — *Une histoire du PCF*, Paris, PUF, 1982, 126 p.
- Thorez (Maurice) — *Œuvres choisies en trois volumes*, tome I, 1924-1937, Paris, Éditions sociales, 1967, 468 p.
- Willard (Germaine) et al. — *Le Parti communiste français dans la Résistance*, Paris, Éditions sociales, 1967, 354 p.
- Willard (Germaine) — *La drôle de guerre et la trahison de Vichy (septembre 1939-juin 1941)*, Paris, Éditions sociales, 1960, 176 p.

Autobiographies

- Bruhat (Jean) — *Il n'est jamais trop tard*, Paris, Albin Michel, 1983, 292 p.
- Cogniot (Georges) — *Parti pris*, tome 1, *D'une guerre mondiale à l'autre, 55 ans au service de l'humanisme réel*, Paris, Éditions sociales, 1976, 540 p., tome 2, *De la Libération au programme commun*, Paris, Éditions sociales, 1978, 583 p.
- Desanti (Dominique) — *Les stalinien, une expérience politique 1944-1956*, Paris, Fayard, 1975, 383 p.
- Duclos (Jacques) — *Mémoires*, Paris, Fayard, 1968-1973, tome 1, 1896-1934. *Le chemin que j'ai choisi, de Verdun au Parti communiste*, 434 p. ; tome 2, 1935-1939. *Aux jours ensoleillés du Front populaire*, 462 p. ; tome 3, *Dans la bataille clandestine*, 2 vol., 1940-1942 et 1943-1945, 315 p. et 335 p. ; tome 4, 1945-1952. *Sur la brèche*, 496 p. ; tome 5, 1952-1958. *Dans la mêlée*, 463 p. ; tome 6, 1959-1969. *Et la lutte continue*, 504 p.
- Fajon (Étienne) — *Ma vie s'appelle Liberté*, Paris, Robert Laffont, 1976, 297 p.
- Fiszbin (Henri) — *Les bouches s'ouvrent*, Paris, Grasset, 1980, 246 p.
- Grenier (Fernand) — *C'était ainsi... (souvenirs)*, Paris, Éditions sociales, 1959, 228 p.
- Grenier (Fernand) — *Journal de la drôle de guerre, septembre 1939-juillet 1940*, Paris, Éditions sociales, 1969, 268 p.
- Grenier (Fernand) — *C'était ainsi... (1940-1945)*, 7^e éd., Paris, Éditions sociales, 1970, 284 p.
- Grenier (Fernand) — *Ce bonheur-là...*, Paris, Éditions sociales, 1974, 349 p.
- Lajoinie (André) — *À cœur ouvert*, entretien avec Roland Passevant, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1987, 261 p.
- Lavigne (Raymond) — *Je suis un communiste heureux*, Paris, La Table Ronde, 1981, 281 p.
- Marcenac (Jean) — *Je n'ai pas perdu mon temps*, Paris, Messidor, 1982, 380 p.
- Molinier (Louis) — *Un militant communiste languedocien raconte*, Paris, Éd. L. Molinier, 1979, 230 p.
- Noirot (Paul) — *La mémoire ouverte*, Paris, Stock, 1976, 369 p.
- Plissonnier (Gaston) — *Une vie pour lutter*, entretiens avec Danielle Bleitrach, Paris, Éditions sociales, 1984, 223 p.
- Stil (André) — *L'optimisme librement consenti*, Paris, Stock, 1979, 330 p.
- Thorez (Maurice) — *Fils du peuple*, Paris, Éditions sociales internationales, 1937, 219 p. Éditions sociales, 1949, 253 p. Éditions sociales, 1970, 369 p.

Thorez (Paul) — *Les enfants modèles*, Paris, Lieu commun, 1982, 198 p.

II. Études sur l'histoire, la sociologie et la mémoire du Parti communiste français

- Althusser (Louis) — 22^e congrès, Paris, Maspero, 1977, 69 p.
Althusser (Louis) — *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Paris, Maspero, 1978, 125 p.
Azema (Jean-Pierre), Prost (Antoine), Rioux (Jean-Pierre) (dir.) — *Le Parti communiste des années sombres, 1938-1941*, Paris, Seuil, 1986, 317 p.
Azema (Jean-Pierre), Prost (Antoine), Rioux (Jean-Pierre) (dir.) — *Les communistes français de Munich à Châteaubriant, 1938-1941*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987, 440 p.
Bardy (Jean-Paul) et al. — « Parti communiste français : la ligne générale », in « Histoire militante et formation historique dans quatre organisations de gauche », *Espace et temps*, 9, 1978, p. 50-69.
Belloin (Gérard) — *Entendez-vous dans nos mémoires... les Français et leur Révolution*, Paris, La Découverte, 1988, 267 p.
Betourné (Olivier), Hartig (Aglaià I) — *Penser l'histoire de la Révolution. Deux siècles de passion française*, Paris, La Découverte, 1989, 238 p.
Birnbaum (Pierre), Vincent (Jean-Marie) (dir.) — *Critique des pratiques politiques*, Paris, Galilée, 1978, 238 p.
Bon (Frédéric) et al. — *Le communisme en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1969, 336 p.
Bondoux (Thierry) — « Perseverare diabolicum, le 24^e congrès du PCF », *Non*, février 1982, p. 90-102.
Bozon (Michel), Thiesse (Anne-Marie) — « La représentation de l'histoire chez ceux qui la subissent : thématization et mythification », *Manuels d'histoire et mémoire collective*, colloque des 23-24-25 avril 1981, Université Paris VII, multigr., 10 p.
Bureau (Jérôme) — *Le PC et la Révolution française, 1920-1940*, mémoire de maîtrise, sous la direction de Albert Soboul, Université Paris I, 1979, 155 p.
Chanfaut-Duchet (Marie-Françoise) — « Père, parti et parti-pris narratif : Maurice Thorez et Paul Thorez », *Cahiers de sémiotique textuelle*, 12, 1988, p. 103-126.
Courtois (Stéphane), Lazar (Marc) (dir.) — *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, Paris, Balland, 1991, 342 p.

- Courtois (Stéphane), Martelli (Roger) — « Où en est l'histoire du PCF ? », *Le débat*, 31, septembre 1984, p. 149-177.
Courtois (Stéphane) — « Lutttes politiques et élaboration d'une histoire : le PCF historien du PCF dans la seconde guerre mondiale », *Communisme*, 4, 1983, p. 5-26.
Courtois (Stéphane) — *Le PCF dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1980, 585 p.
Daix (Pierre) — « L'histoire à l'école du Parti », *H. Histoire*, 1, mars 1979, p. 147-156.
Derville (Jacques), Croizat (Maurice) — « La socialisation politique des militants communistes », *Revue française de science politique*, août-octobre 1979, p. 760-790.
Derville (Jacques), Lecomte (Patrick) — « Le Parti communiste français au miroir de ses partisans : une image contrastée », *Revue française de science politique*, 33 (4), août 1983, p. 651-679.
Fourcaut (Annie) — « Mémoires de la "banlieue rouge" », *Communisme*, 15-16, 1987, p. 121-134.
Fourcaut (Annie) — *Bobigny, Banlieue rouge*, Paris, Éd. Ouvrières/Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 215 p.
Furet (François) — *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, 259 p.
Gérard (Alice) — *La Révolution française, mythes et interprétations, 1789-1970*, Paris, Flammarion, 1970, 140 p.
Gérôme (Noëlle), Tartakowsky (Danielle) — *La fête de l'Humanité. Culture communiste, culture populaire*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 337 p.
Girault (Jacques) — *Sur l'implantation du PCF dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Éditions sociales, 1977, 347 p.
Gramsci dans le texte, Paris, Éditions sociales, 1975, 797 p.
Grosso (Bruno), Riccamboni (Gianni) (dir.) — *La sinistra e il '56 in Italia e Francia*, Padoue, Liviana Editoria, 1987, 428 p.
Hastings (Michel) — « Contre-bande et contre-société. Société communiste. Éléments d'une culture frontalière », *Espace, populations, sociétés*, 1, 1984, p. 83-91.
Hastings (Michel) — « Identité culturelle locale et politique festive communiste : Halluin-la-Rouge 1920-1934 », *Le Mouvement social*, 139, avril-juin 1987, p. 7-25.
Hastings (Michel) — *Halluin-la-Rouge 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991, 438 p.
Hincker (François) — « La lecture communiste de la Révolution française par le Parti communiste français », *Communisme*, 20-21, 1989, p. 101-110.
Hincker (François) — *Le Parti communiste français au carrefour. Essai*

- sur quinze ans de son histoire : 1965-1981, Paris, Albin Michel, 1981, 262 p.
- Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle*, I, *Dans la mémoire des hommes*, Paris, Plon/La Documentation française, 1991, 681 p.
- Kaës (René) — « Mémoire historique et usages de l'histoire chez les ouvriers français », *Le Mouvement social*, 61, octobre-décembre 1967, p. 13-32.
- Kondratieva (Tamara) — *Bolcheviks et jacobins*, Paris, Payot, 1989, 310 p.
- Kriegel (Annie) (avec la coll. de Bourgeois G.) — *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, 401 p.
- Kriegel (Annie) — *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972, 189 p.
- Kriegel (Annie) — *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1991, 842 p.
- Labica (Georges), Bensussan (Gérard) (dir.) — *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1985 (2^e éd.), 1233 p.
- Labica (Georges) — *Le marxisme-léninisme*, Paris, Bruno Huisman, 1984, 142 p.
- Lavabre (Marie-Claire), Lazar (Marc) — « Se rassembler à sa ressemblance, lecture de quelques autobiographies », *Communisme*, 4, 1983, p. 114-120.
- Lavabre (Marie-Claire), Peschanski (Denis) — « L'histoire pour boussole ? Note sur l'historiographie communiste, 1977-1981 », *Communisme*, 4, 1983, p. 106-114.
- Lavabre (Marie-Claire), Peschanski (Denis) — « L'image de l'URSS diffusée par le Parti communiste français : soixante ans d'almanachs », *Revue des études slaves*, LVII/4, 1985, p. 637-647.
- Lavabre (Marie-Claire) — « Au parti des ouvriers », *Autrement*, janvier 1992, p. 161-172.
- Lavabre (Marie-Claire) — « Étude d'une population de cadres communistes : le Comité fédéral de Paris », *Communisme*, 2, 1982, p. 25-48.
- Lavabre (Marie-Claire) — « La collection des almanachs édités par le Parti communiste français : un exemple de tradition », *Pouvoirs*, 42, 1987, p. 105-113.
- Lavau (Georges) — « Contribution au débat sur l'étude du PCF », *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 32-33, 1979, p. 269-374.
- Lavau (Georges) — « Histoire et idéologie dans le discours du PCF », 10^e congrès mondial de l'Association internationale de science politique, Edimbourg, 16-21 août 1975, multigr., 19 p.
- Lavau (Georges) — « Le PCF et ses ennemis : la preuve de Dieu par le diable », *Interventions*, 4, mai-juin-juillet 1983, p. 17-19.

- Lavau (Georges) — *À quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981, 443 p.
- Lazitch (Branko) — *Le rapport Khrouchchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976, 190 p.
- Lequin (Yves), Métral (Jean) — « Une mémoire collective : les métallurgistes retraités de Givors », *Annales ESC*, 1, janvier-février 1980, p. 149-166.
- Marcou (Lilly) (dir.) — *L'URSS vue de gauche*, Paris, PUF, 1982, 296 p.
- Medvedev (Roy) — *Le stalinisme*, Paris, Seuil, 1971, 637 p.
- Mer (Jacqueline) — *Le parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français : étude anthropologique*, Paris, Payot, 1977, 252 p.
- Michelat (Guy), Simon (Michel) — « Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, 26 (1), janvier-mars 1985, p. 32-69.
- Michelat (Guy), Simon (Michel) — *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Éditions sociales/Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 498 p.
- Molinari (Jean-Paul) — *Les ouvriers communistes, sociologie de l'adhésion ouvrière au communisme*, Paris, L'Albaron, 1991, 367 p.
- Négrinat (Jean-Marc) — « L'aveu, conviction et contrainte dans "l'homme nouveau". Une analyse des mémoires d'Eugen Löbl », *Communisme*, 13, 1987, p. 16-31.
- Ory (Pascal) — « La commémoration révolutionnaire en 1939 », in *La France et les Français 1938-1939*, sous la direction de R. Rémond et J. Bourdin, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978, p. 115-135.
- Papaioannou (Kostas) — *L'idéologie froide, essai sur le dépérissement du marxisme*, Paris, J.-J. Pauvert, 1967, 187 p.
- Peneff (Jean) — « Autobiographies de militants ouvriers », *Revue française de science politique*, février 1979, p. 53-82.
- Peschanski (Denis) — « L'été 40 du PCF », *L'Histoire*, 60, octobre 1983, p. 71-81.
- Peschanski (Denis) — « La demande de parution légale de *l'Humanité*, 17 juin-27 août 1940 », *Le Mouvement social*, 117, octobre-décembre 1980, p. 67-89.
- Pisier-Kouchner (Évelyne) (dir.) — *Les interprétations du stalinisme*, Paris, PUF, 1983, 356 p.
- Platone (François), Ranger (Jean) — « Les adhérents du PCF en 1979 : générations "biologiques" et générations "politiques" », in *Génération et politique*, Association française de science politique, congrès des 22-23-24 octobre 1981, Paris, multigr., 18 + 13 p.
- Platone (François), Subileau (Françoise) — « Les militants communistes à Paris : pratiques militantes », *Revue française de science politique*, avril 1976, p. 260-285.

- Platone (François) — « Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979 », *Communisme*, 7, 1985, p. 31-64.
- Pudal (Bernard) — « Les dirigeants communistes (1934-1939) ; les raisons d'un détour sociologique illustrées d'un exemple : Fernand Grenier », in « Problèmes et méthodes de la biographie », *Sources*, 1985, p. 102-114.
- Pudal (Bernard) — « Les dirigeants communistes : du " fils du peuple " à " l'instituteur des masses " », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71-72, mars 1988, p. 46-70.
- Pudal (Bernard) — *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, 329 p.
- Robrieux (Philippe) — *Histoire intérieure du Parti communiste*, Paris, Fayard, tome I, 1920-1945, 1980, 581 p. ; tome II, 1945-1972, 1981, 735 p. ; tome III, 1972-1982, 1982, 544 p. ; tome IV, *Biographies, chronologie, bibliographie*, 1984, 974 p.
- Robrieux (Philippe) — *Maurice Thorez, vie secrète et vie publique*, Paris, Fayard, 1975, 660 p.
- Sidhoum (Slim) — *L'image de la commune de Paris dans le Parti communiste français de 1945 à 1971*, mémoire de maîtrise sous la direction de Pierre Ayçoberry, Université des sciences humaines de Strasbourg, 1989, 188 p.
- Tartakowsky (Danielle) — « Un instrument de culture politique : les premières écoles centrales du Parti communiste français », *Le Mouvement social*, 91, avril-juin 1975, p. 79-108.
- Tartakowsky (Danielle) — *Les premiers communistes français*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980, 215 p.
- Terrail (Jean-Pierre) — « Identité ouvrière, mouvement ouvrier : d'hier à aujourd'hui », *Société française*, 13, 1984, p. 13-22.
- Terrail (Jean-Pierre) — *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?*, Paris, PUF, 1990, 275 p.
- Verdès-Leroux (Jeannine) — « Champ scientifique et champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, février-mars 1981, p. 25-32.
- Verdès-Leroux (Jeannine) — « Une institution totale auto-perpétuée : le Parti communiste français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, février-mars 1981, p. 33-64.
- Verdès-Leroux (Jeannine) — *Au service du Parti. Les intellectuels, le parti et la culture, 1944-1956*, Paris, Fayard/Minuit, 1983, 583 p.
- Verdès-Leroux (Jeannine) — « La mémoire indestructible », *Le genre humain*, 8, hiver 1984, p. 147-161.
- Verdès-Leroux (Jeannine) — *Le réveil des somnambules. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, Paris, Fayard/Minuit, 1987, 489 p.

- Verret (Michel) — « Communismes et sociétés ouvrières : réflexions sur des pluriels », *Communisme*, 15-16, 1987, p. 24-33.
- Verret (Michel) — « Mémoire ouvrière, mémoire communiste », *Revue française de science politique*, 34 (3), juin 1984, p. 413-427.
- Verret (Michel) — *La culture ouvrière*, Saint-Sébastien, ACL-Crocus, 1988, 296 p.

III. Éléments théoriques et méthodologiques : histoire, mémoire, narration

- Afanassiev (Youri), Ferro (Marc) (dir.) — *50 idées qui ébranlent le monde. Dictionnaire de la Glasnost*, Paris/Moscou, Payot/Progress, 1989, 521 p.
- Ansart (Pierre) — « Manuels d'histoire et inculcation d'un rapport affectif au passé », *Manuels d'histoire et mémoire collective*, colloque des 23-24-25 avril 1981, Université Paris VII, 22 p.
- Ansart (Pierre) — *Les idéologies politiques*, Paris, PUF, 1974, 213 p.
- Assmann (Jan) — « Égypte ancienne. La mémoire monumentale », in *La commémoration*, P. Signoux (dir.), Louvain-Paris, Peeters, Bibliothèque de l'EHESS, vol. XCI, 1988, p. 46-56.
- Baczko (Bronislaw) — *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, 242 p.
- Bastide (Roger) — « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, 21, 1970, p. 65-108.
- Bastide (Roger) — *Les religions africaines au Brésil*, Paris, PUF, 1960, 560 p.
- Berger (Peter), Luckmann (Thomas) — *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1986, 288 p.
- Bloch (Marc) — « Mémoire collective, tradition et coutume. À propos d'un livre récent », *Revue de synthèse historique*, X (nouvelle série XIV), 1925, 118-120, p. 73-83.
- Cru (Jean-Norton), *Témoins*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993, 727 p.
- Desroche (Henri), *Sociologie de l'espérance*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, 253 p.
- Eliade (Mircea) — *La nostalgie des origines*, Paris, Gallimard, 1971, 336 p.
- Ellul (Jacques) — *Propagandes*, Paris, Armand Colin, 1962, 336 p.
- Ferro (Marc) — « Les oublis de l'histoire », *Communications*, 40, 1989, p. 57-66.
- Ferro (Marc) — *Comment on raconte l'histoire aux enfants à travers le monde entier*, Paris, Payot, 1983, 315 p.
- Ferro (Marc) — *L'histoire sous surveillance*, Paris, Gallimard, 1985, 251 p.

- Finley (Moses I.) — *Mythe, mémoire, histoire : les usages du passé*, Paris, Flammarion, 1971, 270 p.
- Girardet (Raoul) — « Du concept de génération à la notion de contemporanéité », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 30, avril-juin 1983, p. 257-270.
- Girardet (Raoul) — *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, 211 p.
- Groshens (Marie-Claude) — « Les coutumes, les lieux et les récits : trois registres de la mémoire collective », *Revue des sciences sociales de l'est de la France*, 8, 1979, p. 111-119.
- Gusdorf (Georges) — « De l'autobiographie initiatique à l'autobiographie genre littéraire », in « L'autobiographie », *Revue d'histoire littéraire de la France*, 6, 1975, p. 958-971.
- Halbwachs (Maurice) — *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1968, 204 p.
- Halbwachs (Maurice) — *La topographie légendaire des Évangiles*, Paris, PUF, 1971, 171 p.
- Halbwachs (Maurice) — *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, PUF, 1952, 298 p.
- Hervieu-Léger (Danièle), *La religion pour mémoire*, Paris, Cerf, 1993, 273 p.
- Jamin (Jean) — *Les lois du silence. Essai sur la fonction sociale du secret*, Paris, Maspero, 1977, 134 p.
- Johnston (William), *Postmodernisme et bimillénaire. Le culte des anniversaires dans la culture contemporaine*, PUF, Paris, 1992, 291 p.
- Joutard (Philippe) — *Ces voix qui nous viennent du passé*, Paris, Hachette, 1983, 268 p.
- Kriegel (Annie) — « Le concept politique de génération : apogée et déclin », *Commentaire*, 7, automne 1979, p. 15 et suiv.
- Lagroye (Jacques) — « La légitimation », in Grawitz M., Leca J. (dir.), *Traité de science politique*, vol. I, Paris, PUF, 1983, p. 395-467.
- Lavabre (Marie-Claire) — « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, 3, juin 1994.
- Le Goff (Jacques) — *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, 409 p.
- Levi (Primo) — *Les naufragés et les rescapés, quarante ans après Auschwitz*, Paris, Gallimard, 1986, 199 p.
- Mannheim (Karl) — *Le problème des générations*, Introduction et postface de Gérard Mauger, Paris, Nathan, 1990, 122 p.
- Mauss (Marcel) — *Œuvres*, tome 3, Paris, Minuit, 1969, 734 p.
- Mauss (Marcel) — *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1983, 8^e éd., 482 p.
- Michelat (Guy) — « Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, 16 (2), avril-juin 1975, p. 229-257.

- Namer (Gérard) — *Batailles pour la mémoire, la commémoration en France, de 1945 à nos jours*, Paris, Papyrus, 1983, 213 p.
- Namer (Gérard) — *Mémoire et société*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1987, 219 p.
- Noiriel (Gérard) — « Pour une approche subjectiviste du social », *Annales ESC*, 6, novembre-décembre 1989, p. 1435-1460.
- Nora (Pierre) — « La mémoire collective », in *La nouvelle histoire*, sous la direction de J. Le Goff, Paris, Retz-CEPL, 1978, p. 398-401.
- Nora (Pierre) — « Mémoire de l'historien, mémoire de l'histoire. Entretien avec J.-B. Pontalis », *Nouvelle revue de psychanalyse*, 15, 1977, p. 221-234.
- Nora (Pierre) — « Quatre coins de la mémoire », *H. Histoire*, 2, juin 1979, p. 9-32.
- Nora (Pierre) — « Simmel : le mot de passe », *Nouvelle revue de psychanalyse*, 14, 1976, p. 307-312.
- Nora (Pierre) — *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, I, *La République*, 1984, 674 p., II, *La Nation*, 3 vol., 1986, 610, 622 et 665 p., III, *Les France*, 3 vol., 1993, 988 p., 988 p., 1034 p.
- Peneff (Jean), *La méthode biographique*, Paris, Armand Colin, 144 p.
- Percheron (Annick) — « La socialisation politique, défense et illustration » in Grawitz M., Leca J. (dir.), *Traité de science politique*, vol. 3, Paris, PUF, 1985, p. 165-235.
- Peschanski (Denis) (dir.) — *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Complexe, 1991, 285 p.
- Pollak (Michael) (avec Heinrich Nathalie) — « Le témoignage », *Actes de la recherche en science sociales*, 62/63, juin 1986, p. 3-29.
- Pollak (Michael) — « La gestion de l'indicible », *Actes de la recherche en science sociales*, 62/63, juin 1986, p. 30-53.
- Pollak (Michael) — *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 1990, 342 p.
- Pouillon (Jean) — « Plus c'est la même chose, plus ça change », *Nouvelle revue de psychanalyse*, 15, 1977, p. 203-212.
- Pouillon (Jean) — *Fétiches sans fétichisme*, Paris, Maspero, 1975, 351 p.
- Ricoeur (Paul) — « Événement et sens », in *L'espace et le temps*, Actes du 20^e congrès de l'Association des sociétés de philosophie de langue française (Dijon 29-31 août 1988), Paris, Vrin, 1990, p. 9-20.
- Ricoeur (Paul) — *De l'interprétation. Essai sur Freud*, Paris, Seuil, 1965, 534 p.
- Ricoeur (Paul) — *Temps et récit*, Paris, Seuil, tome I, 1983, 319 p. ; tome II, *La configuration du temps dans le récit de fiction*, 1984, 234 p. ; tome III, *Le temps raconté*, 1985, 427 p.

- Rouso (Henry) — *Le syndrome de Vichy, 1944-198...*, Paris, Seuil, 1987, 323 p.
- Sauret (Marie-Jean) — « La relation à l'autre dans la/une conversion religieuse », *Annales*, Université de Toulouse-Le Mirail, XV, 1979, p. 83-109.
- Simmel (Georg) — « La société secrète », *Nouvelle revue de psychanalyse*, 14, 1976, p. 281-306.
- Simonot (Michel) — « Entretien non directif entretien non préstructuré. Pour une validation méthodologique et une formalisation pédagogique », *Bulletin de psychologie*, 33 (343), 1980, p. 155-164.
- Stoetzel (Jean) — *La psychologie sociale*, Paris, Flammarion, 1978, 335 p.
- Verret (Michel) — « Halbwachs et le deuxième âge du durkheimisme », *Cahiers internationaux de sociologie*, 53, 1972, p. 311-336.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

- Afanassiev (Youri) : 17, 311.
- Althusser (Louis) : 224, 243, 245, 274, 306.
- Andrieu (René) : 178.
- Ansart (Pierre) : 39, 225, 226, 265, 311.
- Aragon (Louis) : 121.
- Assman (Jan) : 41, 311.
- Azéma (Jean-Pierre) : 42, 306.
- Babeuf (Gracchus) : 45, 46, 54.
- Baczko (Bronislaw) : 232, 238, 258, 311.
- Balibar (Étienne) : 111.
- Bardy (Jean-Paul) : 227, 306.
- Bastide (Roger) : 18, 19, 29, 35, 167, 222, 241, 242, 245, 282, 311.
- Belloin (Gérard) : 42, 50, 51, 306.
- Bensoussan (Gérard) : 230, 308.
- Berger (Peter) : 265, 311.
- Bergson (Henri) : 21, 166.
- Bertrand (Michèle) : 237.
- Besse (Guy) : 237.
- Bétourné (Olivier) : 44, 62, 306.
- Billoux (François) : 63, 213, 214.
- Birnbaum (Pierre) : 28, 192, 221, 285, 306.
- Bleitrach (Danielle) : 115.
- Bloch (Marc) : 19, 20, 311.
- Blum (Léon) : 208.
- Bon (Frédéric) : 187, 306.
- Bondoux (Thierry) : 109, 306.
- Bonte (Florimond) : 214, 270, 271.
- Borges (Jorge Luis) : 36.
- Bottigelli (Émile) : 56, 57, 59, 61, 62.
- Bourderon (Roger) : 108, 218, 250, 304.
- Bourdieu (Pierre) : 256.
- Bourgeois (Guillaume) : 208, 209, 211.
- Bouvier (Jean) : 214, 215.
- Bozon (Michel) : 306.
- Brecht (Bertold) : 243.
- Brejnev (Leonid) : 107.
- Bruhat (Jean) : 43, 57, 58, 59, 62, 89, 98.
- Buffin (Didier) : 103.
- Bureau (Jérôme) : 51, 52, 306.
- Burles (Jean) : 26, 27, 108, 304.
- Cachin (Marcel) : 50, 51.
- Calas (Raoul) : 214.
- Cardoze (Michel) : 179.

- Carlu (Jean) : 200.
Casanova (Antoine) : 45, 49.
Casanova (Laurent) : 56, 63, 172.
Cassagnes (Jean) : 56, 59, 62.
Cerf-Ferrière (André) : 183.
Certeau (Michel de) : 221.
Chaintron (Jean) : 214.
Chanfrait-Duchet (Marie-Françoise) : 306.
Chapsal (Jacques) : 196.
Claude (Henri) : 304.
Codou (Roger) : 209.
Cogniot (Georges) : 64, 67, 71, 74, 88, 89, 113, 119, 120, 121, 173, 305.
Cohen (Francis) : 106, 234.
Copin (Auguste) : 208.
Courtois (Stéphane) : 26, 86, 169, 172, 208, 209, 213, 214, 215, 216, 217, 219, 225, 306, 307.
Crémieux (Francis) : 209, 304.
Croisat (Maurice) : 307.
Cru (Jean-Norton) : 311.
- Daix (Pierre) : 307.
Danton : 65, 66, 81.
Dautry (Jean) : 89.
Dejonghe (Étienne) : 208.
Derville (Jacques) : 307.
Desanti (Dominique) : 98, 122, 305.
Desanti (Jean-Toussaint) : 122.
Desmoulins (Camille) : 72.
Desroche (Henri) : 21, 311.
Dewez (Sulpice) : 211.
Doize (Pierre) : 113.
Duclos (Jacques) : 14, 64, 65, 66, 67, 71, 74, 79, 88, 89, 92, 93, 95, 103, 104, 113, 114, 116, 118, 119, 120, 143, 147, 150, 171, 172, 175, 185, 186, 207, 215, 217, 218, 239, 250, 257, 293, 304, 305.
Dumouriez : 66, 86.
Durand (Pierre) : 188.
- Eliade (Mircea) : 21, 224, 311.
Elleinstein (Jean) : 112, 113.
Ellul (Jacques) : 230, 311.
Engels : 60, 91.
Estaget (Jacques) : 209, 304.
- Fabius (Laurent) : 77.
Fajon (Étienne) : 112, 171, 237, 305.
Feld (Nelly) : 179.
Ferro (Marc) : 17, 162, 238, 311.
Figuères (Léo) : 89, 173, 180.
Finley (Moses I.) : 16, 312.
Fiszbin (Henri) : 244, 248, 249, 250, 252, 253, 305.
Fouquier-Tinville : 72, 73.
Fourcaut (Annie) : 270, 272, 307.
Fourrier (Jules) : 209.
Freud (Sigmund) : 21, 31, 121, 166, 167, 231.
Furet (François) : 38, 42, 44, 45, 51, 52, 307.
- Gacon (Jean) : 214.
Gallissot (René) : 26.
Garaudy (Roger) : 59, 171, 173.
Gaulle (Charles de) : 107, 165-207, 211, 213, 217, 218, 219, 275, 277, 285, 292, 298.
Gayssot (Jean-Claude) : 257.
Gérard (Alice) : 47, 307.
Gérôme (Noëlle) : 307.
Gillor (Auguste) : 211.
Girardet (Raoul) : 312.
Girault (Jacques) : 307.
Giscard d'Estaing (Valéry) : 181, 182, 183, 188, 189.
Goblot (Jean-Jacques) : 233.
Gosnat (Georges) : 256, 257.
Gramsci (Antonio) : 240, 307.
Grawitz (Madeleine) : 238, 264.
Grenier (Fernand) : 169, 170, 174-176, 183, 186, 189, 223, 305.
Groppa (Bruno) : 307.
Groshens (Marie-Claude) : 312.

- Guérin (Daniel) : 61.
Gusdorf (Georges) : 312.
- Halbwachs (Maurice) : 17, 18, 19, 20, 22, 28, 31, 32, 33, 37, 40, 41, 43, 92, 93, 95, 96, 100, 166, 222, 241, 242, 265, 267, 269, 282, 284, 285, 287, 288, 312.
Harris (André) : 112.
Hartig (Aglaïa I.) : 44, 62, 306.
Hastings (Michel) : 261, 270, 272, 307.
Hébert : 54.
Heckli (Georges) : 244.
Heinich (Nathalie) : 313.
Henaff (Eugène) : 171.
Hermier (Guy) : 183.
Hervieu-Léger (Danièle) : 22, 312.
Hilsum (René) : 214.
Hincker (François) : 42, 47, 48, 50, 52, 53, 57, 69, 88, 112, 181, 183, 184, 185, 307.
Hitler (Adolf) : 152, 215.
Hobsbawm (Eric) : 38.
Horvath (Martin) : 62.
- Jamin (Jean) : 246, 312.
Jankélévitch (Vladimir) : 225.
Jaubert (Alain) : 15.
Jaurès (Jean) : 56, 73.
Jdanov (Andréï) : 56.
Jérôme (Jean) : 103, 244.
Joannès (Victor) : 174, 214.
Joliot-Curie : 121.
Johnston (William) : 312.
Joutard (Philippe) : 288, 312.
Judt (Tony) : 38.
Julliard (Jacques) : 38.
Juquin (Pierre) : 173.
- Kaës (René) : 138, 308.
Kahn (Jean-François) : 103.
Kanapa (Jean) : 112.
Kellermann : 86.
Khrouchtchev (Nikita) : 98, 102, 103, 104, 105, 112, 113, 116, 118, 120, 123, 149, 151, 250, 251.
- Kondratieva (Tamara) : 51, 308.
Kopelev (Lev. Z.) : 248.
Koyré (Alexandre) : 238.
Kravchenko : 124, 125, 133.
Kriegel (Annie) : 24, 31, 63, 161, 208, 243, 244, 245, 249, 250, 254, 255, 258, 259, 263, 273, 274, 308, 312.
Kundera (Milan) : 13, 14.
- Labica (Georges) : 227, 230, 234, 236, 247, 248, 308.
Laffont (Robert) : 208.
Lagroye (Jacques) : 238, 312.
Lajoinie (André) : 119, 121, 122, 305.
Lancelot (Alain) : 196.
Langumier (Adrien) : 209.
Laplanche (Jean) : 15.
Laurent (Paul) : 249.
Lavau (Georges) : 13, 19, 23, 24, 25, 27, 28, 32, 102, 105, 106, 111, 157, 192, 223, 224, 226, 228, 229, 230, 232, 233, 237, 238, 239, 245, 260, 261, 262, 263, 273, 285, 286, 308, 309.
Lavigne (Raymond) : 123, 124, 305.
Lazar (Marc) : 99, 104, 163, 169, 172, 224, 225, 306, 308.
Lazitch (Branko) : 251, 309.
Leca (Jean) : 238, 264.
Lecanuet (Jean) : 183.
Lecœur (Auguste) : 63, 208, 209, 249.
Lecomte (Patrick) : 307.
Le Goff (Jacques) : 14, 312.
Lénine : 51, 91, 234, 237, 247, 248.
Le Pors (Anicet) : 166, 257.
Lequin (Yves) : 309.
Levi (Primo) : 97, 312.
Lévi-Strauss (Claude) : 35.
Loebl (Eugen) : 258, 259.
London (Artur) : 112, 258.

- London (Lise) : 112.
 Loraux (Nicole) : 223.
 Luckmann (Thomas) : 265, 311.
 Lukács (Georg) : 62.
- Mannheim (Karl) : 30, 312.
 Manouchian : 209.
 Manouïlski : 249.
 Marat : 54, 56.
 Marcenac (Jean) : 124, 305.
 Marchais (Georges) : 45, 71, 106,
 107, 108, 109, 111, 117, 136,
 182, 184, 207, 208, 227, 228,
 229, 241, 244, 245, 272.
 Marchetti (Stéphane) : 200.
 Marcou (Lilly) : 238, 309.
 Martelli (Roger) : 42, 53, 101, 103,
 108, 114, 115, 117, 143, 210,
 304, 307.
 Marty (André) : 59, 89, 207, 213,
 214, 249, 255.
 Marx (Karl) : 51, 89, 91, 228, 230,
 232, 234, 235.
 Mathiez (Albert) : 44, 51, 52, 57,
 60, 64, 65.
 Mauss (Marcel) : 284, 312.
 Mauvais (Léon) : 249.
 Mazauric (Claude) : 45, 49.
 Medvedev (Roy) : 238, 309.
 Mer (Jacqueline) : 286, 309.
 Méric : 51.
 Métral (Jean) : 309.
 Michelat (Guy) : 70, 265, 297, 309,
 313.
 Midol (Lucien) : 257.
 Mikoïan (A.) : 236, 237.
 Mioche (Philippe) : 114.
 Mitterrand (François) : 77, 107, 182,
 183.
 Molinari (Jean-Paul) : 266, 270, 309.
 Molinier (Louis) : 125, 259, 260,
 305.
 Mollet (Guy) : 103, 128, 143, 194,
 195.
 Moquet (Guy) : 212.
- Moussinac (Léon) : 293.
 Mouton (Adrien) : 125.
- Namer (Gérard) : 39, 268, 313.
 Négrinat (Jean-Marc) : 309.
 Noguères (Henri) : 185.
 Noiriël (Gérard) : 19, 167, 272,
 313.
 Noirot (Paul) : 103, 122, 305.
 Nora (Pierre) : 14, 16, 17, 38, 39,
 40, 94, 167, 168, 181, 262, 268,
 269, 313.
- Offerlé (Michel) : 280.
 Orwell (Georges) : 19, 23.
 Ory (Pascal) : 17, 38, 42, 309.
- Pankratova (A.) : 236.
 Pannequin (Roger) : 208, 209.
 Papaïoannou (Kostas) : 247, 248,
 309.
 Passevant (Roland) : 121.
 Paul (Marcel) : 183.
 Pelletier (A.) : 233.
 Pelloux (Robert) : 225.
 Peneff (Jean) : 309, 313.
 Percheron (Annick) : 213, 264, 265,
 266, 276, 313.
 Péri (Gabriel) : 216.
 Perrineau (Pascal) : 13.
 Peschanski (Denis) : 26, 48, 86, 101,
 106, 117, 161, 208, 211, 308,
 309, 313.
 Pétain (Philippe) : 208.
 Pierrat (André) : 210.
 Pisier-Kouchner (Evelyne) : 102, 309.
 Platone (François) : 253, 309, 310.
 Plissonnier (Gaston) : 103, 115, 116,
 118, 119, 121, 122, 125, 256,
 305.
 Pollak (Michaël) : 101, 288, 313.
 Ponge (Francis) : 165, 168.
 Poniatowski (Michel) : 183.
 Poperen (Jean) : 60, 61, 62.
 Pouillon (Jean) : 35, 313.
 Pronteau (Jean) : 104.

- Prost (Antoine) : 42, 306.
 Pudal (Bernard) : 64, 241, 310.
- Racine (Nicole) : 217, 218, 219.
 Ranger (Jean) : 253, 309.
 Ranger (Terence) : 38.
 Rebérioux (Madeleine) : 90, 268.
 Riccamboni (Gianni) : 307.
 Ricœur (Paul) : 16, 21, 31, 32, 100,
 231, 232, 239, 313.
 Rioux (Jean-Pierre) : 42, 306.
 Robespierre (Maximilien) : 46, 54,
 56, 60, 61, 65, 69, 81, 82, 140,
 191, 192.
 Robin (Régine) : 49.
 Robrieux (Philippe) : 102, 103, 104,
 107, 112, 157, 208, 210, 244,
 249, 255, 310.
 Rochet (Waldeck) : 105, 237, 304.
 Rosanvallon (Pierre) : 38.
 Rouget de Lisle : 54.
 Rousseau (Michel) : 210.
 Rousseau (Renée) : 108.
 Rouso (Henry) : 101, 314.
- Saint-Just : 61, 69, 72, 81.
 Saint-Simon : 40.
 Salini (Laurent) : 182.
 Sanguedolce (Joseph) : 211.
 Sauret (Marie-Jean) : 271, 314.
 Secchia (Pietro) : 104.
 Sédouy (Alain de) : 112.
 Selezniou (K.) : 58, 59, 61.
 Sémard (Pierre) : 216, 243.
 Servin (Marcel) : 249.
 Sève (Lucien) : 232.
 Sidhoum (Slim) : 89, 90, 91, 310.
 Signoux (Philippe) : 41, 311.
 Simmel (Georg) : 246, 256, 262,
 314.
 Simon (Michel) : 265, 309.
 Simonot (Michel) : 314.
 Soboul (Albert) : 44, 49, 57, 59,
 60, 61, 62, 63, 64, 89.
- Staline : 34, 68, 78, 81, 82, 83, 98,
 103, 104, 105, 106, 110, 111-
 159, 163, 200, 211, 214, 223,
 234, 235, 236, 237, 239, 241,
 251, 258, 297, 298, 302, 304.
 Stil (André) : 122, 123, 124, 125,
 305.
 Stoetzel (Jean) : 314.
 Subileau (Françoise) : 309.
- Tartakowsky (Danielle) : 227, 304,
 307, 310.
 Terrail (Jean-Pierre) : 310.
 Tersen (Émile) : 89.
 Thiesse (Anne-Marie) : 306.
 Thorez (Maurice) : 14, 53, 54, 55,
 57, 58, 59, 63, 88, 95, 102, 104,
 107, 115, 116, 118, 123, 146,
 171, 175, 208, 209, 213, 214,
 215, 216, 217, 218, 234, 237,
 244, 249, 252, 297, 302, 304,
 305, 309.
 Thorez (Paul) : 14, 306.
 Thorez-Vermeersch (Jeannette) : 241.
 Tillon (Charles) : 207, 208, 209,
 213, 214, 244, 249.
 Tito : 98.
 Tréand (Maurice) : 250.
 Trigano (Shmuel) : 225.
- Vaillant (Édouard) : 92.
 Valensi (Lucette) : 16.
 Vallon (Louis) : 185, 186.
 Verdès-Leroux (Jeannine) : 20, 56,
 62, 99, 274, 310.
 Verret (Michel) : 105, 106, 247,
 311, 314.
 Vial (Christine) : 297.
 Villon (Pierre) : 174.
 Vincent (Jean-Marie) : 28, 192, 221,
 285, 306.
 Vovelle (Michel) : 44, 45.
- Willard (Germaine) : 174, 218, 304.
 Wolikow (Serge) : 27, 108, 304.
 Wurmser (André) : 179



*Transcodé et achevé d'imprimer
par l'Imprimerie Floch
à Mayenne, le 2 novembre 1994.
Dépôt légal : novembre 1994.
Numéro d'imprimeur : 36493.
Imprimé en France.*